

Actes Majeurs

Daniel Abwa



Ngouo Woungly-Massaga
alias Commandant Kissamba :

«Cameroun,
ma part de vérité»

Postface de Simon Bolivar Njami

Editions Minsi



Ngouo Woungly-Massaga
alias Commandant Kissamba :
«Cameroun,
ma part de vérité»

Daniel Abwa

Ngouo Woungly-Massaga
alias Commandant Kissamba :
«Cameroun,
ma part de vérité»

Postface de Simon Bolivar Njami

Editions Minsi

© Editions Minsi 2005

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les "copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective" et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, "toutes représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite" (alinéa 1er de l'article 40.

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Note liminaire

L'historien que je suis se doit à la vérité de dire : si depuis 1993 et Vivant au Cameroun, j'ai pu écrire et faire publier les travaux de cette nature, c'est parce que le Renouveau a créé des conditions favorables à cette écriture. Il fut un temps où de tels travaux ne pouvaient se faire que par des gens vivant hors du Cameroun.

Ça aussi, il faut le dire !

Pr Daniel ABWA

Dédicace

A ma chère et tendre épouse
A tous mes enfants

Remerciements

La réalisation de ce travail a bénéficié du concours précieux de mon ami, collègue et frère, Brunot Marie BONGUEN OTTOKO à travers qui j'ai rencontré le commandant KISSAMBA ; de mon frère Simon POOCH qui m'a hébergé en France pendant mes années de recherche. Elle a également bénéficié des conseils pratiques et de la relecture de mon ami, frère et collègue Jean KOU-FAN MENKENE.

A tous, je dis Merci !

Avant-propos

Permettez-moi, professeur Daniel ABWA d'expliquer aux lecteurs dans quelles circonstances la décision d'écrire ce livre est intervenue et dans quel esprit je me suis engagé à répondre de manière exhaustive et en toute franchise à votre questionnement. Cette explication préalable me paraît indispensable pour comprendre la portée du travail et pour éviter qu'on ne le situe d'emblée dans le cadre des diverses manœuvres de positionnement électoraliste tant à l'intérieur de l'UPC où se pose un problème aigu¹ d'unification et de mise en place d'une direction conséquente, qu'au plan national où se profile à l'horizon une élection présidentielle².

A force d'être harcelé depuis des années par des compatriotes de tous bords pour que j'écrive mes mémoires, j'avais commencé à préparer des notes à cet effet, sans toutefois franchir le pas d'une décision ferme d'entamer ce travail. Même lorsque j'ai été interpellé par deux intellectuels habitant mon quartier et qui m'honorent de leur sympathie et de leur admiration, je ne pouvais me douter un seul instant que leur proposition de me faire rencontrer un de leurs amis avec lequel ils souhaitaient que je fasse " un travail pour informer les Camerounais " aboutirait au contact avec le chef de Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I.

Je salue donc, professeur, le hasard qui m'a permis de faire votre connaissance et vous remercie sincèrement pour votre disponibilité.

En vérité, les nombreuses accusations dont je fais l'objet tant de la part de mes " amis politiques " que de mes " ennemis poli-

1 - L'UPC, parti à nouveau légalisé avec l'ouverture démocratique des années 90 est divisée en tendances qui se combattent en permanence.

2 - Nous commençons la rédaction de ce livre en octobre 2002, alors que la classe politique camerounaise s'interroge sur les élections présidentielles car, depuis que Paul BIYA est au pouvoir, il n'a jamais laissé un mandat présidentiel aller à son terme normal.

tiques " ne me préoccupent pas outre mesure, parce que la médisance et la calomnie ne passent pas la rampe de l'Histoire et parce qu'une action patriotique résolue et sincère balaie toujours leurs miasmes.

C'est précisément pourquoi, bien que mes choix politiques aient été controversés, on peut néanmoins m'attribuer, comme vous le dites, " une importante contribution à la vie politique camerounaise ". Comment éviter les malentendus avec des partis de l'opposition qui s'ignorent et qui ne veulent discuter qu'avec le pouvoir ? Comment éviter des incompréhensions avec des partis politiques qui mettent dix ans pour comprendre qu'après la reconnaissance du multipartisme, le plus urgent était de définir les règles du jeu saines ? Comment éviter des divergences avec des partis de l'opposition qui s'obstinent à affronter le parti administratif en ordre dispersé, tournant chaque fois le dos à toute stratégie de coalition et de candidature unique que nous prônons depuis 1992 ?

Et lorsqu'on s'interroge sur la place qu'occupe la médisance et la calomnie dans la vie politique camerounaise, on s'aperçoit que l'ignorance de l'Histoire du pays et notamment de sa lutte de libération est la cause principale de la médiocrité de l'opposition aujourd'hui. C'est pourquoi la réponse à telle ou telle accusation fantaisiste visant à désorienter le peuple est moins importante que la restitution simple de la réalité vécue et des véritables idées qui ont sous-tendu et sous-tendent encore la lutte des Camerounais contre le joug colonial et pour l'instauration de la démocratie.

J'apprécie donc hautement, professeur Daniel ABWA, la recommandation que vous m'avez faite d'écarter toute polémique et de me situer exclusivement au niveau de l'impérieux devoir de témoigner et de dire " MA PART DE VERITE ".

Conscient de la responsabilité qui m'incombe en tant qu'un des tout derniers survivants de l'épopée de la Révolution camerounaise, le seul peut-être à avoir été un acteur de premier plan dans tous les domaines à un haut niveau de responsabilité, je puis vous assurer, professeur, et assurer le peuple camerounais et tout

Avant-propos

particulièrement sa jeunesse, du respect scrupuleux de l'objectivité de ce témoignage.

NGOUO WOUNGLY-MASSAGA
Commandant KISSAMBA

L'historien et l'acteur de l'Histoire³

Une fois de plus, l'historien que nous sommes est allé à la rencontre d'un acteur de l'Histoire du Cameroun afin que ce dernier mette à la disposition de la communauté des historiens le matériau nécessaire à l'écriture de l'Histoire du Cameroun. Dans un article qui vient de paraître dans la revue *Ngaoundéré Anthropos*, nous avons eu à justifier l'urgence et la nécessité de cette rencontre entre historiens et acteurs car, il nous semble que c'est l'une des voies idoines pour espérer écrire la vraie Histoire du Cameroun contemporain⁴.

La première initiative que nous avons prise dans ce sens a été positivement saluée par la communauté intellectuelle d'ici et d'ailleurs et par certains acteurs de l'Histoire du Cameroun. La presse au Cameroun, tous médias confondus, a émis des critiques positives, non seulement sur l'initiative prise, mais aussi sur la pertinence des questions posées et la qualité des réponses obtenues. A la mort de SADOU DAOUDOU, survenue pratiquement une année après la publication de l'ouvrage qui lui était consacré, nombre de Camerounais ont apprécié davantage qu'il ait " lui au moins - disait-on " laissé son témoignage alors que d'autres acteurs de la même génération, décédés quelques temps avant ou après lui, avaient emporté outre tombe tout ce qu'ils savaient, tout ce qui aurait pu aider les historiens à écrire avec plus de bonheur l'Histoire du Cameroun. C'est dire combien il est urgent et utile de " traquer " tous les acteurs encore vivants afin qu'ils laissent leurs témoignages à la postérité pour que vivent l'Histoire du Cameroun et la mémoire collective du peuple camerounais sans lesquelles rien de véritablement grand et durable ne saurait être

3 - L'historien et l'histoire I a été publié en guise d'introduction dans l'ouvrage entretien que nous avons publié sous le titre *SADOU DAOUDOU PARLE*, Yaoundé, P.UCAC, 2001.

4 - D. ABWA, " Plaidoyer pour l'écriture de l'histoire contemporaine du Cameroun ", *Ngaoundéré Anthropos*, vol VII, 2002, pp.5-22

entrepris au Cameroun.

Dans ce concert de louanges à la sortie du livre *SADOU DAOUDOU PARLE*, il y a cependant eu quelques voix discordantes, dont celles de certains historiens du Cameroun qui estimaient que nous faisions dans la facilité et qu'il eût été bon de laisser SADOU DAOUDOU parler tout seul⁵.

A cette prise de position, nous tenons à dire à ces collègues qu'il est erroné de penser que c'est à un genre facile que nous nous sommes attelé pour pousser à l'écriture de l'Histoire réelle du Cameroun. Au contraire, tout y est difficile car, pour réussir une telle œuvre, il faut impérativement que l'historien fasse montre d'une certaine habileté et d'un sens consommé des relations humaines. Pour ce faire :

- L'historien doit être capable d'établir un climat de confiance avec l'acteur à interviewer. Il faut que ce dernier ait suffisamment confiance en l'historien pour accepter de lui livrer ses secrets et surtout d'accepter que ceux-ci soient divulgués à un public plus large. Pour ce faire, il faudrait que l'acteur soit ou un intime de l'historien ou que l'historien l'ait suffisamment impressionné pour susciter sa sympathie. Et ce n'est pas la phase la plus facile dans ce genre d'initiative.
- L'historien doit savoir, à partir des connaissances historiques qu'il a pu engranger, les questions à poser et également avoir une manière de les poser pour ne pas tomber, ni dans la complaisance ni dans la confrontation avec l'acteur choisi. Il faut en effet que l'historien évite que ce soit l'acteur de l'histoire qui lui indique les questions à lui poser ; auquel cas, l'historien tombe nécessairement dans la facilité qui engendre, par ce fait même, le laxisme et surtout la complaisance. Il faut au contraire que l'historien connaisse très bien l'environnement dans lequel vit et a vécu l'acteur de l'histoire choisi, ses champs d'action et les questions aux-

5 - C'est en tout cas l'écho qui m'en est parvenu, aucun ne me l'ayant reproché de vives voix

Préface

quelles il n'y a pas encore eu de réponses précises ou celles dont les réponses font encore l'objet de controverses établies. Il faut que l'historien ait toujours l'initiative et que l'acteur devienne véritablement un objet d'études. Il lui faut à tout moment garder sa liberté de manœuvre et avoir la capacité de poser les questions les plus osées sans toutefois irriter son interlocuteur. Ce n'est assurément pas là un exercice facile car l'historien, pour mener son entretien, doit être à la fois diplomate et scientifique.

- L'historien doit pouvoir réussir à établir avec l'acteur que l'auteur principal de l'ouvrage à sortir est l'historien et l'auteur secondaire, l'acteur . C'est dire que le style de l'ouvrage est celui de l'historien et qu'il ne saurait se cacher derrière l'acteur pour justifier toutes les fautes de forme que l'on pourrait déceler dans ce travail collectif. Par contre, l'historien ne peut être comptable des informations fausses que donne l'acteur sauf s'il s'agit de montage grossier que l'historien se doit de dénoncer par des notes . Il peut également, s'ils l'ont convenu à l'avance, donner son opinion en notes sur certains faits rapportés par l'acteur. En tout cas, l'historien doit se dire, à la fin du travail, ceci est principalement mon livre, ceci est mon œuvre même si la matière d'œuvre est celle de l'acteur. Il partage, bien entendu, cette paternité avec l'acteur de l'Histoire qui lui a fait ses révélations et qui en devient, par ce fait même l'auteur secondaire.

Ce n'est donc pas pour faire facile que nous avons choisi le genre " Entretiens " pour aider à l'écriture de l'Histoire du Cameroun, mais plutôt par nécessité afin de mettre à la disposition de l'historien le matériau indispensable pour faire son travail. Notre espoir c'est que, par ces rencontres fréquentes entre historiens et acteurs – en espérant que d'autres historiens vont s'y engager- ces derniers acquièrent le réflexe de rédiger leurs mémoires. Si cet objectif est atteint, alors, la rencontre entre historiens et acteurs se feraient selon les canons traditionnels des Archives et des mémoires, sans oublier la tradition orale qui gardera longtemps encore sa position privilégiée dans cette Afrique de l'oralité.

Pour notre seconde initiative, nous avons choisi pour acteur de l'Histoire, NGOUO WOUNGLY-MASSAGA, alias commandant KISSAMBA, alias commandant GAMA, l'homme du II^{ème} Front de l'ALNK. On peut se demander pourquoi avoir choisi cet homme qui, au contraire du premier, a l'habitude d'écrire des livres et qui écrit encore des livres.⁶ Trois réflexions nous ont poussé à faire ce choix :

- Nous avons choisi de mener cet entretien avec WOUNGLY-MASSAGA parce que la lecture que nous avons faite de certaines de ses œuvres ne nous a pas donné toutes les réponses aux questions que nous nous posions en tant qu'historien, surtout en ce qui concerne l'activité de l'UPC en exil ainsi que la vie des upécistes de la diaspora. Ces questions sont restées lancinantes en nous d'autant plus que ne savons toujours pas où se trouvent actuellement les Archives de l'UPC. Les seuls documents de première main de l'UPC que nous avons eus à consulter à ce jour sont ceux que nous avons trouvés principalement dans les archives françaises et accessoirement aux archives nationales de Yaoundé et de Buéa. Or, ce sont des documents très parcellaires. De même, dans les différents écrits de WOUNGLY-MASSAGA, nous avons constaté qu'il s'agissait surtout des réactions d'un upéciste face à certaines conjonctures. Ces écrits ont néanmoins constitué pour nous la matière première de notre questionnement.

- WOUNGLY-MASSAGA demeure, à ce jour, celui des upécistes qui a connu l'exil du fait de son militantisme intransigeant et qui a vécu avec d'autres exilés dans nombre de pays qui les avaient accueillis ; il est également celui des upécistes qui a pris les armes

6 - NGOUO WOUNGLY-MASSAGA a publié entre autres *Où va l'Afrique*, Paris, Ed. Minsi D.S., 2000 ; *Combat pour la démocratie*, Yaoundé, St-Paul, 1994 ; *Où va le Kamerun*, Paris, l'Harmattan, 1984 ; *L'Afrique bloquée, l'exemple du Cameroun*, Genève 1972 (édition italienne Mazzota editore Milano) ; *La révolution au Congo*, Paris Maspéro, 1972 ; *L'UPC parle*, Paris, Maspéro, 1971.

Préface

pour combattre le régime en place et qui, aujourd'hui, se retrouve au Cameroun où il continue à mener une activité politique au titre de l'opposition au régime en place. C'est donc un homme qui connaît l'UPC en sa triple qualité de militant, de combattant et d'homme politique. Il est par conséquent l'un des rares personnages capable de nous parler de cette UPC profonde que l'historien veut connaître. Ces dires vont en effet constituer une source intéressante pour l'écriture de l'histoire contemporaine du Cameroun.

- Enfin, il faut dire que nous l'avons encouragé à accepter le genre " Entretiens " parce que, à la vérité, il y a un avantage pour l'historien à faire parler un acteur. En effet, ce dernier ne choisit pas librement les pans de ses actions qu'il veut mettre à la disposition de la postérité comme le ferait toute personne qui déciderait de rédiger ses mémoires ; Il a plutôt l'obligation de dire ce que l'historien lui demande de dire car il y a comme un contrat tacite entre l'historien et l'acteur : l'historien doit lui poser toutes les questions qu'il juge nécessaires et si l'acteur ne veut pas répondre à l'une d'entre elles, il doit néanmoins la laisser figurer dans l'ouvrage afin que l'historien ne soit pas accusé de ne lui avoir pas posé les bonnes questions. C'est en effet par rapport aux questions qu'il pose que l'historien est jugé dans l'ouvrage qu'il fait paraître. C'est la raison pour laquelle nous avons encouragé le commandant KISSAMBA à accepter le genre " Entretiens " qui nous paraît ici plus opérationnel.

Si l'on peut admettre, compte tenu de ce qui précède, que nous avons quelques raisons de nous adresser à WOUNGLY-MASSAGA, on peut cependant se demander pourquoi il a accepté de rentrer dans notre jeu alors que, manifestement, le genre que nous lui proposons restreignait sa marge de manœuvre. Il aurait en effet gagné en liberté s'il écrivait tout seul ses mémoires.

Il faut avouer que notre rencontre a été favorisée par une circonstance fortuite. Il s'agit d'une causerie entre notre ami et collègue, Brunot-Marie BONGUEN OTTOKO de la Faculté des Sciences de l'Université de Yaoundé I avec WOUNGLY-MAS-

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

SAGA. A la suite de cette causerie, nous avons été présenté au commandant KISSAMBA qui n'a pas longtemps tergiversé pour accepter notre proposition. Nous lui avons en effet tenu le langage suivant :

Il s'agit pour nous, commandant KISSAMBA, à partir d'un questionnaire que nous présenterons au préalable, de vous amener à dire à l'Histoire ce que vous considérez comme votre part de vérité en ce qui concerne votre participation active à la vie politique camerounaise dans le cadre du parti politique appelé : UPC (Union des populations du Cameroun).

Vous savez certainement que vous êtes un personnage politique qui a fait l'objet de nombreuses accusations tant de la part de vos " amis politiques " que de vos " ennemis politiques ". Il n'est pas superflu d'ajouter que vous êtes un homme politique dont les choix ont été assez controversés et qui a néanmoins eu à apporter une importante contribution à la vie politique camerounaise. C'est pourquoi nous allons axer notre conversation autour de trois principaux aspects qui, il nous semble, caractérisent très bien votre personnalité politique. Il s'agit du militant, du combattant et du politique.

C'est donc autour des trois axes de l'activité du commandant KISSAMBA que nous avons conçu le questionnaire qui lui a été présenté et qui constitue les trois parties de cet ouvrage-entretien.

Le militant, pour nous, correspond à la période pendant laquelle WOUNGLY-MASSAGA s'inscrit dans l'UPC sans en être un fondateur. Son militantisme lui a permis d'y jouer un rôle politique notable dans le strict respect des fondamentaux de ce parti élaborés par les pères fondateurs.

Le combattant correspond à la période au cours de laquelle le commandant KISSAMBA, alias commandant GAMA a eu à prendre les armes pour combattre le régime au pouvoir à Yaoundé ce qui lui a valu les surnoms de " commandant KISSAMBA " ou encore de " commandant GAMA "

Le politique, c'est cet homme qu'est devenu WOUNGLY-MASSAGA lorsqu'il a atteint les instances dirigeantes du parti

Préface

UPC et qu'il a voulu, par ses idées, infléchir la trajectoire de ce mouvement politique : il a ainsi été tour à tour, membre du Comité Révolutionnaire, penseur et acteur politique, créateur de tendance et de parti politique dans la République du Cameroun. C'est la période au cours de laquelle il est entré en conflit avec d'autres hommes politiques avec qui il s'est disputé le leadership politique au Cameroun.

Ces trois aspects de la personnalité de WOUNGLY-MASSAGA correspondent également à une certaine chronologie de son activité politique, même si çà et là, le militant, le politique et le combattant peuvent se confondre. On peut donc, grossièrement classer cette activité politique en trois périodes : le militant (1950-1962), le combattant (1962-1970) et le politique de 1970 à nos jours. C'est à travers cette classification que nous allons procéder à notre questionnement. L'ouvrage comprend ainsi trois parties : WOUNGLY-MASSAGA le militant, WOUNGLY-MASSAGA, le combattant et WOUNGLY-MASSAGA, le politique.

Pr. Daniel ABWA

A

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

Question 1 : *Avant de parler du militant que vous allez devenir, pouvez-vous nous dire qui vous êtes ? Quand êtes-vous né ? qui sont vos parents ? quelles études vous avez faites ?*

Sans recherches particulières, et avec les seules données de ma mémoire, de mon initiation à l'âge de neuf ans à la chefferie traditionnelle Ngoumba-Centre dont mon père Alphonse WOUNGLY-MASSAGA était le chef de groupement (on dit aujourd'hui chef du 2ème degré)⁷, je peux remonter ma généalogie jusqu'au quinzième ou au tout début du seizième siècle, à une génération près. Schématiquement, ma généalogie se présente de la manière suivante :

- 1- Je suis René Jacques NGOUO WOUNGLY-MASSAGA, alias commandant KISSAMBA, alias commandant GAMA, né à Yaoundé le 26 janvier 1936, fils de Alphonse WOUNGLY-MASSAGA, prince Limanzouang et de Louise NYOUNGOU MBPILE, princesse Samali.
- 2 - WOUNGLY-MASSAGA était fils de MASSAGA MAMIA
- 3 - MASSAGA MAMIA fils de MAMIA GOUERTOUMBO
- 4 - MAMIA GOUERTOUMBO, fils de GOUERTOUMBO NGUILA
- 5 - GOUERTOUMBO NGUILA, fils de NGUILA-BINGHAM
- 6 - NGUILA-BINGHAM, fils de BINGHAM-YAAYOH
- 7 - BINGHAM YAAYOH, fils de YAAYOH-NTOUOROUNG
- 8 - YAAYOH NTOUOROUNG, fils de NTOUOROUNG-BIMBVOUM

7 - Mon père a été destitué sous le régime AHIDJO. Mon grand-père était, au temps des Allemands, chef supérieur des Ngoumba. Il fut destitué par les Français pour avoir accompagné les Allemands dans leur retraite à Fernando Po.

9 - NTOUOROUNG-BIMBVOUM, fils de BIMBVOUM-KANGA

10 - BIMBVOUM-KANGA, fils de KANGA-MABIOA

11 - KANGA-MABIOA, fils de MABIVA-MBVOUO

12 - MABIVA-MBVOUO, fils de MBVOUO-SEHL

13 - MBVOUO-SEHL, fils de SEHL-MANZOUER

14 - SEHL-MANZOUER, fils de MANZOUER-NKOUMBOUR

15 - MANZOUER-NKOUMBOUR, fils de NKOUMBOUR NZAMBI

Le nom patrilinéaire de mon premier fils Frédéric est MAMIA, et celui de mon second fils Emmanuel est BINGHAM. Le lignage Limanzouang dans l'ethnie Ngoumba correspond aux Yemdjok chez les Boulou et aux Elemezong (ou Mezung) chez les Bene de la province du Centre. C'est dire qu'en quittant mes parents pour l'Europe à l'âge de quatorze ans, j'étais passablement préparé sur le plan de la culture traditionnelle.

Il nous a fallu être quelque peu détaillé pour couper court à diverses spéculations qui tendent à semer le doute sur mes origines et mes ascendants.

Comme nous avons eu à le signaler dans quelques articles, les attaches de la famille WOUNGLY-MASSAGA ne sont pas exclusivement Ngoumba, ethnie du Sud-Cameroun et ne se limitent pas aux seuls peuples de l'Océan. Cette famille a aussi des attaches avec l'ethnie Fang (clan Yemvam, lignage Mvog-Mbou), avec les Boulou (clan Yeme-Yeme, dans la famille même de Martin Paul SAMBA dont est issue la mère du grand-père maternel de KIS-SAMBA) ; elle a également des attaches avec les Bassa'a du Centre (clan Ndog-Ndjé) et les Babimbi du littoral⁸.

Pour ce qui est de mes études, je les ai commencées à Eséka

8 - Des générations de Camerounais qui ont eu à l'école l'ouvrage du père Engelbert MVENG de regrettée mémoire, se souviennent de la photo d'ATANGANA NTSAMA entouré de deux personnages dont l'astucieux jésuite ne mentionne pas les noms...C'était l'époque d'AHIDJO. A la droite du chef supérieur des Ewondo et Bene se trouve

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

avec l'instituteur Pascal MONENTCHAM et je les ai poursuivies à Lolodorf avec les instituteurs Luc NGALLY et Alfred Lucien BITA⁹.

Coïncidence ou destin, j'ai fait le cycle primaire en cinq ans, le secondaire en cinq ans et, à la cinquième année du supérieur, j'étais déjà en préparation d'une thèse de doctorat ès sciences (mathématiques pures). J'ai fait une année au lycée LECLERC à Yaoundé (dans la même classe de sixième que le futur Général Pierre SEMENGUE), puis j'ai été envoyé poursuivre mes études en France en lieu et place de mon frère aîné Guillaume MAMIA WOUNGLY-MASSAGA (" Ntumba Guillaume "), élève brillant qui avait bénéficié d'une bourse d'études en France, et qui venait de décéder des suites de maladie, peu avant sa mise en route.

Mes études en France ont duré neuf ans. Dès mon arrivée au collège de Die dans le Drôme, pour l'année scolaire 1950-1951, j'ai fait trois semaines de classe de cinquième, puis j'ai été transféré en classe de quatrième que j'ai terminée au cours de la même année scolaire avec un prix d'excellence.

Signalé au ministère de la France d'Outre-mer comme un " élément très brillant ", j'ai reçu, à la fin de l'année scolaire, la visite d'un fonctionnaire, envoyé de Paris. Il m'informa, au cours d'un long entretien, qu'il était venu de Paris pour me féliciter et me donner quelques conseils. Il me demanda d'éviter la fréquentation des autres Africains qui parleraient de revendications insensées et de politique, et il m'invita à passer au ministère de la FOM pendant les vacances pour tout ce dont je pouvais avoir besoin.

Nous étions cinq Camerounais au collège de Die : Paul FOKAM KAMGA, Robert EKWALLA, Pierre NKWENGUE, Oscar EONE et moi, le petit benjamin, qui faisais la fierté du groupe.

assis Abraham MASSAGA MAMIA, grand-père du commandant KISSAMBA et à sa gauche est assis Alphonse WOUNGLY-MASSAGA, son père.

9 - Il m'est revenu que je suis resté la fierté de ces maîtres pour le restant de leur carrière et même dans leur retraite.

Après la visite du fonctionnaire français du ministère de la FOM, j'ai aussitôt écrit à mon père pour lui parler de cette rencontre . Il me donna très rapidement sa réponse en me disant de ne me laisser contrôler par qui que ce soit. Cette phrase est restée longtemps gravée dans ma mémoire d'enfant.

Avant la rentrée scolaire qui devait me permettre d'entamer la classe de troisième, j'ai été informé que le prix d'excellence au collège de Die m'autorisait à m'inscrire dans un grand lycée français , - les professeurs des grands lycées étant réputés plus compétents -. Pour ce faire, je me suis rendu au ministère de la FOM où l'on m'a proposé le lycée Blaise PASCAL de Clermont-Ferrand . Je me méfiais un peu des lycées parisiens qui avaient, certes, une grande réputation : Louis-le-grand, Henri IV,... mais où on était confronté à toutes les tentations de la grande et belle capitale française. J'ai donc accepté la proposition du lycée Blaise PASCAL de Clermont-Ferrand.

A mon arrivée à Clermont-Ferrand, je me suis trouvé confronté à une situation que les fonctionnaires de Paris n'avaient pas prévue : le lycée Blaise PASCAL fonctionnait en deux unités d'ailleurs bien séparées : le petit lycée qui allait jusqu'en classe de troisième sans internat et le grand lycée qui allait de la classe de seconde aux classes terminales avec internat. Si je m'inscrivais normalement en classe de troisième, il me fallait prendre une chambre en ville, et si je voulais être en internat, il me fallait suivre les cours de la classe de seconde. La classe de troisième et la chambre en ville, c'était la liberté : sortir et rentrer quand je voulais, recevoir librement de petites amies,... Comment évolueraient alors mes études ? La classe de seconde, j'en avais un peu peur. Comment allais-je contrôler un parcours scolaire aussi risqué : de la sixième en quatrième et de la quatrième en seconde ! Après toutes les analyses, j'ai préféré faire des efforts pour suivre les cours de la classe de seconde plutôt que de me jeter dans une aventure qu'un fond d'éducation familiale protestante me faisait repousser. Les tests de niveau furent d'ailleurs positifs et je pus suivre mes cours en classe de seconde sans difficulté aucune.

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

A la fin de l'année scolaire, j'ai réussi mon BEPC avec la décontraction et la volonté de briller mieux que les élèves de troisième. Les années suivantes, j'ai réussi aussi les deux parties du Baccalauréat successivement.

Je suis entré en Faculté des Sciences en 1956 et, en 1960 je suis monté à Paris où je me suis inscrit à la Sorbonne pour préparer une thèse de doctorat de mathématiques pures. Nous reviendrons plus loin sur les conditions d'interruption de la préparation de cette thèse.

Question 2 : *Il ressort clairement de votre présentation que vous avez quitté le Cameroun très jeune, à l'âge de quatorze ans pour aller poursuivre vos études secondaires et supérieures en France. C'est donc en France, si on peut le dire, que vous avez fait la connaissance avec la politique. Pouvez-vous vous souvenir de vos premiers contacts avec la politique ? Peut-on dire que votre première vision de la politique a été fixée par l'UPC ?*

Je suis devenu militant de l'UPC en 1955, après les massacres de mai et l'interdiction de l'UPC, le 13 juillet de cette année-là. Mais, s'il faut, comme dans mon cas, définir la politique comme la passion du pays et du peuple, je peux dire que c'est dans le milieu familial que j'y ai été sensibilisé ; mes sympathies pour l'UPC ont commencé à se dessiner avec le passage du docteur Roland Félix MOUMIE à Lolodorf, son premier poste d'affectation.

C'est donc en mathélem (Terminale C) qu'intervient mon choix pour le militantisme politique : les choses allaient mal au Cameroun depuis quelques temps. Lorsque j'ai été envoyé au lycée de Clermont-Ferrand, d'autres Camerounais débarquaient dans les différentes Facultés de la même ville. Ils semblaient avoir été choisis pour faire de l'Académie de Clermont-Ferrand un véritable repaire de jeunes patriotes Camerounais.

Pensez donc ! il y avait là Gabriel ABOLO qui, déjà au pays, s'était illustré lors des premières grèves du lycée LECLERC et s'était fait remarquer par ses contacts suivis avec Gaston DON-

NAT. Dès son arrivée à Clermont-Ferrand, il annonça les couleurs sans ambages ni complexes en s'affichant ouvertement comme membre du parti communiste français (PCF). Deux autres Camerounais , nouveaux venus dans la ville, étaient, plus discrètement, de la même sensibilité politique que lui : les frères Emile et Alexandre MOUTYMBO. C'est aussi à Clermont-Ferrand que s'installèrent EMAH OTTOU, Abel EYINGA ,et Nicanor NJIAWUE. S'y installa également Jean Martin TCHAPTCHET, auteur d'un poème qui provoqua l'ire du Dr AUJOULAT parce qu'il mettait en cause le drapeau français, " symbole de ciel bleu, symbole de sang rouge, symbole de rien pour moi ", à quelques mots près. Il devint mon ami : c'est avec lui et SOBA DJALLO que nous avons formé un comité de base de l'UPC, selon les dispositions spéciales de la section de France.

En année de Licence, deux Camerounais ont été mes camarades de classe en calcul différentiel et intégral, classe scindée ensuite en mathématiques pures et en mathématiques appliquées: il s'agit de Marcel NIAT NJIFENDJI, et Jean KOFFI NKETSIA BARBEU d'origine ghanéenne, mais boursier du Cameroun. Ces derniers ne se mêlaient pas de politique, mais cela ne nous empêchait pas d'avoir des rapports cordiaux. Pierre YOTNDA et Adolphe SOPPO NDONGO étaient aussi de bons camarades en dehors de toute appartenance politique.

Je peux répondre par l'affirmative que ma première vision de la politique a été fixée par l'UPC.

Le passage des mathématiques à la politique, si l'on peut s'exprimer ainsi, s'est fait le plus naturellement du monde. Les massacres de mai 1955 ont eu lieu au cours de l'année où j'ai obtenu mon Baccalauréat. Mes professeurs souhaitaient que je fasse les classes préparatoires aux grandes écoles dans ce même lycée Blaise PASCAL où j'étais bien adopté, de la vieille infirmière " La Trotte " au proviseur, M. SALOMON. Mais l'interdiction de l'UPC, le 13 juillet 1955, par un décret du Gouvernement français qui avait été annoncé à la Radio, en France, me troubla profondément. Il me fallait suivre ce qui se passait au pays parce que les

massacres de mai m'avaient déjà poussé à l'engagement militant dans le parti du Dr. MOUMIE et de Ruben UM NYOBE. A cette période, précisément, la discipline de travail des classes préparatoires aux grandes écoles ne pouvait pas me permettre de concilier les études et le militantisme actif. J'ai alors décidé, non sans un pincement au cœur, de m'inscrire en Faculté des Sciences au lieu de continuer en " taupe ". C'était la première fois que je méditais sur le fait qu'il ne pouvait y avoir de véritable engagement politique sans sacrifice.

Question 3 : Vous faites vos études en France au moment où la jeunesse estudiantine africaine est fortement engagée dans des mouvements syndicaux pour revendiquer leur mieux-être dans ce pays d'accueil et une meilleure prise en compte des revendications politiques dans leurs territoires d'origine. On cite généralement des mouvements tels que la FEANF ou encore l'UNEK pour ce qui concerne particulièrement le Cameroun. Y avez-vous également milité et si oui, y avez-vous occupé des postes importants ?

J'ai milité à la fois dans la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire (FEANF) et dans L'Union Nationale des Etudiants du Kamerun, (UNEK). Dans la FEANF, j'ai assumé les responsabilités de président de la section académique de Clermont-Ferrand et, à ce titre, j'étais membre de son comité exécutif. Pour ce qui est de l'UNEK, j'ai été élu président de celle-ci en 1960 ; en cette qualité, je devenais président de l'une des sections territoriales de la FEANF, et par conséquent membre de son comité exécutif . C'est sous mon mandat que l'UNEK a adhéré au Front-Uni avec les organisations patriotiques : UPC, JDC, UDEFEC ; c'est également moi qui ai rédigé et fait adopter la " charte de l'UNEK ", un de mes premiers écrits avec " Réponse à deux questions " ¹⁰

En réalité, les universités françaises, à travers leurs œuvres

10 - Cette brochure a été éditée par le Comité Directeur de l'UPC avant l'assassinat du président Félix Roland MOUMIE.

sociales et leurs bureaux universitaires de statistiques s'efforçaient de garantir les mêmes conditions de vie aux étudiants africains et français. C'est pourquoi le rôle revendicatif de la FEANF et de ses sections était relativement peu important. De temps en temps, des cas de suppressions de bourses, comme celles auxquelles se livra le premier ministre André Marie MBIDA dans le but de mettre les étudiants camerounais au pas, pouvaient susciter une mobilisation syndicale. En règle générale cependant, il n'y eut pas beaucoup de luttes de cette nature. C'est le lieu de reconnaître, qu'à cet égard, M. AHIDJO et son régime furent relativement corrects : il était rarissime qu'un étudiant camerounais eût sa bourse d'études supprimée pour des raisons politiques, surtout lorsque ses résultats académiques étaient bons.

Par contre, le rôle politique de la FEANF et des " sections territoriales " était de la première importance. Le Gouvernement français avait pour principal souci de récupérer les cadres africains qui se formaient en France et la FEANF se devait de les aider à prendre conscience de cette réalité pour les empêcher d'y succomber. Quant aux régimes africains de coopération néo-coloniale, ils traitaient les syndicats étudiants en adversaires politiques.

Les prises de position de la FEANF exercèrent une pression énorme sur les stratégies du néocolonialisme et marquèrent tout le processus de la décolonisation, de la Loi-cadre aux indépendances. En ma qualité de président de la section académique de Clermont-Ferrand, j'ai été impliqué dans ces actions : à maintes reprises, l'académie de Clermont-Ferrand fut la première, en France, à déclencher des mouvements d'ampleur nationale dans les universités françaises, notamment pour la paix en Algérie.

En ce qui concerne l'UNEK, son rôle syndical était important dans l'encadrement des élèves et étudiants camerounais pendant les vacances, et ceci jusqu'aux événements de mai 1955. Avec la montée des revendications pour l'indépendance, aussi bien le " ministère de la France d'Outre-mer " que le Gouvernement de notre " Etat sous-tutelle " s'étaient rendus compte que des activi-

tés comme les colonies de vacances risquaient de se transformer en stages de formation politique des jeunes nationalistes camerounais. Ils avaient d'autant plus raison que nous avions réussi à transformer les simples " ballets africains " qu'exécutaient les élèves en moyens de récupération des fonds en vue d'organiser des conférences publiques pour populariser les luttes politiques des peuples africains.

Au Cameroun, d'anciens syndicalistes étudiants , anciens présidents ou dirigeants notoires de l'AEC (Association des Etudiants camerounais, ancêtre de l'UNEK) ou de l'UNEK elle-même, ont joué un rôle important comme patriotes : BEBEY EYIDI, VROUMSIA TCHINAYE, Bernard FONLON, notamment, et même François SENGAT-KUOH qui préfaça une brochure de Ruben UM NYOBE avant de rallier le régime AHIDJO et que l'on retrouvera sur le tard avec l'opposition dite radicale et le Social Democratic Front (SDF).

Question 4 : Du syndicalisme ou du politique, lequel précède l'autre ? En d'autres termes, quand êtes-vous devenu militant de l'UPC et comment l'êtes-vous devenu ? avant le syndicalisme étudiantin, pendant ou après ? Votre inscription dans l'UPC a-t-elle été influencée par un individu, un événement ou par une idéologie ?

Dans mon parcours militant, c'est incontestablement le politique qui a précédé le syndicaliste. Je suis d'abord devenu militant de l'UPC en 1955 avant de m'occuper du syndicalisme étudiantin. C'est le sentiment de révolte nationaliste, après les massacres de mai 1955 et le décret d'interdiction de l'UPC, de la JDC et de l'UDEFEK du 13 juillet 1955 pris par le Gouvernement Edgar FAURE, qui ont fait de moi un militant de l'UPC. Je n'ai pas suivi un homme ni un groupe tribal ; je ne me suis même pas engagé avec une idéologie élaborée : mon engagement était dicté par ce que j'ai appelé la passion du pays et du peuple, une passion venue, je crois, du plus profond de mes racines.

C'est cette passion du pays et du peuple qui m'a poussé, après

l'assassinat de Ruben UM NYOBE, héros de l'épopée nationaliste et véritable père de l'indépendance nationale dont il fut le penseur, à un engagement total dans le combat upéciste.

Et quand, au lendemain du funeste 13 septembre 1958, j'ai vu la photo du cadavre de UM étendu dans la boue, souillé par de pauvres Camerounais instrumentalisés par les colons, j'étais prêt à déclarer, comme le Gaulois VERCINGETORIX sur son cheval, en stature majestueuse au milieu de la Place de JAUDE à Clermont-Ferrand : " J'ai pris les armes pour la liberté de tous ".

Question 5 : Dans vos multiples activités politiques et syndicalistes en France, vous avez fait du journalisme. Quels sont les organes de presse dans lesquels vous vous êtes exprimé et quels étaient vos principaux thèmes de rédaction ? Que sont devenus ces organes de presse aujourd'hui ? On vous a surtout remarqué avec La voix du Kamerun, l'organe de diffusion des idées de l'UPC. Comment y êtes-vous arrivé ?

Dans mes multiples activités politiques et syndicalistes, j'ai fait du journalisme presque exclusivement militant. Les fondateurs de l'UPC ont très vite compris l'importance capitale de la presse, son rôle mobilisateur, éducateur et organisateur dans toute lutte révolutionnaire digne de ce nom. C'est pourquoi, même sans avoir une formation littéraire ou à fortiori journalistique, les dirigeants de l'UPC et tous les cadres sérieux se sont toujours efforcés d'écrire dans les publications du parti.

Je me suis exprimé dans " La Voix du Cameroun ", organe central de l'UPC, dans " Le Patriote Kamerunais " fondé par TCHAPTCHET et WOUNGLY-MASSAGA à Clermont-Ferrand et diffusé au nom de la section de France de l'UPC. Thomas MELONE y remplaça TCHAPTCHET. Je me suis également exprimé dans " L'Etincelle " créée pour donner des nouvelles des activités des maquis essentiellement, et dans " Les Cahiers upécistes " fondé par KISSAMBA avec la génération des jeunes cadres upécistes après l'assassinat du président Ernest OUANDIE, notamment Paul MOUKOKO PRISO alias Elenga

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

Mbuyinga. On remarquera que le titre du " *Patriote Kamerunais* " a été repris sans vergogne par les plagiaires historiques.

Je me suis souvent occupé des éditoriaux, sans thèmes principaux de rédaction. Dans les publications militantes qui s'investissent principalement dans le combat politique et l'éducation des masses, les thèmes de rédaction sont le plus souvent dictés par l'actualité politique, économique, sociale et culturelle traitée selon les orientations du parti.

A l'exception de " *La Voix du Cameroun* " qui ne survit d'ailleurs que comme une caricature sous le contrôle des " upécistes du Renouveau ", toutes ces publications ont disparu. A mon humble avis, la relance des publications de l'UPC, notamment de son organe central et des " *Cahiers upécistes* " ne peut pas ne pas être une préoccupation importante de tous les véritables militants de l'UPC.

Question 6 : Vous étiez encore en France lorsqu'il y a eu les événements de mai 1955 qui vont aboutir au bannissement de l'UPC de la scène politique publique au Cameroun. En avez-vous été informé et par quel canal ? Comment avez-vous vécu ces événements, vous qui étiez si loin du champ des actions ? Que pensez-vous de Roland PRE en particulier et des hauts commissaires français ayant servi au Cameroun en général ? Y en a-t-il que vous trouvez meilleur ? pire ?

Lorsque survinrent les massacres de mai 1955 au Cameroun, j'étais en classe de Terminale C (mathélem) à Clermont-Ferrand, en période d'intense préparation du Baccalauréat. En semaine, je ne pouvais suivre ni la radio, ni lire la presse. Pendant le week-end cependant, j'allais rencontrer les autres Camerounais à la Cité universitaire et m'informer de l'évolution de la situation au pays. Ce sont les journaux de gauche, notamment l'organe central du parti communiste français, " *L'Humanité* " qui nous donnait les nouvelles de la répression anti upéciste de manière objective, c'est-à-dire sans chercher à couvrir les crimes du colonialisme. C'est donc à travers ce journal que j'ai été informé des événe-

ments de mai au Cameroun.

Pour les étudiants camerounais, ce fut un choc sérieux. Personne ne pouvait savoir s'il avait un ou plusieurs parents victimes des événements et tout le monde se préoccupait de savoir comment la situation allait évoluer.

Roland PRE était venu au Cameroun en provocateur, pour "casser l'UPC". Bien avant qu'il ne passe aux actes, cette mission sanguinaire avait été dénoncée par la direction de l'UPC. Il fit son "sale boulot" en professionnel qui avait déjà opéré dans d'autres pays africains : froidement

Je crois que les hauts-commissaires qui venaient au Cameroun y arrivaient pour appliquer des directives précises du Gouvernement français. Vous le montrez d'ailleurs très bien, professeur Daniel ABWA, dans votre livre : *"Commissaires et Hauts-Commissaires de la France au Cameroun 1916-1960"*, qui est, à mon avis, le meilleur ouvrage sur l'histoire contemporaine de notre pays¹¹.

Il en résulte que, pour une appréciation positive ou négative de l'action de tel ou tel haut-commissaire de la France au Cameroun, nous devons considérer avant tout les opportunités que cette action pouvait offrir pour une évolution positive de la lutte de notre peuple. Nous nous efforçons aussi de porter en même temps un regard critique, plus précisément autocritique sur la conduite du mouvement révolutionnaire camerounais. En d'autres termes, si tel gouverneur nous a paru meilleur, c'est peut-être parce qu'il avait des directives plus libérales, moins colonialistes de sa hiérarchie. Et si telle ou telle initiative plus ou moins progressiste a échoué, ne portons-nous pas, en tant que révolutionnaires moins habiles ou moins audacieux, une part de responsabilité de cet échec ?

C'est dans ce sens que, dans *"l'UPC parle"*, plaquette que j'ai publiée chez l'éditeur François MASPERO, en 1971, à l'occasion

11 - 1998, Presses universitaires de Yaoundé et Presses de l'UCAC (première édition)

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

d'un séjour clandestin à Paris au lendemain de l'assassinat du président Ernest OUANDIE, j'ai positivement apprécié l'initiative qui fut prise par le gouverneur Pierre MESSMER de faire prendre contact avec le secrétaire général de l'UPC par Monseigneur Thomas MONGO, évêque coadjuteur de Douala en octobre 1957.

C'est ma conviction qu'un mouvement en lutte doit considérer l'action politique comme un combat au sens vrai du terme avec ce que cela suppose de dynamisme offensif ou défensif, d'initiatives et de créativité. Ainsi, on pourra me reprocher d'avoir ouvert le II^e Front de l'ALNK, d'avoir lancé le courant du MANIDEM et des publications militantes, crée le PSP/UPC, fait constamment des propositions de lutte en critiquant au besoin telle ou telle maladresse de pseudo révolutionnaires, amateurs pressés de " ramasser le pouvoir par terre " ou d'exploiter telle ou telle situation sans aucune vision stratégique... ; mais on ne pourra pas me reprocher d'être resté pendant vingt-cinq ans à garder un parc à Paris, pour revenir au pays en héros d'un groupe tribal. Dans ma conception de la lutte, sous quelque forme que ce soit, l'UPC ne doit pas se terrer dans la défensive et dans la crainte permanente des guet-apens de l'adversaire colonial ou néo-colonial.

Ruben UM NYOBE lui-même cite, dans son article : " Deux seules conditions pour dénouer la crise Kamerunaise ", daté du 12 avril 1956 et publié par Achille MBEMBE¹², une initiative du gouverneur Roland PRE à travers laquelle cet homme sanguinaire se révèle sous un jour plus positif :

"Le 7 novembre 1955, - écrit Ruben UM NYOBE -, M. André BLEYON, commerçant à Foumban, recevant une délégation de l'UPC à Victoria (Kamerun occidental), faisait la déclaration écrite où on peut lire :

" il y a une dizaine de jours, à ma grande surprise, j'ai eu la visite de M. Guidon LAVALLEE, Délégué du haut commissaire à Douala. Ce monsieur m'a fait un cours de politique dont je

12 - Ruben UM NYOBE, *Ecrits sous maquis*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 154-155

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

n'avais nul besoin, me disant que l'Administration française avait commis des erreurs, et qu'il était enfin temps de renoncer à une lutte stérile préjudiciable à l'intérêt commun.

Il s'adressait à moi pour essayer de prendre contact avec vous et demander si, sous certaines conditions, vous êtes prêts à mettre fin à la lutte.

Vous savez comme moi qu'au cours de ces dernières semaines, la politique française a fortement évolué.

Ils se sont certainement rendu compte, c'est mon opinion, qu'il n'était pas possible de contrecarrer les aspirations à l'indépendance des peuples encore sous tutelle.

Le Délégué m'a prié de vous demander si, malgré les erreurs passées, il était encore possible de construire ensemble.

Pour ce faire, il serait indispensable que certains contacts aient lieu entre dirigeants de l'UPC et l'Administration française, à l'échelon Haut Commissaire.

Les conversations préliminaires pourraient porter sur des propositions d'amnistie générale qui feraient la preuve de la bonne volonté du gouvernement français.

Afin d'éviter que le fossé se creuse encore entre l'Administration française et le peuple camerounais, il serait bon à mon avis que vous donniez des consignes à vos militants pour que la Mission de visite se passe dans le calme.

M. Guidon LAVALLEE, qui me paraît être d'entière bonne foi vous considère comme les seuls interlocuteurs valables."

Avec le recul, il est clair qu'il s'agissait bel et bien là d'une ouverture politique de Roland PRE, formulée, qui plus est, par écrit et aux accents autocritiques réels. Cette ouverture ne devait pas être traitée par des commentaires de dénonciation et par une prudence excessive. L'expérience montre que dans les luttes révolutionnaires, les dirigeants qui n'osent pas prendre des risques tactiques opportuns, - quitte à être incompris momentanément et à passer pour de plats opportunistes ou même des traîtres - exposent souvent leurs peuples à des dangers stratégiques plus graves et à des impasses mortelles.

Question 7 : A vous entendre, peut-on dire que UM avait commis-là une erreur politique en refusant la main tendue de Roland PRE ? Ne pensez-vous pas qu'il ne s'agissait pour Roland PRE que d'une stratégie pour gagner du temps et obtenir la seule chose qui le préoccupait : que la Mission de visite de l'ONU se passe dans le calme ?

Je le pense. D'abord, parce que, selon moi, il est toujours erroné, en politique, de refuser à priori une main tendue ; ensuite, parce que le moment était capital pour l'avenir de la lutte de notre peuple. A mon avis, après le décret d'interdiction de l'UPC du 13 juillet 1955, l'objectif stratégique primordial pour les dirigeants de la lutte nationaliste devait être de réinsérer l'UPC dans le jeu politique légal. Certes, je ne suggère pas que la proposition de Roland PRE devait être abordée sans mesures de vigilance, mais j'affirme qu'elle devait être acceptée. La raison de cette affirmation est la suivante : il me semble que les choses auraient évolué différemment si, dès novembre 1956, des contacts avaient été officiellement établis " entre dirigeants de l'UPC et administration française à l'échelon Haut Commissaire " ; on aurait pu ainsi vite passer de cette " reconnaissance de facto " pratiquement offerte à l'UPC à travers cette offre de négociations explicite, à une " nouvelle reconnaissance de jure ", d'ailleurs évoquée en terme d'amnistie, qui ne pouvait se traduire que par la levée du décret d'interdiction de l'UPC.

On peut certes prétendre qu'il s'agissait, de la part du haut-commissaire Roland PRE, d'une manœuvre pour gagner du temps et permettre à la mission de visite de l'ONU de se dérouler dans le calme. C'est possible. Mais, quel mal y aurait-il eu à négocier des conditions d'un bon déroulement de la mission de visite de l'ONU ? Au lieu de mettre à notre crédit un mauvais déroulement de cette mission, ne pouvions-nous pas nous prévaloir d'un bon déroulement de celle-ci grâce à des négociations responsables entre l'UPC et l'administration française ?

Je ne peux pas être convaincu que la ligne de conduite adoptée par le secrétaire général de l'UPC, en ce mois de novembre 1956,

était la meilleure, en sachant qu'un mois plus tard, des événements dans le pays allaient connaître des développements tragiques plus ou moins maîtrisés. Oui, à mon avis, il fallait oser prendre des risques, faire preuve de courage et d'audace. Dans la lutte révolutionnaire, l'absence momentanée de vision peut faire craindre des périls imaginaires pour mieux enfoncer le révolutionnaire dans des périls réels et bien plus graves. Il n'était pas logique de refuser un cadre précis de contacts et de négociations pour obtenir l'amnistie et la levée d'interdiction de l'UPC – à quelques semaines des élections – pour préférer revendiquer l'amnistie à la cantonade, dans des déclarations et des meetings.

Question 8 : *On a toujours parlé de l'existence de l'UPC dans l'Hexagone. Mais personne encore, à notre connaissance, n'en a fait une étude sérieuse. Pouvez-vous nous dire comment était organisé ce parti en France pendant que vous y résidiez ? quels en étaient les principaux dirigeants et quel rôle politique précis vous y avez joué ? Tous les Camerounais résidant en France étaient-ils nécessairement upécistes ? Pouvez-vous nous faire une typologie politique des Camerounais résidant en France à cette époque-là en indiquant quelques noms pour chaque type politique ?*

Lors de ses voyages à l'ONU, en transitant par Paris à l'aller comme au retour, Ruben UM NYOBE était hébergé par un couple d'avocats socialistes, Mes Pierre et Renée STIBBE. Une poignée d'étudiants camerounais, de sympathisants nationalistes et quelques militants upécistes l'accueillaient et allaient lui dire au revoir à l'aéroport.

Jusqu'en 1954, les contacts entre la direction de l'UPC et les quelques militants en France étaient individuels. C'est le camarade GWODOG (à ne pas confondre avec KODOCK) qui semblait avoir des relations suivies avec le secrétaire général de l'UPC.

C'est à partir de 1956, et avec une rapidité qui ne peut se comprendre que comme une réaction des étudiants camerounais aux massacres de mai 1955 et au décret du 13 juillet 1955, que la sec-

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

tion de France de l'UPC commença à se structurer. La structuration de la section de France se fit, conformément aux statuts, par la mise en place des comités de base à Paris, dans différents arrondissements et dans les résidences universitaires de la région parisienne, dans d'autres grandes villes universitaires : Toulouse, Clermont-Ferrand, Lyon, Strasbourg, Lille...etc.

Jean NGUENGA fut le premier président de la section de France de l'UPC, pratiquement fonctionnelle à partir de 1957. Il fut remplacé par Jean Martin TCHAPTCHET. Les principaux animateurs de la section de France étaient OSENDE AFANA, Gabriel ABOLO, Michel NDOH.

Dans le fonctionnement normal de l'UPC, les comités de base sont coordonnés localement par des comités centraux, lesquels comités centraux ont au-dessus d'eux des sections. En France, parce que la population camerounaise était encore relativement faible, il fut adopté une double dérogation : on pouvait, dans certaines villes, faire fonctionner des comités de base avec un nombre réduit de militants (cinq par exemple) et tous les comités de base étaient coordonnés au niveau de la section de France.

Je n'ai pas directement participé au secrétariat de la section de France du fait que j'étais déjà suffisamment chargé, d'abord de la section Académique de la FEANF de Clermont-Ferrand puis de la présidence de l'UNEK. La présidence de l'UNEK était un poste stratégique, non seulement pour la section de France mais pour toute l'UPC, parce que le contrôle de l'UNEK était convoité en permanence par les autorités coloniales et néo-coloniales.

En 1958, alors que la section de France de l'UPC avait à peine fini de se structurer dans les principales villes universitaires, un premier contingent de cadres rejoignit la direction de l'UPC en exil : Castor OSENDE AFANA (économiste) au Caire, NDONGO DIYE (médecin) à Tunis, et Nicanor NJIAWUE (biologiste) à Rabat au Maroc.

Après la mort de Gabriel ABOLO en 1958 dans un accident d'avion qui décima l'élite estudiantine des pays de l'Est alors qu'il était en mission du parti à l'UIE (Union Internationale des

Etudiants), la section de France de l'UPC comprenait les principaux cadres suivants : Jean NGUENGA (Bamoun), Jean Martin TCHAPTCHET (Bamiléké), GWODOG (Bassa'a), Joseph ETOUNDI (Ewondo), Michel NDOH (Bassa'a), WOUNGLY-MASSAGA (Ngoumba), Joseph SACK (Bassa'a), Blaise ESSOMBA (Ewondo), NKADA ZOGO (Manguissa), Elise DALE (Douala), Thomas Liboire MELONE (Bakoko), Marie Claire NGO MATIP (Bassa'a).

Il est à souligner qu'en France, il n'y a jamais eu de problème d'hégémonie ethnique dans l'UPC. Ce problème est apparu à l'occasion de l'ouverture démocratique de 1991, à la suite de l'infiltration dans l'UPC, comme principaux dirigeants de celle-ci, des éléments provenant du réseau AUJOULAT. On notera aussi que ni DIKA AKWA, ni KODOCK, n'ont été membres de la section de France de l'UPC. L'apparition de KODOCK dans l'UPC s'est faite à l'initiative des camarades de la section qui voulaient le recruter comme cadre économiste à proposer à la direction de l'UPC ; cette opération tourna d'ailleurs court avec le ralliement de KODOCK au régime AHIDJO.

Tous les Camerounais résidant en France n'étaient pas des upécistes, loin s'en faut. En fait, ces derniers étaient une minorité, mais, une minorité dynamique et respectée qui comptait plusieurs intellectuels de qualité.

Faire une typologie politique des Camerounais résidant en France au cours des années 1950-1960 n'est possible, dans le cadre de ce travail, que sous forme d'esquisse :

Les premiers étudiants boursiers envoyés par le Cameroun " en métropole " (1946-1947) ne furent pas beaucoup marqués par la montée de la lutte nationaliste car, l'UPC avait été créée le 10 avril 1948 après leur départ du Cameroun. Ce furent généralement des étudiants brillants parmi lesquels on compte le premier professeur agrégé camerounais, Jean Félix LOUNG, le premier centralien, Marcel Théodore LOUNG, cadet du précédent, et l'un des premiers experts-comptables de notre pays, Simon Ernest NGUIAMBA NZIE. Bien que secrètement patriotes et tous trois

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

influencés par le passage du Dr. Félix MOUMIE à Lolodorf, ces trois Camerounais n'eurent pas d'activité politique en France. Seul NGUIAMBA NZIE, après sa retraite, milita activement dans le PSP/UPC puis dans l'UPC quelques années avant sa mort en 2001. Il fut parmi les vétérans des démarches unitaires upécistes de Nlong. Hilaire MINDJA NDJOLE, autre cadre de cette même promotion de premiers étudiants boursiers du Cameroun en France, avait quant à lui une activité militante ouverte. Ingénieur géologue de formation, il a terminé ses études en Tchécoslovaquie. Il a encadré, dans la clandestinité plusieurs cadres de l'UPC comme collaborateur de la direction du parti.

De 1950 à 1955, l'envoi des boursiers en France pour poursuivre leurs études supérieures devint plus fréquent. Par ailleurs, des parents fortunés envoyaient aussi leurs progénitures faire des études secondaires¹³.

A partir des années 1950, il y eut aussi un certain nombre de fonctionnaires-étudiants et de stagiaires, pour la plupart des clients politiques du Dr. Louis-Paul AUJOLAT. Ce ne fut cependant pas le cas du Dr. BEBEY EYIDI qui n'en était pas un ; il peut être classé parmi ces fonctionnaires-étudiants car, en 1950, il avait obtenu sa bourse d'études au titre d'ancien combattant, engagé volontaire des Forces Françaises Libres ; c'est dans ce cadre qu'il avait obtenu son doctorat en médecine. Il contribua à la création de l'association des étudiants camerounais (AEC). Après lui, les fonctionnaires-étudiants se caractérisèrent principalement par une servilité totale vis-à-vis du colonisateur même s'ils n'osaient pas affronter directement les upécistes.

A partir des années 1955-1956, le Cameroun envoya surtout des bacheliers comme étudiants boursiers en France. L'UPC obtint d'autant plus facilement l'adhésion de nombre d'entre eux que leur militantisme était déjà amorcé au Cameroun.

Aux approches de l'indépendance, des éléments manipulés par

13 - Certains parmi eux firent surtout l'école buissonnière et s'en retournèrent au Cameroun sans le moindre diplôme.

le pouvoir colonial devinrent de plus en plus nombreux parmi les étudiants boursiers camerounais ; il en était de même des fonctionnaires-étudiants, clients politiques du mentor des colons français au Cameroun. Ils étaient à la recherche de doctorats de complaisance délivrés par des professeurs appartenant au lobby colonial des universités françaises.

Après l'indépendance, l'ambassade du Cameroun à Paris afficha son ambition de prendre en main le contrôle de l'UNEK en utilisant de véritables nervis désireux d'obtenir un doctorat facilité par AUJOULAT. Un certain nombre de ces agents provocateurs ont été promus à de hautes responsabilités. Ils figurent même parmi les plus puissants ministres de BIYA et fêtent régulièrement leur énième milliard. Jusqu'à ce jour, la solidarité du clan AUJOULAT n'est pas un vain mot. Point n'est cependant besoin d'explicitier davantage la typologie des anciens nervis du régime : ce serait les honorer d'une précieuse publicité.

Quelques Camerounais arrivaient en France par leurs propres moyens, à l'aventure... Ils s'efforçaient ensuite à trouver du travail et à faire des études. Les upécistes avaient pour principe d'encadrer de tels éléments, qu'ils adhèrent ou non au parti. A Clermont-Ferrand, un de ces travailleurs encadrés par les upécistes parvint à terminer ses études malgré les expulsions de France de février 1960. Lambert NIMELIE, puisqu'il s'agit de lui, était devenu inspecteur des impôts et se trouve aujourd'hui à la retraite.

Terminons cette esquisse de la diaspora camerounaise en France des années 1950-60 par quelques précisions relatives à quelques figures célèbres.

Alexandre BIYIDI AWALA (MONGO BETI) fut un ardent patriote qui n'a jamais accepté la moindre compromission avec le régime néo-colonial. En 1956, dans le cadre des efforts de structuration de la section de France, une petite délégation de l'UPC dont je faisais partie l'avait rencontré discrètement dans un café du boulevard Saint Germain à Paris. Il fut alors convenu que, compte tenu du dur travail de préparation de l'agrégation et de ses

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

activités littéraires, l'écrivain ne pouvait militer que de manière informelle, en gardant des contacts discrets avec le parti.

Au cours de l'année 1972, MONGO BETI prit part, pendant quelques temps, à nos activités pour le lancement du courant du MANIDEM lié à l'UPC. C'est lui qui en rédigea le Manifeste, comme peuvent le confirmer les camarades MOUKOKO, MACK-KIT, KUISSU et d'autres. C'est l'époque où Michel PONIATOWSKY, ministre de l'intérieur français, voulut annuler la nationalité française de MONGO BETI, le priver de son passeport avec l'intention affirmée de le renvoyer de son poste de professeur agrégé au lycée de Rouen et finalement de l'expulser. Pour empêcher la réalisation de ce plan funeste, nous avons mobilisé aussitôt les militants de l'UPC de France, les activistes du MANIDEM afin qu'ils assiègent toutes les forces de gauche de France, du parti communiste français aux syndicats et aux organisations humanitaires pour la défense de MONGO BETI. Cette lutte fut assez rapidement couronnée de succès.

Nous avons été surpris de constater la détérioration des relations de MONGO BETI avec nous avant même qu'il ait remercié nos camarades. Par principe, je m'étais interdit toute polémique avec MONGO BETI et notre vœu est que les upécistes ne retiennent de lui que son œuvre dénonçant le régime néo-colonial et stimulant la prise de conscience de notre peuple et de notre jeunesse.

Le Dr. Abel EYINGA, contrairement à ce que beaucoup ont cru dans le passé, n'a jamais été membre de l'UPC, même s'il a toujours manifesté de la sympathie pour notre parti et pour son leader Ruben UM NYOBE dont il a édité en disques les interventions à l'ONU.

Au cours des années 1970, la résistance au régime AHIDJO était symbolisée par trois personnes : MONGO BETI, Abel EYINGA et WOUNGLY-MASSAGA. L'unité de ces patriotes aurait pu ouvrir des perspectives sérieuses à cette époque de notre combat. Mais, les deux premiers optèrent pour la promotion d'un personnage ambigu et nous vouèrent aux gémonies. Qu'importe !

les polémiques de cette époque n'ont plus aucun intérêt. Notre souhait serait de joindre nos forces à celles du Dr. EYINGA et de son parti " La Nationale " dans l'UPC pour toujours mieux combattre le régime néo-colonial camerounais.

Le président Paul BIYA, contrairement à l'affabulation de certains milieux confusionnistes du RDPC, n'a jamais été, de près ou de loin, un militant de l'UPC et n'a jamais figuré parmi les membres du syndicat étudiant l'UNEK.

Question 9 : Dans votre description de la typologie politique des Camerounais résidant en France au cours des années 50-60, il m'a semblé que vous exprimiez une véritable rancœur pour ceux que vous appelez les clients politiques du Dr AUJOU-LAT. Depuis André-Marie MBIDA¹⁴, tous ceux qui s'opposent au régime en place au Cameroun, s'en prennent toujours à AUJOU-LAT. Au fait, qu'est-ce que cet homme a réellement fait de mauvais contre le Cameroun ? Pourquoi l'accuser de tous les maux du Cameroun contemporain ?

Le Dr. Louis-Paul AUJOU-LAT a incontestablement joué un rôle central et décisif dans notre pays au cours de la période de la décolonisation. Médecin pied noir d'Algérie, il a eu une grande influence au Cameroun, d'abord avec l'appui de l'église catholique où ses dispensaires " Ad Lucem " (vers la lumière en latin)¹⁵ lui garantissaient un poids important, ensuite, par son élection en 1946 (jusqu'en 1953) comme représentant du Cameroun à l'Assemblée Nationale française, et, enfin, avec sa désignation comme secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer du Gouvernement français, position on ne peut plus stratégique à l'époque.

C'est AUJOU-LAT qui avait été le parrain de la nomination de

14 - Pour en savoir plus, lire D. ABWA, *André-marie MBIDA, Premier ministre camerounais : autopsie d'une carrière politique*, Paris, L'Harmattan 1993

15 - " Ad Lucem " signifie en réalité, association des laïcs universitaires chrétiens et missionnaires.

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

Roland PRE comme haut-commissaire de la France au Cameroun quand il fallait, en 1954, amorcer une politique de répression violente du mouvement nationaliste camerounais. C'est aussi le Dr. AUJOULAT qui recommande Paul BIYA au président AHIDJO comme collaborateur et futur successeur.

Il n'est pas besoin d'une rancœur spéciale pour reconnaître le rôle incontournable du Dr. AUJOULAT dans le processus de la décolonisation au Cameroun, processus caractérisé par l'acharnement politique à marginaliser l'UPC. AUJOULAT a, sans aucun doute, été un grand serviteur du colonialisme français : tout en développant son œuvre sociale catholique – qui lui a survécu – il s'est employé à pérenniser la colonisation française à travers un vaste réseau d'agents recrutés pour la plupart dans l'administration et dans l'intelligentsia estudiantine la plus opportuniste et la moins brillante. C'était, à vrai dire, un travail à contre courant de l'Histoire.

Il est, à ce jour, le stratège qui a le mieux façonné l'actuel régime camerounais dans son image de régime corrompu et aux mœurs dépravées. Dans les milieux nationalistes des années 1960, nous reconnaissons les aujoulatistes (et ils étaient bien nombreux !) comme des compatriotes prêts à tout pour avoir de l'argent ou décrocher une promesse de poste ou de grade, y compris notamment et surtout l'homosexualité. Nous les appelions " les femmes des colons ". C'est dire que le personnage de Louis-Paul AUJOULAT est particulièrement contrasté : autant on peut louer son œuvre sociale comme la fondation " Ad Lucem ", autant ses héritiers politiques représentent plus que jamais la corruption, l'aliénation au néocolonialisme et la dépravation des mœurs.

Question 10 : *En juillet 1955, un décret du président de la République française, René COTY, mettait fin à l'existence légale de l'UPC au Cameroun. Comment les militants upécistes résidant en France ont-ils accueilli ce décret inique ? Y a-t-il eu des marches de protestation ? Comment avez-vous réagi personnellement ?*

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

Les Camerounais se trouvant en France à cette époque avaient accueilli cette nouvelle avec colère chez les nationalistes, avec inquiétude voire peur chez ceux qui pouvaient encore prétendre ne pas faire de la politique.

Les upécistes étaient encore trop peu nombreux et la diaspora camerounaise elle-même relativement faible numériquement pour que l'on ait pu envisager une marche de protestation. Il n'y eut donc aucune réaction ouverte des Camerounais.

En ce qui me concerne, ce décret a eu sur moi un impact inoubliable : il a renforcé ma décision de m'engager dans l'UPC, décision prise après les massacres de mai ; il m'a également plongé dans une colère et une excitation nationaliste et dès cet instant, j'ai ressenti en permanence un besoin d'action pour défier le pouvoir colonial. Il m'a fait écarter la perspective de retarder mon engagement militant en entrant dans les classes préparatoires des Grandes Ecoles.

Je me souviens du moment précis où j'ai entendu ce décret à la radio. J'étais à Paris et je rendais visite à un ami, ancien du collège de Die, Paul FOKAM KAMGA ; il habitait alors rue d'Aréole, à côté de la cathédrale Notre Dame. Aussitôt après les informations, j'ai écourté ma visite pour rejoindre des camarades nationalistes à la cité universitaire du Boulevard JOURDAN. En prenant le Métro, je n'avais qu'une idée en tête : en découdre avec le régime colonial, le combattre. Je n'ai sans doute pas été le seul jeune Camerounais chez qui le décret du 13 juillet 1955 a provoqué une telle radicalisation militante.

Question 11 : *Par le décret ci-dessus cité, l'UPC devient illégale et poursuit son activité dans la clandestinité. Comment les militants UPC de France vivent-ils cette clandestinité dans une France libérale où les partis politiques avaient pignon sur rue ?*

Comme en 1955, les upécistes de France n'étaient en réalité pas encore organisés en structure militantes – quelques individus par-ci, deux ou trois par-là -, le décret du 13 juillet n'a pas été un

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

réel handicap pour l'évolution de l'UPC en France. Au contraire, on peut dire qu'il a provoqué, chez les jeunes nationalistes, une prise de conscience qui a abouti à l'organisation effective et graduelle de ce parti politique.

Dès 1956 en effet, les comités de base se formèrent à Paris, Toulouse, Clermont-Ferrand... Les militants savaient qu'il ne suffisait pas de créer un ou deux comités de base dans leur cité universitaire ; il fallait aussi s'employer à en créer dans d'autres villes, dans d'autres centres universitaires. Le mot d'ordre était : " Sensibilisation et Organisation tous azimuts ". Notons au passage que cette conception offensive de l'organisation dans l'UPC est absolument fondamentale : l'upéciste n'est pas seulement responsable de l'implantation de l'UPC " chez lui ", mais aussi " chez les autres ", partout dans le pays, partout où vivent nos compatriotes.

C'est donc sans véritable frustration que les militants de l'UPC en France ont vécu leur clandestinité après le décret d'interdiction : les réunions dans les chambres ou dans les salles des cités universitaires se faisaient sans difficulté aucune. Pour les actions plus ouvertes, il y avait les syndicats des étudiants où nous devions nous montrer les meilleurs, les plus dynamiques, de manière à en prendre rapidement et naturellement le contrôle.

Dans la clandestinité, nous n'étions pas des militants tremblants, traqués et apeurés ; nous étions sérieux, offensifs et combattifs. C'est ce qui avait fait, en peu de temps, la réputation de la section de France de l'UPC.

Question 12 : Vous, dont le militantisme était certainement connu des autorités administratives et policières françaises, deviez être assez prudent dans vos activités politiques. Comment vous y êtes-vous pris pour ne pas être accusé de " participation à une organisation dissoute " comme cela avait été le cas pour la plupart des militants UPC résidant au Cameroun ?

Il va de soi que mon militantisme était connu. Et j'ai constaté assez vite qu'il était presque parfaitement connu, alors que je

croyais qu'on ne voyait en moi qu'un étudiant brillant, sérieux et gentil.

Prudent et vigilant, je l'étais. Je savais que mon engagement politique n'était pas un jeu. Dès ma première année d'études en France, je savais qu'au ministère de la France d'Outre-mer à Paris, on souhaitait que je sois parmi les éléments africains directement contrôlés par le ministère, non seulement parce que j'étais considéré comme un " élément brillant ", mais aussi parce que j'étais issu d'une famille qui intéressait la France : mon grand-père avait été parmi les chefs camerounais qui avaient accompagné les Allemands dans leur retraite (1916) et pour cela il avait été destitué ; mon père était fonctionnaire de l'administration coloniale puis délégué à l'Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM) et à l'Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM) ; il avait été décoré de la Légion d'honneur française par le gouverneur MESSMER, dès son arrivée au Cameroun en juillet 1956.

Il était convenu , parmi les cadres de l'UPC, que notre première protection était le sérieux avec lequel nous faisons nos études universitaires : quelles que fussent nos activités militantes, il fallait tout faire pour garantir de bons résultats universitaires. Il fallait aussi, évidemment, n'être mêlé à aucune activité louche, à aucune forme de délinquance.

Cependant, même si la France n'était pas une République bananière où l'on pouvait emprisonner et torturer à loisir, nous étions soumis à une surveillance stricte des services de renseignements généraux, et nous faisons souvent l'objet de convocations à la police, de filatures policières et de perquisitions à domicile, surtout à partir de mai 1958 avec l'arrivée au pouvoir de la droite française dans le sillage de Charles de GAULLE. Nous avons alors connu de véritables interrogatoires avec passage à tabac. Mais, en comparaison avec ce que subissaient nos camarades au Cameroun, il n'y avait pas commune mesure. Comme eux ils ne faiblissaient pas, nous n'avions pas, nous aussi, le droit de faiblir.

Question 13 : Des leaders du Bureau du Comité Directeur de l'UPC sont obligés de se cacher pour continuer leurs activités politiques. Le secrétaire général , Ruben UM NYOBE, s'installe dans la forêt de Boumnyebel ; Roland Félix MOUMIE, le président et ses deux vice-présidents Abel KINGUE et Ernest OUANDIE, après une longue pérégrination, installent leur quartier général à Accra, la capitale ghanéenne. Que savez-vous de cette longue pérégrination et des difficultés rencontrées ? Avec lequel des deux groupes (ceux restés au Cameroun et ceux de la diaspora) avez-vous établi des relations suivies pendant que vous résidiez en France ? Comment cela se passait-il ?

Après les massacres de mai 1955, alors que le secrétaire général Ruben UM NYOBE se réfugiait en brousse près de son village natal, à Boumnyebel, les autres responsables de l'UPC gagnaient le Cameroun occidental sous contrôle britannique. Ces derniers y restèrent pendant deux années au cours desquelles ils s'efforcèrent d'étendre l'implantation de l'UPC au Cameroun occidental.

Le 4 juin 1957, les autorités coloniales britanniques annoncèrent l'interdiction de l'UPC et de ses organisations annexes, l'UDEFEC et la JDC, au Nigeria et au Cameroun occidental. Les treize responsables de ces organisations qui se trouvaient au Cameroun occidental furent aussitôt placés en résidence surveillée. Il s'agissait de :

- 1- Félix Roland MOUMIE, président de l'UPC
- 2- Abel KINGUE, vice-président de l'UPC
- 3- Ernest OUANDIE, vice-président de l'UPC
- 4- Sakéo KAMEN, membre du comité directeur
- 5- Jean-Paul SENDE, rédacteur en chef du journal " *Lumière* " et responsable à la presse de l'UPC
- 6- Elie NGUE, militant responsable de l'UPC
- 7- Victor MANTIA, militant responsable de l'UPC
- 8- François FOSSO, secrétaire général de la JDC
- 9- Aloys NJOCK, secrétaire de la JDC
- 10- Marthe MOUMIE, responsable de l'UDEFEC

11-Marthe OUANDIE, responsable de l'UDEFEC

12-Gertrude OMOG, responsable de l'UDEFEC

13-Marguerite NGOYE, responsable de l'UDEFEC.

Un premier délai de dix jours fut donné à ces camarades pour trouver un pays d'asile. Ce délai fut renouvelé et au cours de cette prolongation, le Gouvernement du Soudan (ancien Soudan anglo-égyptien devenu indépendant le 1er janvier 1956) accorda l'asile à ces treize camarades qui furent accueillis à Khartoum. 1956, était l'année même de la nationalisation du Canal de Suez. L'Egypte nassérienne, qui entendait accroître son prestige dans le monde arabe et en Afrique, accueillit par la suite le groupe des réfugiés camerounais et les installa au quartier de Zamalek, au Caire, à la fin de l'année 1957.

Par ailleurs, le 6 mars 1957, un pays d'Afrique noire, le Ghana, devint indépendant avec comme premier ministre le pan-africaniste KWAME NKRUMAH et en 1958 (28 septembre), c'était le tour de la Guinée de SEKOU TOURE qui s'émancipait de la colonisation française. Tout naturellement, ces deux pays allaient devenir des centres d'attraction privilégiés pour les réfugiés camerounais du Caire.

Une année à peine après son indépendance, le Ghana accueillait par dizaines puis par centaines des militants des mouvements de libération de plusieurs pays africains au sud du Sahara, y compris d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe. NKRUMAH créa un bureau des affaires africaines et un centre d'hébergement pour réfugiés : " l'African Affairs Centre ".

L'entregent du Dr Félix MOUMIE l'amena à devenir l'un des conseillers du président SEKOU TOURE à Conakry. Il s'installa par conséquent à Conakry avec son épouse Marthe MOUMIE et avec le vice-président Abel KINGUE. Dans le cadre des efforts pour se rapprocher de l'Afrique noire et du Cameroun, la Direction de l'UPC mit aussi à profit l'occasion de la première conférence des Peuples Africains au Ghana pour décider de l'installation dans ce pays du vice-président OUANDIE, de son épouse Marthe OUANDIE et de Sakéo KAMEN,

membre du comité directeur.

En quelques mois, et manifestement sans aucun plan précis, l'installation des dirigeants de l'UPC en Afrique de l'Ouest suscita un flux de jeunes et de responsables venus clandestinement du Cameroun. Les jeunes étaient en quête de bourse d'études, et les responsables étaient des éléments poursuivis par les forces de répression ou sortant de prison politique.

Je n'ai entretenu aucune relation particulière avec le groupe des dirigeants ou avec le secrétaire général sous maquis. En premier lieu parce que je n'avais pas encore dans la lutte une dimension me permettant de prétendre à de tels contacts, et en second lieu parce que les relations dans l'UPC s'établissent uniquement au plan organisationnel. C'était la section de France de l'UPC qui avait quelques contacts avec le secrétaire général Ruben UM NYOBE avant sa mort, et des relations plus suivies avec le Bureau du Comité Directeur en exil au Caire puis à Conakry. Ces contacts se faisaient soit à l'occasion du déplacement d'un responsable de la section de France en Afrique, soit à l'occasion du passage en Europe (généralement en Suisse) des dirigeants ou responsables de premier plan.

Question 14 : *Il m'est revenu que le président de l'UPC, Roland Félix MOUMIE, vous confiait de temps en temps d'importantes sommes d'argent pour financer les activités de l'UPC désormais clandestine en France. Peut-on, à partir de cette information, dire de vous que vous étiez le trésorier de l'UPC en France ? Si tel est le cas, comment justifiez-vous votre choix à un poste aussi stratégique ? Aviez-vous déjà eu des contacts personnels avec les responsables du Bureau du Comité Directeur en exil ? Lesquels ? Quand et comment ? Comment procédait-on pour renflouer vos caisses ? Existait-il une procédure de contrôle de l'effectivité des dépenses réalisées ?*

Le trésorier de la section de France de l'UPC dans les années 1958-1960, était Joseph ETOUNDI, qui faisait ses études supérieures en sciences à Paris. Il faisait d'ailleurs partie du groupe des

expulsés de février 1961. C'était donc en vertu d'une disposition spéciale et sans doute ponctuelle que je me retrouvais dépositaire de fonds spéciaux destinés aussi à des opérations spéciales.

Il est difficile à un militant de savoir sur quelles considérations repose la confiance que lui manifestent ses dirigeants. Dans l'UPC, notamment au niveau des cadres, j'étais pratiquement le seul ressortissant de mon ethnie. Le Président MOUMIE avait certes exercé à Lolodorf et connaissait ma famille ; à l'époque de son séjour à Lolodorf, je n'avais que douze ans. Nous n'avions donc pas de relations particulières bien qu'il m'ait adressé en 1959, une lettre de félicitations et d'encouragement que m'avait ramenée Jean Martin TCHAPTCHET après la session spéciale de l'assemblée générale des Nations Unies sur le problème camerounais. Et je n'ai rencontré le Président MOUMIE à l'extérieur du pays qu'une fois, dans le cadre d'une délégation de la section de France de l'UPC qu'il avait convoquée en Suisse en 1960, avant son voyage au Congo Léopoldville. J'ai alors eu le privilège de loger avec lui dans une suite de l'hôtel, pendant que les autres membres de la délégation étaient répartis dans d'autres chambres. Nous y avons eu de très longs entretiens en tête à tête.

Pour revenir aux fonds spéciaux, je n'avais aucun droit de décider des dépenses. Je devais seulement les garder dans le plus grand secret, en sécurité. Les ordres de dépenses venaient du Bureau du Comité Directeur lui-même, à travers le président de la section de France, après approbation de telle ou telle opération.

Malgré de nombreuses perquisitions à domicile qui semblaient indiquer que la police française avait eu connaissance de l'existence de ces fonds, leur cachette ne fut jamais découverte. J'avais imaginé cette cachette avec ma femme, Annie BOUTERIGE, une française de Clermont-Ferrand, dont ce fut là une des manifestations d'absolue fidélité.

Question 15 : Dans leur volonté d'éradiquer l'UPC qui, bien qu'illégale, nuisait grandement à la réalisation de leurs programmes politiques et de leurs intérêts économiques au Cameroun, les autorités françaises n'ont pas hésité à utiliser

l'arme de l'assassinat politique des leaders charismatiques pour atteindre leurs objectifs. Le premier leader à avoir été assassiné, avec les complicités camerounaises que l'on connaît de mieux en mieux, fut Ruben UM NYOBE dans sa forêt de Boumnyebel le 13 septembre 1958. Comment les upécistes de France ont-ils vécu cette perte abominable ?

L'annonce de la mort de Ruben UM NYOBE frappa de stupeur les upécistes de France et la diaspora camerounaise de ce pays. Dans un premier temps, il flottait comme un doute : la nouvelle, pensions-nous, pouvait bien relever d'une opération d'action psychologique. La vigilance est un des mots d'ordre centraux de l'UPC. Hélas, il fallut, au bout de deux semaines, admettre que la nouvelle était vraie : une photo du cadavre de Ruben UM NYOBE étendu à même le sol, se mit à circuler en France. La diffusion de cette photo était-elle le fait des autorités coloniales qui voulaient ainsi en finir, d'une part avec le doute des populations quant à la véracité de la nouvelle, et d'autre part avec les récits mythiques qui commençaient à se forger ça et là ? venait-elle tout simplement de patriotes qui souhaitaient que les militants ne s'attardent pas dans des illusions dérisoires ? Je n'ai jamais pu découvrir la vérité à ce sujet.

Il faut dire une fois de plus que la nouvelle de la mort de Ruben UM NYOBE et la vue de la photo de son cadavre profané ont influencé de manière décisive mon engagement militant. C'est à ce moment précis que j'ai intégré réellement l'idée que la lutte révolutionnaire contre l'oppression coloniale devait être essentiellement violente. Cette réflexion sur la nécessité de la violence dans l'action du mouvement de libération me poussa à rédiger spontanément mon tout premier article politique et à l'envoyer, à travers les responsables de la section de France, au Bureau du Comité Directeur de l'UPC, qui décida, à mon insu, de le publier en une brochure ayant pour titre : " Réponse à Deux Questions "

A ce sujet aussi, on pourrait se demander pourquoi un militant de base de l'UPC qui n'avait aucun parent au sommet de la hiérarchie avait mérité cette attention ? La seule réponse est que les

dirigeants de l'UPC ne se préoccupaient que de la lutte, de tout ce qui pouvait la faire avancer, du vrai militantisme.

Dans ma réflexion de jeune intellectuel patriote, l'assassinat de Ruben UM NYOBE était présenté comme un véritable crime contre notre peuple, un crime qui hypothéquait l'avenir même de la jeune Nation en formation. Tous les développements de la vie politique camerounaise et du nouvel Etat indépendant n'ont fait, selon moi, que confirmer la pertinence de ce point de vue.

L'assassinat de Ruben UM NYOBE ne m'avait pas seulement fait franchir le pas de la légitimation de la violence révolutionnaire, à la fois du point de vue du patriotisme et du point de vue humaniste chrétien dans sa dimension idéologique, mais il m'avait interpellé sur le déficit de compétence que cette perte avait créé dans la lutte de notre peuple.

Jusqu'à présent, même lorsque je fais le constat de telle ou telle faute qu'il a commise dans sa conduite de la révolution, je considère Ruben UM NYOBE comme un être exceptionnel, un génie politique créateur et prospectif. Certains m'en ont voulu d'avoir déclaré que depuis UM NYOBE, le peuple Bassa'a n'a produit aucun cadre politique de sa dimension. Cela demeure ma conviction : l'aveuglement politique de KODOCK qui, avec dix-huit députés en 1992, tourna le dos à l'unification du parti, malgré mes exhortations, et s'enfonça dans des gesticulations destructrices, et l'incompétence " notoire et avérée " du tandem HOGBE-LOUKA atteint d'hyper-tribalisme en 2002, confirment cette vérité. Il faut que tous les upécistes, à commencer par les upécistes Bassa'a, se mobilisent pour faire échec à la tribalisation de l'UPC.

J'étais encore trop jeune pour connaître personnellement Ruben UM NYOBE dans le cadre de l'UPC. C'est MOUMIE que j'ai connu ; pourtant, en vérité, c'est par UM NYOBE, par son exemple, ses écrits et son sacrifice que j'ai été fortement influencé, au point de m'engager corps et âme dans l'UPC, dans la lutte patriotique pour la libération du pays et le bien-être de notre peuple.

Question 16 : *Le second sur la liste des leaders charismatiques à être assassiné a été le président Roland Félix MOUMIE, attiré en Suisse et empoisonné par un agent des services spéciaux français BECHTEL, le 3 novembre 1960. Le journaliste PEJU en a fait une narration très saisissante. Comment avez-vous vécu cet énième assassinat en France ? Votre compagnon de lutte Jean Martin TCHAPTCHET, qui se trouvait en Suisse avec le président du BCD est même accusé d'avoir été le judas ayant livré MOUMIE à ses bourreaux. Vous-même avez été accusé de la même forfaiture, puisque, dit-on, vous connaissiez BECHTEL et c'est par vous qu'il avait pu remonter jusqu'à MOUMIE à Accra pour obtenir ce rendez-vous qui lui a été fatal. Il y a quelques années, Augustin Frédéric KODOCK, l'un des deux secrétaires généraux actuels de l'UPC, n'a pas hésité à vous accuser de complicité dans ce crime. Quelle est votre part de vérité dans tout ça ? Vous qui étiez si proche de Jean Martin TCHAPTCHET, quelles confidences vous a-t-il faites à ce sujet ?*

Professeur Daniel ABWA, l'assassinat du Dr Félix Roland MOUMIE, président de l'UPC, a fait l'objet de nombreuses spéculations et de toutes sortes de campagnes visant à discréditer, soit notre parti dans son ensemble, soit des militants de l'UPC pris individuellement. Au Cameroun, l'événement en tant que fait historique est donc recouvert d'une certaine confusion, d'abord parce qu'il s'est produit à une époque où les Camerounais ne pouvaient être que mal informés des faits relevant de ce qu'on appelait alors " la rébellion ", ensuite parce que le crime de Genève a fait et ne pouvait que faire l'objet d'exploitations malsaines et de falsifications.

Je vous prie donc, Professeur, de bien vouloir insérer dans le livre " *Ma part de Vérité* ", l'intégralité de l'article de M. PEJU qui fait le point sur toute l'affaire, de l'empoisonnement aux conclusions judiciaires. M. PEJU n'est pas un Camerounais¹⁶ ;

16 - Nous n'avons pas jugé utile de le faire en annexe, parce que c'est un article très long et parce que tout lecteur désireux d'en savoir plus

c'est un Français. Homme de gauche, il a écrit non pas pour couvrir un crime du colonialisme français, mais, au contraire pour le dénoncer. (voir " *Jeune Afrique* " n°1720-1721). Néanmoins, je vais répondre à vos différents questionnements

Le président MOUMIE fut empoisonné le 15 octobre 1960 dans un restaurant du vieux Genève, " Le Plat d'argent " où il déjeunait avec un faux journaliste mais vrai agent des services spéciaux français, William BECHTEL, et un autre responsable de l'UPC, Jean Martin TCHAPTCHET, président de la section de France, convoqué en Suisse par le président MOUMIE, à son retour d'un voyage mouvementé dans la capitale du Congo Léopoldville, aujourd'hui Kinshasa.

C'est le 17 octobre 1960 que TCHAPTCHET, rentré la veille à Clermont-Ferrand, fut rappelé à Genève par un coup de fil de Liliane FRIEDLI, une collaboratrice de l'UPC, lui annonçant que le président avait été admis à l'hôpital cantonal de Genève, dans un état grave.

Lorsque le Président MOUMIE décéda le 3 novembre 1960, la diaspora camerounaise (upécistes et non upécistes) avait donc suivi depuis environ deux semaines sa lutte contre la mort. Entre les militants de l'UPC et les Camerounais tant soit peu patriotes, il y avait de graves interrogations sur l'avenir de l'UPC et du Cameroun. L'assassinat de MOUMIE survenait deux ans seulement après celui de Ruben UM NYOBE. L'UPC apparaissait donc comme décapitée. Allait-elle vraiment survivre ?

L'Assemblée Générale de l'ONU, dans sa session de février 1959, avait refusé qu'il y ait des élections avant la proclamation de l'indépendance ; mais la résistance armée ne s'était pas estompée pour autant. La question qui hantait le plus les esprits était de savoir si oui ou non la mort de MOUMIE n'allait pas entraîner l'extinction des maquis ?

Les ambassadeurs des Etats Unis d'Amérique en poste en

peut le faire librement dans un numéro du journal *Jeune Afrique* qui l'a repris intégralement.

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

Afrique, réunis à Tanger à la fin de l'année 1959, avaient pronostiqué la prise du pouvoir par MOUMIE et son parti à brève échéance. N'était-ce pas là que venait la décision d'assassiner MOUMIE à tout prix, y compris par un lâche empoisonnement au thallium, dont on sut plus tard qu'il avait été ordonné par le premier ministre français Michel DEBRE ?

L'assassinat de UM NYOBE avait provoqué une vive émotion sentimentale, alors que celui de MOUMIE donna lieu à une colère sourde contre le colonialisme français, et une forte densification de l'opposition au néocolonialisme naissant.

En décembre 1960, le Congrès de L'Union Nationale des Etudiants du Kamerun (UNEK) se tint dans une atmosphère de radicalisation du syndicat qui, non seulement se permit d'élire sans grande opposition un jeune upéciste comme président, mais adopta une résolution d'adhésion au Front Uni avec l'UPC, la JDC et l'UDEFEK...C'est ainsi qu'on peut schématiser la réaction des Camerounais résidant en France à l'annonce de la mort de MOUMIE. Qu'est-ce que l'on peut dire des accusations portées contre TCHAPTCHET ?

La police helvétique, qui avait ouvert une enquête immédiatement après l'hospitalisation du Dr MOUMIE, avait constaté la fuite précipitée de William BECHTEL et découvert dans les habits qu'il avait abandonnés à son hôtel des traces de thallium, le poison utilisé contre le président MOUMIE. Elle mit hors de cause l'étudiant camerounais qui avait pris part au repas, en l'occurrence Jean Martin TCHAPTCHET, et lança un mandat d'arrêt international contre BECHTEL.

La première remarque qui s'impose donc au sujet des accusations contre TCHAPTCHET, **c'est que ce dernier ne fut jamais mis en cause ni par la police ni par la justice suisses.**

La seconde remarque qu'il faut aussi faire à propos de ces accusations, c'est qu'elles n'apparurent qu'en 1962, à la faveur des polémiques de fractions upécistes. En effet, TCHAPTCHET n'avait fait l'objet d'aucun soupçon de la part de la section de France de l'UPC qu'il présidait et qu'il représenta aux obsèques

du président MOUMIE à Conakry et à la conférence des cadres qui eut lieu à cette occasion. Il va de soi que si le moindre doute ou soupçon avait existé à cette époque sur une quelconque participation de TCHAPTCHET à l'assassinat de MOUMIE, le problème n'aurait pas manqué d'être soulevé aux obsèques et surtout à la conférence des cadres qui se tint pour arrêter la ligne politique et les dispositions qu'imposait la disparition du président MOUMIE. C'est à cette occasion que fut décidé le retour du vice-président OUANDIE au Cameroun sous maquis : et cette décision devait rester strictement secrète jusqu'à son retour.

Or non seulement la question aurait été évoquée s'il y avait eu un soupçon contre TCHAPTCHET, et elle aurait fait l'objet d'une mise au point publique, en toute hypothèse, mais, en plus, on n'aurait jamais fait participer un " traître " à la prise de décisions hautement stratégiques et hautement sensibles comme le retour prochain du vice-président Ernest OUANDIE au maquis. D'ailleurs, la preuve irréfutable que l'innocence de TCHAPTCHET avait été reconnue par le parti, c'est qu'après notre expulsion de France en 1961, TCHAPTCHET fut installé à Conakry comme bras droit du vice-président Abel KINGUE ; il contrôlait la représentation de l'UPC dans la capitale guinéenne, la plus importante à l'époque. Les accusations formulées contre TCHAPTCHET doivent être considérées comme les élucubrations d'un triste personnage qui en fera d'autres de la même veine. En effet, comment penser que WOUNGLY-MASSAGA, étudiant en thèse de doctorat et président de l'Union Nationale des Etudiants du Kamerun, expulsé de France par arrêté du gouvernement français daté du 11 février 1961 c'est-à-dire bien après la mort du président MOUMIE, ait pu être au Ghana, à Accra, en 1960 pour mettre BECHTEL en contact avec le président MOUMIE ? WOUNGLY-MASSAGA n'a jamais connu ce personnage et tout le reste n'est qu'élucubration et mensonge.

Le mensonge est le propre des voyous politiques. Il y a quand même lieu de s'étonner qu'un personnage qui s'est improvisé leader upéciste en 1990 avec la complicité du RDPC, qui a toujours

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

navigué dans les eaux de l'UC, de l'UNC et qui a servi le sérail aujoulatiste au point de mériter, de la part de AHIDJO, d'un poste de secrétaire d'Etat aux finances et de directeur général de la CAMAIR, puisse se poser aujourd'hui en historien de l'UPC capable de dire qui a tué MOUMIE en pointant du doigt des militants de l'UPC.

TCHAPTCHET était en effet un ami très proche et nous partageons beaucoup de choses ensemble. C'est nous qui avons créé le comité de base de l'UPC de Clermont-Ferrand et c'est ensemble que nous avons lancé " Le Patriote camerounais ". Au moment où survint l'affaire MOUMIE, nous étions à cheval entre Paris et la province : nous étions entrain de déménager des deux appartements voisins que nous occupions dans le même petit immeuble, au N° 27 de la rue Dr. CLAUSSAT à Montferrand, pour Paris, où nous allions partager un appartement en doublet à la rue de la Glacière dans le 13^è arrondissement de Paris.

De Suisse où elle se trouvait, Liliane FRIEDLI avait fait appeler de toute urgence TCHAPTCHET au téléphone, à Clermont-Ferrand, le 17 octobre 1960, le lendemain même du retour de Suisse de mon ami. Ensemble, nous sommes allés à la poste de Montferrand, banlieue contiguë de la ville de Blaise PASCAL pour répondre à cet appel. La poste se trouvait à moins de deux cents mètres du petit immeuble où nous habitions et c'est à pied que nous nous y sommes rendus . Chemin faisant, nous nous demandions quel pouvait être l'objet de cet appel urgent : le président MOUMIE avait-il oublié quelques instructions importantes ? Dans ce cas, il allait sans doute rappeler TCHAPTCHET à Genève parce que rien de sérieux ne pouvait se traiter au téléphone. C'est autour de ces spéculations banales agrémentées de blagues que tournait notre conversation . Je ne me souviens pas avoir constaté la moindre inquiétude ou préoccupation dans l'attitude de TCHAPTCHET à ce moment-là.

Lorsque TCHAPTCHET était entrain de sortir de la cabine téléphonique, j'ai aussitôt remarqué qu'il était manifestement troublé ; il était livide : " C'est LILI, me dit-il. Elle dit que le pré-

sident est hospitalisé à l'hôpital cantonal de Genève, dans un état grave. ". Un silence lourd et pénible s'établit entre nous , puis, d'une voix presque éteinte, il ajouta : " Je n'y comprends rien ; j'ai laissé le président en santé ". Aujourd'hui encore, je me souviens de ces quelques propos parce que, depuis 1962, ils me sont revenus à l'esprit chaque fois que l'on parlait de soupçons contre TCHAPTCHET. Or, jusqu'à ce qu'il prenne le premier train pour Genève, TCHAPTCHET ne me parla même pas du repas qu'ils avaient pris au " Plat d'argent ". Il ne s'imaginait sans doute pas que c'est ce repas qui avait occasionné le drame.

Bref, TCHAPTCHET ne me livra pas plus de précisions sur l'assassinat du président MOUMIE et ne me fit aucune confidence particulière à ce sujet. Et je sais que s'il ne l'a pas fait, c'est parce qu'il n'avait rien de secret à révéler.

Question 17 : *Dans votre militantisme upéciste, vous allez vous-même connaître un exil politique ; cet exil proviendra de votre expulsion de France qui était devenue , par la force des choses, votre seconde patrie. Quelle est la raison qui fut évoquée pour justifier votre expulsion et comment cela s'était-il passé ? Comment expliquez-vous le fait que votre qualité d'époux d'une Française – ce qui devait vous conférer certains égards aux yeux des Français - n'ait pas joué en votre faveur pour vous éviter une expulsion que vous n'aviez certes pas souhaitée ?*

Au lendemain de l'annonce de l'odieux assassinat de Patrice Emery LUMUMBA, premier ministre du Congo Léopoldville (actuelle République démocratique du Congo), une vive émotion secoua tous les milieux des étudiants africains en Europe. A Paris, quasi spontanément, les étudiants décidèrent de manifester sur les Champs Elysées, la plus célèbre avenue de la capitale française connue dans le monde entier. Le lieu était particulièrement bien choisi ; toute l'avenue des Champs Elysées et toutes les rues convergeant vers la Place de l'Etoile ou donnant sur l'avenue étaient envahies par les étudiants noirs. Du jamais vu et, pour le régime gaulliste, un grand scandale ! La police française débordait.

dée, affronta, sur l'avenue des Champs Elysées elle-même comme sur les autres avenues et rues de ce quartier huppé, des groupes de jeunes noirs en colère qui ne reculaient pas devant les échauffourées qui firent de nombreux blessés ; il n'y eut heureusement pas de mort d'homme.

Le général de GAULLE avait pris le pouvoir en France depuis moins de deux ans, en mai 1958. Sur la scène africaine, son régime avait déjà annoncé la couleur par la froide exécution, par empoisonnement, de Félix Roland MOUMIE, président de l'UPC. L'ampleur de la grogne exprimée par les étudiants noirs fut considérée comme un affront par les autorités françaises. Il fallait laver cet affront ! il fallait frapper. Mais, frapper qui ?...

Rien ne permettait de dire qui avait organisé cette puissante manifestation qui n'avait été publiquement convoquée par aucune association estudiantine. Mais, pour les autorités françaises, il y avait l'UPC et ses " agitateurs " qui ne pouvaient ne pas avoir été mêlés à son organisation. Les victimes furent donc tout trouvées : un arrêté d'expulsion, daté du 11 février 1961 fut pris contre :

- Jean Martin TCHAPTCHET, président de la section de France de l'UPC, licencié en Histoire et Géographie ;
- Michel NDOH, vice-président de la FEANF chargé de son organe " *L'Etudiant d'Afrique noire* ", licencié en Droit ;
- Joseph ETOUNDI, trésorier de la section de France de l'UPC, étudiant à la Faculté des Sciences ;
- WOUNGLY-MASSAGA, président de l'Union nationale des Etudiants du Kamerun (UNEK), inscrit à la Sorbonne pour une thèse en mathématiques. Il avait déjà entamé son travail sur la " topologie des fonctions algébriques dans les espaces à N dimensions "

Nous n'étions évidemment que des victimes d'une France colonialiste, désarmée par la montée des luttes populaires dans le continent africain. Les autorités françaises n'avaient et ne pouvaient avoir de preuves que la grandiose manifestation des Champs Elysées avait été organisée par les personnes incriminées. Comment pouvait-il être retenu que cette manifestation de plu-

sieurs milliers d'étudiants africains de Paris, des provinces et de la Belgique, originaires de plusieurs pays africains, appuyée par quelques étudiants progressistes français, avait été organisée par quatre étudiants camerounais, tous des cadres de l'UPC ?

Dès que nous avons appris la mesure d'expulsion, Michel NDOH et moi-même sommes allés au siège de la FEANF à Paris : NDOH était vice-président de la FEANF et j'étais aussi président d'une section territoriale de celle-ci (l'UNEK), ce qui équivalait à un poste de responsabilité important dans le cadre de la Fédération. Nous avons ainsi pu mobiliser tous les responsables de la FEANF disponibles et avons fait appeler d'autres pour saisir les organes d'information et faire prendre les contacts avec les ambassades et les organisations françaises de gauche.

Le retentissement de l'information dans les médias fut instantané, ce qui surprit quelque peu le Gouvernement français. Sa réaction fut de précipiter l'application de la mesure. TCHAPTCHET et son épouse Florence furent interpellés à leur domicile, rue de la Glacière. Annie, mon épouse et mon jeune fils de quatre ans, Frédéric, furent pris dans l'appartement voisin ; ma femme, enceinte de huit mois, originaire de Clermont-Ferrand, n'a eu droit à aucun traitement de faveur.

Au siège de la FEANF, où presque tous les responsables avaient été mobilisés au bout de quelques heures, il nous parvint une information de source sûre selon laquelle, TCHAPTCHET, son épouse, la mienne accompagnée du petit Frédéric avaient été conduits à l'aéroport et expulsés à Bamako, au Mali. De la même source, nous avons appris que le Gouvernement camerounais avait demandé que les expulsés fussent plutôt extradés au Cameroun, et non envoyés dans des destinations de leur choix d'où ils allaient automatiquement rejoindre la direction de la " rébellion ".

La décision fut donc prise avec nos camarades du comité exécutif de la FEANF de demander l'asile politique pour les trois autres victimes de l'arrêté d'expulsion encore sur le territoire français à l'ambassade du Ghana, pays dont le régime était déjà

connu comme porte drapeau du panafricanisme.

Tous les responsables de la FEANF présents et leurs collaboratrices du secrétariat étaient invités à la plus stricte discrétion. Par la suite, l'ambassadeur du Ghana fut discrètement contacté et, après une communication d'urgence avec sa hiérarchie dans la capitale ghanéenne à Accra, il donna son accord. Sans perdre du temps, puisque le succès de l'opération de transfert dépendait de la rapidité de son exécution, nous nous mîmes en route. Et, pour bénéficier des effets de la surprise et de la discrétion, nous nous sommes retrouvés dans l'enceinte de l'ambassade du Ghana à Paris, sans bagages. Nos camarades de la FEANF, de la section UPC de France, de l'UNEK, avaient reçu pour mission d'alerter aussitôt les médias.

Dès que les Français apprirent que nous nous étions réfugiés à l'ambassade du Ghana, ils s'employèrent à nous y garder prisonniers. L'ambassade fut donc bouclée par un détachement de gendarmes armés avec pour mission d'assurer la garde et de se saisir de nous dès qu'ils nous verraient sortir. Pendant que nous étions ainsi interdits de sortie, on nous apprit que le Gouvernement français, sur recommandation de leurs spécialistes en psychologie et psychiatrie, avait décidé de maintenir le bouclage jusqu'à ce que nous soyons atteints de claustrophobie, mal que le dictionnaire définit comme " la crainte morbide des espaces clos ".

L'idée des psychologues français était de nous amener à nous sentir prisonniers malgré notre relative liberté dans l'enceinte de l'ambassade du Ghana. Etant donné en effet que nous n'étions pas en prison, que nous n'étions par conséquent soumis à aucune contrainte carcérale, notre auto-confinement allait provoquer chez nous, à la longue, cette maladie consistant à ne pas supporter d'être enfermés. Par ailleurs, la pression que cette situation faisait peser sur l'ambassade ne pouvant que perturber son fonctionnement, ceci rejaillirait négativement sur le confort matériel et moral de notre séjour prolongé dans cette ambassade ; cet inconfort devait ainsi nous pousser à sortir de l'ambassade et à être appréhendés par les gendarmes qui montaient la garde à l'entrée de cet

immeuble. Pour éviter ce piège, la solution résidait donc dans notre extradition vers le Ghana.

Au lendemain de notre entrée dans l'ambassade, on nous apprit que le contingent expulsé de France était arrivé sans encombre au Mali. Cette information me rassura passablement. C'est vrai que je n'avais pas d'inquiétude quant au moral et au comportement de mon épouse Annie : elle s'était totalement impliquée dans notre combat dès nos fiançailles en véritable compagne de lutte. Ma préoccupation venait de ce qu'elle avait été obligée de prendre l'avion avec plus de huit mois de grossesse, ce qui était médicalement et légalement interdit. Les autorités françaises s'étaient comportées dans cette circonstance en véritables nazis contre leur propre compatriote.

Au fil des semaines, puis des mois, nous recevions de nombreuses visites à l'ambassade : hommes et femmes des médias, des partis politiques, des syndicats, nos propres camarades étudiants africains et camerounais, et quelques compatriotes non étudiants. Nous avons eu la surprise que MAYI MATIP nous rende visite : il fut reçu avec courtoisie et il eut même un entretien en tête-à-tête avec Michel NDOH.

A plusieurs reprises, des séminaristes étaient venus nous rendre visite. La première fois qu'ils vinrent, je me suis demandé ce qui pouvait bien les intéresser à notre situation considérée comme éminemment politique. Dès leur première visite, notre conversation avec ces jeunes prêtres était cordiale et lorsque je les avais accompagnés vers la sortie, j'ai observé au loin comment ils franchissaient le portail et comment les gendarmes se comportaient avec eux. Il y eut comme un déclic dans mon cerveau et lentement, une idée commença à y germer. Je l'ai gardée secrète car c'était encore très délicat ; il fallait y réfléchir davantage avant d'en parler.

L'ambassadeur du Ghana, JANTUA, était un vrai patriote ghanéen. Policé, courtois, il était manifestement fier de l'aura panafricaine de son pays et de l'importance que prenait sa chancellerie du fait de l'ampleur que prenait notre problème : l'am-

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

bassade du Ghana était en effet devenue la première des ambassades africaines à Paris. Parmi les Africains et dans l'opinion en général, le prestige de son leader Osagyefo KWAME NKRUMAH, président du premier Etat d'Afrique noire sorti du joug colonial, avait grandi.

L'ambassadeur du Cameroun à Paris avait discrètement pris contact avec son homologue du Ghana. Il demandait qu'un arrangement entre Africains soit trouvé pour résoudre notre problème. JANTUA nous en informa en précisant qu'il avait accepté l'idée d'un tel arrangement à la seule condition que nous lui donnions notre accord. Il me vint à l'esprit que c'était une démarche inspirée par les Français.

Au cours d'un second entretien, JANTUA nous informa que l'ambassadeur du Cameroun souhaitait que nous rencontrions le premier ministre camerounais de passage à Paris. Selon notre ambassadeur, notre pays était disposé à nous recevoir les bras ouverts et à nous nommer à d'importants postes de responsabilité aussitôt arrivés, étant donné que nous étions tous des intellectuels de haut niveau. JANTUA ajouta avec une insistance appuyée qu'il n'entendait pas influencer notre décision qui devait être libre et en toute responsabilité. Après lui avoir demandé un temps de réflexion et après concertation entre nous, il reçut de nous la réponse suivante que NDOH était chargé d'exprimer et moi de traduire en un anglais laborieux : nous étions disposés à rencontrer l'ambassadeur du Cameroun et même le premier ministre camerounais à condition que cette rencontre ait lieu dans l'enceinte de l'ambassade du Ghana. Au cas où un accord serait possible à ce niveau, alors il pourrait avoir des rencontres à l'ambassade du Cameroun à Paris, si le Gouvernement français y était favorable. Cette réponse fut donnée à l'ambassadeur du Cameroun à Paris...et les choses en restèrent là.

A propos de nos entretiens avec l'ambassadeur du Ghana et avec le personnel de l'ambassade, il faut dire que ce n'était pas facile au début de notre séjour. JANTUA ne s'exprimait pas encore en français et notre anglais était médiocre. Constatant ce han-

dicap, j'ai demandé à nos camarades qui nous rendaient visite de nous procurer quelques livres d'anglais et un bon dictionnaire pour un rapide recyclage. Lorsque nous avons eu nos premières conversations avec l'ambassadeur, je parvenais déjà à m'exprimer presque complètement et à traduire les interventions de mes deux compagnons. Il faut dire que la jeune secrétaire britannique de l'ambassade qui nous rendait assidûment visite depuis le premier jour, Miss HUDGES, m'aida à progresser très rapidement dans la maîtrise de la conversation en anglais.

A travers nos camarades de la FEANF, le contact fut repris avec un avocat parisien de l'UPC qui travaillait avec un collectif d'avocats défenseurs du Front de Libération Nationale algérien (FLN). Il nous rendit visite et conversa longuement avec nous. Comme à son habitude, il parlait avec volubilité du couvre-feu à Paris, des explosions de bombes et des attentats attribués à l'organisation de l'armée secrète (OAS). Il évoqua la répression contre le FLN et les tortures infligées aux héroïnes algériennes. Il évoqua aussi les réseaux qui faisaient traverser les frontières aux militants algériens. Nous l'écoutions attentivement. J'avais déjà lu un ou deux articles de la presse sur les réseaux de JANSO.

Quand l'avocat décida de prendre congé de nous, je me suis hasardé à lui poser timidement une question à laquelle mes collègues n'ont guère prêté une grande attention sur le moment : " S'il vous plaît Maître, lui dis-je, est-ce qu'on peut nous trouver trois soutanes et un missel ? " L'avocat parut surpris, me regarda fixement, avec dans les yeux une lueur perceptible à travers ses lunettes cerclées d'or. Au bout d'un silence qui me parut long, il finit par répondre simplement : " Oui ", puis il esquissa un large sourire. D'une intelligence vive, il avait déjà compris (" intelligenti pauca " ...). " On peut arranger ça " ajouta-t-il, sympathique. Mes collègues n'avaient probablement pas bien suivi cette petite conversation en aparté.

Les soutanes arrivèrent quelques jours plus tard, dans un paquet que me remit un des employés de l'ambassade, de la part de l'avocat. Mes compagnons croyaient que c'était un cadeau. Le

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

mois précédent en effet, nous avons reçu des victuailles en provenance de ma belle-famille dans le Puy-de-Dôme. Le saucisson fut bien apprécié ; il y avait aussi une bouteille de gnôle qui est restée pendant longtemps l'objet de nos conversations de détente : elle avait été préparée par la grand-mère de ma femme et elle était si forte qu'elle prenait feu à l'approche d'une allumette. La " vieille grand-mère " devint dans nos conversations le nom même du puissant breuvage. Non, ce n'était pas un paquet contenant de la " vieille grand-mère " et lorsque j'ai ouvert le colis, c'est des soutanes et un missel qui apparurent.

" C'est quoi ça ? " cria presque Joseph ETOUNDI, les yeux grandement écarquillés de surprise. Béti, surtout Ewondo et bon catholique, il redoutait sans doute un blasphème. Michel NDOH, catholique lui aussi, gardait le silence, mais je sentais dans son regard un début de désapprobation. J'ai gardé mon calme en prenant une attitude modeste, presque autocritique. Je savais que selon nos habitudes, nous aurions dû d'abord débattre préalablement du projet ; je devais assumer mon initiative et convaincre. "*J'ai demandé des soutanes l'autre jour à l'avocat, commençai-je simplement. Nous allons sortir d'ici habillés en séminaristes. Il faut maintenant nous préparer sans rien dire à personne. Les demandes de sauf-conduit aux Affaires Etrangères n'ont rien donné jusqu'à présent et ne donneront rien... Cela fait plus de quatre mois que nous sommes bloqués ici, il faut faire quelque chose.*"

Il y eut d'abord un long silence. C'est ETOUNDI qui, le premier prit la parole. Je me souviens encore de son propos "*Eh bien dis-donc, tu en as des idées toi ! Bof, je crois qu'on peut tenter... Qu'en penses-tu Michel ?*"

NDOH était resté silencieux, nous regardant attentivement comme s'il essayait de comprendre ; il semblait se demander si tout cela n'était pas une blague. Finalement, il se décida à parler : "*MASSAGA, tu crois vraiment qu'on peut tenter une telle aventure ?*" "*Je crois que nous devons le faire*", répondis-je sans hésiter.

J'avais remarqué avec soulagement qu'aucun de mes camarades ne s'était accroché aux questions de procédure. Toute la journée, et même le lendemain, nous ne fîmes que parler de notre projet comme pour en étudier la faisabilité. Nous faisons des critiques plus ou moins taquines aux remarques cocasses. NDOH qui n'était pas souvent blagueur, mais qui ne dédaignait pas souvent le mot pour rire me demanda si je n'avais pas déjà une grande nostalgie d'Annie (ma femme). " *Ça peut encore aller, lui répondis-je, mais il va de soi que j'ai une grande nostalgie, après tout, je ne l'ai pas épousée pour la donner aux frères Maliens* ". j'ai en plus ajouté qu'il faisait très chaud à Bamako et que ce climat sahélien devait être très dur pour elle et pour le petit Frédéric...

Par la suite, nous avons réfléchi sur notre possibilité de passage devant les gendarmes sans être reconnus, d'autant plus que NDOH nous avait fait remarquer que les gendarmes français qui étaient à l'entrée devaient avoir regardé nos photos avant de venir prendre leur garde. C'est alors que me vint à l'esprit la remarque que nous faisons souvent entre nous Africains : " *Les blancs ne savent pas distinguer les Noirs et leurs traits. Pour eux, très souvent, un Noir est un Noir ; s'il n'est pas très grand ou très petit, ils le confondent facilement* ".

Fort de ce constat, nous étions persuadés que nous pouvions passer incognito si nous étions déguisés en séminaristes. Après avoir essayé nos soutanes, dont les tailles avaient été remarquablement bien choisies, nous avons esquissé quelques pas pour voir si elles nous allaient bien. ETOUNDI, un peu gros, avait vraiment l'air d'un chanoine. Les soutanes nous allaient très bien.

Les choses sont devenues plus sérieuses lorsqu'il fut question de demander qu'on nous établisse des passeports ghanéens. Nous avions, tous les trois des photos d'identité que nous avons remises à cet effet à l'ambassadeur en l'informant de notre volonté de nous évader. Il ne fit aucun commentaire, certainement parce qu'il avait déjà été informé de notre projet par l'avocat. Il fit établir les trois passeports et y joignit même un petit budget de sécurité pour

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

les menues dépenses et pour parer à toute éventualité. Dès cet instant, nous étions libres de nos mouvements et il nous souhaita " Bonne chance " en français. " Thank you very much " lui répondis-je. Sur mon passeport de service ghanéen, j'étais devenu Charles KWAKU NUTSUGAH ; Michel NDOH s'appelait SAKIYAMA ; je ne me souviens pas du nom ghanéen de ETOUNDI qui ne l'utilisa d'ailleurs pas longtemps.

L'avocat vint nous donner l'adresse de la planque à Paris à partir de laquelle nous devions être pris en charge par un réseau. Nous décidâmes que notre sortie de l'ambassade devait avoir lieu après la relève matinale du groupe de la nuit ; ainsi, la nouvelle équipe de garde croirait que les " séminaristes " étaient entrés tôt le matin dans l'ambassade lorsque l'équipe de la nuit était encore en place.

La première tentative d'évasion échoua lamentablement. Nous étions pourtant sortis avec nos soutanes, passant gaillardement à côté des gendarmes. Nous sommes allés en silence, nous éloignant de l'ambassade avec une feinte décontraction. Après avoir parcouru une certaine distance et nous sentant déjà loin des regards, nous avons pris le taxi pour nous rendre à la cache. Paris était lugubre, ses rues quasi désertes, c'était le couvre-feu ; seuls les gendarmes et des militaires armés déambulaient çà et là. Nous avons eu de la chance en attrapant l'un des rares taxis qui circulaient à cette heure là.

Notre arrivée à la rue indiquée ne connut pas de problème et nous nous mîmes à chercher le numéro qui nous avait été communiqué. Au cinquième étage d'un immeuble vétuste, mais encore solide, une jeune dame nous reçut, nous installa et disparut. Nous pensions que l'avocat serait là, ou un de ses collaborateurs pour nous indiquer la suite de l'opération. Après quelques heures d'attente, personne ne vint et nous commençâmes à nous inquiéter des conditions de notre sécurité dans cette cache. Michel NDOH devint nerveux et demanda que nous retournions à l'ambassade. Mon opinion, c'était qu'on attende en gardant notre calme, ce qui énerva davantage Michel, surtout que ETOUNDI

restait silencieux comme s'il n'avait pas d'opinion à donner. En début d'après-midi, la situation devint intenable : Michel commença à tempêter aussi bien contre l'avocat que contre Joseph ETOUNDI et moi qui, selon lui, avions l'air de ne pas mesurer la gravité de la situation afin de prendre la décision qui s'imposait, à savoir, retourner à l'ambassade. J'ai alors proposé que nous attendions au moins la relève du soir, pour que l'équipe de garde considère notre retour comme une visite ordinaire de séminaristes en fin de journée. Il me semblait qu'il était risqué de rentrer alors que les gendarmes qui étaient de garde au moment de notre sortie étaient encore en faction ; cela pouvait compromettre toute la situation. Cette analyse fut acceptée par mes autres compagnons et NDOH se calma.

En fin d'après midi, lorsque nous voulions quitter l'appartement, la jeune femme réapparut. Nous lui avons demandé d'informer l'avocat de ce que nous retournions à l'ambassade où il devait reprendre contact avec nous le plus tôt possible.

Le retour à l'ambassade était un peu moins tendu que la sortie. Le problème qui me préoccupait le plus était le franchissement du portail et la déception du personnel qui nous verrait revenir ainsi que l'ambassadeur qui devait en être informé aussitôt.

Le portail franchi, les employés qui nous voyaient revenir eurent d'abord peur, mais, ne voyant personne à nos trousses, ils se rassurèrent ; ils étaient cependant très déçus et je m'employai à les tranquilliser : *" il y a eu un contretemps ; nous repartons demain ou après-demain ; il faut en informer M. JANTUA en lui précisant bien qu'il n'y a eu aucun mal, que les choses vont reprendre après quelques mesures supplémentaires de sécurité "*. Pendant notre trajet de retour, j'avais pensé à ce que nous allions leur dire sans avoir à leur mentir.

Seul, j'aurais certainement attendu dans la planque ; d'ailleurs, aucun danger ne paraissait manifeste. Il est vrai que le repli à l'ambassade nous mettait à l'abri de toute surprise. Mais il fallait y digérer l'échec.

La nuit fut un peu pénible. Nous n'avons pas réussi à avaler

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

quelque chose alors que depuis le matin nous n'avions rien mangé. Le sommeil n'arrivait pas à chasser la réflexion sur un échec somme toute un peu honteux. Nous n'étions plus des étudiants, me disais-je, mais des patriotes dans le feu de l'action. Il nous fallait absolument quitter cette ambassade qui risquait, à la longue, se transformer en piège. J'étais intimement convaincu que c'était à nous de trouver la solution à ce problème au lieu d'attendre passivement le résultat d'éventuelles négociations diplomatiques ponctuées de demande de sauf-conduits. Je finis cependant par m'endormir, en pensant à ma petite famille : Annie avait-elle accouché ? comment réagissait le petit Frédéric à toute cette aventure ?

L'avocat ne se présenta pas de toute la matinée du lendemain. Après le petit déjeuner, chacun s'occupa du mieux qu'il pouvait ; l'atmosphère n'était pas aux commentaires. Je me suis employé à évaluer la situation, à réfléchir sur le sens de mon engagement militant et sur le patriotisme dans l'histoire des peuples. Des générations naissent en période de calme, lorsque les situations historiquement malsaines n'ont pas encore mûri pour que se produisent des mutations. Quand arrive ce moment, il faut qu'il y ait des hommes pour prendre le risque d'assumer les aspirations populaires face aux pouvoirs incarnant les valeurs anciennes. Le vrai changement est à ce prix.

Le cours de ma pensée me ramena sur les différentes issues pour résoudre le problème de notre expulsion. Je pouvais demander à revenir en France pour terminer ma thèse. Il y avait des chances que le Gouvernement français accepte, si je m'engage à ne plus combattre son équipe fantoche à Yaoundé. Cela, je ne pouvais le faire d'autant plus que, bien avant l'arrêté d'expulsion, j'avais donné mon accord pour rejoindre l'équipe de Patrice LUMUMBA avec MOUMIE et bien d'autres cadres. La seule solution qui me convenait, dès que nous serions sortis de l'ambassade, c'était de rejoindre la Direction de l'UPC en exil au lieu de la laisser se débattre, sans cadres, face à un régime fantoche que la France s'efforçait à tout prix de consolider avec des

méthodes de la mafia. Une fois à Conakry ou à Accra, je verrais ce que je pourrais apporter comme contribution à la lutte du peuple camerounais et des peuples africains.

L'avocat arriva dans l'après-midi. L'air sombre, il précisa qu'il avait été très occupé la veille et ne pouvait pas bouger pour venir nous rassurer. Il voulait encore s'étendre dans des explications et des excuses, mais je lui posai brutalement la question qui me brûlait les lèvres : " Maître, est-ce qu'on peut reprendre l'opération demain ? " Il parut un peu surpris qu'on passe si vite l'éponge sur l'échec de la veille. Après quelques temps de réflexion, il répondit que cela était possible. J'ai alors demandé à Michel ce qu'il en pensait. Il avait le visage renfrogné comme chaque fois qu'il était en colère. Il prit son temps pour répondre, indiquant ainsi qu'il était fâché ; il fit une longue tirade sur les négligences dans la préparation de la précédente sortie et conclut que, sous réserve d'une préparation plus sérieuse, on pouvait reprendre l'opération. ETOUNDI marqua également son accord.

L'essentiel était sauf car ce que je voulais, c'était que la nouvelle tentative se fasse au plus tôt. J'ai par la suite proposé qu'on libère l'avocat afin qu'il aille préparer la tentative du lendemain. L'avocat s'est excusé pour aller donner un coup de fil et, à son retour, il nous communiqua l'adresse de la nouvelle cache. Après son départ, nous étions à nouveau dans des dispositions combattives.

Plus d'une fois, au cours de la première comme de la seconde tentative d'évasion, je me sentais l'âme et le moral d'acharnement de Edmond DANTES, victime de l'injustice et de la méchanceté des hommes¹⁷. Spontanément, je me suis mis à encourager mes compagnons, pourtant mes aînés, comme si je devais naturelle-

17 - En classe de quatrième, j'avais découvert le précieux trésor des bibliothèques scolaires qui n'existaient évidemment pas au Cameroun. C'est ainsi que je dévorais passionnément les romans des grands auteurs français. C'est avec délectation que j'ai lu et relu *Le comte de Monte Christo* d'Alexandre DUMAS.

ment prendre la direction des opérations. Curieusement, ils me faisaient confiance et semblaient désormais s'en remettre à mon jugement et mes ordres, toujours respectueux et polis, mais fermes : il fallait qu'on sorte de là.

La seconde tentative fut une franche réussite.

Le lendemain du passage de l'avocat, nous avons attendu la relève des gendarmes de l'équipe de nuit pour sortir devant l'équipe qui prenait la garde de jour. Ces derniers répondirent tranquillement à mon salut décontracté au moment où nous franchissions le portail de la chancellerie. C'était toujours le couvre-feu à Paris. D'être sorti à deux reprises de l'ambassade du Ghana sans incident avait redonné du courage au groupe. Nous nous surprîmes en train de deviser tranquillement sur la météo et sur la circulation. J'ai profité de ces bonnes dispositions pour évoquer la conduite qui, à mon avis, s'imposait désormais : *" cette fois, dis-je calmement, nous ne retournerons plus à l'ambassade... à aucun prix. En tous cas, j'ai mon passeport ghanéen. S'il le faut, on se partagera le budget de route. Celui qui voudra retourner à l'ambassade le fera. Même seul, je tenterai de m'échapper, avec ou sans l'aide des amis "*.

Ces propos parurent renforcer la détermination du groupe. C'est en silence que nous sommes arrivés à la nouvelle planque : un petit appartement coquet avec mezzanine, propriété d'une vedette de cinéma. La vedette, un beau blond, grand et mince, nous reçut gentiment ; il nous installa, en nous demandant de nous mettre à l'aise et nous offrit un petit déjeuner. L'avocat arriva moins d'une demi-heure plus tard et il nous informa des détails de notre acheminement aux frontières ; nous devions passer la nuit à Paris. Michel parut soulagé.

Un repas nous fut servi à midi puis un autre le soir. Personne ne vint nous voir, certainement pour des raisons de sécurité. La nuit dans Paris était calme et, comme d'habitude, je me suis endormi en pensant à ma petite famille perdue à Bamako et à mes parents à Lolodorf, après la plus courte et la plus efficace des prières.

Nous nous sommes réveillés très tôt et après un petit déjeuner consistant, nous sommes partis à la rencontre d'un véhicule qui nous attendait à un point qui nous avait été indiqué avec précision. D'ailleurs, nous étions facilement repérables : trois jeunes prêtres noirs en soutane ne pouvaient guère passer inaperçus à Paris. De loin, le chauffeur nous ayant reconnu s'est signalé et nous sommes montés à bord de son véhicule. Je me suis assis à côté de lui tandis que NDOH et ETOUNDI s'installaient à l'arrière. Il démarra, prenant l'axe principal en direction du nord et, après avoir parcouru une longue distance, le véhicule emprunta des routes secondaires.

A la sortie d'une bourgade, le chauffeur arrêta le véhicule en nous informant que nous étions arrivés. Après son départ, un paysan s'approcha et nous invita à le suivre. Le camarade ETOUNDI avait de la peine à progresser : non seulement parce qu'il avait de l'embonpoint, mais aussi parce qu'il s'était encombré d'un grand sac que son amie française lui avait apporté à l'ambassade. Au bout d'une centaine de mètres heureusement, nous sommes arrivés sur une large piste apparemment bien fréquentée. Elle s'enfonçait dans une grande forêt aux arbres majestueux, manifestement centenaires, avec un sous bois bien dégagé où la marche était aisée.

Tiens ! ai-je pensé, ils ont donc des grandes forêts, ces messieurs. Leurs arbres sont, de toute évidence, religieusement protégés. Chez nous, en Afrique, ils saccagent et pillent tout comme des sauvages ! Nous avons marché longtemps, deux heures peut-être. La réflexion sur l'exploitation forestière coloniale et néo-coloniale m'avait mis de la tristesse dans l'âme, mais la voix du guide me sortit de la mélancolie. " *Nous sommes au Luxembourg* " dit-il. Voilà une bonne étape de franchie, pensai-je avec soulagement. A partir de cet instant, un incident quelconque, une interception ne nous exposerait plus automatiquement à un refoulement en France. Puis nous avons continué de marcher à bonne allure. J'avais remarqué, au cours de notre progression silencieuse qu'il y avait de temps en temps de faux chants d'oiseaux, pro-

blement des signaux, à intervalles presque réguliers. Après chacun de ces signaux, notre guide éternuait, mais d'un éternuement trop appuyé pour être naturel.

Le camarade ETOUNDI marchait de plus en plus péniblement. Il était en sueur, au bord de l'essoufflement. Je me suis avancé à la hauteur du guide et je lui ai fait signe de la main de modérer l'allure. Il opina de la tête et ralentit. Nous marchions maintenant avec plus de décontraction ; le guide lui-même paraissait plus détendu. Peu après, il nous engagea dans une bretelle de la piste et, une demi-heure plus tard, nous étions au bord d'une grande route. Le guide s'arrêta et tout joyeux, il nous dit : *" Et voilà ! tout droit, un monsieur vous attend ; il porte un imperméable gris. Au revoir messieurs et bonne chance "*.

Après avoir remercié le guide, nous avons repris notre marche dans la direction indiquée et, cinq minutes plus tard, une voiture arriva à notre hauteur, ralentit puis nous dépassa pour aller s'arrêter plus loin. Le chauffeur, seul dans le véhicule, descendit et vint à notre rencontre. Il portait une gabardine. A quelques mètres de nous, il nous salua avec un accent heurté, alsacien ou allemand. Il devait nous conduire à Bonn.

Nous prîmes place dans son véhicule et il démarra. C'était un bon chauffeur qui conduisait vite mais qui maîtrisait très bien son véhicule. Il prenait des routes secondaires puis reprenait de grands axes. Il était difficile de suivre son itinéraire ; peut-être évitait-il ainsi des contrôles. Une heure à peine après nous avoir pris à bord de son véhicule, nous étions à Bonn ; il nous déposa sur une grande place qu'aucun de nous ne connaissait pour la bonne raison que de nous trois, personne n'était encore venu à Bonn. Il fallait réfléchir par nous-mêmes sur la suite des événements.

La première chose à faire était de contacter l'ambassade du Ghana à Bonn. Nous avions certes nos passeports, mais nous n'avions pas de visas. Nous avions le numéro de téléphone de l'ambassade et il suffisait de trouver des jetons ou des pièces et une cabine. L'enseigne d'un restaurant nous rappela que nous avions faim et que nous pouvions y téléphoner tout en cassant la

croûte. C'est ce que nous fîmes.

Au restaurant, je fus conduit à un téléphone d'où j'appelai l'ambassade.. Nous étions attendus et on allait venir nous chercher dans le restaurant où nous nous trouvions. Il faut dire que j'ai eu de la peine à me faire indiquer l'adresse du restaurant, le serveur qui était avec nous ne comprenant aucun mot anglais. Il dut appeler un autre, certainement plus instruit.

Commander notre repas était une autre paire de manches ; aucun d'entre nous ne parlait allemand¹⁸ et le serveur ne parlait pas anglais. C'est ETOUNDI qui trouva le premier la formule pour nous faire comprendre. Avec un air décidé, il dressa le buste et fit signe au serveur : " pardon monsieur, Miam-Miam " fit-il avec des gestes de la main, en mâchant une bouchée imaginaire . " Ya ! Ya " lui répondit le serveur qui nous apporta à chacun un plat de hors-d'œuvre varié.

Le plus dur était maintenant de commander le plat de résistance. ETOUNDI voulait une côte de porc et il se proposait d'imiter le grognement du porc en désignant sa poitrine. Je lui ai proposé de prendre du poulet avec moi que l'on pouvait facilement commander en faisant tout simplement " cocorico ", un cri universel. Il accepta et nous fûmes servis. NDOH voulait manger du poisson mais il ne savait comment faire. Il refusa ma proposition, insistant pour avoir son poisson. Par solidarité, ETOUNDI se jeta à l'eau en imitant avec la bouche la respiration du poisson et en faisant des gestes délicats et souples des deux mains pour suggérer la nage du poisson dans l'eau. " Ah ! Ya, Ya, Fish " s'exclama le serveur tout heureux d'avoir vite deviné ; " c'est la même

18 - A ce moment précis, j'ai pensé à mon grand-père, et surtout à mon grand oncle , NGOUO MAMIA, mon homonyme qui ne m'appelait que " Mbombo ". Il était instituteur à Buéa à l'époque allemande, et il parlait Allemand, semble-t-il à la perfection. Selon divers témoignage de descendants d'intellectuels germanophones de notre région qui entendirent parler de Ta NGOUO par leurs pères ou grands-pères, il fut l'un des plus grands intellectuels du Sud-Cameroun à cette époque.

chose en anglais, s'écria ETOUNDI, on aurait dû y penser ".

C'était un moment de détente après des semaines, que dis-je, des mois de tension, de soucis et d'angoisse. Nous terminions à peine notre repas que deux Noirs entrèrent dans le restaurant et, sans hésitation, ils se dirigèrent vers nous avec de larges sourires. " Hello ! Mister NUTSUGAH " ! On leur avait sans doute dit que j'étais l'interprète du groupe. Spontanément, ils nous embrassèrent. C'est ainsi que se fit notre évasion.

Vous m'avez demandé de vous dire pourquoi les Français n'avaient pas eu plus d'égards pour mon épouse qui est de nationalité française. Je n'ai jamais pu m'expliquer ce comportement du Gouvernement français. Un comportement étrange non seulement au regard de mon épouse, mais aussi de mon expulsion de France en 1961, et surtout pour ce qui est du refus de l'annulation de l'arrêté d'expulsion par les différents Gouvernements français, des socialistes avec Gaston DEFFERRE, à la droite, avec PASQUA.¹⁹

Mon dossier est, semble-t-il, le plus ancien des archives de la direction de la réglementation et du contentieux au ministère français de l'intérieur et de la décentralisation. Peut-être qu'après quarante-un ans, les historiens pourraient le consulter²⁰. Ainsi va la patrie des Droits de l'Homme.

Question 18 : *Expulsé de France en 1961, ça fait aujourd'hui quarante-un ans. Y avez-vous encore remis les pieds ? Si OUI quand, comment et pourquoi ?*

Oui, il m'est arrivé de séjourner clandestinement en France et même officiellement avec un sauf-conduit. En 1985, j'étais sorti

19 - Pour en savoir plus, cf. , Ngouo Woungly-Massaga, *Combat pour la démocratie*, s/l, s :d t, p. 229.

20 - En réalité, l'article 7 de la loi française 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives prescrit des délais plus longs pour la consultation des dossiers personnels : cent cinquante ans, à compter de la date de naissance pour les renseignements individuels de caractère médical, et cent-vingt ans pour tous les dossiers personnels.

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

de la clandestinité pour participer au 25^e congrès du parti communiste français en ma qualité de secrétaire général de l'UPC, une responsabilité qui ne se disputait pas avant l'ouverture démocratique au Cameroun et encore moins sous AHIDJO.

Les socialistes au pouvoir en France avec François MITTERRAND avaient refusé d'annuler l'arrêté d'expulsion de 1961, mais ils avaient accepté de me délivrer un sauf-conduit pour la durée des travaux du congrès à condition que je quitte le territoire français à la fin de ces assises. C'était pour moi une excellente occasion de prendre contact avec la délégation du parti communiste cubain qui participait à ce congrès et d'avoir, à défaut, des nouvelles de ma famille avec laquelle je n'avais plus de contact depuis mai 1970. Il me fallait, à tout le moins, convenir avec cette délégation des modalités sûres de correspondance avec les miens. A ma grande surprise, la délégation cubaine à ce congrès refusa tout contact avec moi.

Quelques mois après cette participation au XXV^e congrès du PCF, j'avais été intercepté à la frontière nord de la France, à Lille, venant d'Allemagne. Je devais prendre l'avion à Paris, sous une identité d'emprunt, pour Tripoli en Libye en vue d'une participation à la *Mathaba*, une espèce de congrès des organisations progressistes africaines.

Mon interception fut l'exploit d'une policière expérimentée, portant une grande balafre, souvenir sans doute d'une confrontation avec des malfaiteurs. J'avais remarqué qu'elle m'observait de loin. C'était une belle femme qui, malgré l'entaille au visage, était manifestement intelligente. Elle s'approcha de moi, après le contrôle des papiers où rien d'anormal n'avait été signalé. En effet, alors que je m'apprêtais à monter dans la voiture conduite par un responsable de la section de l'UPC de France venu me chercher, elle me fit signe en disant : " *Monsieur, venez un peu !* " Je me retournai et m'avançai vers elle en me disant que ce qui devait arriver, arrive. " *Vos papiers s'il vous plaît !* " me dit-elle. J'obtempère. Après un examen attentif de mes documents, elle releva la tête, me sourit et dit : " *Tout est correct ! mais, vous êtes*

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

quand même M. WOUNGLY-MASSAGA. Venez avec moi ! ". Elle me fixa d'un air entendu . " On ne peut rien vous cacher Madame " lui répondis-je tout en la suivant. Elle fit un signe de la main et d'autres policiers arrivèrent puis ils montèrent dans le véhicule dans lequel j'étais venu. Un véritable convoi s'ébranla du poste frontière à la direction de la police de Lille.

Des messages radio furent aussitôt adressés à Paris. La policière m'informa que des responsables centraux du ministère français de l'intérieur allaient arriver par hélicoptère. Excellente organisation pensai-je. En attendant, mon camarade et moi étions placés dans des cellules. " Le Grand ", mon accompagnateur, paraissait affecté ; il y avait de quoi ! s'il arrivait un malheur, c'est sûr qu'il ne manquerait pas d'accusateurs pour lui faire un procès en trahison. J'avais fait de mon mieux pour le rassurer par ma propre décontraction et mon assurance face à la police. Au bout de près de deux heures d'attente, on vint nous sortir de nos cellules. La responsable policière, sans doute une commissaire que les policiers en tenue appelaient " chef ", m'offrit un siège dans son bureau et entreprit de détendre l'atmosphère par une conversation anodine . Elle me demanda si je connaissais Lille, me parla de la ville de Charles de GAULLE, de l'école de journalisme où il y avait certainement des Camerounais en ce moment même. Je répondis calmement, lui posant même quelques questions tout en réfléchissant à l'interrogatoire qui allait suivre et à mon système de défense. Une demi-heure plus tard, il y eut un mouvement et j'entendis dire : " *ils sont là chef* ".

Deux hommes, élégamment mais sobrement vêtus, entrèrent et me saluèrent avec courtoisie. Ils étaient accompagnés de plusieurs policiers en tenue et en civil. La commissaire s'occupa rapidement de l'installation des deux responsables du ministère de l'intérieur pour mon interrogatoire. Ceux-ci commencèrent aussitôt leur travail sans perdre du temps.

Les principales questions qui me furent posées portaient sur la violation de l'arrêté d'expulsion de 1961, mes rapports avec la Libye et avec le colonel KHADAFI, et l'éventualité de mon extra-

dition à Yaoundé. Les échanges étaient courtois. J'ai même été surpris des marques de respect dont j'étais l'objet de la part de ces hauts fonctionnaires français. Je répondais avec calme et précision à toutes leurs questions, parvenant même à les mettre dans l'embarras quand j'évoquais le fameux arrêté d'expulsion qui me valait encore ces ennuis et ces tracasseries un quart de siècle plus tard. Pour une manifestation d'étudiants qui n'avait fait ni mort ni blessé grave et dont la légitimité était incontestable - protester contre l'assassinat de Patrice LUMUMBA - c'était un comble de la part de la grande patrie des Droits de l'Homme.

Je leur ai fait comprendre que j'étais venu en France afin de prendre l'avion à Paris pour Tripoli où devait avoir lieu une conférence panafricaine que les Libyens appelaient *Mathaba*. La date de la conférence étant proche, il m'avait semblé inutile de chercher à obtenir un nouveau sauf-conduit dans une ambassade de France pour le seul but de venir prendre l'avion. J'avais déjà mon billet d'avion comme ils pouvaient le constater dans mes papiers en leur possession. Ma bonne foi était par conséquent évidente.

" Comment pouvez-vous, Monsieur WOUNGLY-MASSAGA, intellectuel de haut niveau que vous êtes, aller aux réunions de KHADAFI ? KHADAFI n'est pas un démocrate. D'ailleurs, il vous a expulsé en 1970 ". " Je vois que vous êtes bien informés ", répondis-je. " Je suis un militant de la lutte pour la libération réelle des peuples africains, comme vous le savez, et je ne peux pas avoir la même opinion que vous du colonel KHADAFI. Vous n'ignorez pas que c'est l'un des chefs d'Etat le plus estimé des Africains.

" Vous dites qu'il m'a expulsé en 1970. Je suis pour ma part convaincu qu'il s'agissait d'un malentendu et que le colonel KHADAFI n'était personnellement pour rien dans cette expulsion. Vous envisagez de me faire extraditer à Yaoundé pour me faire liquider discrètement par vos amis. Quel crime ai-je commis ? J'ai certes violé un arrêté d'expulsion que vos Gouvernements refusent de lever sous le prétexte fallacieux que je m'oppose aux

régimes de l'OUA ! mais, franchement, qui vous a fait les défenseurs et les protecteurs de ces régimes qui ne sont pas eux-aussi des modèles de démocratie, puisque vous mettez en exergue le régime de KHADAFI ? Vous êtes, messieurs, en face d'un choix clair : ou bien vous me laissez tranquillement prendre mon vol pour Tripoli et l'incident se clôt sans bruit, ou bien vous m'extradez sur Yaoundé et, croyez-moi, ce ne sera que le début des embarras pour votre pays- qui a d'ailleurs déjà versé assez de sang dans mon pays- et pour vos protégés de Yaoundé qui sortent à peine d'une tentative de putsch. A vous de décider "

C'est ainsi que j'avais conclu mes réponses. Il y eut un long silence. Les deux responsables français se regardèrent puis se retirèrent dans un autre bureau. Pendant qu'ils m'interrogeaient, les deux fonctionnaires du ministère de l'intérieur français avaient fait photocopier tous les documents que contenait ma mallette diplomatique. Dans tous mes déplacements de clandestinité, je n'emportais jamais de documents sensibles – il me souvient que le seul document important que contenait ma mallette était une étude sur la nécessité pour le Cameroun d'appartenir à la fois à la " francophonie " et au " commonwealth ".²¹

Après leur conciliabule et certainement après une liaison radio avec Paris, les deux fonctionnaires du ministère de l'intérieur vinrent m'annoncer que j'étais libre et qu'il fallait que je prenne le premier avion pour continuer mon voyage sans séjourner davantage sur le sol français. C'est ce que je fis.

Pendant toute ma clandestinité, je n'ai eu recours qu'aux seuls organismes clandestins de l'UPC et aux seuls cadres du parti qui avaient été formés à la lutte à mes côtés. Par delà les contradictions qui ont surgi par la suite avec certains, je voudrais rendre un hommage mérité à tous, à leur dévouement, à leur esprit de sacrifice et à leur fidélité révolutionnaire véritable.

21 - Et lorsque la politique du Gouvernement camerounais se modifia brusquement dans le sens de cette appartenance, je compris que mon texte avait été bien exploité à Paris.

Je rends hommage à ceux qui sont morts sans avoir vu l'aboutissement de leur lutte : à Thomas EMOCK ELANG, dit Costa, à Philippe POUASSI (José Da GRACA) à Daniel EWOUNGOUO (Francisco MAKAYA)... ; à ceux qui sont encore vivants : à Hilaire MINDJA NDJOLE (Adj), à Paul MOUKOKO PRISO (Elenga Mbuyenga), au Dr. Samuel MACK-KIT (Edouard MANGA), au Dr. Siméon KUISSU (Afo Akom), à Henri BABEM BABEM (Moïses Mubemba), à François Simon SINDJUI (capitaine David Lau) sans oublier l'infatigable compagne, ADA ABOLO Mireille (Valentina), petite sœur de Gabriel ABOLO et de Patrice NDEMBA ABOLO (dit PABLO), et le " fidèle ami " OBAM.

Question 19 : *Poussé à l'exil, vous choisissez de rejoindre le quartier général du BCD à Accra. Comment y avez-vous été accueilli ? Pouvez-vous faire la typologie des Camerounais que vous avez rencontrés dans votre exil, tant ceux qui se sont exilés pour des raisons politiques que ceux qui avaient quitté leur pays pour des raisons diverses ? Comment vivaient-ils leur exil ?*

Quand Michel NDOH et moi sommes arrivés en Afrique au début du mois de juin 1961, nous avons d'abord atterri à Bamako pour que je retrouve ma petite famille qui s'était agrandie d'une petite fille Anne-Louise NYOUNGOU (nom de ma mère qui le tenait de sa propre grand-mère, originaire du clan Boulou yemeyeme), puis à Accra ; il y avait en gros trois catégories de personnes parmi les exilés camerounais au Ghana et en Guinée.

Ces trois catégories comprenaient, les exilés politiques à proprement parler, les combattants revenus de formation et à acheminer au maquis ou venant du maquis pour aller en formation militaire, et enfin les jeunes en quête de bourses d'études dans les pays socialistes. Ces trois grandes catégories d'exilés pouvaient elles-mêmes se diviser en sous-groupes. Nous allons donc les présenter dans le détail. Parmi les exilés politiques on pouvait distinguer :

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

- Les expulsés du Cameroun de juin 1957: il s'agissait des principaux dirigeants de l'UPC avec leurs familles, de quelques responsables des organisations de masse et de quelques collaborateurs de la Direction. Plus précisément, il y avait : Félix Roland MOUMIE (président de l'UPC), Ernest OUANDIE et Abel KINGUE (vice-présidents de l'UPC), François FOSSO, Aloys NDJOCK, Jean-Paul SENDE, Elie NGUE, Victor NANTUA, Mmes Marthe OUANDIE, Marthe MOUMIE, Marguerite NGOYI, Mlle Gertrude OMOG et les deux filles du couple OUANDIE : Irène et Monique.

Les expulsés de juin 1957 avaient atterri à Khartoum puis ils avaient trouvé asile au Caire d'où ils étaient partis progressivement pour Conakry et Accra ; quelques uns avaient cependant préféré se rallier à l'Ambassade du Cameroun au Caire après l'indépendance pour rentrer au Cameroun.

- Les cadres upécistes en fin d'études appelés pour renforcer la Direction de l'UPC en exil à partir de 1958 ; il s'agissait de :
NDONGO DIYE (représentant de l'UPC en Tunisie)
Nicanor NJIAWUE (représentant de l'UPC au Maroc)
OSENDE AFANA (représentant de l'UPC au secrétariat afro-asiatique au Caire)

Vinrent ensuite les expulsés de France de 1961 :

Jean Martin TCHAPTCHET NJINGA (permanent de la Direction à Conakry)

WOUNGLY-MASSAGA et Michel NDOH (permanents de la Direction à Accra)

D'autres cadres rejoignirent la Direction de l'UPC en exil :
CHEPDA DJAKAM (représentant de l'UPC à Bamako puis à Alger)

HOGBE NLEND et KAPET DE BANA (permanents à Alger où ils trouvèrent NDONGO et NJIAWUE devenus membres du Comité Révolutionnaire de l'UPC)

A Alger, arriva également un cadre venu de l'Union Soviétique, Jean Claude NJEM et à Accra, arriva le dernier représentant de l'UPC au Ghana laissé en place par WOUNGLY-MAS-

SAGA avant de partir pour le Cabinda, le Dr Elie TCHOKO-KAM. Ce dernier vécut le coup d'Etat militaire contre NKRU-MAH, l'arrestation et la longue détention de Michel NDOH et TCHAPTCHET. Pédiatre de renom (lauréat de la Faculté de médecine de Paris), il rentra au Cameroun après la libération de nos camarades.

• Enfin, les responsables et cadres de l'UPC et de ses organisations de masse ayant fui le pays pour échapper au terrorisme d'Etat :

Il y avait notamment : Sakéo KAMEN (Membre du Comité Directeur), Anatole KAMENI, Samuel MEKOU (père du président MOUMIE), NDEH NTUMAZAH (président du ONE KAMERUN, section de l'UPC au Cameroun Occidental), Albert MUKONG (secrétaire général du O.K.), Cécile TECK (vice-présidente de l'UDEFEC), Prisca BOUMYEMB, Téclaire ESSANI, Jacqueline KEMAJOU, Marie BEMA, et deux ou trois autres camarades femmes. Jean-Marie MANGA, journaliste fondateur de "*Cameroun Mon Pays*", Robert EKWALA, syndicaliste (c'est un autre et non celui de Die), Isaac NDOH, également syndicaliste, Henri BABEM BABEM et EMOCK ELANG (anciens cadres et prisonniers politiques à l'intérieur qui se mobilisèrent ensuite dans l'ALNK au II^{ème} Front).

Il y avait ensuite les combattants de l'ALNK. En principe, ils ne devaient pas séjourner longtemps au Ghana et moins encore à Conakry. Mais, ceux qui allaient en formation devaient attendre que la Direction de l'UPC ait fait des arrangements pour ce type de bourses. Il faut dire que l'absence de centralisation des activités de l'ALNK à l'intérieur et la concurrence même des groupes armés faisaient que ces combattants envoyés en formation, arrivaient de manière non planifiée. Quant à ceux qui venaient des centres de formation, ils devaient attendre de pouvoir être mis en route avec comme accompagnateurs des agents de liaison spéciaux (on n'envoie pas des cadres au maquis, ce sont les maquis qui envoient leurs agents de liaison pour convoyer ces cadres au maquis. Seuls les ignorants croient

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

qu'on envoie armes et recrues au maquis à volonté).

Les combattants en retour de formation étaient des cadres de l'ALNK dont la lutte armée avait le plus grand besoin sur le terrain. En général, ils ne mettaient pas très longtemps en transit. Dès que leur retour était signalé aux maquis, ceux-ci s'efforçaient d'envoyer un convoyeur pour les escorter. Les combattants destinés à la formation devaient être préservés de la tentation de devenir des solliciteurs de bourses d'études.

Enfin, il y avait des candidats aux bourses d'études. Ils étaient évidemment les plus nombreux dans la colonie d'exilés d'Accra. A Conakry, ils étaient beaucoup moins nombreux. Parmi eux, on pouvait également distinguer trois groupes :

- il y avait ceux qui étaient sortis du pays avec des recommandations d'organismes de l'UPC de l'intérieur. Comme il arrive toujours en pareille situation, ce ne furent pas les plus nombreux, au contraire.

- Il y avait ceux qui détenaient des recommandations plus ou moins valables de mandataires ou de pseudo mandataires de la Direction de l'UPC à qui, le plus souvent, on avait extorqué d'importantes sommes d'argent.

- Enfin, il y avait les jeunes arrivés à Accra et à Conakry comme de simples aventuriers sans liaison avec la lutte au départ, mais qui se fabriquaient chacun un bon dossier pour solliciter une bourse de l'UPC.

Tout ce monde était mélangé mais vivait chacun selon son statut et sa catégorie, sans aucune gestion planifiée.

La Direction de l'UPC en exil n'avait pas mis sur pied un plan d'ensemble pour gérer cette colonie d'exilés. Elle ne le pouvait d'ailleurs pas car elle n'avait pas de revenus sûrs et réguliers en dehors des aides diplomatiques de plus en plus aléatoires et qui s'amenuisaient avec l'accession du Cameroun à l'indépendance ; par ailleurs, le souci de chaque pays socialiste d'établir des relations diplomatiques et commerciales avec le nouvel Etat rendait les relations entre la Direction de l'UPC et les différents pays progressistes assez complexes.

En réalité, tous les exilés vivaient dans la débrouille. Je peux témoigner que les principaux dirigeants de l'UPC vivaient modestement. . Débordant d'activités, ils accordaient le minimum de temps aux plaisirs de la table, ne fréquentant les restaurants que pour des contacts politiques importants. Même si on pouvait leur reprocher d'avoir des concubines (pas plus que d'autres dans nos sociétés machistes et polygamiques), ils se gardaient de les entretenir réellement avec les fonds du Parti, et donnaient la priorité aux nécessités de la lutte.

Les autres responsables de l'UPC n'avaient qu'un accès très limité aux contacts avec les Ambassades : seuls les représentants locaux dûment introduits par les principaux dirigeants pouvaient avoir des contacts avec telle ou telle ambassade de manière ponctuelle et pour un besoin précis en l'absence de la Direction de l'UPC

Pour survivre, ces responsables exerçaient par conséquent une pression permanente sur les principaux dirigeants, se transformant en puissant groupe de pression qui recourait volontiers au tribalisme. Ernest OUANDIE était connu pour son opposition à toute forme de tribalisme et de favoritisme ; il en devenait même parfois injuste vis-à-vis des ressortissants de son ethnie qui le sollicitaient. MOUMIE n'avait pas à traiter avec beaucoup de Bamoun, peu nombreux dans l'UPC, sans doute à cause de la pression déjà sensible du sinistre Jean FOCHIVE.

Les cadres venus d'Europe étaient souvent sollicités et trouvaient parfois une occupation salariée, avec l'accord du Parti. Mais ils couraient incontestablement le risque, à cause de la précarité de leurs conditions de vie, d'être pris en charge par des ambassades qui ne répugnaient pas à en faire " leurs hommes " dans l'UPC. Nos camarades OSENDE AFANA et Nicanor NJIA-WUE tombèrent dans ce panneau, respectivement vis-à-vis de la République Populaire de Chine et de l'URSS.

Longtemps mélangés à tout le monde, les combattants de l'ALNK furent vite regroupés après la mise en place du Secrétariat Administratif de l'UPC. Ils eurent droit à un traitement

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

spécial : logés à part, ils devaient être nourris et soignés quelles que soient les difficultés rencontrées. Ceux des responsables, qui auparavant les négligeaient, se mirent à s'occuper d'eux, " pour qu'ils ne tombent pas sous l'influence des " intellectuels " du Secrétariat Administratif ". Ce fut un progrès.

Pour les jeunes qui sollicitaient des bourses d'études, c'était, en règle générale, la galère.

Même s'il y avait quelques uns à Conakry, souvent après avoir fait une escale à Accra, c'est surtout dans cette dernière ville, plus proche du Cameroun, qu'ils s'accumulèrent. Au courant du mois de juin 1961, ils étaient plus d'une centaine dans la capitale ghanéenne, vivant presque tous dans des conditions difficiles, au quartier populaire et pauvre de Nima. La Direction de l'UPC avait essayé de les encadrer politiquement en les amenant à s'organiser en Comités de base de l'UPC. Ils formèrent ainsi un Comité Central dont les responsables servaient de relais avec la Direction de l'UPC.

Hélas, les méthodes de recrutements de ces jeunes au Cameroun et les réseaux d'information ayant favorisé leur sortie du pays, avaient conduit à créer une forte majorité tribale ; les responsables du Comité Central de Nima n'étaient souvent que de petits courtisans de la Direction, portés à servir et à ne s'occuper que de leurs intérêts personnels avec une mentalité féodale très marquée.

Pendant tout notre séjour au Ghana, ma femme Annie et moi recevions très souvent ces camarades sans aucune discrimination tribale. Il était impossible de voir un jeune tremblant de fièvre ou amaigri par la diarrhée et de ne rien faire pour qu'il puisse aller au Korlebu Hospital . Le Parti n'avait aucun budget pour ces situations. Quelques jeunes s'en remettaient à leurs relations " familiales " ou à leurs atouts de courtisans auprès des dirigeants.

Il faut préciser qu'à mon arrivée à Accra, le vice-président OUANDIE avait décidé de prendre une villa au quartier résidentiel de Tesano pour ma petite famille. Une ambassade de la place accepta de prendre en charge le loyer. J'ai catégoriquement refu-

sé cette offre et j'ai demandé à être logé dans la pièce que l'on avait mis " provisoirement " à ma disposition avec ma femme et mes deux enfants dans la grande maison de Kokolemle où tout le monde était entassé.

Ayant été recruté à la Conférence des Peuples Africains comme secrétaire administratif, collaborateur du secrétaire général, Abdoulaye DIALLO (par ailleurs ministre résident de Guinée au Ghana), puis à la présidence de la République du Ghana comme conseiller, j'ai fait de mon mieux pour soulager notre misère collective. Mon épouse s'était avérée admirable à cet effet : non seulement elle avait été pleinement d'accord avec moi pour refuser la luxueuse villa de Tesano, mais une fois que nous avons été logés à la résidence de fonction à la 5th Avenue, elle avait accepté que nous ne fassions aucune dépense d'ameublement de luxe, et pratiquement aucune dépense d'habillement " de classe ", afin de pouvoir faire face aux obligations de la solidarité militante. Ainsi, en plus des aides aux soins médicaux courants, nous prenions sur nous de loger des responsables du Parti et de l'ALNK de passage à Accra pour des missions. Certains restaient parfois des semaines, logés, nourris, véhiculés, non pas avec l'argent d'un Gouvernement ou du Parti, mais de ma propre poche. Parmi eux, le commandant Fermeté, et le camarade Henri HOGBE NLEND. Sacrée lutte du Peuple Camerounais.

Comme dans plusieurs domaines, l'UPC semble avoir mené un combat sans profit en assurant la formation de nombreux cadres camerounais. Dans l'improvisation et le quasi dénuement, malgré les dérives tribalistes et les escroqueries des recruteurs, dont certains finirent par bénéficier des largesses de AHIDJO avec des licences d'import-export, l'UPC avait réussi à envoyer quelques deux cents jeunes camerounais dans tous les pays du camp socialiste, jusqu'à la lointaine Corée du Nord.

Avec les vicissitudes de la lutte et les coups de boutoir du néo-colonialisme contre notre Parti, la quasi totalité de ces cadres, ingénieurs, techniciens, médecins et autres spécialistes, revinrent au pays pour servir le régime néo-colonial, à leur corps défendant.

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

Certains de ces cadres, sous la pression des services de sécurité coiffés par FOCHIVE MAMA, se mirent à honnir l'UPC jusqu'à ce jour.

De rares rescapés sont restés fidèles à l'UPC, mais comme de bons petits bourgeois qui garantissent d'abord leur confort et ne manifestent au Parti qu'une sympathie verbale.

Peut-on parler historiquement d'un échec ? Oui, dans une certaine mesure. Mais, à voir les choses sous l'angle de l'intérêt supérieur du pays, c'était une bonne action dont l'UPC peut être fière. Aucun pays d'Afrique Noire n'était aussi connu et apprécié que le Cameroun à l'avènement des indépendances, grâce à ce rayonnement international upéciste. Même si on ne le dit pas, la diplomatie camerounaise a largement bénéficié de ces cadres maîtrisant presque toutes les langues du globe. Ils ont servi le régime, soit. Mais ils ont servi avant tout le Cameroun.

D'ailleurs, qui peut se targuer de savoir ce qui se cache dans chaque comportement des hommes ? Nous ne saurions nous arrêter aux comportements de camouflage et d'attente de ces jeunes compatriotes qui voulaient d'abord sauver leur peau sous la terreur de AHIDJO, encore rampante comme chacun le sait en vérité sous le régime du " renouveau " soi-disant respectueux des Droits de l'Homme et de la bonne gouvernance. Il n'est pas exclu qu'en renaissant comme le phœnix, l'UPC recueille un jour bien des fruits inattendus de ses efforts.

Quant aux upécistes qui se sont sacrifiés ou épuisés sur tous les fronts, ils n'ont pas lutté uniquement pour des ministères et des places ; ils ont lutté d'abord et avant tout pour une certaine idée du pays , pour un Kamerun Nouveau !

Question 20 : *L'UPC en exil a-t-elle reconstitué ses structures de la base au sommet telle qu'elles fonctionnaient au Cameroun ? Ou bien, n'a-t-elle conservé que les structures de commandement : BCD ? SA ? Par ailleurs, les militants de l'UPC qui s'étaient exilés se trouvaient disséminés dans la plupart des capitales des pays africains considérés à l'époque comme révolutionnaires : Accra, Alger, Bamako, Casablanca,*

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

où résidaient le Président MOUMIE et le vice-président Abel KINGUE, le travail de représentant revint d'abord à Robert EKWALLA, puis, après la mort du président MOUMIE, à Jean Martin TCHAPTCHET. A Accra, au Ghana, où était basé le vice-président Ernest OUANDIE, la représentation était assumée par WOUNGLY-MASSAGA, par ailleurs secrétaire administratif de la Conférence des Peuples Africains (*All African Peoples Conference*), puis conseiller à la présidence de la République du Ghana. A Bamako, capitale du Mali, la représentation était assumée par CHEPDA DJAKAM qui fut ensuite affecté à Alger.

A Brazzaville, au Congo, la représentation de l'UPC demeura strictement officieuse, bien qu'importante. Elle était sous la responsabilité de Thomas EMOCK ELANG, dit Antonio Costa. Elle contrôlait les mouvements entre la frontière sud du Cameroun et le Cabinda ; au Sud du Congo, il y avait des recrues et des combattants du 2e Front de l'ALNK dont EMOCK ELANG lui-même, le capitaine, avait reçu une formation militaire en Chine (il est mort en août 1986, alors qu'il était le représentant spécial de l'UPC à Luanda, et il fut enterré avec tous les honneurs - en présence du Commandant KISSAMBA venu spécialement et pour la première fois à Luanda – au cimetière de Miramar).

Différents types de mouvements avaient lieu dans les colonies de réfugiés camerounais. Des jeunes arrivaient du pays – le plus souvent par Accra - et y attendaient une bourse d'études. Ils partaient dès qu'ils l'obtenaient, ou alors ils continuaient à Conakry. Certains, trouvant le temps long, poursuivaient leur aventure. Des combattants venaient aussi du maquis envoyés en formation militaire. Ils restaient à Accra ou à Conakry dans l'attente d'une bourse militaire. Ceux qui revenaient de leur formation militaire attendaient des agents de liaison spéciaux qui devaient les ramener au maquis.

De temps à autre, comme ce fut le cas au Caire, quelques éléments travaillés par les agents des ambassades du Cameroun se ralliaient au régime néo-colonial et rentraient au pays.

Malgré cet éparpillement et ces mouvements, toutes les activi-

tés de l'UPC étaient bien organisées et bien coordonnées, jusqu'au niveau des étudiants en France et dans les pays socialistes.

En dehors des combattants de passage – qui ne devaient pas se mêler à tout le monde pour d'évidentes raisons de sécurité- les réfugiés se regroupaient en Comités de base , qui étaient en liaison avec la Direction à travers le représentant local ou le secrétariat administratif. Pour prendre rendez-vous ou pour poser un problème simple, même les plus hauts dirigeants pouvaient être abordés sans protocole ; et ils recevaient toujours fraternellement. Il n'y a que dans le cas de Accra où les Comités de base étaient coordonnées en Comité Central (de Nima), les responsables de ce dernier étant seuls en contact avec les membres du Bureau du Comité Directeur.

L'activité des représentants était essentiellement politique et diplomatique : il s'agissait de sensibiliser les responsables politiques du pays d'accueil et leur gouvernement à la situation du Cameroun pour un soutien conséquent à la lutte du peuple camerounais. Compte tenu du caractère hétérogène des colonies de réfugiés camerounais, il n'y avait pas de spécialisation à telle ou telle tâche. Toutes les activités des différentes représentations étaient centralisées au niveau de la Direction, des membres du Bureau du Comité Directeur ; c'est MOUMIE, KINGUE ET OUANDIE, puis KINGUE ET OUANDIE , qui les géraient collectivement.

Question 21 : On parle d'une nouvelle structure qui avait été mise en place dans la diaspora : le Comité Révolutionnaire. De quoi s'agit-il ? Vous vous présentez souvent comme membre du Comité Révolutionnaire. Comment l'êtes-vous devenu ? Est-ce à dire que c'est grâce à cette structure que vous avez enfin occupé des fonctions de direction dans l'UPC ?

Je dois d'abord préciser que je n'avais nul besoin d'une nouvelle structure pour assumer des responsabilités de direction dans l'UPC. Je les assumais déjà en fait dès mon arrivée à Accra, aux côtés du vice-président OUANDIE, et par la force des choses.

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

sans avoir besoin d'un titre spécial. Lorsque le vice-président OUANDIE préparait son voyage pour retourner au Cameroun sous maquis, c'est avec moi qu'il l'avait fait . Nous avons choisi ensemble la période et la date ; nous avons étudié ensemble, dans le plus grand secret , les modalités de l'opération.

C'est moi qui ai secrètement négocié l'appui logistique de mon patron, le secrétaire général de la conférence des peuples africains et ministre résident de Guinée au Ghana, Abdoulaye DIALLO. C'est également " le petit Ngoumba " qui avait pris contact avec les syndicats nigériens pour les questions de logistique militaire, notamment avec GOGO CHU NZERIBE.... Bref, le titre formel de " secrétaire administratif chargé de l'intérieur " couvrait en fait les responsabilités les plus dangereuses et les plus importantes de toute la lutte après, naturellement, celles du vice-président OUANDIE ; des responsabilités que même le camarade KINGUE, déjà très malade, - ce n'était plus l'agitateur de la Sanaga-Maritime- ne pouvait pas assumer ni même suivre de loin.

Il faut même préciser que pour la préparation du retour sous maquis du vice-président OUANDIE, même le camarade Michel NDOH avec qui je travaillais étroitement n'avait pas été associé. Pouvait-il donc avoir plus hautes responsabilités ?

Le Comité Révolutionnaire de l'UPC n'avait pas été mis en place par la diaspora, mais au Cameroun, dans le maquis. On ne pouvait plus en douter après l'arrestation, le procès et l'assassinat de Ernest OUANDIE en 1970-1971.

C'est le camarade OUANDIE qui m'avait proposé comme membre du Comité Révolutionnaire. Celui-ci comprenait sept membres :

- Ernest OUANDIE, président du Comité Révolutionnaire ;
- Abel KINGUE, vice-président du C.R.
- Castor OSSENDE AFANA, membre ;
- WOUNGLY-MASSAGA, membre ;
- Michel NDOH, membre ;
- Nicanor NJIAWUE, membre

- Dr. NDONGO DIYE, membre.

La création du Comité Révolutionnaire de l'UPC est venue d'une série d'événements qui avaient relancé la crise au sein du parti et provoqué une véritable tentative de liquidation de l'UPC par les services spéciaux occidentaux et par la police ghanéenne. Ces événements peuvent être présentés selon la chronologie suivante :

1/ A peine le camarade Ernest OUANDIE était-il rentré au Cameroun, en fin juillet 1961, que le camarade NTUMAZAH arrivait à Accra. Il était supposé l'avoir rencontré, mais il n'apportait avec lui aucun message, même pas un message verbal de ce dernier. Peu après son arrivée, parvint à Accra l'information selon laquelle le président du ONE KAMERUN avait, avant de quitter le Cameroun, été à Yaoundé où il avait pris certains contacts. Lesquels ? Nous n'en savons rien et il n'en avait pas parlé.

2/ En février 1962 intervint la nomination de WOUNGLY-MASSAGA parmi les conseillers à la présidence de la République du Ghana, nomination favorisée par un autre conseiller très influent de nationalité sénégalaise, HABIB NIANG. Ce dernier était parent au grand marabout, IBRABIM NIASSE, dont une grande partie de musulmans ghanéens étaient les fidèles et qui était lui-même un grand ami du président NKRUMAH. Alors que la plupart de nos camarades se félicitaient de cet heureux développement, ce fut paradoxalement la colère et la panique chez certains autres camarades dont NTUMAZAH, OSENDE AFANA et le camarade KINGUE (malade et manipulable à loisir par les " anciens ") qui se constituèrent aussitôt en une équipe particulièrement agitée. Curieusement, le groupe qui avait mené quelques mois plus tôt une lutte farouche contre " la Direction Bamiléké " s'aligna derrière cette équipe dans laquelle le camarade OSENDE opérait désormais à visage découvert contre " les intellectuels du secrétariat administratif ".

3/ La tension monta sérieusement lorsque le président NKRUMAH répondit favorablement à la première demande qui lui avait

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

été adressée par WOUNGLY-MASSAGA, sollicitant un engagement concret de sa part en faveur de l'UPC et de la lutte que menait sous sa houlette le peuple camerounais. A la faveur de cette demande en effet, un bureau avait été affecté à l'UPC. Il s'agissait d'une villa contiguë au complexe du FLAGSTAFF HOUSE (bureau de la présidence). Des instructions avaient été également données au responsable du bureau des affaires africaines afin qu'un camp d'entraînement fût aménagé pour les combattants camerounais près du village du président NKRUMAH, à Nkroful, au sud-ouest du pays, dans la région frontalière avec la Côte-d'Ivoire. WOUNGLY-MASSAGA y effectua immédiatement un voyage d'inspection des lieux avec les membres du bureau des affaires africaines et notamment avec HANSEN.

4/ Pour les réactionnaires ghanéens (c'est-à-dire les conservateurs), NKRUMAH venait ainsi de franchir la limite du tolérable. Mais, subtils comme " la perfide Albion ", ils évitèrent de contre-attaquer de front et choisirent plutôt d'infiltrer prioritairement le milieu des réfugiés camerounais. On voyait fréquemment le président du ONE KAMERUN dans la petite voiture verte du superintendant HABIB (à ne pas confondre avec HABIB NIANG de la présidence). Le camarade NTUMAZAH annonça aux camarades qu'il avait été lui aussi nommé " conseiller à la présidence ". C'était évidemment faux. Il avait seulement pris contact, pour travailler à je ne sais quoi, avec le haut fonctionnaire ghanéen de la présidence le plus hostile à ma nomination, le dénommé DEI ANANG. Apparemment ils avaient concocté leur plan et tout était fin près pour le grand jeu. La suite des événements allaient le prouver amplement.

5/ Une grenade explosa à Kulungungu, bourgade du nord du Ghana, au cours d'une tournée du président NKRUMAH. C'était, si j'ai bonne mémoire, fin juillet 1962. On avait fait courir le bruit selon lequel " il n'y avait au Ghana que les Camerounais à connaître ces histoires d'explosifs ".

6/ Quelques temps après, NTUMAZAH convoqua une réunion des cadres de l'UPC en son domicile. Personne ne se demanda à

quel titre il le faisait dès lors qu'il avait la caution du vice-président KINGUE. Participèrent à cette réunion : KINGUE, OSENDE, EKWALLA, Marthe MOUMIE, tous des ténors de la " lutte contre les intellectuels venus de France qui ont tué MOUMIE " et qui ne furent pas invités²². Au cours de la réunion convoquée par NTUMAZAH, il se produisit, à l'extérieur de sa maison, dans le caniveau du flanc gauche, une explosion de grenade ; on disait à l'époque " bombe ". Cette explosion permettait de confirmer la piste camerounaise qui avait été avancée par les policiers ghanéens qui, après l'attentat de Kulungungu, avaient suggéré que les Ghanéens ne connaissant rien aux explosifs, seuls les Camerounais en avaient l'habitude. Cela se confirmait d'autant plus que c'était au domicile d'un responsable camerounais qu'une " bombe " venait d'exploser. D'ailleurs, ce responsable et ses amis accusaient d'autres Camerounais de ce " forfait " : les intellectuels venus de France²³.

Dès que nous avons appris ce qui venait de se passer chez NTUMAZAH, nous nous sommes précipités chez lui ; c'était après tout notre camarade, pensions-nous. Notre arrivée ne passa guère inaperçu : les policiers ghanéens parmi lesquels déambulait le superintendant HABIB en roulant les épaules, le groupe de ceux qui avaient assisté à la réunion chez NTUMAZAH ainsi que

22 - Jamais jusqu'à cette réunion, on n'avait, le moins du monde, accusé TCHAPCHET de complicité avec BECHTEL, l'assassin du président MOUMIE. Il avait même été jusque-là considéré comme l'homme de confiance du vice-président KINGUE. Il fallait bien trouver des accusations et charger les intellectuels venus de France. Sans le moindre scrupule, on mêla ainsi au crime de Genève et WOUNGLY-MASSAGA, et Michel NDOH..

23 - Il serait intéressant de savoir ce qu'en dit NTUMAZAH dans le livre qu'il vient de commettre avec ses biographes ; cf. Linus TONGO ASONG and Simon NDEH CHI, *NDEH NTUMAZAH, a conversational autobiography*, Bamenda, Patron Publishing House, 2001. En tout cas, il en parle de manière lapidaire même si ça et là on trouve des allusions qui éclairent davantage sur son rôle dans cette affaire.

les curieux venus contempler le désastre, tout ce monde nous regardait avec colère, NDOH, TCHAPTCHET et moi. Je me suis efforcé naïvement d'obtenir des précisions sur ce qui s'était passé, mais, NTUMAZAH, comme ivre, répondait à toutes les questions par " *on a voulu me assassiner* " ... J'ai alors demandé à voir l'endroit précis où la " bombe " avait explosé et on finit par me le montrer : il n'y avait aucun véritable signe de déflagration ; on aurait dit que c'était une mère poule qui avait gratté le sol à cet endroit.

Hélas ! nous n'avions encore aucune connaissance précise dans le domaine militaire. Sinon, nous aurions découvert la supercherie !

C'était une grenade offensive qui avait explosé chez NTUMAZAH. Celle-ci est utilisée par le soldat qui attaque ; elle effraie l'ennemi qui est obligé de s'immobiliser et de s'aplatir pour éviter les éclats mortels - alors que ce type de grenade n'en possède pas- tandis que l'attaquant continue de progresser vers l'ennemi en sachant qu'il ne court aucun risque car il n'y avait qu'un puissant souffle. C'est la grenade défensive utilisée par le soldat qui se défend qui comporte des éclats meurtriers. S'il s'était agi d'une grenade défensive chez NTUMAZAH, il y aurait eu sur le mur de sa maison les marques des éclats. L'explosion relevait donc d'une mise en scène qui ne comportait aucun risque d'assassinat pour qui que ce soit²⁴.

7/ Au retour de cette visite chez NTUMAZAH, j'ai pressenti qu'un danger nous guettait. Après un bref échange de vues avec Michel NDOH, nous avons décidé d'adresser, sans perdre un ins-

24 - Le général Pierre SEMENGUE fait la même distinction entre les deux types de grenades : " La différence entre les deux (grenades) est que les offensives produisent un effet de choc. Cet effet étourdit l'ennemi et l'amène à se planquer permettant ainsi l'assaut. Les défensives quant à elles éclatent en produisant des éclats mortels sur un rayon de 6 mètres " ; C. ATEBA EYENE, *Le général Pierre SEMENGUE. Toute une vie dans les armées*, Yaoundé, CLE, 2002, pp. 136-137.

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

Conakry... Comment se faisait la coordination des activités de l'UPC en exil par rapport à cet éparpillement ? Chaque capitale africaine ayant accueilli des upécistes avait-elle des tâches spécifiques à accomplir ? En bref, comment était organisée l'UPC en exil ?

Dans les premiers Etats d'Afrique Noire qui avaient accédé à l'indépendance, le Ghana (1957) et la Guinée (1958), les réfugiés politiques étaient pour la plupart des membres des organisations nationalistes en lutte pour l'indépendance de leur pays ou contre l'apartheid. Le Ghana, en particulier, reçut un grand nombre de réfugiés d'Afrique du sud et d'Afrique de l'est, et naturellement de plusieurs pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale, dont le Cameroun et le Tchad (c'est à Accra que j'ai rencontré ABA-CHA, qui m'avait été présenté par Mathurin YANGUI arrivé au Ghana par le Tchad ; nous avons travaillé ensemble la première ébauche pour le lancement de la lutte au Tchad).

Les colonies de réfugiés étaient instables, marquées par de nombreux déplacements ; elles pouvaient se disloquer, voire disparaître, selon l'évolution de la situation politique dans les pays d'accueil. Il va de soi par exemple que si l'indépendance du Cameroun avait été négociée avec plus de souplesse par les autorités coloniales françaises et par les nationalistes camerounais, il n'y aurait plus eu de réfugiés après la proclamation de celle-ci.

Dans le cas des réfugiés upécistes, leurs colonies furent implantées dans les capitales des pays progressistes avec des bureaux ou représentations sous la responsabilité de représentants plus ou moins officiels. Au Caire, capitale de l'Egypte, le bureau de l'UPC était d'abord sous le contrôle des dirigeants eux-mêmes quand ils étaient arrivés de Khartoum. Lorsque ceux-ci s'étaient déplacés pour l'Afrique noire (Conakry et Accra), c'est OSENDE AFANA qui en assumait la responsabilité, en étant par ailleurs en poste au secrétariat afro-asiatique. A Tunis, capitale de la Tunisie, c'est le Dr Godlieb NDONGO DIYE qui était le représentant de l'UPC. A Rabat, capitale du Maroc, le bureau de l'UPC avait pour responsable Nicanor NJIAWUE. A Conakry, capitale de la Guinée

tant, un courrier exhaustif au vice-président OUANDIE. Le commandant Fermeté était encore à Accra. J'avais retardé son retour pour avoir les premiers résultats des démarches en direction du président NKRUMAH. Il en connaissait déjà l'essentiel et il devait repartir vite et très discrètement. Je lui ai demandé de se préparer très discrètement pour le départ pendant que nous préparions le rapport.

Rédiger ce rapport était un travail de grande concentration intellectuelle : il fallait décrire toute la situation et élaborer diverses propositions d'action, en laissant au camarade OUANDIE la latitude de décider des choix essentiels.

Après avoir terminé la rédaction du rapport, nous l'avons confié au commandant Fermeté à qui nous avons donné les dernières directives verbales : d'abord, il devait savoir que la police ghanéenne allait tout faire pour l'intercepter et qu'il devait s'en méfier au maximum et l'éviter au besoin ; ensuite, il devait, en progressant vers le maquis du vice-président OUANDIE, alerter tous les responsables politiques et militaires afin qu'ils se tiennent prêts à répondre à une convocation d'urgence. En combattant de grande expérience, le commandant Fermeté comprit la gravité de la situation et l'importance stratégique de sa mission : aussitôt après la séance de travail, il disparut sans dire au revoir, même à sa fiancée qui était enceinte.

Lorsque le superintendant HABIB arriva avec ses hommes pour m'arrêter, c'est avec sourire que je pensais au rapport adressé à Ernest OUANDIE, rapport qui devait certainement avoir déjà atteint le Dahomey (Bénin).

8/ Les " intellectuels " furent les premiers arrêtés ; en fait selon les commanditaires de ce complot, ils devaient être les seuls. C'est un concours de circonstances qui a conduit à l'arrestation de toute la colonie camerounaise d'Accra, comme nous le verrons plus loin.

On m'a conduit au commissariat de police de Legon, en face de l'entrée de l'Université de Legon. Curieusement, alors que plusieurs cellules étaient libres, on m'a mis dans la même cellule qu'un jeune officier ghanéen, probablement de mon âge, en tout

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

cas, il n'avait pas trente ans. Très vite j'ai appris qu'on l'accusait d'être l'auteur de l'attentat de Kulungungu. C'était une étrange coïncidence ; j'ai immédiatement compris que je me trouvais dans de sales draps.

Ce jeune officier fut amené à deux reprises pour interrogatoire au siège de la police. A son retour, il marchait en tournant dans la cellule, s'arrêtait, me regardait, soupirait, secouait vigoureusement la tête et continuait à tourner. J'avais conscience que les forces du mal étaient en action et que j'étais visé, l'ensemble de l'UPC aussi. Cependant, je gardais le moral. Le soir, même si je préfère la faire sans spectateur, je priais.

J'ai appris qu'au troisième interrogatoire, mon compagnon de cellule s'était suicidé en sautant du dixième étage de "Police Headquarters ". Mon Dieu ! Pensai-je, et si la police ghanéenne avait tenté de me faire impliquer dans le complot ghanéen par ce jeune officier ? Je compris en tout cas que l'UPC était exposée à un véritable complot international.

9./ Au lendemain du suicide du jeune officier ghanéen, il fut annoncé à la radio que le parlement ghanéen venait d'adopter une loi selon laquelle quiconque serait trouvé en possession d'armes de guerre serait condamné à la peine de mort.

Dans l'après-midi, j'ai été surpris de recevoir au commissariat de Legon la visite d'un groupe de camarades, rien moins que les ténors de la lutte " contre les intellectuels venus de France " : NTUMAZAH, OSENDE AFANA, Marthe MOUMIE et Samuel MEKOU. Que pouvait-il bien se passer qui pouvait me valoir cette visite ?

Les policiers ont ouvert ma cellule et nous nous sommes salués par dessus le mur de séparation avec l'intérieur du commissariat. C'était une entrevue bizarre que je ne parvenais pas moi-même à situer : était-ce un début de réconciliation, une manifestation de solidarité fraternelle ? Toujours est-il que j'affichais un bon moral et une attitude avenante. A leurs sourires, je croyais qu'ils étaient dans les mêmes dispositions à mon égard. Ils me demandaient si j'avais bon moral, si je recevais des visites. Je leur ai dit oui parce

que je n'avais rien à cacher. Un des visiteurs me demanda si ma femme me rendait visite. " *Bien sûr, répondis-je, tous les jours. D'ailleurs, ajoutai-je, elle n'allait pas tarder à arriver* ". Ils annoncèrent avoir d'autres visites à faire, et repartirent.

10°/ J'ai appris par la suite que le même après-midi, sans doute au retour de Legon, NTUMAZAH et MEKOU avaient tenté de déposer un paquet dans le jardin de ma résidence de fonction qui disposait d'un grand parc séparé de la 5ème avenue par une haie haute. Le parc avait quelques grands arbres et un sous-bois bien dégagé, mais les côtés séparant notre résidence des autres avait de hautes herbes laissées pour camoufler la propriété. Les camarades NTUMAZAH et MEKOU avaient été aperçus au moment où ils se faufilaient dans les hautes herbes, portant péniblement un paquet. Le jeune Ghanéen dont l'attention fut attirée par leurs mouvements avait travaillé chez moi comme boy ; il connaissait la plupart des responsables camerounais et n'eut aucun mal à reconnaître NTUMAZAH et MEKOU. Comment d'aussi respectables personnes pouvaient-elles se faufiler dans le parc avec un paquet ? C'était par trop louche. Le jeune homme révéla qu'il avait même cru qu'il s'agissait d'un cadavre et c'est pourquoi il courut vite à un commissariat qui se trouvait à quelques deux cents mètres, sur la Ring Road, pour en informer les policiers. Ceux-ci arrivèrent en effet très rapidement ; ils purent ainsi appréhender NTUMAZAH et MEKOU et retrouver le paquet mal caché. Le paquet contenait quelques armes de guerre, des pains d'explosifs avec quelques mètres de cordeaux détonnants et des détonateurs. Du matériel qui était destiné aux maquis, mais qu'on n'avait pas voulu me confier. Pourquoi ne pas avoir alerté les autorités ghanéennes pour les informer que nous avions du matériel et le confier à leur garde jusqu'à nouvel avis ? On préférerait venir les déposer dans mon jardin après s'être assuré de l'absence de mon épouse.

11°/ Les amis de NTUMAZAH se trouvaient parmi les hauts responsables de la police ghanéenne et non dans les commissariats de quartiers. L'interpellation de ceux qui avaient déposé les armes

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

chez moi ayant eu lieu dans un commissariat du quartier, ces hauts responsables ne pouvaient en être informés que lorsque l'affaire allait remonter jusqu'à eux par voie hiérarchique. Le superintendant HABIB et le patron de la police MADJITEY ne pouvaient par conséquent couvrir leurs amis. C'est pourquoi la police ghanéenne décida d'appréhender tous les Camerounais résidant à Accra alors que dans le plan initial, seuls les " intellectuels venus de France, assassins de MOUMIE et même de UM NYOBE " devaient être arrêtés. OSENDE AFANA y échappa parce qu'il avait pris l'avion pour Conakry après la visite qu'il avait rendue à WOUNGLY-MASSAGA au commissariat de police de Legon.

12/ Après l'arrestation de ceux qui avaient déposé des armes dans mon jardin et des autres Camerounais résidant à Accra, on me transféra à la prison de sécurité de Hucherfort (les Ghanéens prononçaient " Achafott "), non loin du centre commercial d'Accra, au bord de la mer. Il y avait aussi d'autres Camerounais, notamment le vice-président Abel KINGUE, François FOSSO, Robert EKWALLA, et bien d'autres... J'ignore d'où vint l'information selon laquelle, non seulement j'avais " mystérieusement " échappé aux arrestations d'Accra, mais encore, que j'étais le responsable de celles-ci²⁵.

13/ On me libéra après un mois de détention. Sous la pression constante de mon collègue et ami HABIB NIANG, le président NKRUMAH demanda au chef de la police de diligenter une enquête et il fut établi que " la piste camerounaise " ne reposait sur rien de sérieux. Avec moi furent libérés Michel NDOH et TCHAPTCHET, puis NTUMAZAH et ses proches. Le gros des

25 - L' affabulation selon laquelle je me serais réjoui de l'arrestation de mes camarades ne mérite aucun démenti de ma part. J'ai été le premier arrêté et le camarade OSENDE (qui avait pris l'avion le 7 septembre 1962 pour Conakry ainsi que d'autres Camerounais qui avaient échappé à l'arrestation), m'avait rendu visite au commissariat de Legon en compagnie de NTUMAZAH, MEKOU et Marthe OUANDIE. J'atteste par contre, de manière catégorique et formelle, que je n'ai jamais eu de relations d'amitié avec un étudiant boursier en URSS à cette époque.

Camerounais était encore en prison et la priorité des priorités était de lutter pour leur élargissement. Seulement, les amis camerounais de la police ghanéenne qui avaient accès aux prisons procédèrent à une intoxication systématique des détenus camerounais, leur disant que c'était WOUNGLY-MASSAGA et les intellectuels venus de France qui les avaient fait arrêter.

14/ Trois semaines environ après mon élargissement, le commandant Fermeté rentra à Accra, porteur d'un volumineux courrier de Ernest OUANDIE signé président du Comité Révolutionnaire de l'UPC : la première Assemblée Populaire sous-maquis s'était tenue le 13 septembre 1962 ; le Comité Révolutionnaire de l'UPC était né.

Question 22 : Vous qui avez été un proche collaborateur de NKRUMAH, quel type d'homme, quelle figure de conscience était-il ? Comment avez-vous accueilli sa chute et comment avez-vous réussi à vous échapper alors que les généraux voulaient vous livrer en cadeau à AHIDJO ?

Il serait exagéré de dire que j'ai été un proche collaborateur de NKRUMAH. J'ai cependant appartenu à une structure plus ou moins informelle de conseillers appelée *Research Group*, qui était en voie d'officialisation au moment du coup d'Etat. Le président NKRUMAH avait créé cette structure pour réfléchir sur toutes sortes de problèmes politiques, sociologiques, économiques, philosophiques et autres ; elle participait parfois à la critique des moutures de ses discours officiels en des circonstances solennelles. Ce fut le cas, par exemple, du discours prononcé par le président NKRUMAH à la première réunion de l'OUA, en mai 1963 ; il avait fait l'objet d'un débat très vif parmi ses collaborateurs du *Research Group*.

Le leader ghanéen m'avait aussi accordé le privilège d'aborder avec lui, de temps en temps et en tête-à-tête, les problèmes des mouvements de libération dont j'avais une meilleure connaissance que les autres conseillers, dans la mesure où j'étais moi-même un combattant de la liberté, un *freedom fighter*. Le secrétaire

général du parti Action Group du Nigeria, S.G. IKOKU était aussi un des conseillers de NKRUMAH et un *freedom fighter* mais, son expérience militante et ses relations étaient moins étendues que celles des upécistes.

Par ailleurs, le contact qui s'était établi entre le président NKRUMAH et le jeune responsable upéciste que j'étais (26ans) avait un caractère plus paternel qu'officiel. NKRUMAH était scandalisé qu'un pays africain nouvellement indépendant comme le Cameroun puisse laisser en exil des " cadres intellectuels brillants " comme mes camarades upécistes et moi ; une telle politique, selon lui, paraissait manquer de patriotisme et du sens de l'avenir du pays et de l'Afrique. NKRUMAH me manifestait une sympathie et une cordialité qui irritaient les hauts fonctionnaires ghanéens, notamment les chefs de la police et de l'armée.

Le président ghanéen m'avait beaucoup impressionné, parce que j'avais découvert en lui un grand leader totalement et sincèrement dévoué à la cause de la libération des peuples du continent et du développement de l'Afrique.

NKRUMAH n'était pas le mégalomane que les médias occidentaux ont souvent présenté comme rêvant de régner sur l'Afrique en tsar noir. Il admettait la contradiction pour mieux jauger de sa propre capacité à expliquer son point de vue et ses choix, et à convaincre de leur justesse. Il tolérait que l'on puisse se trouver en contradiction avec son point de vue (ce qui était, et reste encore dangereux avec bon nombre de chefs d'Etat africains). Je me suis trouvé à deux reprises en divergence d'opinions avec le président NKRUMAH et chaque fois, il m'encourageait à exprimer mon point de vue et à dire franchement ce que je pensais.

La première fois, ce fut à propos du détournement par des bourgeois ghanéens de tout un bateau d'aide humanitaire destinée au MPLA. Le président hésitait à sévir contre les détourneurs et à ordonner l'approfondissement des enquêtes pour la récupération des marchandises et autres dons. Il fallut batailler dur pour l'amener à changer et à obtenir gain de cause. La seconde fois, ce fut à propos du chantage de certains chefs d'Etat africains réaction-

naires, notamment HOUPHOUËT-BOIGNY, Maurice YAMEOGO et AHMADOU AHIDJO, au sujet de l'OUA de 1965 à Accra. La violence et la vulgarité des diatribes de ces chefs d'Etat, surtout de Maurice YAMEOGO, au sujet de la présence " d'éléments subversifs " au Ghana, nous apparaissaient comme coordonnées avec les progrès des forces négatives à l'intérieur même du Ghana.

Face à ce chantage, nous nous sommes concertés, mes camarades de l'UPC et moi pour indiquer notre point de vue. Nous pensions qu'il était dangereux que le Ghana cède, en acceptant de faire des réfugiés politiques une monnaie de change diplomatique. Notre conclusion se fondait sur les faits suivants : d'abord, il n'y avait vraiment pas urgence à accueillir un sommet de l'OUA (le III^{ème}) au Ghana ; ensuite, la situation intérieure ghanéenne exigeait une plus grande attention. Au cours des séances de travail avec le président, nous lui avons signalé qu'il fallait en effet entamer la réorganisation d'un CPP (*Convention People's Party*) noyauté par la réaction, assainir les forces armées et la police jusque-là encadrées par des instructeurs britanniques et canadiens, s'attacher à l'amélioration des conditions de vie de la population et à lutter contre la montée de la corruption ; tout ceci devait être fait dans le cadre d'un quasi blocage des frontières et d'une sécurisation renforcée des échanges. C'est NKRUMAH lui-même qui qualifia, en riant, nos propositions de " stratégie du Bunker ".

Ce qui frappait chez NKRUMAH, dès le premier abord, c'était sa simplicité, sa volonté de mettre d'emblée son interlocuteur à l'aise ; il n'avait nul besoin de chercher à impressionner ni à intimider.

J'ai retenu du Dr. NKRUMAH l'image d'un philosophe d'une très grande culture générale, d'un penseur constamment préoccupé par le devenir du continent ; bref, l'image d'un grand patriote africain.

Tout le monde sait, même si peu de gens le disent, que ce qui se fait aujourd'hui en matière d'unité africaine reste une caricatu-

re bien en deçà de la pensée de NKRUMAH telle que formulée dans son livre *L'Afrique doit s'unir*. Et si, avant l'effondrement de l'URSS, on pouvait ironiser sur la remise en cause de l'athéisme marxiste dans *Le consciencisme*, le dépassement des blocages staliniens permettra de comprendre que NKRUMAH a exploré dans cet ouvrage les chemins de l'avenir

Il peut paraître paradoxal, pour l'ancien collaborateur de NKRUMAH que je suis, d'affirmer que c'est avec peine mais sans surprise que j'ai accueilli la nouvelle du renversement du président ghanéen par un coup d'Etat militaire.

Avec peine, parce qu'il s'agissait là d'un terrible recul pour toute l'Afrique. Sans surprise, parce que les résolutions et décisions des réunions tenues avec NKRUMAH sur la situation intérieure préoccupante du pays n'étaient suivies d'aucun effet ; le bruyant culte de personnalité hypocrite de ses vrais " proches collaborateurs " ghanéens avait en effet généré un laxisme politique suicidaire. Lorsque le président NKRUMAH nous offrit, à Michel NDOH, TCHAPTCHET et moi-même, des vacances à Berlin avec nos familles, parce qu'il devait organiser le troisième congrès de l'OUA à Accra, j'avais pris la décision de ne plus retourner au Ghana, bien que le président nous ait demandé de revenir dès la fin du sommet. C'est pourquoi je ne me trouvais plus au Ghana quand est survenu le coup d'Etat ; j'étais déjà au Cabinda, en train de former les premiers éléments du 2ème Front.

Il nous a été rapporté que l'une des premières actions des auteurs du coup d'Etat, après la prise du palais et le contrôle de la radio, était d'encercler et de mitrailler ma résidence où un vieux compatriote qui la gardait a été tué ; les généraux ghanéens furent surpris de constater que j'avais déjà quitté le Ghana. Ils se saisirent ensuite des camarades Michel NDOH et Jean Martin TCHAPTCHET qu'ils enfermèrent dans la prison de Nsawam. Ces derniers ne furent libérés que cinq ans plus tard, après une longue campagne internationale d'opinion.

Question 23 : *La naissance du Comité Révolutionnaire a suscité de nombreuses polémiques dans les milieux de l'UPC.*

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

Quelques temps après sa parturition, Abel KINGUE, le deuxième vice-président de l'UPC et membre du BCD et du Comité Révolutionnaire, et NDEH NTUMAZAH, président du " One Kamerun Movement ", ont co-signé, le 19 décembre 1963, un texte que l'on peut qualifier d'incendiaire intitulé " La vérité sur le Comité Révolutionnaire ". Dans ce texte, si les deux auteurs reconnaissent l'existence de ce Comité, ils contestent les conditions de sa création telle que vous les avez présentées, (ils disent à cet effet que le C.R a été créé à Accra et non dans le maquis comme vous l'affirmiez), la légitimité, l'opportunité et l'efficacité de cette nouvelle structure. MONGO BETI, en publiant ce texte dans la revue qu'il dirige, Peuples Noirs, Peuples Africains, qualifie le C.R. de " groupe de très jeunes intellectuels contestant l'autorité des chefs élus de l'UPC au nom d'une supposée qualification révolutionnaire conférée par les diplômes ". On vous accuse même d'avoir coopté des gens dans le C.R sans les avoir consultés. Quarante ans plus tard, que doit-on retenir comme vraie pour l'Histoire dans la naissance du Comité Révolutionnaire ? Quelle est votre part de vérité à ce sujet ?

Il existe trois séries de preuves qui témoignent de la tenue sous-maquis des Assemblées Populaires. Il y a d'abord les photos et les documents de ces Assemblées Populaires que nous avons publiées en 1963, dans au moins deux livraisons de *La Voix du Kamerun*, à partir d'Accra; il y a ensuite l'arrestation et le procès public de Ernest OUANDIE et enfin le témoignage des survivants des maquis.

Lorsque les documents et les photos des Assemblées Populaires parvinrent à l'extérieur (d'abord les résolutions de la première Assemblée Populaire du 13 septembre 1962, puis les résolutions et surtout les photos de la deuxième Assemblée Populaire du 25 avril 1963 montrant le président OUANDIE devant un tableau noir portant la date de l'Assemblée), NTUMAZAH et ses amis, qui ne cherchaient à semer que la confusion dans l'UPC et à pourrir ses relations diplomatiques, déclenchèrent

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

une violente campagne de dénigrement. Ils affirmaient entre autres, que le Comité Révolutionnaire de l'UPC avait été " fabriqué " à Accra, au Ghana, et non élu sous maquis ; que OUANDIE avait d'ailleurs été tué au maquis bien avant la manœuvre de création du Comité Révolutionnaire à Accra.

Sur la foi de leurs allégations mensongères, l'écrivain Gérard CHAILLAND put même écrire ce qui suit : " En juillet 1961, OUANDIE passe au maquis dans la région de Sanaga Maritime. Bien qu'on ait parlé d'un congrès qui se serait tenu à l'intérieur des maquis en 1963, il est probable que OUANDIE est mort avant cette date ".²⁶

NTUMAZAH et ses amis affirmaient également que WOUNGLY-MASSAGA, on ne sait pour quelle raison, - ils n'étaient plus à une invention près- avait fait liquider Martin SINGAP . Toutes les précisions sur la date et les circonstances de la mort de Martin SINGAP furent connues par la suite... C'était également dans cette campagne de dénigrement que NTUMAZAH et ses amis avaient fait circuler l'information selon laquelle c'était bien TCHAPTCHET l'assassin de MOUMIE, certains ajoutant même de UM NYOBE aussi.... avec la complicité de WOUNGLY et de NDOH. Du vrai délire !

L'arrestation et le procès public de Ernest OUANDIE constituent la seconde série de preuves de la création du Comité Révolutionnaire sous-maquis. Lorsque le président OUANDIE avait été arrêté le 19 août 1970, NTUMAZAH et ses amis, qui avaient annoncé sa mort " avant les Assemblées Populaires ", s'étaient tus, toute honte bue ! Le président OUANDIE s'était lui-même présenté au cours du procès comme étant " le président du Comité Révolutionnaire de l'UPC " et il parla évidemment des Assemblées Populaires sous-maquis. Le journal du parti unique UNC, journal qui s'appelait alors L'Unité, a consacré un ou deux numéros spéciaux à ce procès avec de larges extraits de l'interro-

26 - " La lutte en Afrique ", in *Cahiers Libres*, n° 101, Editions Maspéro, année 1967, p. 126

gatoire de OUANDIE par Jean FOCHIVE MAMA.

Quant aux survivants des maquis, il y en a qui peuvent témoigner de l'histoire de la création du Comité Révolutionnaire pour avoir participé personnellement aux travaux des Assemblées Populaires ou pour avoir été membres des bureaux des dites Assemblées. C'est le cas de MAKEMBE TOLLO dont le nom figurait dans les documents tels qu'ils me parvinrent à Accra. Il est malheureusement mort à Douala en 2001. C'est également le cas de Mathieu NJASSEP (dit BEN BELLA), Flaubert NGANYA et MAKEMBE qui, lors d'une commémoration du 27^{ème} anniversaire de l'assassinat de Ernest OUANDIE, étaient intervenus pour parler de dix années de survie au maquis.

Il y a cependant à déplorer le fait que les anciens du maquis, dans leur grande majorité, préfèrent se taire au lieu de témoigner. Même les journalistes n'osent pas les faire parler. Chacun s'auto-censure ! Ce n'est que par dose homéopathique qu'on ose parler de l'histoire contemporaine de notre pays. A travers tout cela apparaît la complexité des comportements d'un peuple livré aux manipulations du néocolonialisme et n'ayant pratiquement plus de repères politiques. Tout un peuple a assisté au martyr d'un héros national : Ernest OUANDIE. Mais c'est à peine si ce peuple s'intéresse encore à son épopée tragique. Même ses intellectuels n'osent pas lire ce qui avait été écrit et exposé de long en large dans le journal du parti unique entre fin août 1970 et fin janvier 1971. Oui ! terrible traumatisme de toute une nation paralysée jusqu'à la curiosité et à la simple honnêteté intellectuelle de ses lettrés.

Pourquoi donc OSENDE, NTUMAZAH et KINGUE s'opposaient-ils au Comité Révolutionnaire de l'UPC? Tenons-nous en aux faits :

- En 1962, OSENDE AFANA venait de faire éditer sa thèse sur " L'économie de l'ouest africaine ". Sur la couverture, il se présentait comme " secrétaire général de l'UPC ". Or, aucune assise ne l'avait élu.
- Au cours de la même période, NDEH NTUMAZAH accordait

une interview à l'agence Chine Nouvelle dans laquelle il se présentait comme " président de l'UPC ". C'est en vain que Michel NDOH et moi-même avons essayé d'obtenir un rectificatif. Est-ce un hasard ? soyons sérieux ! La naissance du Comité Révolutionnaire, dont OSENDE et KINGUE étaient pourtant membres, frustrait OSENDE et NTUMAZAH qui, dès l'assassinat de UM pour l'un et de MOUMIE pour l'autre, s'évertuaient à se faire élire à ces postes à la tête du parti avec la complicité des chancelleries étrangères.

- Quant à Abel KINGUE, malade, il n'était pas difficile de le manipuler avec l'argument fallacieux selon lequel il était " le premier vice-président " et Ernest OUANDIE " le deuxième vice-président " de l'UPC. En se proclamant " président du Comité Révolutionnaire ", OUANDIE avait par conséquent violé la préséance. En vérité, les deux noms avaient toujours été mentionnés par ordre alphabétique des prénoms. Il n'existe aucun document, aucun texte ayant porté, du temps de UM NYOBE ou de MOUMIE, les mentions " premier vice-président " ou " deuxième vice-président ".

- Quant au pamphlet, " La vérité sur le Comité Révolutionnaire ", il avait été écrit en réalité par OSENDE AFANA ; non seulement parce que ni NTUMAZAH, ni KINGUE ne pouvaient écrire un tel texte, mais aussi et surtout parce que c'est le style de OSENDE. Ce faisant, on peut se demander pourquoi OSENDE ne l'a pas signé alors qu'il l'a écrit ? Pourquoi ne l'a-t-il pas co-signé avec KINGUE et NTUMAZAH, ce qui aurait été encore plus valorisant pour le texte ? La raison est fort simple : Le camarade OSENDE avait conscience de faire là un travail malsain...

Quarante ans après, et même bien avant c'est-à-dire dès l'assassinat de OUANDIE, il ne restait plus aucune ombre, aucun doute sur la création au maquis du Comité Révolutionnaire de l'UPC. L'historicité de cet événement était totalement établie. Ernest OUANDIE est mort avec le titre de président du Comité Révolutionnaire de l'UPC, structure qui fut remplacée en 1982, au cours d'un congrès clandestin du Parti.

Quarante ans après, à tous ceux qui nous ont combattu avec acharnement pendant des décennies pour promouvoir sur la scène politique camerounaise un pseudo MANDELA camerounais qui allait être leur création, nous laissons le soin d'expliquer au peuple camerounais le rôle révolutionnaire actuel du tandem NTUMAZAH-KODOCK, et le bilan de leur vieux poulain.

Question 24 : *Votre père a exercé , sous l'occupation coloniale française, des fonctions de chef de groupement , de parlementaire à l'ARCAM, et même d'autorité administrative. Comment expliquez-vous que votre militantisme publiquement affiché dans l'UPC n'ait pas nui à sa carrière ? En d'autres termes, quel était le climat entre le père et le fils qui avaient fait des choix politiques opposés ?*

Mon père avait commencé ses études en quasi orphelin car, mon grand-père, MASSAGA-MAMIA, germanophone et germanophile, était un des chefs traditionnels qui, par la force des choses, avait " collaboré " avec l'occupant allemand et avait surtout accompagné les soldats du Reich dans leur retraite à Fernando Poo²⁷. C'est grâce à son propre acharnement que Alphonse WOUNGLY-MASSAGA réussit à poursuivre et à terminer ses études à l'école primaire supérieure, considérée à l'époque comme le sommet de l'instruction au Cameroun.

Mon père devint, à la suite de ses études, un des fonctionnaires de l'administration coloniale ; il exerça dans le Nord-Cameroun, puis à Yaoundé (où je suis né), à Eséka jusqu'à son élection comme premier représentant de la Région de Kribi (actuel département de l'Océan) à l'Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM) et à l'Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM). Il reprit ses fonctions administratives après ces deux mandats électifs, respectivement comme sous-préfet à Eséka et préfet intérimaire dans la même unité administrative jusqu'à sa retraite.

27 - Au retour de cette expédition, il trouva qu'un autre chef avait été installé par la nouvelle administration coloniale française.

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

Entre 1952 et 1958, il se rendit quelquefois en France parmi les " notables camerounais " invités aux festivités du 14 juillet, fête nationale française.

Pendant mes premières vacances scolaires en 1956, mon père m'informa qu'il avait été reçu, avec d'autres personnalités, par le ministre de la France d'outre-mer et par le président français René COTY et qu'au cours de ses voyages en France, il avait discrètement été consulté pour occuper de hautes responsabilités dans les nouvelles institutions du Territoire en gestation.

Après les cérémonies au cours desquelles il avait été décoré de la Légion d'honneur française par Pierre MESSMER en juillet 1956, il me dit explicitement sa ferme volonté de décliner les sollicitations dont il était l'objet même si cela lui en coûtait : "*Le sang va couler dans ce pays, me dit-il, et je ne voudrais pas en avoir une goutte sur les mains*". C'est à ce moment que je me suis rendu compte que mon père était " un grand mystique ". Je n'avais jusque là jamais fait attention à ses fréquentes prières de jour et de nuit, ni aux séances de bénédictions matinales qu'il me consacrait depuis mon jeune âge, lorsque titubant de sommeil, je le suivais pendant qu'il me tenait par la main.

Tous ceux qui ont fait leurs études dans le système scolaire colonial, tous les diplômés de l'école Supérieure peuvent-ils être tous considérés comme des " collaborateurs " du colonialisme et du néocolonialisme ? En un sens, oui, puisqu'ils permirent au système de fonctionner. Mais avec cette logique, on poserait pour principe qu'il aurait mieux valu pour les Camerounais de rester analphabètes. Et même dans ce cas, tous les paysans payant l'impôt, et tous les autres travailleurs des différents secteurs d'activité qui contribuaient à l'époque au " fonctionnement du système " tomberaient sous le coup de la condamnation. Trêve donc de plaisanterie.

Partout où il a travaillé, mon père a laissé un très bon souvenir de son passage et de nombreuses et solides amitiés. En 1997, alors que j'assistais à Ngaoundéré au congrès de l'UNDP comme invité au titre de l'UPC, j'ai été surpris par un chauffeur de taxi qui

me demanda d'aller voir où habitait mon père quand il travaillait dans cette ville. J'ai accepté volontiers et je me suis trouvé, en descendant du taxi, devant un petit attroupement, sympathique comité d'accueil. Le plus âgé des hommes s'est avancé vers moi et m'a salué. " *C'est là qu'habitait ton père, me dit-il. Il était très gentil. Tout le monde dans le quartier l'aimait bien et nous avons regretté son départ. On a fait quelques travaux dans ce quartier, avec la route où votre voiture est venue. Nous avons demandé au responsable des travaux de préserver l'emplacement de cette concession qui n'existe plus bien sûr, mais on a toujours gardé cet endroit vide* ". Le chauffeur de taxi avait lui-même servi d'interprète. C'est avec émotion que j'avais remercié tout le monde pour cette marque d'amitié. Après plus de soixante ans ! pensais-je. Je pris congé de ces amis en me promettant de leur rendre visite en des temps meilleurs.

Mon père a travaillé de nouveau à Eséka au cours des années de braise :c'est lui qui avait remplacé le préfet KHON. On avait cru au départ que ce préfet avait été " assassiné par les maquisards ". En fait, il avait été victime d'un traquenard du sinistre BIT-CHOKA, celui-là même qui avait profané la dépouille mortelle de Ruben UM NYOBE en septembre 1958. Le jeu de BITCHOKA avait été découvert après une brève enquête et il fut inculpé, jugé, condamné à mort et exécuté.

Au cours des années 1961-62, la position de mon père était évidemment des plus délicates ; son fils, disait-on, faisait du bruit à l'étranger après avoir rejoint la Direction de la rébellion en exil. On envisageait de se passer de ses services " d'une manière ou d'une autre ". Par ailleurs, Eséka et toute la région restaient névralgiques car, après l'assassinat de UM NYOBE, le cours de l'Histoire hésitait entre un nouvel essor des maquis et une accalmie durable.

Quand mon père prit sa retraite, il resta sous haute surveillance. La tension était si vive à Lolodorf, notre village, qu'il dut se replier avec ses épouses et tous ses enfants dans sa plantation à Minlongo, sur la route Eséka-Lolodorf. L'armée y faisait réguliè-

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

rement des tours. Il avait gardé par dévers lui les attributs de la chefferie traditionnelle, ceux-là mêmes qui n'ont pas été transmis ni au remplaçant de MASSAGA-MAMIA, ni à son propre remplaçant administratif et que mes cadets eux-mêmes ne peuvent pas toucher tant que leur aîné, c'est-à-dire le commandant KISSAM-BA, est en vie. Nous restons donc serein, malgré l'agitation superficielle des hommes du renouveau et de leurs chefferies administratives.

L'historien digne de ce nom, ou tout simplement l'intellectuel honnête qui étudie sérieusement les rapports des peuples noirs avec le régime colonial doit avoir le sens de la nuance et un souci constant de probité. Les premiers résistants au colonialisme furent souvent, au départ, des " collaborateurs " de celui-ci. Des figures illustres de notre Histoire comme DOUALA MANGA BELL et Martin Paul SAMBA ont assumé cette ambiguïté. Les colons pouvaient-ils soupçonner que le fin SOPPO PRISO (un ami de mon père qui venait souvent discrètement dans notre vieille résidence à Lolodorf) avait financé les voyages de UM NYOBE à l'ONU, ce qui n'était pas un mince coup de main à l'essor de l'UPC et à la cause patriotique ? C'était cela aussi, l'UPC révolutionnaire au temps de UM NYOBE et de ses compagnons, cette capacité de large mobilisation des forces patriotiques positives, sans le moindre sectarisme.

A Lolodorf où il ne s'organisa aucune campagne anti upéciste en relais aux directives de l'administration coloniale, le Dr MOUMIE put travailler à l'aise, y compris au plan politique, en arrivant souvent dans notre résidence, un vieux palais colonial à étage aujourd'hui disparu, résidence où il avait de longs entretiens avec mon père et d'autres fonctionnaires de la petite ville, autour d'un pot.

Nous voulons, par tous ces exemples, dire que s'il avait voulu collaborer avec le régime colonial ou néo-colonial, mon père aurait eu plus d'avantages que ce qu'on lui connaît. Nul ne peut douter que le père WOUNGLY-MASSAGA avait des atouts d'une carrière exceptionnelle et la voie ouverte pour un rôle politique de

premier plan. Il maîtrisait parfaitement le fofoulé et comptait de nombreux amis personnels parmi les plus influents chefs traditionnels du Grand Nord. Il ne manquait pas non plus de solides amitiés à l'Ouest avec le chef KAMGA de Bandjoun ou Daniel KEMAJOU. A l'Est, les rapports entre notre chefferie traditionnelle et celle de EFFOUDOU relevaient encore à l'époque du respect de la consanguinité entre Ngoumba et Maka, aujourd'hui de plus en plus oubliée.

Quant au niveau intellectuel, il suffit de lire les professions de foi de l'époque pour constater que celles du père de WOUNGLY-MASSAGA étaient honorables. D'ailleurs, nous avons constaté qu'un bon nombre de nos diplômés d'université actuels n'ont ni la maîtrise de l'écriture, ni la maturité de raisonnement de ces anciens élèves de l'Ecole Supérieure. Il nous faut aussi faire la triste remarque qu'aucun des députés de l'Océan placés par la machine de fraude du Renouveau près de cinquante ans après l'ATCAM ne serait capable de produire un document politique de cette facture. Ainsi va le " progrès " du Cameroun du Renouveau : dans bien des domaines, à reculons.

En 1961, alors que je me trouvais bloqué à l'ambassade du Ghana à Paris et que ma femme Annie, pourtant française, avait été déportée au Mali, mon père réagit rapidement en lui faisant parvenir un mandat de cinquante mille francs CFA. Il s'y était pris avec une remarquable ingéniosité. Il le fit parvenir à Marie-Claire NGO MATIP, épouse DOBONG'NA ESSIENE et fille de son grand ami, le chef supérieur Henri MATIP. Marie-Claire était aussi une amie d'enfance ; elle fit tout pour faire parvenir cet argent à Bamako à mon épouse. Cette action fut d'un grand secours. A l'époque, sous le Cameroun de AHIDJO et de FOCHIVE, bien des parents auraient joué la carte de la résignation en criant : " on va faire comment ? ".

Les fables sur mon père " conseiller militaire de AHIDJO " ne sont que des insultes auxquelles je n'ai jamais voulu répondre .

Par tous ces faits que nous avons soulignés, nous avons voulu faire savoir que si le père de WOUNGLY-MASSAGA est mort

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

dans l'effacement, ce n'est pas parce qu'il lui manquait des atouts ou parce qu'il n'avait pas été sollicité. En vérité, il faisait depuis sa jeunesse des choix précis, relevant d'un certain sens du pays lié à une éthique de noblesse traditionnelle, à un mysticisme prophétique chrétien et à sa philosophie de la vie. Ses choix n'ont pas manqué d'influencer les miens, même si je les ai réalisés avec ma propre personnalité, peut-être plus combative et plus portée à relever les défis les plus périlleux.

Tel que je le connaissais dans toutes ses dimensions, je crois que si mon père m'avait demandé de cesser toute activité contre le régime néo-colonial, je lui aurais certainement obéi : parce que je sais qu'il ne l'aurait certainement pas demandé avec légèreté . Je savais qu'il suivait mon combat avec sympathie et fierté. Il ne s'en cachait pas, et cela ne pouvait que lui valoir l'hostilité du pouvoir néo-colonial et de ses valets.

Question 25 : *Depuis la mort des leaders charismatiques Ruben UM NYOBE et Roland Félix MOUMIE assassinés par le colon français, la vie politique de l'UPC est caractérisée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, par de nombreux remous liés aux querelles de leadership, au tribalisme, au clientélisme, etc... l'UPC de la diaspora n'échappe certainement pas à cette règle générale . On parle souvent de complot contre la Direction Bamilléké après la mort des deux leaders cités plus haut, des conflits entre clans prochinois et pro-soviétique, des querelles de personnes (même pour des questions de femmes), de la cabale contre les exilés venus de France que vous étiez, etc... Qu'en savez-vous ?*

Les obsèques du Dr Félix Roland MOUMIE à Conakry en novembre 1960 ont eu lieu en présence des représentants de presque tous les secteurs extérieurs de l'UPC. Les deux collègues de MOUMIE qui restaient en vie, Abel KINGUE et Ernest OUANDIE, tous deux vice-présidents de l'UPC, avaient estimé avec raison qu'il fallait profiter de l'occasion de ces obsèques pour tenir une " Conférence des Cadres de l'UPC ". La section de

France de l'UPC avait été représentée à cette Conférence des Cadres par son président, Jean Martin TCHAPTCHET. Cette Conférence des Cadres prit deux décisions majeures qui devaient rester secrètes jusqu'à leur mise en application : la première était que le Bureau du Comité Directeur de l'UPC, c'est-à-dire Ernest OUANDIE et Abel KINGUE allaient relancer le " Secrétariat Administratif de l'UPC " dans les meilleurs délais. La seconde était que le vice-président Ernest OUANDIE devait rentrer le plus tôt possible sous maquis, pour que la mort du président de l'UPC n'entraîne pas une désorganisation totale des maquis.

Les résultats de cette Conférence des Cadres avaient déçu quelques camarades qui, déjà après la mort de UM NYOBE, brûlaient d'impatience de le remplacer, et qui, après l'assassinat de MOUMIE, supportaient mal de ne pas être intronisés même par des procédures irrégulières et ridicules pour un parti comme l'UPC. Le malaise commença à se manifester chez OSENDE AFANA, candidat impatient au secrétariat général de l'UPC. Il apparut ensuite chez Marthe MOUMIE qui estimait que la place de son défunt mari était son héritage et qu'elle lui revenait de droit. OSENDE avait certainement des compétences pour ambitionner d'être promu au secrétariat général de l'UPC mais aussi des défauts importants. Marthe MOUMIE n'avait aucune carrure pour prétendre au poste de présidente de l'UPC et son ambition scandalisait même un bon nombre de militants ; elle était pourtant soutenue par la Chine Populaire ! Ces deux camarades avaient trouvé un argument facile pour mobiliser la plupart des cadres dans une fronde farouche contre la Direction de l'UPC surtout qu'à cette époque on trouvait très peu de Bamiléké parmi les principaux cadres de l'UPC.

Après l'assassinat de MOUMIE, la Direction de l'UPC ne comprenait plus que deux membres, deux Bamiléké : " il faut la changer tout de suite ", tel fut le thème de leur campagne. Il en résulta de fait, une alliance Bassa'a-Béti pour attaquer la " Direction Bamiléké ".

Vers le mois de juin 1961, le Bureau du Comité Directeur de

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

l'UPC était pratiquement paralysé : OUANDIE et KINGUE ne pouvaient tenir aucune réunion sans être l'objet de huées et d'insultes. La fronde était forte et mobilisait :

- Marie TJAD auréolée à l'époque d'une réputation de quasi héroïne, parce qu'elle avait été torturée par les fantoches, comme nous appelions alors les forces du régime AHIDJO et le régime lui-même.
- Jean-Marie MANGA, créateur et directeur d'une petite publication qui donnait des sueurs froides au régime : "*Cameroun Mon Pays*".
- Isaac NDOH, syndicaliste remuant qui, à ce titre, battait campagne dans les ambassades des pays socialistes où les syndicalistes jouaient un rôle très important.

Bien évidemment, dans la colonie des réfugiés camerounais à Accra et à Conakry, Bassa'a et Béti se rangeaient selon la tribu. En Guinée, deux grandes veuves pesaient d'un poids assez lourd : la veuve Marthe MOUMIE dont tous les camarades savaient qu'elle avait, en plus, ses entrées privées au palais de SEKOU TOURE, et la veuve Gabriel ABOLO (Marion). La mémoire de son défunt mari était quasiment aussi respectée par les upécistes que celle du défunt MOUMIE. Toutes les deux étaient Boulou.

Notre arrivée à Accra, Michel NDOH et moi, semblait avoir apporté l'élément manquant pour sonner le glas de la Direction Bamiléké. Tout le monde considérait comme décisive cette phase où les camarades venus de France allaient probablement se prononcer contre la " Direction Bamiléké ". L'atmosphère était très tendue. Michel NDOH fut pratiquement obligé de se replier dans un mutisme total ; il ne sortait presque plus.

C'était une chance pour moi que d'avoir refusé d'aller habiter à Tesano : je pouvais ainsi avoir de longs entretiens avec le vice-président OUANDIE qui me confirma les décisions adoptées à l'occasion des obsèques du président MOUMIE et me parla des difficultés que le camarade KINGUE et lui éprouvaient à essayer de les mettre en application. A quelque chose malheur est bon, disait-il; notre expulsion de France allait certainement

aider le Parti à avancer.

Je pouvais aussi être sollicité ouvertement par les partisans de la lutte à outrance contre la " Direction Bamiléké " pour qui mon choix irait de soi : j'étais connu comme un grand ami de Gabriel ABOLO et je n'étais pas un Bamiléké. Marion ABOLO m'adressa, aussitôt après notre arrivée, une longue lettre dans laquelle elle m'expliquait la nécessité et l'urgence de combattre la " Direction Bamiléké " et me révélait que le camarade OSENDE AFANA était le leader de la contestation mais, pour des raisons faciles à deviner, il ne pouvait pas s'afficher comme tel (ce que je savais déjà). Elle me cita tous les cadres Béti et Bassa'a qui avaient décidé d'en découdre avec " le pouvoir des Bami ". Marion conclut en me demandant de prendre mes responsabilités et de rompre avec éclat pour que ma prise de position soit connue des autorités ghanéennes et guinéennes afin d'en finir avec cette Direction.

J'étais scandalisé de me retrouver au centre de luttes tribales et ceci me poussa à me poser des questions : quel Ngoumba étais-je venu suivre dans l'UPC et combien de Ngoumba pouvais-je compter dans nos rangs ? Comment des upécistes pouvaient-ils s'égarer dans de telles aberrations ?

Le soir du lendemain du jour où j'avais reçu la lettre de Marion, j'avais rencontré le camarade OUANDIE mais je m'étais gardé de lui en dire un mot. Par contre, je lui avais demandé de bien vouloir convoquer une réunion des cadres de l'UPC à Accra. " *Pourquoi faire ?* " me demanda-t-il avec inquiétude. " *Pour examiner la situation du Parti ici et à l'extérieur en général. Elle est malsaine. Il faut crever l'abcès* ", lui dis-je.

Le camarade OUANDIE resta silencieux et pensif. Je savais que depuis le premier jour, " le courant était passé entre nous ". Je savais qu'il était convaincu de ma sincérité et de ma loyauté. " *Tu crois qu'on peut crever l'abcès comme ça, d'un coup ? il faut savoir que la situation est vraiment pourrie. On fait campagne contre nous en avançant que la Direction n'est composée*

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

que de deux Bamiléké , comme si c'est nous qui avons liquidé nos collègues et alors que cette situation nous préoccupe plus que quiconque ". Il soupira, secoua la tête, et garda le silence.

" Il faut bien faire quelque chose, camarade " attaquai-je de nouveau.

" Bon ! dit-il avec un geste de la main dubitatif. Je fais appeler une réunion pour demain après-midi. Le camarade KINGUE sera d'accord, mais prépares-toi bien puisque c'est toi qui demandes la convocation de la réunion. Bien sûr je ne le dirai pas. "

Le lendemain après-midi, le salon de la " Représentation " à Kokomlemle et son coin salle à manger étaient pleins de monde : tous les responsables et cadres de l'UPC présents à Accra étaient là. J'ai intérieurement remarqué que la ponctualité était exemplaire et que les gens entraient et s'asseyaient en silence, sans se saluer et sans sourire.

Lorsque le vice-président OUANDIE constata que plus personne n'entrait, il prit la parole et dit : *" Nous vous avons appelés, le camarade KINGUE et moi, pour un échange de vues sur la situation de l'UPC et les problèmes de l'heure, à l'occasion de l'arrivée parmi nous des camarades de la section de France expulsés, comme vous le savez, par le gouvernement français, les camarades WOUNGLY-MASSAGA et Michel NDOH. "*

Il fut aussitôt bruyamment et grossièrement interrompu par Marie TJAD dont l'intervention confuse portait sur les " justes principes " de MAO-TSE-TOUNG violés par une Direction qu'il était d'ailleurs temps de changer. A l'époque, les écrits de MAO étaient cités à tort et à travers par des camarades qui voulaient afficher leur " bonne formation ".

Le vice-président OUANDIE n'avait même pas eu le temps d'organiser la réunion, de faire élire un bureau de séance pour que l'ordre du jour soit adopté et les interventions faites dans la discipline, qu'elle se mit à dégénérer en réquisitoire unilatéral, en procès de la " Direction Bamiléké ". Il laissa faire, silencieux.

Les ténors de la lutte contre le Direction prirent la parole à

tour de rôle pendant plus d'une heure. L'ordre des interventions semblait arrêté d'avance, car, manifestement, il y avait eu une concertation préalable. Les visages des vice-présidents KINGUE et OUANDIE devenaient de plus en plus sombres d'inquiétude, voire de colère, mais ils se maîtrisaient en essuyant cette avanée insupportable. Je commençais à me demander si j'avais bien fait de suggérer cette réunion au camarade OUANDIE.

Petit à petit, l'assistance se mit à jeter des regards interrogatifs en direction des camarades venus de France. Pourquoi n'intervenaient-ils pas ? semblaient-ils se demander les uns les autres. Michel NDOH et moi ne nous étions pas concertés. Il restait impassible, silencieux, et moi aussi. Le camarade KINGUE souffrait d'hypertension. Je me doutais que cette réunion était une grande épreuve pour lui. Une jambe croisée sur l'autre, il remuait nerveusement le pied, l'air ironique et méchant.

Le silence se fit presque tout seul lorsque les partisans de la réorganisation immédiate de la Direction du Parti eurent apparemment épuisé leurs arguments.

D'une voix calme, le vice-président OUANDIE reprit la parole.

" Bon ! qui veut encore parler ? " Personne ne se signala.

" Je suppose que les camarades venus de France ont aussi quelque chose à dire ? " Le ton était interrogatif. *" Camarade NDOH Michel ? "*

" Je pourrai peut-être intervenir plus tard " dit Michel en bougeant sur sa chaise. Pour que le camarade OUANDIE ne croit pas que Michel NDOH avait parlé pour nous deux, j'ai aussitôt levé le doigt comme à l'école. Le geste avait été immédiatement remarqué par l'ancien instituteur.

" Ah, camarade MASSAGA, tu as la parole ".

Je me suis levé et je me suis avancé pour être mieux vu de tous les camarades. Curieusement, quelques uns s'éclaircissaient la voix comme si c'était à eux de prendre la parole. J'avais en poche, soigneusement pliée, la lettre de Marion, la veuve du

camarade ABOLO : une vraie bombe. L'atmosphère était de nouveau tendue car, chacun se demandait dans quel sens j'allais intervenir. La veille, j'avais longuement pensé à cette intervention que je voulais claire et sans fioritures.

J'ai d'abord adressé mon salut à tous les camarades ; puis j'ai fait une brève présentation de Michel NDOH et de moi-même. J'ai d'emblée pris le soin de dégager la responsabilité de mon compagnon dans ce que j'allais dire en précisant que depuis notre arrivée à Accra, nous ne nous étions pas concertés à propos de la situation que nous avons trouvée sur place. Cette précision augmenta sans doute le suspens, parce qu'il se fit comme des remous dans la salle.

J'ai également pris la peine de faire un bref résumé de notre voyage en insistant sur les espoirs qui nous animaient lorsque, face aux manœuvres de dernière heure du régime et des Français , nous réaffirmions notre choix de rejoindre la Direction de " la rébellion ". Cette introduction m'a ainsi permis d'exprimer ma déception de voir notre Parti gagné par des luttes tribales, en déplorant les propos tribalistes entendus au cours des précédentes interventions.

Il n'y avait aucun upéciste digne de ce nom, dis-je, qui pouvait de bonne foi être satisfait que la Direction du parti soit réduite à deux dirigeants, tous deux Bamiléké (murmures d'approbation). Et j'ai immédiatement ajouté qu'il ne devait même pas y avoir de vrais upécistes de cette ethnie Bamiléké à se satisfaire de cette situation. Des upécistes dignes de ce nom ne devaient pas prendre avantage de cette situation affligeante pour tout le Parti pour se lancer dans des luttes d'influence débridées et moins encore pour tenter de torpiller le Parti au profit d'ambitions peut-être légitimes mais promues par des intrigues néfastes. La Conférence des Cadres tenue lors des obsèques du président MOUMIE avait arrêté des mesures permettant d'amorcer le redressement du Parti à travers l'organisation d'un Congrès. Ceux qui cherchaient à saboter le fonctionnement de l'UPC avant même la mise en application de ces mesures ne

pouvaient que desservir la cause de notre peuple.

Il y eut des protestations. Chacun avait compris ma position : il fallait maintenant faire face à l'hostilité du camp de la " lutte contre la Direction Bamiléké " qui allait chercher à me couper la parole par le chahut. Pour ce faire, J'ai pris dans ma poche la lettre que m'avait adressée Marion : intrigué, chacun se taisait. Je n'en avais parlé à personne, pas même au camarade OUANDIE.

" Je ne serai pas long, dis-je, dépliant le document et regardant les camarades avec sévérité. Je vais vous lire l'appel qui m'a été lancé pour rejoindre la lutte " contre la Direction Bamiléké. Je le lis publiquement, non pas seulement pour dénoncer l'auteur de cet appel, mais bien pour dénoncer tous ceux qui se sont mobilisés dans cette aventure malsaine et pour leur dire d'arrêter immédiatement ce désordre ", dis-je d'un ton ferme.

" Mon cher WOUNGLY ", c'est ainsi que commençait la lettre de Marion. Je l'ai intégralement lue au milieu d'un silence religieux. A la fin de ma lecture, le silence se prolongea ; tous les camarades étaient comme pétrifiés et honteux. Au bout d'un quart d'heure, le vice-président OUANDIE demanda : " quelqu'un veut-il encore intervenir ? " Personne ne répondit. Il attendit encore une bonne dizaine de minutes et dit simplement : " *La séance est levée* ". L'assistance, toujours en silence, se mit à vider la salle. L'abcès était vidé ! pensai-je satisfait.

Effectivement, il ne fut plus jamais question à Accra et à Conakry de la " lutte contre la Direction Bamiléké ".

S'agissant des rivalités sino-soviétiques au sein de l'UPC , elles n'étaient pas, en vérité, le fait de groupes d'upécistes adhérent aux thèses idéologiques de la Chine et de l'URSS, mais plutôt de deux cadres de l'UPC qui s'efforçaient, l'un de contrôler l'UPC avec l'appui de la Chine, l'autre de se poser en principal dirigeant du Parti en s'appuyant sur l'URSS.

OSENDE AFANA était un prochinois militant ; il bénéficiait du soutien logistique des ambassades de la République Populaire de Chine partout où il se rendait, et il s'impliquait de

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962)

manière ouverte dans le conflit idéologique communiste. C'était de l'opportunisme pur, mais il fallait avoir soi-même un certain niveau politique et idéologique pour s'en rendre compte. Lorsque OSENDE s'installa à Brazzaville, en 1964 et fut rejoint par HOGBE NLEND qui venait de rompre avec le Comité Révolutionnaire de l'UPC, c'est ce dernier qui prit le contrôle de son groupe, OSENDE devenant en réalité un adjoint.

HOGBE était-il pro chinois ? Bruyamment, certes, car il n'hésitait pas à plagier constamment les écrits de MAO. Mais si on en juge par ce qui reste chez lui de cette idéologie aujourd'hui, on peut en douter.

En ce qui concerne le Comité Révolutionnaire de l'UPC, il est vrai que NJIAWUE joua à fond le pro-soviétique. Il est vrai aussi qu'il avait été rejoint en Algérie par un camarade formé en URSS, Jean Claude NJEM qui avait bénéficié de la faveur exceptionnelle d'un stage dans les services spéciaux soviétiques (KGB). Mais, en dehors de ces deux camarades, je n'en ai pas connu d'autres qu'on aurait pu qualifier de pro-soviétique parmi les membres du Comité Révolutionnaire de l'UPC et parmi les autres cadres et militants qui relevaient de celui-ci, c'est-à-dire la quasi totalité des organismes de l'UPC à l'étranger. On m'a souvent prêté la même affiliation idéologique, mais, en 1985, au retour d'une mission en URSS, le Dr Siméon KUISSU ramena l'information selon laquelle " WOUNGLY-MASSAGA avait été déclaré persona non-grata " dans ce pays.

Bref, en dehors de quelques camarades qui ont d'ailleurs essayé en vain d'arrimer l'UPC à telle ou telle puissance socialiste, notre Parti et l'ensemble de ses organismes à l'étranger sont restés fidèles aux orientations des pères fondateurs, sans jamais ériger cette fidélité en thème de propagande et moins encore en instrument de surenchère sectaire pour diviser l'UPC et en contrôler un groupe.

En ce qui concerne les querelles de personnes, les questions de femmes, il n'y a rien eu d'extraordinaire dans l'UPC, à l'intérieur comme à l'extérieur. Dans tout groupe humain, des fric-

tions et des incompatibilités individuelles sont pratiquement inévitables. On suppose que dans un parti politique, et surtout un parti progressiste où la formation politique et idéologique ne doit jamais être négligée, les militants sont suffisamment mûrs pour dépasser les querelles de personnes : " aucun militant ne pourra poser un problème en un débat de personne " précise l'article 21 du règlement intérieur de l'UPC annexé aux statuts remaniés de 1952.

S'agissant du problème des femmes, il ne semble pas s'être posé avec une particulière acuité dans l'UPC, à ma connaissance. On pouvait même déplorer dans les années 1960, une liberté sexuelle à la limite de la promiscuité. Heureusement que le virus du SIDA n'avait pas encore fait son apparition. Les cas de personnes présentant de sérieux déséquilibres sexuels ne manquent jamais. Ils doivent être gérés avec vigilance notamment dans les contextes de la clandestinité ou des maquis. Nous avons connu un ou deux cas cliniques, relevant de la psychiatrie, d'individus qui fantasmaient leur vie durant sur la camarade Valentina, la femme du chef !

Quant à la cabale contre les intellectuels, il y en a eu une effectivement à notre arrivée de France. Dans la lutte révolutionnaire, le propre des éléments malsains c'est de faire feu de tout bois, de recourir à n'importe quel argument pour désorganiser les patriotes. C'était une démarche profondément malhonnête qui consistait à présenter la crise de l'UPC comme provoquée par " un groupe de très jeunes intellectuels contestant l'autorité des chefs élus au nom d'une supposée qualification révolutionnaire conférée par les diplômes ". Belle formule assassine, mais la plus habile des plumes ne saurait transformer le mensonge en vérité. La cabale contre les exilés venus de France avait une signification contre-révolutionnaire, parce que ces intellectuels, qui étaient d'abord et avant tout des patriotes engagés, arrivaient à temps pour empêcher la destruction totale du parti après l'assassinat du président MOUMIE.

Le Bureau du Comité Directeur de l'UPC avait déjà mis en

garde dans une brochure publiée au Caire le 16 février 1960, intitulée : " *L'Unique Voie du Succès* ", (p.32), contre les cabales anti intellectuelles. OSENDE AFANA collabora à la rédaction de cette brochure avec le président MOUMIE. On peut y lire ce qui suit : " Non seulement beaucoup d'intellectuels peuvent participer à notre révolution, mais il y va même du succès de la révolution ". " Sans participation des intellectuels, la victoire de la révolution est impossible " observe MOUMIE citant MAO-TSE-TOUNG.

La cabale contre les intellectuels upécistes, habilement et cyniquement appuyée par d'autres intellectuels, n'a pas mis notre parti à genoux. Mais où en est le pseudo MANDELA camerounais devenu un jouet de KODOCK et du RDPC, confirmant son rôle de toujours ?

Questions 26 : *Est-ce à cause de ces remous multiples que vous abandonnez votre militantisme que l'on pourrait qualifier de " civil " pour l'action militaire qui a fait de vous le célèbre Commandant KISSAMBA ou encore Commandant GAMA ?*

Lorsque l'on parle des remous multiples qui ont marqué la vie des upécistes de la diaspora, on s' imagine à tort que ces derniers étaient occupés du matin au soir à régler des palabres et des querelles. Non seulement ces remous étaient souvent sporadiques, mais leur maîtrise faisait partie du travail de la seule Direction. Au fur et à mesure que j'ai été impliqué dans ce travail, notamment à la gestion des problèmes des combattants venus du maquis ou de retour de leur formation militaire, je distinguais de moins en moins le militantisme " civil " du militantisme " militaire ". Je ne me suis donc pas retrouvé dans l'ALNK (Armée de Libération Nationale du Kamerun) du fait d'un quelconque dégoût pour les querelles des upécistes de la diaspora. Je m'y suis retrouvé du fait d'une évolution normale de mon activité militante.

B

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

Question 27 : *On ne naît pas combattant, on le devient. Comment l'étudiant qui préparait une thèse de doctorat en mathématiques, le journaliste que vous étiez se transforme -t-il en combattant les armes à la main ? Par la force des choses ou bien après avoir suivi une formation militaire ?*

Il est vrai qu'en 1962, j'avais négocié avec le président KWAME NKRUMAH qui venait de me nommer comme Conseiller, membre de son " *Research Group* ", pour obtenir un camp d'entraînement des combattants camerounais dans l'Est du Ghana, sa région natale, et que j'avais prospecté, avec des militaires, la zone d'installation de ce camp. Il est également vrai qu'en 1964, j'ai accompagné une mission militaire ghanéenne d'évaluation des besoins face aux incursions des commandos de MOBUTU au Congo Brazzaville.

Mais, c'est en 1965, fin décembre, que je me suis réellement infiltré au Congo et au Cabinda pour assumer des activités militaires permanentes comme combattant. Et comment suis-je donc devenu un combattant, un vrai maquisard contre le régime " Franco-AHIDJO " et ses forces armées ?

Par la force des choses et après avoir moi-même organisé ma formation militaire en même temps que celle de mes hommes, âgé à peine de trente ans. Une longue histoire, un long cheminement que l'on peut schématiser par les étapes suivantes.

1) Comme je l'ai dit, c'est depuis l'odieux assassinat de Ruben UM NYOBE que j'étais, sur le plan idéologique, préparé à prendre les armes contre le régime colonial.

2) En 1961, à peine arrivé de France, et en enchaînant pour ainsi dire avec les émotions de notre évasion de l'ambassade du Ghana à Paris, je me suis retrouvé impliqué, comme principal concepteur de l'opération, dans la préparation concrète du retour clandestin

du vice-président Ernest OUANDIE sous maquis.

3) Les longues discussions avec les combattants venus du maquis, les " agents de liaison " m'ont également fait découvrir la vie héroïque, dangereuse et précaire des maquis.

4) En 1963, au cours de la première réunion des membres du Comité Révolutionnaire de l'UPC à l'étranger, réunion qui se tint à Accra, et qui avait été évidemment boycottée par Abel KINGUE et par OSENDE, tous les autres membres du C.R. avaient prêté serment qu'ils entreraient au maquis coûte que coûte et quelles que soient les difficultés. Peut-être que pour d'autres c'était une déclaration sans conséquences, mais, pour ce qui me concerne, ce serment me marqua au point de m'amener à intégrer le projet de l'entrée sous-maquis dans ma vie conjugale en commençant à envisager avec mon épouse Annie les modalités futures de cet engagement.

5) En 1964, dans le cadre de la présentation du nouveau livre du président KWAME NKRUMAH " *Consciencisme* ", je me suis rendu au Congo Brazzaville qui venait de se libérer du régime dictatorial de l'abbé Fulbert YOULOU par un soulèvement populaire appuyé par l'armée, les 13-14-15 août 1963. J'ai eu à cette occasion deux contacts importants :

- l'un avec le directeur de cabinet du premier ministre LISSOUBA, VAN DEN REYSEN, qui me demanda de tout faire afin que le président NKRUMAH aide la révolution congolaise que MOBUTU menaçait d'étouffer en faisant de fréquentes incursions de commandos dans la région de Brazzaville (le Pool) et en préparant un coup d'Etat.

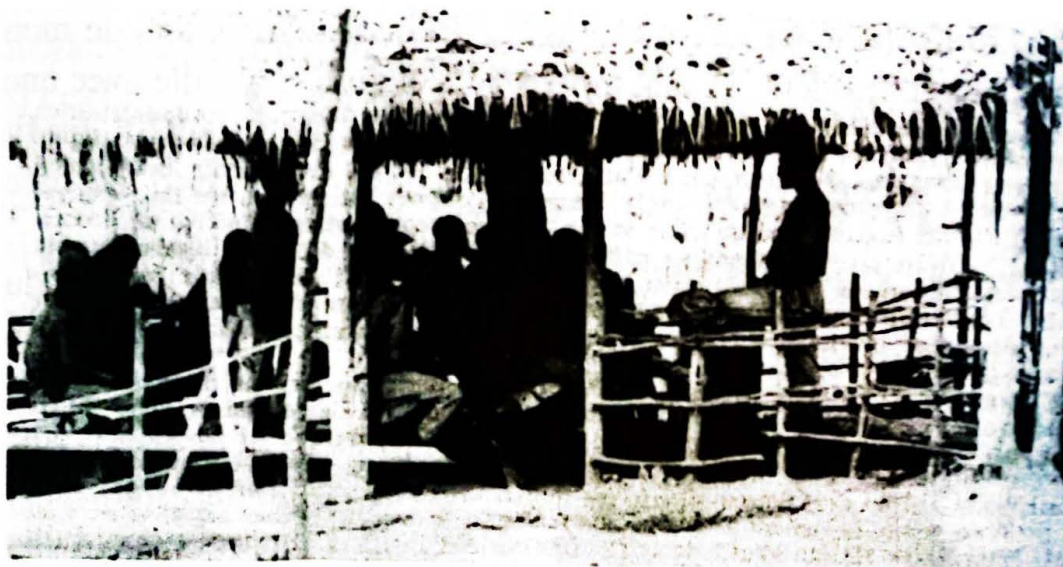
- l'autre avec le représentant du MPLA à Brazzaville, HANNIBAL de MELO. A Accra, j'avais déjà eu des contacts fréquents avec les dirigeants du MPLA dont j'appuyais la démarche auprès du président NKRUMAH. Ce fut d'abord avec VIRIATO da CRUZ qui m'aida à traduire de longs extraits de " *La guerre de guérilla* " du CHE, et ensuite avec le président NETO et le Dr. Hugo de MENEZES qui faisait pratiquement fonction de représentant à Accra où il résidait.

6) Conformément aux promesses que j'avais faites lors de mon passage précédent, je suis reparti au Congo Brazzaville avec une équipe militaire ghanéenne, dans un petit avion FOKKER qui fit escale à Libreville dont l'aéroport avait les apparences d'une base militaire française.

A Brazzaville, j'ai repris contact avec le représentant du MPLA et j'ai étudié l'activité des mouvements de libération d'Angola et du Congo Léopoldville avec les conseillers du président MASSAMBA DEBAT dont le plus écouté – Antoine MABOUNGOU MBIMBA – était devenu mon ami ; j'ai également travaillé avec les responsables du Congo Léopoldville (Davidson BOCHELEY, MOUKWIDI, MITUDIDI et bien d'autres) sur les progrès de la mise en place du conseil national de libération (CNL) amorcée au Ghana, à la demande de NKRU-MAH, pour éviter des sollicitations désordonnées et des aides dispersées.

7) C'est à ce moment qu'est intervenue la rupture des relations avec le président du Comité Révolutionnaire : alors que des rendez-vous avaient été programmés avec le commandant Fermeté ou avec d'autres agents de liaison envoyés en ses lieu et place par Ernest OUANDIE, personne ne vint du maquis. Le Comité Révolutionnaire dut par conséquent se réunir à Accra et il décida qu'il fallait de toute urgence explorer la possibilité d'une percée par le sud en mettant à profit mes contacts avec le MPLA et avec certaines autorités du Congo Brazzaville, même si je savais qu'il ne fallait en aucun cas impliquer le Gouvernement congolais dans nos projets. C'est ainsi qu'est née l'idée du II^{ème} Front de l'ALNK.

Quatre combattants furent aussitôt infiltrés, début 1965, à Brazzaville et à la frontière nord du Congo; il s'agissait de : Costa (chef de mission), Sylvain et Georges (cadres militaires) et André (syndicaliste) ; ils avaient reçu des consignes précises de rester dans la stricte clandestinité (le premier était Banen, le second Bamiléké, le troisième Bassa'a, le quatrième Ewondo... tout à fait par hasard).



Woungly-Massaga lors d'une Conférence militaire du II^{ème} Front

8) En juin 1965, l'interruption des contacts avec le président OUANDIE devint plus qu'évidente ; il fallut par conséquent renforcer l'infiltration des combattants à Brazzaville afin de savoir ce qui pouvait réellement être fait à partir de la frontière sud du pays. D'autres combattants furent choisis : BABEU, EWOUNGOU, Simon NJAMI, NDEFO, POUASSI, SINDJUI. Rien n'avait été décidé en ce qui concernait les dirigeants du Comité Révolutionnaire : fallait-il choisir un ou deux dirigeants pour encadrer les combattants ou devaient-ils tous rentrer au maquis comme ils avaient promis de le faire par serment ?

Lorsque les préparatifs d'acheminement de ces combattants furent achevés, ils demandèrent à rencontrer la Direction. C'était une première car, jamais auparavant une telle demande n'avait été formulée. Chaque fois que les combattants avaient à exprimer quelques besoins, il leur suffisait de les exprimer et tout était mis en œuvre pour leur donner satisfaction, sans qu'ils aient besoin de rencontrer les responsables de la Direction. Face à cette demande inédite, le Comité Révolutionnaire acquiesça et se réunit pour les entendre.

Leur intervention fut brève et sans détours : ils savaient que la frontière du Nigeria avec notre pays n'était plus perméable pour les combattants camerounais et qu'il fallait nécessairement

passer par le Congo ; cela n'allait pas être facile puisque nous n'avions aucun maquis là-bas ; ils étaient prêts à aller commencer les activités dans le sud-est, mais c'est le camarade MASSAGA qui devait les y conduire, sinon ils ne voyageaient pas ; ce n'était pas de l'indiscipline, assurèrent-ils, mais, la guerre c'est la guerre.

Il leur fut demandé d'attendre la réponse du Comité Révolutionnaire. Celle-ci fut conforme à leurs attentes car il leur fut dit qu'ils partiraient en compagnie de WOUNGLY-MASSAGA . Ils parurent soulagés et contents. Quant à moi, j'ai immédiatement ressenti le poids des responsabilités qui allaient m'incomber désormais. Je n'avais pas de formation militaire et il me fallait l'acquérir dans les préparatifs du II^{ème} Front. " *Alea jacta est* " pensai-je.

Question 28 : *Pour lancer le maquis à partir du Congo, il vous a fallu de solides appuis politiques et militaires au sein de l'appareil d'Etat congolais. Qui étaient ces soutiens congolais ? Qu'attendaient-ils de vous en cas de victoire au Cameroun ? Jusqu'où étaient-ils prêts à aller ?*

La description que nous avons faite de toutes nos activités clandestines et semi clandestines pour l'ouverture d'un 2^{ème} Front de l'ALNK dans le sud-est du pays atteste que nous ne disposions pas d'appuis politiques ou militaires au sein de l'appareil d'Etat congolais. Ceci peut apparaître incroyable, si l'on perd de vue le bouillonnement révolutionnaire des années 1960. Dans ce contexte en effet, les échanges de services entre forces progressistes, - hommes d'Etat ou dirigeants révolutionnaires - étaient courants et pouvaient être intelligemment exploités. C'est ce que je fis.

C'est en ma qualité de chargé de mission du président NKRU-MAH que j'avais fait mon premier voyage au Congo Brazzaville dans le cadre du lancement et de la promotion de son nouveau livre Consciencisme. Ce sont les officiels congolais qui m'avaient approché pour poser le problème de l'assistance politique et mili-

taire du Ghana, en vue de bloquer les provocations armées de MOBUTU et ses activités subversives pour renverser le nouveau régime progressiste congolais. Tout ceci ne concernait pas l'UPC mais, du fait de cette mission, j'ai pu prendre parallèlement des contacts avec le MPLA, contacts qui allaient être très utiles par la suite pour la lutte armée menée par l'UPC. Même la relative et très discrète complicité qui finit par s'établir entre MASSAGA et MABOUNGOU MBIMOU, conseiller du président MASSAMBA DEBAT, naquit dans le cadre de nos activités convergentes de soutien aux révolutionnaires lumumbistes, le président NKRUMAH m'ayant demandé d'assister ces derniers pour la mise en place du CNL.

Il faut cependant reconnaître qu'il était difficile, pour les dirigeants congolais, d'afficher une politique de répression contre les upécistes par solidarité réactionnaire avec le régime de AHIDJO. Même si, le plus conservateur d'entre eux, Pascal LISSOUBA, avait quand même conçu le projet machiavélique d'expulser du Congo les cadres upécistes qui lui avaient pourtant apporté un concours décisif pour résoudre ses problèmes congolais. Il avait, en effet, bénéficié de l'assistance du Ghana pour le Congo grâce à l'UPC ; il avait bénéficié des conseils techniques des cadres militaires upécistes infiltrés à Brazzaville et réussi, grâce à eux, à neutraliser un coup d'Etat fomenté par MOBUTU. Son projet d'expulsion des upécistes visaient, en réalité, à couvrir la bavure purement congolaise et lissoubiste de l'odieux assassinat de MATSOKOSA, éminent cadre du Congo Brazzaville qui avait eu la faiblesse de se prêter aux manœuvres de MOBUTU, mais qui ne méritait pas la mort.

Si l'on ajoute à tout cela le fait que des éléments du commandant GAMA étaient venus du Cabinda pour participer à la neutralisation d'une première tentative de putsch du capitaine NGOUABI et qu'ils avaient constitué la garde rapprochée du président MASSAMBA DEBAT au stade de la Révolution à cette occasion, on comprend qu'il n'était pas facile, pour les dirigeants congolais, de traiter les problèmes de l'UPC avec désinvolture. Par ailleurs,

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

au Congo Brazzaville, il y avait, à cette époque-là, un certain respect pour les mouvements révolutionnaires ; et l'UPC était l'objet d'un réel respect que son propre comportement, son prestige et de nombreux actes posés en faveur de la révolution congolaise avaient accrédité.

Question 29 : *L'UPC s'engage dans la lutte armée bien avant que vous ne soyez devenu un combattant. Sa lutte armée a commencé par le CNO mis en place dans le pays Bassa par Ruben UM NYOBE et elle a continué sous le sigle ALNK sous la direction de Ernest OUANDIE. Que Pensez-vous de ce changement de dénominations ? Etait-ce la marque d'une rupture ou d'une évolution ?*

Le 1er décembre 1956, un conseil national de la " Jeunesse Démocratique du Cameroun " (JDC), direction centrale de ce mouvement s'était réuni à Eséka. Cette réunion devait être suivie par une " rencontre nationale " de l'ensemble des sections de l'UPC en activité les 2 et 3 décembre 1956.

Cette réunion de la JDC donna le ton de ce qui allait être désormais le plan d'action de l'UPC. Sa principale résolution décidait en effet ce qui suit :

- Une large application du programme de 1956 en six points, et plus particulièrement le point 4 qui correspondait aux tâches de l'heure ;
- La création d'un " Comité National d'Organisation (CNO) chargé de la stricte application du point 4 susvisé, et de la coordination du travail dans les sections et secteurs départementaux et régionaux "

La " rencontre nationale " permit d'avaliser ces résolutions au niveau du parti et de communiquer à tous les secteurs l'entrée en activité du CNO avec des directives insurrectionnelles.

Le CNO fut doté d'une ébauche de structure : " Grand Quartier " par région administrative, " Secteurs " correspondant aux " Sections " de l'UPC, et " Sections " correspondant aux comités centraux du parti.

Les " Sections ", unités de guérilla, comprenaient généralement 20 à 30 volontaires venus des différents comités de base. Les opérations militaires – en coups de main – furent déclenchées dans la nuit du 18 au 19 décembre 1956.

En un mois, on comptait plus d'une centaine de morts, et un millier de cases avaient été détruites. Le médecin africain Charles DELANGUE et le chef de subdivision français, KAELIN, étaient parmi les victimes²⁸. Après les renforts venus d'Afrique Equatoriale Française, la guerre s'installa en Sanaga Maritime.

Les structures du CNO connurent une évolution ; elles devinrent des districts, régiments, bataillons et compagnies. Tout au long de l'année 1957, la guérilla se montra particulièrement efficace, pendant que la France s'appliquait à mettre en place un important dispositif répressif, notamment face aux signes d'extension de la lutte armée aux régions du Moungo et Bamiléké.

En région Bamiléké précisément, la destitution du chef KAMDEM NINYIM, le 19 septembre 1957, pour sympathies upécistes, fut suivie d'émeutes et d'attentats qui firent des dizaines de victimes parmi lesquelles le député Samuel WANKO. Dans le Moungo, les coups de main de la guérilla devinrent systématiques à partir du mois de novembre 1957. Il faut noter qu'avant même l'assassinat de Ruben UM NYOBE, il y avait eu une progression du CNO vers l'ouest avec des opérations dans le Moungo. Après l'assassinat de UM NYOBE, certains combattants, se méfiant des appels aux ralliements lancés par le groupe de MAYI MATIP, avaient progressé aussi vers le Moungo.

Le passage du CNO à l'ALNK après l'assassinat de UM, c'est-à-dire fin 1958 début 1959, se fait donc dans une certaine continuité. Il avait été marqué par la volonté du Bureau du Comité Directeur de démontrer que les opérations militaires se poursuivaient avant la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) de février 1959

28 - Il faudra ajouter à ce duo, le colistier du médecin africain, Claude MPOUMA

consacrée au problème camerounais.

La naissance de l'ALNK, continuation du CNO était caractérisée par la constitution désordonnée et non centralisée de maquis par divers petits chefs de guerre locaux, sans plan d'ensemble, sans le contrôle de la direction politique. Certains groupes en vinrent même à s'affronter.

Toutefois, si cette formation de l'ALNK s'accompagne d'un recul politique alors que le CNO reposait sur les structures du parti, il ne faudrait pas en tirer des conclusions hâtives sur la supériorité du CNO sur l'ALNK. D'ailleurs, même dans le pays Bassa'a où l'effort de centralisation politique des activités militaires avait été tenté, cette centralisation ne réussit que très imparfaitement, parce que UM NYOBE était seul. C'est pourquoi nous avons toujours attiré l'attention de ceux qui, par tribalisme aveugle, sabotèrent l'initiative courageuse de Ernest OUANDIE dont la première réaction, pendant les massacres de mai 1955, était de tenter de rejoindre UM NYOBE au maquis.

Ce faisant, malgré les efforts de UM et la mise en place des structures du CNO, il y a également eu en Sanaga Maritime des chefs de guerre autonomes et indisciplinés dont les activités relevaient parfois du terrorisme et du banditisme .

En somme, du CNO à l'ALNK, il y a eu continuité, mais pas réellement progrès du fait de la non maîtrise du processus de la lutte armée par la direction politique, dans un cas comme dans l'autre d'ailleurs.

Question 30 : *La lutte armée menée par le CNO se termine malheureusement par l'assassinat de Ruben UM NYOBE. Comment, le combattant que vous êtes peut-il expliquer cet échec de l'UPC ? Etait-il prévisible ?*

Echec prévisible ? Il est toujours facile de prévoir après coup. Disons que la lutte armée menée par le CNO avait de très graves faiblesses. Tout projet révolutionnaire a, au départ, de graves faiblesses. Son évolution et sa réussite dépendent de la dynamique de lutte mise en œuvre et du potentiel révolutionnaire des masses.

Il est parfaitement connu aujourd'hui que la lutte armée avait été engagée de manière improvisée après les massacres de mai 1955 et le repli de Ruben UM NYOBE à Boumnyebel²⁹. Le maquis avait été conçu comme une cachette en forêt du secrétaire général et non comme un site provisoire d'organisation de la lutte armée. Ceux qui avaient fait obstruction à la tentative du vice-président, Ernest OUANDIE de rejoindre le secrétaire général à Boumnyebel avaient cette conception du maquis-cachette et ne dépassaient pas la perception tribaliste de la lutte. Il appartenait au secrétaire général de réagir en imposant une autre conception du combat. Il fut malheureusement passif à cet égard. De mai 1955 à juin 1957, le regroupement clandestin à Boumnyebel, sinon de tout le Bureau Directeur, du moins de deux voire trois de ses membres et des cadres repliés au Cameroun occidental sous domination britannique n'était en effet pas impossible (il y avait d'ailleurs parmi ces derniers, plusieurs cadres Bassa'a qui n'auraient pas eu de la peine à se mouvoir dans la clandestinité : Jean Paul SENDE, Aloys NDJOCK, Gertrude OMOG, Marguerite NGOYI...).

Au maquis, UM écrivait beaucoup, tant sur les problèmes d'actualité que sur ceux d'organisation. La gestion de la guérilla et la réflexion sur les problèmes de la lutte armée ne pouvaient qu'en souffrir. Il y a même pire : bien que jeune en âge (moins de quarante-cinq ans), UM, dans le maquis, ne portait sur lui aucune arme à feu et ne s'assura aucune formation militaire. De plus, de par ses propres instructions qui éloignaient de son quartier général le CNO, ce dernier n'était pas militairement organisé.

Lorsque le " combattant que je suis " considère le quadrillage qui avait été fait de la zone de Boumnyebel par les forces armées coloniales, leur progression méthodique vers le maquis-cachette de Ruben UM NYOBE sur la base des renseignements continuellement mis à jour et enrichis, il ne peut que tirer la conclusion que

29 - Il faut cependant dire que le repli de UM à Boumnyebel a précédé les massacres de mai 1955.

la capture ou l'assassinat du secrétaire général de l'UPC était inéluctable techniquement. Et, objectivement, ce résultat catastrophique n'avait pas nécessairement besoin d'être servi par une trahison.

Question 31 : *Est-ce à dire que vous récusez la thèse de la trahison de UM NYOBE ?*

Je n'exclus pas à priori et je n'accepte pas non plus à priori l'hypothèse que Ruben UM NYOBE ait été victime d'une vile trahison. Je dis que si l'on tient compte de tout ce que nous savons de la progression des forces armées néo-coloniales dans la zone de Boumnyebel où se trouvait le maquis de UM et des méthodes de guérilla du CNO, la capture du secrétaire général était inévitable, d'un point de vue purement militaire.

Ceci dit, si quelqu'un a des éléments d'information qui établissent qu'il a été trahi, il doit les donner pour un examen objectif et serein. Nous devons nous garder, sur le plan politique, de cet esprit prélogique, pour ne pas dire magique, qui voudrait que toute mort soit le résultat de l'intervention d'un mauvais esprit et toute défaite, le fruit d'une trahison.

Il a été dit que UM NYOBE a été trahi par MAYI MATIP³⁰, que OSENDE AFANA a été livré à ses bourreaux par HOGBE NLEND, et que Ernest OUANDIE a été vendu par NDONGMO. Or, toutes les recherches que j'ai faites à ce sujet montrent seulement que nos compatriotes, même lorsqu'il s'agit d'intellectuels de haut niveau, baignent dans cet esprit prélogique où le raison-

30 - MAYI MATIP est décédé pendant la rédaction de cet ouvrage . A l'annonce de ce décès, tous les médias, tant de la presse écrite que de l'audiovisuel, sont revenus sur cette question de la trahison du Mpondol UM NYOBE par MAYI MATIP ;Hélas, il n'était plus là pour y répondre, comme il avait refusé de donner une réponse à cette question de son vivant. Un jour viendra où l'Histoire apportera une réponse définitive à cette question et même si MAYI MATIP ne sera plus là pour en témoigner, la postérité sera là pour en juger car , il faudra cesser de croire dans notre pays, que le silence des acteurs empêchera l'Histoire du Cameroun de s'écrire.

nement rigoureux, cartésien, fondé sur les faits, laisse libre cours aux fantasmes et aux raccourcis de la mesquinerie et de la malhonnêteté.

Il en est ainsi de vous-même, professeur Daniel ABWA ; comment avez-vous pu vous laisser séduire par la thèse saugrenue selon laquelle ma survie au maquis, alors que OSENDE AFANA avait été tué, pourrait expliquer l'accusation " d'agent des renseignements généraux " qui ressort de temps en temps contre WOUNGLY-MASSAGA ! (question 43). Quels sont ceux qui émettent cette insanité ? Que savent-ils de l'expérience de maquis de OSENDE et de celle de WOUNGLY-MASSAGA ? Que savent-ils des agents de renseignements généraux français ? (peut-être en sont-ils eux-mêmes et lancent-ils cette accusation pour mieux se camoufler)³¹.

Question 32 : Vous êtes encore en exil quand la décision d'envoyer Ernest OUANDIE diriger le " maquis " dans l'Ouest du Cameroun est prise. Qu'est-ce qui motive une telle décision alors que l'indépendance revendiquée depuis 1948 par l'UPC a été proclamée le 1er janvier 1960 ? Qu'est-ce qui motive également une telle décision alors que l'ALNK était tenue en main dans cette zone par Martin SINGAP et ses lieutenants ayant pour noms David KANA, TANKEU Noé, NKENE Ahmadou,

31 - Que j'ai été séduit ou non par cette information qui fuse de temps en temps dans les milieux camerounais ne change rien à la réalité de ce questionnement. WOUNGLY-MASSAGA a eu l'honnêteté et le courage de dire sa part de vérité sur cette question, ce qui permet à l'Histoire d'avancer. Nous connaissons le point de vue de WOUNGLY-MASSAGA et si d'aventure, dans des recherches ultérieures des historiens trouvaient des informations contraires, ils auraient à ce moment des moyens de faire une confrontation des sources et établir qu'elle est la bonne source. Or, en l'absence du point de vue de WOUNGLY-MASSAGA, ils seraient dans l'obligation de ne prendre en compte que l'unique source trouvée qui pourrait même être fausse. C'est pourquoi il faut que les acteurs laissent leurs témoignages.

SOSSO EKONGOLO entre autres? Comment OUANDIE procède-t-il pour rentrer en toute sécurité dans un Cameroun où les autorités françaises avaient miné tout le terrain par un réseau d'espionnage fait de délations tous azimuts des Camerounais collaborateurs et un service de police spéciale ayant fait ses preuves dans le renseignement ?

Comme j'ai déjà eu à le signaler, c'est au cours de la Conférence des Cadres organisée à l'occasion des obsèques du Dr. Félix Roland MOUMIE à Conakry que le retour sous maquis du vice-président Ernest OUANDIE fut décidé par le Bureau du Comité Directeur de l'UPC. Cette Conférence eut lieu en fin décembre. L'interrogation ne porte donc pas sur le retour de Ernest OUANDIE, mais plutôt sur la décision prise en fin 1959 de poursuivre la lutte armée " après que l'indépendance revendiquée depuis 1948 (ait été) proclamée le 1er janvier 1960 ".

Pour répondre de manière exhaustive à cette interrogation, nous lèverons d'abord quelques ambiguïtés sémantiques à propos de la lutte de libération, de la rébellion et du terrorisme.

La lutte de libération est nationale ou sociale et elle vise à mettre fin soit à une domination étrangère, coloniale ou non, soit à un système social injuste. Dans un cas comme dans l'autre, on parle souvent de révolution : la révolution kamerunaise, la révolution algérienne furent des luttes de libération nationales, tandis que la révolution française de 1789 fut une lutte de libération sociale. C'est donc dire que même dans les cas où il n'y a pas de domination étrangère, il y a révolution si la lutte vise à un changement total de l'ordre social.

La rébellion se définit comme le refus d'obéissance à une autorité établie ou de fait. La rébellion est illégitime quand l'autorité établie est légitime ; elle est de droit et légitime contre un pouvoir oppresseur et injuste.

Le terrorisme est tantôt la violence pratiquée par une opposition pour créer un climat d'insécurité et renverser un pouvoir établi de droit ou de fait; tantôt la violence pratiquée par un pouvoir d'Etat pour étouffer par la terreur les aspirations populaires.

A partir de ces clarifications sémantiques, notre réponse exhaustive à la question très importante de la poursuite de la lutte armée après la proclamation de l'indépendance nationale au Cameroun va s'exprimer en quatre vérités complémentaires.

- La première vérité c'est que la lutte armée que nous avons menée était légitime. Il est tout à fait erroné d'affirmer que le régime de AHIDJO était, du fait même de la proclamation de l'indépendance, un régime établi et que toute opposition à un régime établi est une rébellion et que toute rébellion est condamnable. Ce sont là des sophismes primaires et fallacieux. Comme tout avait été mis en œuvre pour refuser l'organisation des élections libres sous contrôle international avant la proclamation de l'indépendance, le pouvoir de AHIDJO ne reposait sur aucune légitimité vis-à-vis du peuple camerounais. C'était un pouvoir de fait imposé par l'étranger et exercé par des serviteurs aveugles de ce dernier. La rébellion est de droit et légitime face à un pouvoir de fait oppresseur et injuste.

- La deuxième vérité c'est que, pour la révolution kamerunaise, ce fut une stratégie erronée que de poursuivre la lutte armée après février 1959. A notre sens, comme nous l'avons affirmé en 1982, ce fut l'erreur la plus grave et la plus lourde de conséquences du Bureau du Comité Directeur, sous la conduite de Félix Roland MOUMIE : "*L'erreur consistait, après l'adoption de la résolution 1349 qui écartait notre revendication d'élections générales sous contrôle international avant la proclamation de l'indépendance, à ne pas exploiter les concessions que l'ennemi avait été obligé de faire à propos du retour des exilés, et des libertés démocratiques...La ligne de conduite efficace et lucide, dans ces conditions eût été, avec l'appui certainement massif de tous les amis qui soutenaient notre cause, de demander immédiatement des garanties explicites du respect de ces dispositions, et de mobiliser sans délai toutes les forces du Parti, tous les dirigeants et cadres du mouvement révolutionnaire et même tous les patriotes sympathisants en exil, pour porter l'offensive sur le terrain – sans démobiliser les maquis ou en ne les démobilisant qu'au terme*

d'une négociation serrée- offensive de mobilisation des masses avec participation à toutes les échéances électorales....Le mot d'ordre de la " révolution totale " était plus une radicalisation du vocabulaire, qu'une stratégie politique : avant ce mot d'ordre, la révolution ne se faisait pas à moitié, mais dans toute la mesure du possible, donc totalement. Une chose était la dénonciation et le refus du régime néo-colonial, sa condamnation sans appel aux yeux de notre peuple. Toute autre chose était l'élaboration d'une ligne stratégique, d'une ligne de conduite générale, efficace, prenant en compte tous nos véritables atouts, et toutes nos faiblesses, évaluant correctement le rapport de forces, et prenant soin de coller à l'évolution de la situation réelle....Alors que les fantoches kamerunais n'avaient même pas lutté pour une indépendance formelle, la politique de notre parti face à cette indépendance, la fit apparaître non pas comme une victoire incomplète de notre Peuple, c'est-à-dire une victoire populaire quand même, mais plutôt comme un succès total des valets de l'étranger....Les profonds déséquilibres provoqués surtout par l'erreur d'aiguillage stratégique de 1959-1960 ne sont pas complètement surmontés " 32.

- Nous pouvons considérer comme troisième vérité que la première responsabilité de la violence fut et demeure celle d'un pouvoir néo-colonial instrumentalisé. N'ayant pas, à l'origine, tiré sa légitimité du peuple, le régime néo-colonial ne pouvait s'imposer que par la violence. Cette illégitimité originelle s'est prolongée jusqu'à présent à travers les trucages électoraux et la terreur organisée. Il appartenait à ceux qui avaient pris en main les destinées du pays de faire montre de patriotisme en s'affranchissant du contrôle néo-colonial et en assumant le dialogue avec toutes les forces vives du pays. Hélas, ils se comportèrent en fauves instrumentalisés, ne rêvant que de verser le sang de tous ceux qui

32 - " Le III^e congrès de l'Union des Populations du Cameroun, UPC-1982 ". Documents- Résolutions pp.51-54.

osaient combattre le néocolonialisme.

- La dernière vérité qu'il nous semble important de noter, c'est la responsabilité stratégique de la France dans la continuité de cette lutte armée post indépendance. Il est de notoriété que les Gouvernements successifs de la France ont toujours eu pour stratégie politique au Cameroun de pousser et de maintenir l'UPC hors du jeu politique légal. Aujourd'hui encore, même dans le cadre d'un multipartisme piégé, l'infiltration des pseudo dirigeants pour amener l'UPC à faire la politique du RDPC est une manière de l'écarter du jeu politique.

En somme, la faute des dirigeants de l'UPC en 1959 fut de ne pas comprendre qu'un certain radicalisme primaire leur faisait jouer le jeu du régime néo-colonial et de ses maîtres.

Les quatre vérités que nous venons d'énoncer sont jusqu'à ce jour des constantes de la situation politique au Cameroun. Plus que jamais, l'UPC et l'opposition camerounaise dans son ensemble doivent éviter de se laisser aller à des réactions superficielles, fussent-elles parfaitement légitimes, face à un adversaire vicieux et cynique.

La lutte contre le néocolonialisme requiert des stratégies fines, élaborées sereinement à partir de " l'étude concrète d'une situation concrète " pour reprendre la formule de LENINE. Les dirigeants de l'opposition ne doivent plus se contenter de la démagogie qui consiste à enregistrer à leur compte les sentiments des masses en les amplifiant ; ils se doivent de contrôler et d'orienter ces masses.

Aujourd'hui encore, le terrorisme d'Etat est une réalité même s'il est feutré du fait d'un contexte international plus sensible aux violations des Droits de l'Homme ; cette violence procède de la philosophie des hommes de main du néocolonialisme, à savoir : s'accrocher au pouvoir par tous les moyens sous la protection de l'ancien colonisateur sans aucun projet pour le pays et pour le peuple, en tuant tous ceux qui osent les interpeller au nom d'un patriotisme qui n'est pour eux qu'aberration. C'est DE GAULLE qui leur a donné l'indépendance, pensent-ils dans leur aliénation.

Quant à la politique de la France, elle n'a hélas pas changé depuis le Gaston DEFFERRE des années 1958 qui donnait des instructions à MESSMER pour écarter l'UPC du jeu politique légal³³. Voilà ce qui explique pourquoi, depuis douze ans, le président BIYA n'a jamais accepté de rencontrer le commandant KISSAMBA et que depuis quarante et un ans, ce dernier est resté banni en France : l'ennemi étant toujours l'UPC et les vrais upécistes qui n'ont rien de commun avec les agents infiltrés à la tête de l'UPC par le pouvoir néo-colonial.

Pour revenir aux autres aspects de la question concernant le retour de Ernest OUANDIE au maquis, soulignons d'abord que ce retour ne pouvait, en aucun cas, être la négation du rôle des chefs militaires de l'ALNK que vous citez. Dans l'intérêt même de la lutte, il fallait une direction politique sur le terrain pour coordonner l'action des différents chefs militaires indépendants les uns les autres et étouffer les contradictions entre quelques-uns de ces chefs qui dégénéraient déjà en affrontements violents. Il y avait déjà eu, avant le retour de OUANDIE, une véritable bataille rangée particulièrement meurtrière entre les forces de Martin SINGAP et celles de Paul MOMO. Pour tous les chefs militaires de l'ALNK qui avaient une conception saine, patriotique et dynamique de la lutte, la décision du retour de OUANDIE était une solution salubre. Comment ce retour s'effectua-t-il ?

Le retour de Ernest OUANDIE s'effectua au cours d'une opération baptisée " opération aquila " (qui signifie en latin " aigle "). C'était une opération très délicate qui se prépara en deux modules : un module intérieur et un module extérieur.

Le module intérieur consistait à choisir la zone où le vice-président allait s'installer en venant de l'étranger, à fixer l'itinéraire de son acheminement vers cette zone et à mettre à sa disposition deux agents de liaison maîtrisant cet itinéraire et pouvant faire fonction de gardes du corps vigilants et efficaces.

Le module extérieur consistait à faire partir le vice-président

33 - D. ABWA, *Commissaires...* op. cit. pp.375-403

OUANDIE d'Accra avec les deux agents de liaison maîtrisant le module intérieur et de les acheminer à Lagos, unique halte à l'extérieur et les conduire ensuite jusqu'à la frontière Nigeria - Cameroun.

La préparation du module intérieur se réalisa très rapidement parce que l'attention n'était pas encore éveillée sur les mouvements entre Accra et les maquis. Dès que les deux agents de liaison arrivèrent à Accra, ils me furent confiés. C'était pour moi une lourde responsabilité qui m'était ainsi confiée et j'en ressentis très profondément le poids : une angoisse mêlée d'excitation m'étreignit doublée d'une légère fièvre comme un début de paludisme qui ne monte pas.

C'était alors de longues séances de travail à quatre : Ernest OUANDIE, les deux agents de liaison et moi-même . Les deux agents de liaison, surtout le chef " Jean-Longueur ", étaient très peu bavards. Je les interrogeais néanmoins méthodiquement pour avoir les moindres détails pendant plusieurs jours. Nous travaillions toute la matinée pour arrêter vers treize ou quatorze heures. Parfois, nous avions, le vice-président et moi, une petite séance de travail le soir, improvisée. Chaque fois, il me demandait si nous pouvions déjà programmer le départ ; et je lui répondais qu'il valait mieux prendre le temps d'une bonne préparation.

Très discrètement, j'ai eu à faire deux déplacements à Lagos, sans en informer personne, même pas mon épouse à qui, généralement je ne cachais rien . Pour ces déplacements , je m'étais habillé très simplement, sans le moindre sac et je m'étais infiltré à la gare routière de Lomé à Accra pour prendre les petits cars de transport. Je m'étais donné pour mission, au cours de ces déplacements, de répertorier tous les restaurants, cafés et haltes touristiques situés aux environs des postes de contrôle frontaliers.

Sur une de mes propositions, nous avons étudié, le vice-président OUANDIE et moi, la possibilité d'une implication indirecte de mon patron, le secrétaire général de la Conférence des Peuples Africains dont j'étais un des deux secrétaires administratifs. Il ne s'agissait pas de demander l'acheminement du vice-président

dans la voiture de mon patron, mais de lui faire admettre qu'une voiture diplomatique puisse suivre le déplacement à distance. ABDOULAYE DIALLO, le secrétaire général de la Conférence des Peuples Africains et ministre résident au Ghana en accepta le principe et décida de faire un voyage à Lagos avec sa grosse mercedes 300 de luxe.³⁴

Après ce stade des préparatifs, j'imaginai le dispositif suivant qui fut approuvé par le vice-président et les deux agents de liaison ; il fut mis en application le jour J :

A une bonne distance de la gare routière de Lomé à Accra, j'allais observer avec de petites jumelles militaires la montée du groupe de OUANDIE dans un car de transport en commun, jusqu'au démarrage de celui-ci. Après quelques minutes (dix à quinze environ), nous devons nous lancer à la poursuite de ce véhicule de transport que nous devons doubler après que j'en aurai relevé les caractéristiques ; nous devons alors nous arrêter aux environs du poste frontière suivant et attendre le passage du véhicule emprunté par le groupe OUANDIE. Nous devons aussitôt remonter dans la grosse mercedes et suivre tranquillement le véhicule, pour assister avec une feinte indifférence au franchissement des contrôles policiers et douaniers par le groupe, en observant les mouvements des agents de sécurité en civil. C'est ce qui se passa.

Dans la voiture diplomatique, j'avais, à l'insu du ministre,

34 - Cette voiture mercedes 300, digne d'un chef d'Etat, avait été achetée par le camarade vice-président Abel KINGUE. Les amis guinéens lui firent comprendre que ce serait un scandale que les dirigeants d'un mouvement de libération en lutte affichent un tel luxe. KINGUE fut donc obligé de l'échanger contre une mercedes 220 S, beaucoup plus modeste. Lorsque WOUNGLY-MASSAGA s'installa à Accra et, au cours d'un voyage qu'il fit en Guinée pour une réunion du comité directeur de la Conférence des Peuples africains où il représentait l'UPC en remplacement de OUANDIE rentré sous maquis, il protesta vivement contre ces achats de véhicules de luxe par l'UPC en lutte ; cette protestation, faite pourtant à l'intérieur du parti, lui mit à dos tous les petits tribalistes.

caché dans un sac de sport, un mini pistolet mitrailleur scorpion d'origine tchèque, dont je devais me servir en cas d'alerte, ainsi que trois pistolets automatiques que je devais balancer au camarade OUANDIE et aux deux agents de liaison en cas de nécessité. Il était prévu que dans un tel cas, il fallait neutraliser les agents du poste frontière, foncer ou faire volte-face, selon l'appréciation que l'on aurait de la situation, après avoir pris le vice-président et les deux agents de liaison dans le véhicule diplomatique.

Le dispositif fonctionna sans aucun incident d'Accra à Lagos. Lorsque le véhicule qui transportait le groupe OUANDIE entra dans la mégapole nigériane, je demandai au chauffeur du ministre de le suivre en s'adaptant à sa vitesse et, quand il s'arrêta, notre chauffeur en fit autant. Le moment était venu de me séparer du ministre et je lui dis merci au nom de l'UPC. Alors que je m'apprêtais à quitter le véhicule, le ministre me demanda subitement : " *Au fait, M. MASSAGA ! quel âge avez-vous encore ?* " " *J'ai vingt-six ans Excellence* " lui répondis-je. J'entendis le chauffeur s'écrier à voix basse : " *Walay, ces Camerounais sont terribles !* " Je descendis du véhicule et la grosse mercedes vrombit et disparut dans la circulation assourdissante de Lagos.

Pendant tout le voyage, le camarade OUANDIE avait été remarquablement calme, serein et décontracté. Le groupe était descendu du véhicule de transport en commun dans l'ordre prescrit : d'abord l'agent de liaison chef, le camarade OUANDIE ensuite et le deuxième agent de liaison après. Ils me repérèrent avec mon sac en bandoulière. J'ai alors hélé un taxi vide dans lequel j'ai pris place tout en informant le chauffeur que j'attendais trois autres passagers. Dès que mes trois compagnons furent à bord, j'ai montré au chauffeur le bout de papier sur lequel GOGO CHU NZERIBE, notre ami et leader syndicaliste nigérian avait mentionné une adresse. Après une demie heure de circulation, le chauffeur s'engagea dans une ruelle où la circulation était moins dense, puis il s'arrêta devant une petite maison à la véranda de laquelle se trouvait le camarade GOGO devisant tranquillement avec un autre Nigérian. GOGO, sans bouger de sa place, nous fit

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

un salut de sa main tandis que son interlocuteur s'avancait vers nous. Je remis un billet d'une livre sterling au chauffeur de taxi en lui demandant de garder la monnaie. Ravi, il s'en alla en nous faisant des signes d'adieu.

Après le départ du taxi, le compagnon de GOGO nous dit : "*come with me please*". Je compris immédiatement que c'était lui notre guide. Il nous entraîna dans le quartier, tournant à droite puis à gauche. Après une petite marche qui nous parut cependant bien longue, notre guide s'arrêta devant une porte qu'il ouvrit sans difficulté. Nous entrâmes avec lui. C'était un salon nu, sans meubles ; trois nattes étaient posées à même le sol et devant celle du milieu, il y avait, deux lampes tempêtes.

Sans protocole, le vice-président prit place sur la natte du milieu ; je me suis installé à sa droite et les deux combattants du maquis à sa gauche. Comme prévu, nous devions passer une ou deux nuits dans cette cachette. Personne n'avait réellement eu faim tout au long de la journée, tant nous étions tenaillés par les émotions dues aux multiples franchissements des contrôles frontaliers qui devenaient de plus en plus sévères au fil des ans.

Pendant que nous allions vers notre cachette à la suite de notre guide, j'avais remarqué une échoppe qui se trouvait dans les environs. Je dis au vice-président que j'allais nous y prendre du pain, de la sardine et quelques bouteilles de jus. Ce que je fis et quelques temps après, nous mangions et buvions en silence. Après ce repas frugal, le vice-président me dit : "*Camarade MASSAGA, il faut penser à la récupération des armes*". "*Je sais - lui dis-je - le guide revient à la tombée de la nuit*"

A 19h, on frappa de manière convenue à la porte et celle-ci fut ouverte. On se salua en silence. Je me suis levé, camouflant un P.A. (pistolet automatique) sous ma chemisette et en demandant à l'un des agents de liaison de me suivre ; l'autre devait rester avec le vice-président OUANDIE. Nous sommes sortis, tous les trois, en évitant de faire du bruit. Il devenait de plus en plus pénible de marcher dans la pénombre de la nuit tombante. Pendant près d'une heure, nous avons progressé lentement et patiemment. Le

guide finit par s'arrêter devant une case qu'il ouvrit avec une clé en sa possession. Là aussi, le salon était vide ; au milieu de la salle se trouvait une lampe tempête dont la flamme était baissée et à côté de la lampe, une caisse de couleur vert olive non camouflée et deux paquets dont on devinait facilement qu'ils contenaient des armes. Heureusement, pensai-je, que Lagos n'est pas bien éclairé. Mais tout de même !

L'agent de liaison me demanda si nous allions prendre un taxi au retour ; je lui répondis par la négative. Je me suis alors tourné vers le guide et lui ai demandé à voix basse : *" peut-on partir d'ici et atteindre la cachette par des rues sombres en évitant les voies éclairées ? "* Il m'a répondu que c'était possible. *" OK. Let's go "*. J'ai soulevé la caisse militaire et l'ai posée sur ma tête. Elle est lourde, mais je peux en supporter le poids. L'agent de liaison et le guide ont pris les paquets. Je devais faire attention que le P.A. ne tombe pas.

Nous avons marché longtemps dans les ruelles sombres, traversant de temps en temps rapidement une avenue éclairée. Même en pleine nuit, Lagos grouillait de monde. Personne ne semblait s'occuper des activités des autres. Après quelque temps de marche, j'ai demandé au guide de choisir un endroit pour une halte. Il s'arrêta cinq minutes plus tard et nous pûmes souffler. Nous étions déjà en sueurs alors que la nuit était plutôt douce. Après quelques temps de repos, nous avons repris notre marche, chacun portant son fardeau. Le parcours vers la cachette paraissait plus long au retour, peut-être parce que nous évoluons plus lentement.

J'ai admiré pendant quelques instants notre guide en assimilant son dévouement à du militantisme panafricain ; puis, je me suis ravisé : les camarades syndicalistes nigériens ne nous faisaient aucun cadeau ; ils se faisaient payer leurs services clandestins au prix fort (un ou deux dirigeants s'étaient déjà offerts une belle voiture neuve en plumant l'UPC). Au Nigeria, il ne fallait pas perdre son temps à parler idéologie ; ici, tout est business !

Nous sommes rentrés sains et saufs à la cachette, mais trem-

pés. Le camarade OUANDIE nous a félicités. Notre guide s'en est allé après avoir déposé son paquet. Je redoutais le transport de ce colis d'armes en pleine nuit à Lagos ! mais tout s'est bien passé. Dieu merci ! En notre absence, les camarades nigériens avaient apporté un repas chaud qui avait malheureusement refroidi entre temps : du riz avec une sauce de viande de bœuf. Les camarades OUANDIE et Jean-Longueur n'ayant pas voulu se restaurer avant notre retour, nous avons ensemble mangé ce repas chaud devenu froid.

Après le repas, le vice-président OUANDIE me demanda de refaire le point sur la deuxième partie du parcours : Lagos- frontière Nigeria/Cameroun . Notre causerie dura longtemps. J'ai principalement insisté sur les petits détails à ne pas négliger : la petite pharmacie de secours, le change (avoir de gros billets peu encombrants et suffisamment de petites monnaies pour les courses quotidiennes). Le nouveau plan de progression devait être rigoureusement respecté sur cet axe où les polices nigériennes et camerounaises coopéraient sous le contrôle de conseillers américains de la *Central Intelligence Agency* (CIA). Chacun des deux pays avait au moins deux types de polices en activité sur le terrain.

Le départ ne pouvait être pour le lendemain car les opérations de change allaient me prendre toute une demie journée. Ce fut effectivement le cas. Deux jours après notre arrivée à Lagos, nous avons quitté cette ville pour la frontière Nigeria- Cameroun. Nous sommes partis très tôt le matin, à 5h pour être plus précis. Le problème de l'acheminement de quelques armes avait été résolu, comme prévu, par un mouvement parallèle indépendant du mouvement des hommes, mais contrôlé par le groupe. Le nouveau dispositif s'avéra également efficace. Tout se passa sans incident aucun jusqu'à mes adieux avec le vice-président Ernest OUANDIE qui, tout au long du voyage, m'avait impressionné par son courage et sa sérénité.

Question 33 : Les renseignements généraux français affirment que l'autorité de OUANDIE n'avait pas été acceptée par

les leaders du maquis de l'intérieur et qu'un véritable conflit ouvert existait entre OUANDIE et SINGAP. Est-ce vrai ?

Je ne saurais infirmer ni confirmer cette information. Il y a cependant de fortes chances qu'elle ne soit pas fondée et ne relève que de l'action psychologique. D'abord, parce que Ernest OUANDIE termine sa progression en août 1961 avant d'avoir pris contact avec SINGAP. Ensuite, lorsque un an plus tard il tente de réunir tous les chefs militaires et tous les responsables du parti pour la première Assemblée Populaire sous maquis du 13 septembre 1962, la zone de Martin SINGAP est fortement investie par les forces gouvernementales ; elle est le théâtre de plusieurs combats dont celui au cours duquel SINGAP est tué, le 9 septembre si j'ai bonne mémoire.

Ernest OUANDIE a dû naturellement établir son autorité en faisant comprendre à tous les officiers de l'ALNK l'absolue nécessité de la coordination de la lutte armée. Mais le contact entre Ernest OUANDIE et Martin SINGAP n'a pas eu lieu. Cependant les renseignements généraux français devront fournir les preuves d'un conflit ouvert entre les deux hommes, faute de quoi, ils devraient être accusés d'intoxication des milieux nationalistes camerounais par le mensonge.

Question 34 : La mission confiée à OUANDIE était non seulement de diriger l'action armée sur le terrain mais aussi de former les combattants de l'intérieur à la lutte clandestine. Pensez-vous qu'il ait réussi cette double mission ? Comment ?

Ernest OUANDIE n'était pas homme à avoir une responsabilité et ne pas l'assumer. Il s'est effectivement appliqué à animer un centre de formation politico-militaire là où il s'est installé. Toutefois, il y a lieu de penser que ses efforts n'ont pas suffi pour résoudre les graves problèmes d'une lutte armée engagée dans l'improvisation et sans expérience aucune³⁵.

35 - Un mémoire de Maîtrise Histoire que nous avons dirigé a pu faire

Question 35 : Le Comité Révolutionnaire vous avait confié la charge d'organiser les relations entre les upécistes de la diaspora et ceux de l'intérieur. C'est donc vous qui deviez établir la liaison entre OUANDIE et les upécistes de la diaspora. Comment s'effectuait alors cette liaison ? Quels étaient les canaux et les ressources humaines utilisées ? Faisiez-vous vous-même les déplacements ? On parle souvent d'un certain FANKAM Emmanuel dit Fermeté à qui vous aviez confié cette mission de liaison. Pourquoi l'avez-vous choisi ? Comment procédait-il pour prendre contact avec vous ? Est-ce à lui que vous remettiez les armes qui étaient absolument nécessaires pour mener un combat victorieux ? Et ces armes, d'où les teniez-vous ?

Précisons d'abord un point technique dont l'incompréhension entraîne souvent des malentendus : le maquis se ravitaille ; on ne ravitaille pas le maquis. Qu'est-ce à dire ?

Soit A, un centre de ravitaillement du maquis, qui peut être un village proche, un centre aux frontières ou même à l'étranger, et B, le maquis lui-même. ON NE PART JAMAIS DE A POUR ALLER RAVITAILLER B. C'est B (le maquis) qui dépêche toujours ses émissaires, selon son propre programme, ses horaires et ses itinéraires secrets, pour aller chercher le ravitaillement en A. C'est une règle générale et absolue de sécurité pratiquée dans toutes les guérillas du monde entier, explicitement ou implicitement.

Même à l'intérieur d'un pays et dans les zones proches du maquis, on ne part jamais du village, de sa propre initiative, quelles que soient les bonnes relations et les bonnes intentions, pour aller ravitailler le maquis. Si l'on pouvait aller ravitailler le maquis sans respecter ce schéma, n'importe quel agent y conduirait l'ennemi.

l'état des activités de Ernest OUANDIE sur le terrain tant dans l'ouest Cameroun que dans le Mounjo. Lire, M. BOUTCHOUENG, " Ernest OUANDIE, l'homme et l'œuvre... " mémoire de Maîtrise Histoire, Université de Yaoundé I, 1994.

En conclusion, si à un moment donné il y a rupture entre A et B, c'est que B s'est trouvé dans l'impossibilité technique, pour une raison ou une autre, d'envoyer ses émissaires en A.

La responsabilité du membre du Comité Révolutionnaire chargé de l'intérieur à l'étranger consistait à recevoir les agents de liaison venus du pays et à répondre aux directives du président. Il n'appartenait donc pas à WOUNGLY-MASSAGA de former ses propres agents pour organiser les relations des upécistes de la diaspora avec Ernest OUANDIE. S'il revenait à WOUNGLY-MASSAGA d'entretenir les relations entre OUANDIE et les upécistes de la diaspora, il faut comprendre que ces relations n'étaient possibles qu'avec des agents de liaison choisis et mis en mouvement à partir du maquis, selon la norme de sécurité indiquée ci-dessus. C'est donc à l'intérieur du maquis que devaient s'évaluer les ressources humaines disponibles et les canaux à utiliser.

Le commandant Fermeté, par exemple, a été choisi par le vice-président OUANDIE parmi les plus hauts responsables de l'ALNK. Je ne le connaissais ni d'Eve ni d'Adam comme on dit ; mais dès lors qu'il venait du maquis avec les correspondances et les directives du président OUANDIE, il bénéficiait de toute notre confiance et avait droit à notre protection.

Dans la mesure où je ne vivais pas dans la clandestinité à Accra, mais dans une résidence de fonction connue de tous nos camarades, aucun compatriote ne pouvait rencontrer des difficultés pour me joindre.

Je n'ai pas eu d'armes à confier à Fermeté ou à tout autre compatriote. Je n'avais aucun droit de le limoger, ni aucun droit de choisir un autre agent de liaison ; en réalité, je n'avais surtout aucune raison de le faire puisque c'est précisément moi qui décidais de la date de retour de Fermeté et qui le retardais parce que j'attendais le résultat de certaines négociations avec le président NKRUMAH.

Vos questions sur l'armement, professeur Daniel ABWA, me donnent l'occasion de parler, une fois de plus, de ce que les upécistes ont appelé les événements d'Accra.

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

Je n'ai jamais eu d'armes à livrer aux maquis, de mon élection comme membre du Comité Révolutionnaire sous maquis, le 13 septembre 1962, à mon départ pour le Cabinda fin décembre 1965 afin de travailler à l'ouverture du II^{ème} Front. Et ceci, pour la simple raison que l'aide que j'avais négociée auprès du président KWAME NKRUMAH, en début 1962, avait été sabotée au cours des événements d'Accra.

Lorsque WOUNGLY-MASSAGA avait été nommé à la présidence du Ghana comme membre du "*Research Group*" du président (une espèce de cellule de conseillers), le président NKRUMAH le fit convoquer afin qu'il lui indique ses besoins en vue d'une allocation d'installation. Au cours de l'audience, au lieu d'une liste de demandes allant du salaire à la résidence et au véhicule, comme il le lui avait été suggéré, WOUNGLY-MASSAGA soumit plutôt les problèmes de l'UPC : "*Est-il normal, Osagyefo, après l'indépendance du Ghana dont vous avez déclaré qu'elle n'aurait aucun sens sans la libération de toute l'Afrique, que l'on envoie des militants de l'UPC, le parti de Félix Roland MOUMIE, en République Populaire de Chine pour une simple formation de guérilla ?*" Le président NKRUMAH garda le silence en me fixant, et il finit par répondre : "*Non, ce n'est pas normal ; je vais donner des instructions au Bureau des Affaires Africaines afin que ce problème soit étudié, de concert avec vous, pour trouver des solutions adéquates*". "*Merci beaucoup Monsieur le président*" dis-je.

Le président NKRUMAH estima sans doute avoir réglé ce côté inattendu de l'audience et il me demanda : "*Et pour vous-même, pour votre installation, que voulez-vous ?*" "*Osagyefo, je ne veux rien pour moi-même. M. Ernest OUANDIE, le collègue de MOUMIE est rentré au Cameroun sous maquis, pour diriger la lutte armée. l'UPC doit être reconnue par le Ghana et disposer de ce fait d'un bureau ; nous avons besoin des facilités d'entraînement des combattants ici au Ghana et ces camarades entraînés auront besoin de quelques armes pour eux-mêmes et pour les autres sous maquis*" "*Vous ne voulez pas une voiture*

neuve, une belle voiture et une nouvelle résidence ? Vous pouvez avoir tout cela aujourd'hui ", me dit le président avec insistance. " Pour le moment, Monsieur le président, je n'ai besoin de rien pour moi ", lui répondis-je. " OK, Monsieur MASSAGA, je vais ordonner qu'on vous donne satisfaction pour tout ce que vous avez demandé pour l'UPC ".

Dès le lendemain, il me fut remis les clés du bureau de l'UPC ; une villa contiguë au complexe des services de la présidence, "*FLAGSTAFF HOUSE*". Le même jour, l'adjoint de A.K.BAR-DEN, (directeur du Bureau des Affaires Africaines), HANSEN, responsable des opérations, vint me voir pour qu'ensemble nous fixions les modalités d'un déplacement à l'ouest du Ghana, vers la frontière avec la Côte-d'Ivoire ; le président avait accepté de donner des facilités d'entraînements pour les combattants camerounais dans un camp dont nous devons prospecter la localisation le plus tôt possible. Ainsi, deux jours après l'audience que m'avait accordée l'Osagyefo, je me trouvais dans un véhicule Land Rover en train de me rendre dans l'ouest du Ghana. Première opération para militaire réussie.

L'armée et la police ghanéennes réagirent en décidant de saboter l'aide de NKRUMAH à l'UPC. Vers la fin du mois de juillet, une grenade offensive (à simple effet de souffle) explosait à Kulungugu. Un jeune officier ghanéen était arrêté. Au cours de l'enquête, il fut question d'une " piste camerounaise ". Et chaque jour, on voyait notre compatriote NDEH NTUMAZAH dans la voiture verte du superintendant HABIB, chef de la *Special Branch*.

Au début du mois de septembre, une nouvelle grenade offensive (à simple effet de souffle) explosait à côté de la maison de NDEH NTUMAZAH qui accusa de manière explicite " les intellectuels venus de Paris... " Ces " intellectuels " furent alors arrêtés, en commençant par le " dangereux " jeune protégé de NKRUMAH que l'on plaça dans la même cellule que le jeune lieutenant ghanéen, présumé responsable de l'attentat de Kulungugu, au commissariat de Legon, face à l'Université de Legon à Accra. Le

but recherché était que le jeune lieutenant avoue une complicité avec l'UPC et particulièrement avec WOUNGLY-MASSAGA

Cette thèse devait être renforcée par la découverte d'armes chez WOUNGLY-MASSAGA où la police, en perquisitionnant lors de son arrestation n'avait trouvé que son P.A. de protection individuelle ; les armes devaient être découvertes cette fois-ci dans son jardin.

Ce choix connut un double échec : d'abord, le jeune lieutenant ghanéen qui se trouvait dans la même cellule que WOUNGLY, préféra se suicider en sautant du 10^{ème} étage de l'immeuble de la " *Police Headquarters* " au cours d'un interrogatoire sans avoir avoué une quelconque complicité ni avec l'UPC, ni avec WOUNGLY-MASSAGA. Ensuite, NTUMAZAH qui tenta de déposer un paquet d'armes dans le jardin de la résidence de fonction de WOUNGLY-MASSAGA fut surpris par un jeune Ghanéen qui alerta le commissariat de la 15^{ème} avenue....

Permettez-moi, M. le professeur de profiter de cette occasion pour clarifier quelques grossiers mensonges que l'on a brodés autour de ces événements d'Accra :

- WOUNGLY-MASSAGA n'a nullement échappé aux arrestations d'Accra. Il a même été le premier Camerounais à être incarcéré au commissariat de Legon où, sous prétexte de lui rendre visite, NTUMAZAH, OSENDE, Samuel MEKOU et Marthe OUANDIE vinrent en fait s'informer de l'heure à laquelle son épouse lui rendait visite afin de déposer tranquillement les armes dans son jardin en son absence.

- Il n'y a jamais eu de lettre de NKRUMAH adressée aux leaders de l'UPC afin qu'ils se débarrassent des armes, lettre que l'on prétend que WOUNGLY avait cachée. Par contre, il y a eu un communiqué radio diffusé à plusieurs reprises, indiquant qu'après une session extraordinaire de l'assemblée nationale, quiconque serait trouvé en possession d'armes de guerre serait condamné à mort.

- Si par extraordinaire, un membre de l'UPC avait encore des armes à Accra, en 1962, un an après le retour de Ernest OUAN-

DIE au maquis, était-il concevable qu'il n'en ait pas informé WOUNGLY-MASSAGA, responsable de toutes les questions militaires et des agents de liaison ? A quel titre, pourrait-on alors demander, les armes de guerre de l'UPC se trouvaient-elles en dépôt chez NTUMAZAH, président du " *One Kamerun movement* " à l'insu du responsable chargé des affaires militaires et des agents de liaison ?

Une dernière précision sur ce problème des armes et du ravitaillement des maquis. Lorsque le président NKRUMAH décida de nous accorder son aide à ce sujet et que l'on me remit les clés du nouveau bureau de l'UPC, j'ai immédiatement commencé à travailler sur les questions de logistique. Après avoir prospecté la zone d'implantation du camp d'entraînement, j'ai entrepris la conception d'un réseau secret d'acheminement d'armes d'Accra au Cameroun . J'en fis plusieurs ébauches assorties de schémas, mais les arrestations consécutives aux événements d'Accra bloquèrent tout le travail.

En 1963 , le Comité Révolutionnaire de l'UPC se réunit régulièrement et l'activité du parti se réorganisa après la libération progressive de toute la colonie camerounaise résidant à Accra. A notre représentation ou bureau d'Alger avaient été affectés deux cadres nouvellement venus de France : KAPET de BANA et Henri HOGBE NLEND. Après quelques mois passés à Alger, les deux camarades étaient arrivés à Accra avec une revendication pour le moins étrange : ils voulaient être nommés membres du Comité Révolutionnaire et ils mettaient en garde les membres effectifs de ce Comité contre tout refus ou tout retard dans leur nomination.

Les difficultés que venait de connaître l'UPC à Accra avaient encouragé ces camarades à user du chantage pour atteindre leur objectif. Michel NDOH et moi-même les avons reçus avec sérénité. De longues et patientes explications leur furent données sur le processus qui avait conduit au renouvellement de la Direction sous maquis. Il ne pouvait par conséquent être question pour des membres du Comité Révolutionnaire de nommer d'autres

membres du Comité Révolutionnaire en l'absence d'une Assemblée Populaire qui aurait ce point à l'ordre du jour. Paradoxalement, c'est KAPET de BANA, que l'on prenait souvent pour un camarade fantasque, qui reconnut l'incongruité de leur demande. Quant à HOGBE NLEND, il éclata en sanglots, reprochant à KAPET de l'avoir lâché. Pendant son séjour à Accra, HOGBE NLEND logeait avec ma famille dans ma résidence de fonction.

Une semaine ou deux après le retour de nos deux camarades à Alger, nous avons appris que HOGBE NLEND y avait publié une ébauche de réseau secret d'acheminement des armes d'Accra à la frontière du Cameroun pour dénoncer la subversion animée par WOUNGLY-MASSAGA et NKRUMAH. Il s'agissait d'une ébauche qui se trouvait dans mon bureau ; il avait donc fouillé mon bureau pour prendre frauduleusement ce document ! ce fut sa manière de dire au revoir au Comité Révolutionnaire pour rejoindre aussitôt la rébellion orchestrée par OSENDE AFANA contre la Direction du parti.

Question 36 : Certains de vos camarades de l'UPC vous accusent d'avoir contribué à l'échec de Ernest OUANDIE parce que, étant en charge des relations avec l'intérieur, vous avez cessé de l'approvisionner en armes et munitions. Ils disent même que votre chef de liaison, Fermeté, était venu s'installer à Accra au lieu de jouer son rôle sans que vous ayez jugé utile de le remplacer ; ils disent aussi que le refus d'approvisionnement de OUANDIE avait pour objectif de justifier votre décision de descendre dans l'arène et d'ouvrir votre propre front de lutte, le deuxième front. Quelle est votre part de vérité face à cette accusation dangereuse qui risque de vous faire passer dans l'Histoire pour celui qui avait trahi la cause des " nationalistes " ?

Professeur Daniel ABWA, je me suis situé dès le départ sur le terrain du témoignage pour l'Histoire, en vue de répondre à toutes vos questions. Les faits que j'ai exposés ci-dessus, tant au sujet de

NDEH NTUMAZAH et sa collaboration avec la police ghanéenne, qu'à propos de l'opération à laquelle s'était livré HOGBE NLEND en publiant mon ébauche de réseau d'acheminement d'armes d'Accra à la frontière Nigeria-Cameroun pour dénoncer la subversion NKRUMAH/MASSAGA, tous ces faits peuvent être confirmés par de nombreux Camerounais encore vivants, même si certains se taisent par solidarité tribaliste. Je certifie sur l'honneur la véracité de ces faits.

Est-ce alors dans ces conditions que je pouvais " approvisionner en armes et en munitions " les combattants du maquis ? Et qui me reproche de ne l'avoir pas fait ? Ceux-là même qui firent tout, en collaboration avec les pires ennemis de notre peuple, pour que je ne le fasse point. Bien sûr, ils n'osent pas m'accuser directement ; ils mobilisent les solidarités tribales et manipulent des intellectuels d'une moralité douteuse et sans déontologie historique.

Pour en venir aux agents de liaison de l'ALNK, je témoigne qu'ils étaient généralement et sans exception pour ceux que j'ai connus, des combattants d'un extraordinaire esprit de sacrifice et d'un sens très élevé de la discipline. Quant au cas particulier de Emmanuel FANKAM NDZALE, commandant Fermeté, admirable combattant au corps couvert d'affreuses cicatrices, traces de nombreuses séances de tortures passées, c'était un véritable héros. Il n'est pas plus grave crime pour un pays que d'ignorer ceux qui se sacrifient et se sont sacrifiés pour lui.

Fermeté ne mettait pas une heure de plus au Ghana dès que le courrier de la Direction était prêt : il disparaissait avec la même discrétion et la même soudaineté qu'il était apparu. Oui ! un agent de liaison ne se met en route que sur les ordres et les directives des responsables autorisés. Le président OUANDIE suivait le dossier de mes démarches auprès des autorités ghanéennes ; je me devais de mettre Fermeté en route en fonction des résultats obtenus, des informations qui lui étaient transmises et dont plusieurs aspects étaient discutés avec lui en sa qualité d'officier de très haut niveau de l'ALNK.

Je ne me suis jamais inquiété des procès stupides auxquels passent leur temps des gens qui n'ont rien fait pour la lutte ou, plus exactement, qui n'ont fait que la saboter. Le plus souvent, ils avancent des arguments qui prouvent qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent.

Question 37 : *Le " maquis " mené dans l'Ouest a été ponctué de nombreux actes de banditisme et même de terrorisme. Comment le combattant que vous êtes devenu peut-il expliquer une telle dérive dans un mouvement dit nationaliste ?*

Notre lutte a parfois été marquée, à l'ouest comme en Sanaga Maritime, - plus à l'ouest qu'en pays Bassa'a- par des actes de banditisme qui n'étaient pas souvent le fait de vrais combattants de l'ALNK. Que se passait-il en réalité ?

Nous avons déjà signalé que les maquis se sont créés au Cameroun dans une relative improvisation. En Sanaga Maritime, Ruben UM NYOBE ne s'investit lui-même que très peu dans la lutte armée. A l'ouest, la quasi totalité des maquis étaient la création des chefs de guerre autonomes voire indépendants. C'est précisément pour essayer de remédier à cette situation et à ses diverses aberrations que le retour de Ernest OUANDIE avait été jugé indispensable et urgent.

Il y eut parfois des abus de pouvoir et des violences contre les populations lorsque celles-ci dépendaient d'un chef de guerre concurrent. Il est aussi arrivé que des unités concurrentes se livrent de véritables batailles. Toutefois, il est le plus souvent arrivé que les " forces de l'ordre " se servent des massacres des populations pour semer la terreur dans les villages et surtout pour essayer de discréditer l'ALNK. C'est ce phénomène des violences des forces gouvernementales qui devint prédominant, soit que ces violences aient été l'œuvre des unités régulières des forces armées gouvernementales ou des milices liées à ces forces armées et à la police dénommées " autodéfense ".

Au II^{ème} Front de l'ALNK, dans le sud-est du pays, la vigilance de toutes les unités de la guérilla et de tous leurs combat-

tants, dans leurs rapports avec les populations, mit rapidement les forces gouvernementales en difficulté : les violences de celles-ci furent dénoncées par les populations elles-mêmes qui attestaient des rapports très policés et très pacifiques des maquisards avec les villageois. Des massacres de paysans qui devaient être attribués aux maquisards furent dénoncés comme ayant été perpétrés par les soldats gouvernementaux. Il faut donc se garder du raccourci qui attribue toutes les violences à une dérive du mouvement " dit " nationaliste. Car, nationaliste, notre lutte le fut et le demeure, malgré des imperfections organisationnelles et des insuffisances politiques et idéologiques.

Par contre, parlez à un " homme de AHIDJO " des upécistes, vous remarquerez une agressivité extraordinaire, la haine concentrée de la part d'un pouvoir néo-colonial instrumentalisé, totalement aliéné, pour qui le mouvement de libération dans le monde entier n'a jamais existé, l'indépendance ayant été octroyée par De GAULLE (même si Paul BIYA déclare autre chose dans " *Le Libéralisme Communautaire* " p. 51), aliénation si forte que les " hommes de AHIDJO " considèrent toujours que tout camerounais qui ose contester le discours officiel ne mérite que la mort, comme OSENDE AFANA et les autres.

Question 38 : *Vous rentrez donc à votre tour au Cameroun pour ouvrir un deuxième front. Celui-ci se trouve, non à l'Ouest, ni dans le Moungo, ni dans le Wouri et le Nkam, toutes zones où règnent les troupes commandées plus ou moins fermement par OUANDIE, mais à l'Est. Pourquoi ce choix ? En choisissant un front aussi éloigné de celui commandé par OUANDIE, était-ce une manière de vous soustraire à son autorité ? Ou bien était-ce une manière de montrer que vous ne croyiez pas en sa capacité de mener une guerre victorieuse dans les zones de combat choisies par lui ? Était-ce une stratégie pour donner plus de chances de succès à l'UPC en diversifiant les poches de combat ? Était-ce une manière de rechercher une victoire qui serait vôtre et qui vous permettrait de vous positionner comme le nouveau leader de l'UPC ?*

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

Le deuxième Front, il n'est pas inutile de le répéter, ne fut pas un choix individuel, mais la décision d'un organe dirigeant collégial. Le sud-est n'était pas un choix, il s'imposa à la lumière des données objectives.

1- Le Congo Brazzaville s'était libéré du régime néo-colonial ultra conservateur de l'abbé Fulbert YOULOU.

2- La frontière Nigeria - Cameroun était verrouillée dès 1964 et le maquis n'était plus en mesure de sortir des agents de liaison.

3- Le sabotage des éléments contre-révolutionnaires avait créé une situation très malsaine au Ghana, où nous ne pouvions plus compter mener des activités utiles à la lutte de l'UPC sur le terrain.

Pour ce qui est des considérations de lutte d'influence (se soustraire à l'autorité de OUANDIE, douter de ses capacités, rechercher une victoire personnelle...), à notre sens, les choix stratégiques d'une lutte de libération nationale ou sociale, ne sauraient se faire sur la base de considérations mesquines de lutte d'influence. Celles-ci sont nourries chez certains upécistes par le tribalisme ; un tribalisme qui ne cherche même pas à s'informer sérieusement. Contrairement à ce qu'ont pensé ces tribalistes, le II^{ème} Front ne fut pas conçu comme un boycott de l'ouest :

- le commandant militaire de toute la colonne Ruben UM NYOBE du II^{ème} Front était David LAU ; de son vrai nom : François Simon SINDJUI.

- Le commandant du " Détachement du Crabe " au sein de cette colonne, était Sylvain de son vrai nom Jean Marie NENKUO.

- Le principal responsable de la formation militaire des recrues était Da Graça José, de son vrai nom Philippe POUASSY, mort au Cabinda (c'était un Bamoun).

Des cadres ayant combattu en Sanaga Maritime et à l'ouest ont également encadré le II^{ème} Front (tels Simon NJAMI, Jean NLONGA, Mathias DEFO etc...). Dans une lutte de libération nationale ou sociale, la multiplication des foyers ne saurait être un signe de régression. Elle ne peut que marquer un progrès.

S'agissant du " positionnement ", la première caractéristique

de la guerre, c'est d'être le champ des impondérables : s'engager dans la guerre pour se positionner en politique, c'est manquer de convictions sérieuses et de philosophie de la vie. Faire la guerre pour " se positionner " en politique, c'est d'abord et avant tout se positionner plus sûrement pour la mort.

Question 39 : *Avant votre arrivée dans l'Est-Cameroun, vous y aviez été précédé par un autre combattant, membre, comme vous, du Comité Révolutionnaire : OSENDE AFANA. Etait-ce pour faire comme lui que vous vous avez choisi d'installer votre champ d'action combattante dans la même zone ?*

Cette question, Professeur Daniel ABWA, appelle quelques mises au point. Avant que le Dr OSENDE AFANA n'arrive au Congo et ne monte à Ouessou, le Comité Révolutionnaire de l'UPC avait déjà des éléments qui recrutaient des jeunes à la fois sur les axes Moulondou (jeunes Bangando), Lomié (jeunes Ndjem et Bakwele) et Djoum – Sangmelima (jeunes Boulou).

Quand le camarade OSENDE monta sur Ouessou pour y faire de la " propagande révolutionnaire ", WOUNGLY MASSAGA qui se trouvait déjà au Cabinda, ordonna le repli de tous ses éléments sur le Cabinda (Sylvain et Georges) et sur la Représentation à Brazzaville (Keita). Il s'agissait d'éviter toute implication dans une aventure qui nous paraissait techniquement peu viable.

Pour ce qui est des zones d'activité, OSENDE AFANA et son groupe de six combattants, dirigé en fait par HOGBE NLEND, ayant appris par certaines indiscretions des services spéciaux congolais que WOUNGLY-MASSAGA formait des combattants au Cabinda, se précipita à engager sa progression vers le nord : il s'installa d'abord à Gamboma, à 100km au nord de Brazzaville, puis se déplaça vers Ouessou. De là, tout le groupe, à l'exception de HOGBE, (qui prétexta un mal de jambe et se réserva les tâches diplomatiques), fut expulsé sur la rive camerounaise de la Ngoko, sans armes ni munitions.

Quant à WOUNGLY-MASSAGA, il passa presque deux ans

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

au Cabinda à former ses combattants et y apprit la mort tragique de OSENDE. Fin 1967, il monta en force avec sa colonne, malgré l'opposition du gouvernement congolais dont certains responsables, soi-disant prochinois, en avaient informé le régime de Yaoundé. WOUNGLY-MASSAGA pénétra en force par Alate. Entre Moloundou et le Cabinda, il y avait plus 1200 km. Entre Moloundou et Alate quelques 400 km à vol d'oiseau.

Le Commandant KISSAMBA ne fit donc pas comme OSENDE AFANA, son collègue membre du Comité révolutionnaire qui n'accepta pas cette fonction, dénonça cet organisme dans un pamphlet non assumé et refusa même nos ultimes propositions d'unité et d'action commune sur le terrain après une bonne préparation. Alate et Moloundou, c'est " la même zone ", si l'on veut " tout ça c'est à l'est "...mais c'est deux contrées de l'est fort éloignées l'une de l'autre.

Question 40 : *On sait que OSSENDE AFANA a traqué le régime AHIDJO à l'Est et qu'il y a trouvé une mort violente, sa tête ayant été coupée par ceux qui l'avaient abattu. On associe généralement à cette mort le nom de HOGBE NLEND qui l'aurait " donné " pour obtenir sa réhabilitation auprès des autorités françaises et lui permettre de retourner en France d'où il avait été expulsé quelques années auparavant. Qui était OSSENDE AFANA ? Que savez-vous de ses activités combattantes , de sa mort et de la trahison supposée de Henri HOGBE NLEND ?*

L'activité et la mort de OSENDE AFANA dans le Sud-est sont parmi les événements les moins connus de l'histoire de l'UPC et ceux qui sont sujets de toutes sortes d'affabulation et d'inventions.

1/ Comme Ruben UM NYOBE, OSENDE AFANA ne portait pas d'armes au maquis. Non parce qu'il n'en voulait pas, mais parce qu'il n'en trouvait pas ; il en manquait.

2/ C'est donc trop dire, professeur, que d'affirmer qu'il " a traqué le régime AHIDJO à l'est ". Ce régime n'était pas et n'est toujours

pas de ceux qu'on traque les mains nues.

3/ Qu'était-il donc arrivé au Dr OSENDE pour qu'il se retrouve sans arme dans les forêts de la Boumba-Ngoko ? Comme nous l'avons déjà signalé, il fut débarqué manu militari sur la rive camerounaise de la Ngoko. Le commissaire du Gouvernement de Ouessou qui exécuta cette opération sur ordre des autorités de Brazzaville s'appelait Oscar SAMBA.

4/ Je n'ai jamais su si HOGBE NLEND avait été réellement expulsé de France, parce que personne, même lui n'a jamais fait état d'un quelconque arrêté d'expulsion pris à son encontre. Et je sais encore moins quels arrangements marquèrent son retour en France et sa réintégration à l'université de Bordeaux, comme étudiant d'abord puis comme professeur.

5/ Par contre, professeur Daniel ABWA, je sais que la mort de OSENDE ne résulta pas d'une trahison de HOGBE NLEND. Cette mort eut des responsables directs : le Sergent NGOUBA-LEKO qui tua le Dr. OSENDE et lui coupa la tête à la demande des honorables autorités de Yaoundé, notamment de AHMADOU AHIDJO et de FOCHIVE MAMA ; et des responsables moraux, à savoir le camarade OSENDE lui-même qui s'exposa et exposa les Congolais en s'installant à Ouessou pour " faire de la propagande révolutionnaire " et les autorités de Brazzaville qui, exaspérées par le comportement politique et social de OSENDE (avec des scandales publics dans le ménage de Antoine MVONDO qui hébergeait le groupe), l'embarquèrent sur une pirogue à moteur et le débarquèrent aux environs de Moloundou.

6/ On trouvera en annexe un portrait du Docteur OSENDE AFANA, martyr de la lutte du peuple camerounais, avec plus de précisions sur les circonstances de son assassinat. Le Commandant KISSAMBA et la camarade Valentina furent les seuls anciens camarades de lutte de OSENDE à avoir assisté à la levée du corps, à l'Hôpital Général de Yaoundé et à l'enterrement à Ngoksa de sa veuve, la camarade Elise OSENDE en juillet 2002.

Question 41 : *En ouvrant ce deuxième front, quel objectif vous*

étiez-vous fixé ? Où avez-vous installé votre quartier général ? Pourquoi ? Pourquoi accepte-t-on de vous y accueillir ? Avez-vous été recommandé auparavant et par qui ? Comment recrutiez-vous vos camarades de combat ? Etaient-ils tous des Camerounais ? Est-ce vous qui les formiez ou bien ils vous arrivaient déjà formés ? L'approvisionnement en armes a de tout temps été le talon d'Achille des combattants upécistes. En aviez-vous suffisamment ? Comment vous les procuriez-vous ? Quel (s) pays africain (s) ou européen (s) vous accordai(en)t les soutiens matériels et/ou financiers dont vous aviez nécessairement besoin ?

Le II^{ème} Front avait pour objectif de mener des activités de guérilla dans le sud-est du pays, en progressant vers le centre, et d'établir le contact avec le président Ernest OUANDIE en vue de coordonner avec lui l'ensemble des activités de l'ALNK dans le pays.

- En règle générale, la guérilla n'installe pas de quartier général : c'est une unité militaire autosuffisante, en mouvement permanent.
- La guérilla n'a pas besoin d'être accueillie ou recommandée : elle se trouve dans la zone, établit des rapports avec la population et disparaît.
- La guérilla se trouve d'autant plus à l'aise dans une zone qu'elle peut y prendre contact avec des membres du parti et résoudre avec ceux-ci les problèmes de ravitaillement dans la plus grande discrétion. C'est pour cela que l'organisation intense du parti dans tout le pays est une activité vitale pour la guérilla.
- Plus d'un an et demi avant la pénétration de la colonne venue du Cabinda, une mission avait été envoyée pour préparer le terrain à la guérilla. Cette mission fit un travail médiocre parce qu'elle ne croyait pas que le Commandant KISSAMBA réussirait à partir du Cabinda et à traverser le Congo Brazzaville du nord au sud pour se manifester dans les forêts de Djoum. Son responsable fut surpris et confus quand il fut convoqué au rapport alors que la guérilla campait déjà derrière ses propres cases.

Le recrutement de la guérilla du II^{ème} Front était d'autant plus

difficile qu'il devait se faire à la frontière sud du Cameroun et par des agents infiltrés dans cette frontière pour opérer à l'intérieur, alors que les recrues devaient être formées au Cabinda. Les plans, qui avaient été conçus par le Comité Révolutionnaire de l'UPC, étaient inapplicables et erronés : le camarade Nicanor NJIAWUE avait proposé la création d'une base révolutionnaire " *palm ngom*", à la frontière. J'ai dû élaborer une nouvelle approche sur le terrain.

Je me suis associé à une entreprise horlogère, propriété d'un ami (bienfaiteur discret de tous les mouvements de libération dans cette zone d'Afrique centrale). Trois camarades y ont été recrutés comme " vendeurs de montres ambulants ". Une Land-Rover d'occasion, que nous avons achetée avec l'essentiel de nos modestes moyens financiers, les déposait au nord et les ramenait. Un bon chauffeur avait été recruté, comme militant de l'UPC, et particulièrement formé aux exigences de la sécurité et de la vigilance, parce qu'il allait inévitablement connaître tout notre dispositif de clandestinité. " Dokita " fut effectivement un vrai " Docteur ès conduite automobile " : de jour et de nuit, en toutes circonstances, malgré les intempéries, les brouillards, les ponts cassés, les pannes ... il accomplissait ses missions avec ponctualité.

Les cadres infiltrés aux frontières avaient des instructions très strictes de clandestinité : ils pouvaient rester planqués des jours et des jours dans leurs cachettes, et ils étaient tenus à une discrétion absolue. Ils devaient d'abord repérer les agents du régime, méthodiquement installés par le sinistre FOCHIVE, parfois depuis de longues années. Le plus souvent, il s'agissait de commerçants, mais il y avait aussi des fonctionnaires congolais recevant en secret un deuxième salaire camerounais.

Les recruteurs observaient ensuite les jeunes sortant du Cameroun pour l'aventure ; ils détectaient parmi eux les éléments sérieux, solides et en bonne santé. Une méthodologie existait pour les approcher, leur parler, les sensibiliser, ainsi qu'un programme de préformation avec quelques brochures. Les éléments retenus étaient initiés à la vigilance, à la discrétion et à la discipline. Ils

maintenaient le contact avec les cadres recruteurs clandestins en attendant le véhicule de collecte pour s'embarquer rapidement et partir en toute discrétion sans bagages superflus ; les jeunes démunis n'en avaient d'ailleurs presque pas.

Lorsque le Dr OSENDE et certains de ses acolytes comme HOGBE ainsi que d'autres éléments du groupe NTUMAZAH arrivèrent à Brazzaville (NTUMAZAH lui-même étant parti à Londres où ses mystérieux amis lui avaient trouvé un emploi de gardien de parc et lui avaient offert un *cottage* - une petite villa), des directives strictes de vigilance avaient été données aux combattants du II^{ème} Front : les recrues arrivées du nord, de passage à Brazzaville étaient consignées à la permanence secrète du parti tenue par Costa (EMOCK ELANG) et acheminées au Cabinda dans les meilleurs délais. Quand ils finirent par apprendre que WOUNGLY-MASSAGA se trouvait au Cabinda et y formait des combattants pour ouvrir les maquis au sud, OSENDE et son groupe – sous l'incroyable domination de HOGBE NLEND qui terrorisait le fils de AFANA – s'empressèrent de monter à la frontière et, après un arrêt à Gamboma, à 100 km au nord de Brazzaville, le groupe s'installa à Ouessou, pour y " faire la propagande révolutionnaire ".

Ayant appris cela, j'ai immédiatement ordonné le retrait de tous nos cadres postés au nord du Congo, notamment les éléments venus du Ghana qui rejoignirent aussitôt le Cabinda. Le recrutement fut interrompu pendant des mois. Nous recevions des échos des récriminations des Congolais contre le comportement du groupe OSENDE.

Nos recrues étaient toutes camerounaises, mais, tout à fait exceptionnellement, pour prévoir d'éventuels développements stratégiques, j'avais fait recruter deux jeunes Gabonais : Bernardo et Gonzalez qui devaient recevoir une formation d'officiers. Lorsqu'il apprit plus tard l'existence de ces deux jeunes Gabonais parmi nos camarades au moment où le régime de M. NGOUABI commençait à malmener ceux-ci, le président BONGO, homme intelligent et ouvert au dialogue, fit un dépla-

cement spécial à Brazzaville pour prendre contact avec Bernardo et Gonzalez, et pour les persuader de rentrer au Gabon. Il les récupéra.

Le II^{ème} Front n'avait rien d'une aventure improvisée. Il était conçu de telle manière que les combattants camerounais (venus de Sanaga Maritime, de l'ouest bamiléké, et des centres de formation de différentes expériences : Chine, Algérie et même Vietnam) puissent former d'autres jeunes camerounais. Et c'est bien ce qui se passa effectivement.

Il est vrai que vers la fin de la formation de la colonne de guérilla au Cabinda, la qualité du groupe et - disons le en toute modestie - de son chef GAMA - impressionnèrent aussi bien nos camarades Angolais du MPLA que des spécialistes militaires Cubains venus en mission auprès du MPLA. Je n'ai eu aucune peine à négocier discrètement, sans l'implication ni de la direction du MPLA ni de l'ambassade cubaine au Congo, l'équipement complet de toute une colonne avec des " kalachnikov " neufs, quelques fusils mitrailleurs, une mitrailleuse américaine M30, en plus de l'équipement d'entraînement que j'avais obtenu de mon ami, le président NETO, sans doute en récompense de nombreux services rendus au MPLA quand j'étais au Ghana. " Débrouiller n'est pas voler " disent nos humoristes.

Cela, professeur Daniel ABWA, suffisait au moins pour un temps, en ce qui concernait la problématique de l'armement et des munitions, sachant que la guérilla doit compter avant tout, non pas sur l'approvisionnement assuré par des pays étrangers, mais sur les armes récupérées sur l'ennemi à l'occasion des combats lors des attaques des garnisons et des commissariats.

L'histoire de mon activité de recrutement au Congo Brazzaville a connu une vraie histoire de fou qui a fait croire que je possédais des pouvoirs mystiques.

Je suis arrivé à Brazzaville dans le plus grand secret en provenance du Cabinda. Je me souviens encore que cette fois là, j'avais fait la route avec le commandant HOJI YA HENDA. Les responsables de la sécurité du MPLA et le président NETO avaient

prévu, par mesure de précaution, que le commandant HENDA dormirait chaque soir dans ma zone de retraite pendant son bref séjour à Brazzaville, parce que nous avons été prévenus de la présence d'agents de la PIDE, police politique portugaise, à la recherche du commandant HENDA. J'avais donc pris des dispositions pour le renforcement de la sécurité de nuit, alors que dans la journée, il fallait donner l'impression d'un temps mort à la permanence.

Le camarade Costa était sorti dans la journée faire quelques courses : normalement, il devait verrouiller le portail derrière lui, comme d'habitude, mais il oublia de le faire. Je travaillais tranquillement dans son bureau, la fenêtre largement ouverte. De ce bureau, on ne pouvait pas me voir à partir de la route, mais si quelqu'un se trouvait déjà dans la concession, il lui suffisait de venir vers la fenêtre du bureau pour me voir.

Lors de mes passages clandestins à Brazzaville, il fallait absolument tout faire pour éviter que je sois aperçu par une personne qui pourrait donner l'alerte à l'ambassade du Cameroun ou aux autorités congolaises qui ignoraient tout de ma présence même temporaire dans leur territoire.

J'étais donc entrain de travailler quand j'ai entendu quelques pas dans la concession. J'ai d'abord cru au retour de Costa, mais n'ayant entendu aucun bruit d'ouverture et de fermeture du portail, mon esprit s'est mis en alerte. J'ai ressenti une décharge d'adrénaline, mon cœur s'est mis à battre fort, lorsque subitement, j'ai vu un homme devant moi, un homme du groupe OSENDE. Je n'avais pas eu le temps de me lever. Il s'était introduit dans la concession puis dirigé vers la fenêtre largement ouverte du bureau de Costa. L'homme me fixait, je le fixais aussi. J'ai vu son regard passé de l'étonnement (comme s'il ne s'attendait pas à me voir) à la peur panique. En bon stratège, j'ai aussitôt compris que j'avais de l'ascendant sur lui et j'ai estimé qu'il fallait en profiter. J'ai alors pris un air méchant, en le regardant toujours fixement. Nous sommes restés ainsi pendant plus d'une minute qui me parut longue. Soudain, cet homme a été pris d'un

léger tremblement qui s'accentua, puis il bondit pour prendre la fuite. Il courut à travers la ville, courut, courut : il était devenu fou. On le mit dans l'avion pour le Cameroun. Je peux vous assurer que je n'ai aucun gris-gris et que je n'avais même pas adressé la parole à ce compatriote.

Les péripéties de recrutement des combattants du II^{ème} Front a connu un autre épisode, sanglant celui-là, qui a vu la mort de Laurent FOSSO, un autre martyr de notre lutte à qui il faut rendre un hommage. Cet épisode peut s'intituler, " Alerte à Souanké ".

La dernière fournée de recrues, la plus nombreuse nous a été envoyée en cadeau par leurs excellences MM. SADOU DAOUDOU, ministre des Forces Armées et FOCHIVE, grand mentor de la sécurité. Un cadeau involontaire bien sûr.

La mort de OSENDE AFANA, le 15 mars 1966, ayant apporté la preuve qu'il y avait bel et bien des activités subversives à la frontière sud du Cameroun, le pouvoir de Yaoundé et ses spécialistes dans le versement du sang des innocents décidèrent d'organiser une opération militaire de commandos déguisés en civils en territoire congolais que le régime AHIDJO n'hésitait pas à violer. Une centaine de commandos avaient été choisis pour cette opération. Ils avaient presque tous le même âge, dans les vingt cinq ans, et s'étaient tous habillés en gandouras. Nous pensons qu'ils s'étaient sans doute habillés ainsi à l'entrée de la petite ville de Souanké qu'ils s'apprêtaient à envahir après avoir probablement passé la nuit en brousse.

On avait pensé à Yaoundé que les seules gandouras feraient passer ces militaires pour un groupe de civils. Mais la jeune fille de dix neuf ans qui les avait aperçus la première avait été vite intriguée par les marques des bérets sur leurs crânes nus, et a facilement conclu qu'il s'agissait de militaires. Elle donna aussitôt mais discrètement l'alerte aux patriotes. C'était la future Valentina. Après une rapide concertation, les jeunes compatriotes décidèrent de marcher derrière les cases pour arriver à la sous-préfecture de Souanké et demander au sous-préfet, NGAKOSSO, de les évacuer sur Ouesso.

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

Il y avait parmi ces jeunes compatriotes, ceux qui avaient déjà été en contact avec les recruteurs du II^{ème} Front et ceux qui ne l'étaient pas parce qu'ils avaient appris en retard que le recrutement avait eu lieu. Ces derniers n'ont plus hésité, comme l'occasion s'offrait si opportunément à eux, de s'engager dans l'UPC pour lutter contre un régime qui démontrait aussi brutalement sa barbarie.

Deux jeunes allèrent rapidement trouver Laurent FOSSO, un compatriote vivant à Souanké en polygamie avec une jeune femme et sa mère. Il se murmurait qu'il avait fui la répression à l'ouest du pays où il aurait été un ancien maquisard. Laurent FOSSO, petit commerçant, était aussi un grand Témoin de Jéhovah qui ne faisait pas de politique : c'est du moins ce qu'il disait à tout le monde. Lorsque les deux camarades s'étaient présentés à lui, essoufflés et agités, et lui avaient demandé de prendre vite quelques effets pour fuir avec eux ou pour aller se cacher en brousse, Laurent FOSSO répliqua calmement qu'il était Témoin de Jéhovah et ne faisait pas de politique. L'arrivée d'un groupe de commandos militaires de AHIDJO dans Souanké pour tuer les upécistes ne pouvait donc pas le concerner. Les jeunes ont insisté, mais Laurent FOSSO s'en est tenu à sa position. Ce qu'on racontait à son sujet, affirmait-il, uniquement parce qu'il était de l'ouest, n'était pas vrai, il n'avait jamais été maquisard. Découragés, les deux camarades qui craignaient de se faire rejoindre par les militaires de AHIDJO s'en allèrent trouver les autres à la sous-préfecture. Le sous-préfet, NGAKOSSO, n'hésita pas un seul instant, et pensa à se mettre lui-même en sécurité. L'assassinat d'un sous-préfet congolais n'était rien pour le régime sanguinaire du Cameroun. Il mit rapidement du carburant dans sa Land-Rover où les jeunes camerounais se serrèrent aussitôt, et démarra en trombe.

Le commando des militaires camerounais arriva chez Laurent FOSSO quelques minutes après le départ des deux jeunes qui étaient venus l'avertir. Ils se saisirent de lui, ne lui laissant même pas le temps de leur dire qu'il était Témoin de Jéhovah, et qu'il ne

faisait pas de politique ; il fut roué de coups. FOSSO était grand et massif, mais en réalité il n'était pas fort. Les quatre commandos, sourds à ses protestations le renversèrent facilement et, pendant que trois le maîtrisaient, le quatrième sortit un grand couteau et l'égorgea comme un mouton. Un nouveau martyr de la lutte armée était né.

Dès qu'ils arrivèrent à Ouessou, les jeunes se cachèrent, tandis que le sous-préfet saisissait le commissariat du Gouvernement, qui toucha aussitôt Brazzaville. Conformément aux dispositions prises en cas d'alerte au nord, notre représentation secrète à Brazzaville fut vite informée et Dokita se rua vers le nord, en procédure d'urgence. Quarante huit heures après, un record pour faire Brazzaville-Ouessou-Brazzaville à cette époque, notre véhicule des opérations était de retour dans la concession et les nouvelles recrues se glissaient en silence dans la petite villa. Dokita vint au rapport, accompagné de Costa qui l'avait introduit. Tout cela s'était passé pendant que je me trouvais à Brazzaville pour une concertation avec la direction du MPLA. J'avais besoin d'une mitrailleuse 12.7 (douze sept) pour la défense aérienne, les harcèlements de l'aviation portugaise devenant fréquents. Elle me fut accordée pour le temps de notre séjour au Cabinda.

Après le rapport oral de Dokita, Costa me signala que le petit frère et la petite sœur de Gabriel ABOLO étaient dans le groupe qui venait d'arriver (Patrice NDEMBA ABOLO, devint Pablo, alors que Mireille ADA ABOLO devenait Valentina). Des recrues de grande qualité que le régime de Yaoundé nous avait ainsi envoyées sans le vouloir.

Question 42 : *Le régime au pouvoir à Yaoundé n'a cessé de considérer votre lutte armée comme une rébellion et non une lutte de libération. Il justifie sa conviction par le fait que le Cameroun était déjà indépendant au moment où vous continuez votre lutte armée et que vous ne pouviez prétendre être des nationalistes qui veulent libérer leur pays de l'oppression lorsque vous passiez votre temps à verser le sang des innocents et à détruire tout le potentiel économique et le tissus social de*

votre pays. Que répondez-vous à une telle accusation ?

Au plan théorique, cette question est contenue dans la 31^e question relative à la poursuite de la lutte armée après l'indépendance, question qui m'a donné l'occasion d'expliquer les notions de lutte de libération nationale, de rébellion et de terrorisme. C'est donc la même question qui revient sous une formule propagandiste et polémique où " les hommes de AHIDJO " veulent se dédouaner vis-à-vis de l'Histoire, voire même mettre les nationalistes camerounais en accusation devant celle-ci, en jonglant avec la distinction entre rébellion et lutte de libération.

Qu'à cela ne tienne ! Posons d'abord la question de savoir qui, de l'UPC ou du pouvoir néo-colonial, peut être accusé :

- a) d'avoir versé le sang des innocents (et de continuer même à le verser), et
- b) d'avoir détruit (et de continuer même à détruire) le potentiel économique et social de notre pays ?

Pour répondre à cette double question, nous nous placerons d'abord dans la logique même des " hommes de AHIDJO " qui nous reprochent d'avoir poursuivi la lutte après l'indépendance.

Ce reproche contient la légitimation de la lutte avant l'indépendance, et justifie la révolte des Camerounais contre le colonialisme. La guerre de libération avant l'indépendance étant reconnue comme légitime, le sang des Camerounais versé par les forces d'occupation coloniales l'était injustement. C'était le sang des patriotes, des populations innocentes. Il se pose alors une question simple et claire : dans quel camp se trouvaient les " hommes de AHIDJO " ?

Ils se trouvaient, tous sans exception, avec les colons, avec les verseurs du sang des innocents camerounais, avec les pilliers du potentiel économique et social du Cameroun, pour jouir des miettes de ce pillage. En somme, lorsque les colons placent l'équipe AHIDJO au pouvoir, cette équipe avait déjà les mains couvertes du sang des innocents. Voilà un premier constat historique.

Venons-en maintenant à la légitimité dont se prévalent, par

pure tricherie, les " hommes de AHIDJO " (étant donné que leurs maîtres se sont opposés farouchement à l'organisation d'élections sous contrôle international avant l'indépendance). Ils soutiennent qu'après l'indépendance, la lutte contre le pouvoir établi (par les colons) et maintenu par la fraude électorale pendant des décennies, était une " rébellion ", chose condamnable en toute hypothèse, selon eux. Posons alors la question suivante : pendant la rébellion, la responsabilité des violences était-elle principalement à attribuer aux rebelles ou à l'Etat néo-colonial ?

Etant donné que trois décennies après la fin de la rébellion, le pouvoir néo-colonial continue de massacrer à maintes occasions des populations innocentes, il est clair que c'est ce pouvoir qui assurait la principale responsabilité des violences. Lors du scandale du massacre des neuf jeunes gens de Bépanda (Douala), par les hommes du " Commandement Opérationnel ", nous avons affirmé que le président Paul BIYA était sur la bonne voie dès lors qu'il s'engageait à juger et à sanctionner de manière exemplaire les auteurs de ce crime particulièrement odieux.

Cette position comportait deux orientations stratégiques. La première consistait à encourager, à pousser même le président BIYA à oser avancer dans la voie de la démocratisation, de la mise en place d'un Etat de droit, qui est moins une question de textes – qu'on vote sans les appliquer – qu'une question de pratique politique d'Etat. La seconde consistait à inviter l'opposition à se démarquer des petits politiciens démagogues en mal de publicité qui sont à l'affût des faits divers pour se livrer à une auto promotion politicienne, sans aucune vision stratégique. A quoi sert-il de dénoncer BIYA du matin au soir si nous restons incapables d'élaborer une vraie stratégie pour le changement ?

Force est hélas de constater que le chef de l'Etat ne s'est pas finalement comporté, dans cette affaire des neuf jeunes de Bépanda, comme le promoteur d'un Etat de droit, mais comme le promoteur d'une mafia. C'est dommage !

N'est-ce donc pas une comédie à laquelle se livrent " les hommes de AHIDJO " en nous reprochant d'avoir passé le temps

à verser le sang des innocents alors qu'en ce qui les concerne, ils furent les complices et les instruments de la violence coloniale, les principaux responsables de violence de l'Etat néo-colonial qui se prolonge sporadiquement jusqu'à ce jour, trois décennies après la rébellion ?

Venons-en maintenant à un dernier aspect de cette question, et qui n'est pas des moindres : y a-t-il pire manière de verser le sang des innocents, pire manière de détruire tout le potentiel économique et le tissu social du pays que la mal gouvernance actuelle ?

Dans le livre qu'il a écrit avec vous, Pr. Daniel ABWA " *SADOU DAOUDOU PARLE* ", l'ancien ministre des forces armées, et vice-président en fonction du RDPC, parti au pouvoir, constate la dérive actuelle du soi-disant " Renouveau " : " vous avez vu ma maison. Est-elle comparable aux châteaux que certains ministres et hauts fonctionnaires construisent aujourd'hui ? Il y a des ministres qui sont milliardaires, deux ans seulement après leur nomination. Pourtant, de notre temps, il y avait beaucoup d'argent et peu de contrôle "36.

Or, comme le reconnaît du reste SADOU DAOUDOU lui-même : " voler des milliards alors que des millions de Camerounais croupissent dans la misère et n'ont pas de quoi manger, n'est-ce pas aussi criminel sinon plus que de faire un coup d'Etat ? "37.

On peut regretter que SADOU DAOUDOU ne reconnaisse pas, pour plus d'objectivité, que cette corruption endémique débuta sous le règne dictatorial de AHIDJO qui n'hésitait pas à encourager un véritable pillage du système bancaire camerounais en demandant à nos compatriotes ressortissants du nord de prendre des crédits bancaires faramineux : " attendez vous, pour vous servir, que WOUNGLY MASSAGA prenne le pouvoir ? " leur disait-il, selon plusieurs témoignages concordants.

36 - D. ABWA, SADOU... op. cit. P ; 29

37 - Ibid. , P. 122

Ce qui est très intéressant et louable dans la remarque de SADOU DAOUDOU, dont nous saluons par ailleurs l'honnêteté, c'est la reconnaissance du fait qu'une certaine délinquance d'Etat assume le caractère d'un véritable crime contre le peuple et la nation. Or qu'on soit d'accord ou non avec les " rebellions ", un peuple victime de ce genre de régime finit toujours, tôt ou tard, par se révolter. C'est une réalité historique sous tous les cieux. Il ne suffit donc pas de proclamer qu'un pouvoir établi ne doit pas être combattu parce que tout pouvoir vient de Dieu et que Dieu seul en fixe la durée. Le même Dieu peut, à un moment donné, choisir de se mettre du côté de la révolte populaire pour faire tomber le régime établi : ce qui légitime la rébellion, même du point de vue théologique, puisque Dieu n'envoie jamais des légions d'anges du ciel pour opérer des transformations sociales. Il stimule la révolte du peuple à travers une juste rébellion.

Le doyen SADOU DAOUDOU, vice-président du RDPC note lui-même que : " pendant longtemps, nos militaires étaient restés en marge de la corruption et des détournements des fonds publics. Constatant que les civils s'enrichissaient énormément sans être sanctionnés, ils sont eux aussi entrés dans la danse "p.122.

Or cette remarque juste suggère deux questions très importantes :

a) Tous nos militaires, des hommes de troupes aux officiers, sont-ils entrés dans la danse, en d'autres termes, tous les militaires camerounais sont-ils sans exception des corrompus et le resteront-ils indéfiniment ? A notre avis non, et ce " non " appelle la deuxième question.

b) Peut-on éviter à la longue que ceux des militaires qui désapprouvent cette noyade du pays dans la corruption se révoltent un jour et deviennent des rebelles soit par un coup d'Etat, soit par une collaboration active avec une révolution populaire ? Absolument pas. L'avenir le montrera.

Nous retenons donc, pour notre part, l'essentiel. Cet essentiel c'est que les critiques et l'inquiétude du doyen SADOU DAOU-

DOU sur la situation actuelle de notre pays rejoignent en de nombreux points les nôtres. Lorsqu'il se demande : " avec autant de tares, comment pouvons nous faire progresser le Cameroun et assurer sa prospérité ? " p.25. Nous nous retrouvons dans la même angoisse. Voilà pourquoi nous disons que le temps n'est plus aux procès manichéens (ici tout était noir et là tout était blanc), aux formules propagandistes du " colonialisme de papa " que les Français eux-mêmes ont abandonnées en acceptant la décolonisation ; tout ceci doit être dépassé.

Nous ne nous reconnaissons pas dans la caricature de l'UPC et des upécistes que présente le doyen SADOUDAOUDOU et que récuse l'Histoire. Par contre, nous demandons à tous ceux qui, comme le respecté doyen, ont la préoccupation patriotique de sortir notre pays de la dérive actuelle d'unir leurs forces pour un changement qui s'imposera par notre patriotisme et par notre commune volonté de progrès et de prospérité pour le peuple camerounais, par la grâce de Dieu.

Question 43 : *Dans toute guerre, qu'elle soit de libération ou de conquête, on associe toujours à la lutte armée, l'arme psychologique. Qu'en était-il de vous et comment procédiez-vous pour mener votre guerre psychologique ? Quelle était l'attitude des Camerounais à votre endroit sur les différents terrains de combat ? complicité ou hostilité ?*

Je n'ai pas eu besoin de recourir à aucune arme psychologique spéciale³⁸ : le fait même de défier le régime AHIDJO, et la peur que AHIDJO et FOCHIVE manifestaient à la seule évocation du nom de WOUNGLY-MASSAGA suffisaient. Qu'un fumeur de *Banga* (chanvre indien) ou un buveur de *Ha'a* (eau de vie) annonce qu'il m'avait aperçu en forêt, on mobilisait aussitôt des renforts militaires à cent kilomètres à la ronde sans réfléchir.

Dans la mesure où je n'ai jamais recouru à la violence contre

38 - On trouve cependant dans les documents d'archives des tracts signés commandant KISSAMBA qui procédaient de la guerre psychologique.

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

les populations - des guérillas comme celles de SAVIMBI en Angola ne s'en privaient pas – et comme nos méthodes de guérilla donnaient la priorité à la protection du peuple contre la répression aveugle des forces du régime, c'est toujours la sympathie et la complicité qui s'installaient entre les paysans et nous.

Question 44 : *Comment devenez-vous Commandant KISSAMBA et Commandant GAMA ?*

Comme je travaillais au Cabinda avec les patriotes angolais, j'utilisais dans mes rapports avec leurs responsables et leurs militants le nom de guerre de GAMA. Et comme il était dangereux que les nouvelles recrues venues du Cameroun connaissent mon vrai nom avant d'être bien impliquées et conscientisées dans la lutte, je leur étais présenté comme le camarade KISSAMBA. On m'appelait généralement " le camarade ", alors qu'on ajoutait le nom quand il s'agissait d'une autre personne. Ce fut la même chose avec les cadres du courant de MANIDEM clandestin qui généralement m'appelaient " K ".

Question 45 : *Comment qualifiez-vous les militaires Camerounais que vous avez rencontrés dans votre activité combattante ? Etaient-ce des patriotes ou des traîtres ? Avez-vous trouvé parmi eux de bons stratèges ? Y avaient-ils des Français dans les troupes que vous combattiez et si OUI, que pensiez-vous d'eux ?*

Ni traîtres, ni patriotes bien évidemment. Notre armée, l'armée dite nationale actuelle est une armée prétorienne en voie de mutation en armée nationale. Prétorienne elle l'est encore largement du fait de sa mission essentielle de défense ou de protection du pouvoir personnel d'un chef d'Etat proconsul du néocolonialisme, et du fait de la promotion de ses chefs en fonction du degré d'allégeance de chacun à celui-ci.

Nationale, elle le devient avec l'inévitable démocratisation de la vie politique nationale, et avec la montée préoccupante des périls de défense nationale aggravés par une immigration corruptrice nigériane et par l'impérialisme expansionniste de la

bourgeoisie militaro-bureaucratique au pouvoir à Abuja.

Sans les distinguer en particulier – les généraux Pierre SEMENGUE et NGANSO SINJUI étant évidemment des cas d'exception - , je n'ai jamais douté des capacités de nos officiers formés dans les écoles militaires étrangères ou même sortis de l'EMIA. Nos forces armées ne peuvent être minimisées que par rapport au contexte général de corruption et de médiocrité politique gouvernante qui ne les épargne pas.

Non, professeur Daniel ABWA, il n'y avait pas de Français perceptibles dans les troupes que nous combattions. Et il n'y a jamais eu de tractations secrètes entre les forces gouvernementales et nous : ni avec les officiers camerounais, ni avec les officiers français qui, à ce qu'il paraît, encadraient les militaires de AHIDJO. J'atteste que la fable des militaires français qui auraient aidé les maquis en armes et munitions pour " faire durer la rébellion " et pouvoir prolonger leur séjour juteux au Cameroun est une invention de mauvais goût.

Et, en tant que commandant en chef opérationnel du II^e Front de l'ALNK ayant dirigé sur le terrain les combats d'Alati, je témoigne sur l'honneur que nous n'avons jamais eu un quelconque contact avec un lieutenant français nommé VIU. L'histoire racontée par SADOU DAOUDOU, ancien ministre des Forces Armées, dans son livre " *SADOU DAOUDOU PARLE* " ³⁹, à propos des combats d'Alati est sans doute tirée d'un rapport de camouflage d'une cuisante défaite militaire sans précédent des forces armées de AHIDJO, au cours d'une série de combats qui impliquaient des centaines de militaires du côté gouvernemental. S'il y avait eu des tractations avec un officier français à l'occasion de ces combats, ce ne pouvait être qu'avec le commandant en chef, KISSAMBA.

Pour l'honneur du soldat qui a été flétri par une fausse accusation grossière, et pour l'information du peuple camerounais et de sa jeunesse vassalisée par le " Renouveau ", voici comment

39 - D. ABWA, SADOU... op. cit. , P. 62

se sont déroulés les premiers combats du II^{ème} Front (qui n'ont absolument rien à voir avec la tragique épopée de OSENDE AFANA, un an et demi plus tôt).

A notre arrivée à Ouessou, après une traversée épique du Congo Brazzaville du Sud au Nord, nous avons fait une halte à l'entrée de la petite ville. Hommes et véhicules (deux puissants camions MAN loués à Brazzaville) étaient camouflés dans la brousse. Alerté au sujet de la présence de la colonne militaire, dont le passage était sans doute signalé par les villes traversées, le commissaire du Gouvernement à Ouessou, Laurent GALIBALI, prit contact avec nous et nous invita à le rencontrer dans ses bureaux. Je pris avec moi quelques camarades ; mon aide de camp " Perroquet ", " Vema " et " Sylvain ". Toutes les autorités de la Sangha (département du nord dont Ouessou était le chef-lieu) étaient présentes. GALIBALI commence son propos par une violente diatribe sur le non respect par nous de la souveraineté du Congo ; se prévalant des ordres du gouvernement et du parti MNR au pouvoir , il nous informa qu'il arrêta notre progression à Ouessou (Ambroise NOUMAZALAYE alors premier ministre, premier secrétaire du Parti, et animateur de la fraction prochinoise nous était hostile). Il termina sa diatribe par un " *j'en ai fini* " retentissant auquel j'ai répliqué avec assurance et fermeté : " *et moi je commence* " .

Il y a eu comme un petit silence ; après avoir dévisagé toute l'assistance composée de gendarmes, policiers, et de fonctionnaires, j'ai commencé mon propos en déplorant les incohérences et la confusion qui règnent chez les autorités de Brazzaville qui tantôt demandaient à toutes les autorités civiles et militaires de me laisser passer, tantôt appelaient le commissaire du Gouvernement de Ouessou pour lui demander de m'arrêter, au besoin en mobilisant les organes du parti et toute la population. Pour les convaincre de la véracité de mes propos, J'ai sorti de mon portefeuille un laissez-passer neuf et je l'ai tendu à GALIBALI qui s'est mis à le lire à haute voix. En vertu de ce document, toutes les autorités civiles et militaires de la République

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

du Congo étaient invitées à me laisser passer et à m'apporter toute l'assistance que je pouvais requérir en cas de besoin.

Il s'agissait d'un vieux document qui m'avait été délivré pour un voyage de prospection au Cabinda. On avait oublié d'y porter la date. J'avais vite compris que ce document pouvait me servir un jour, et je l'ai gardé précieusement à l'état neuf. Le commissaire du gouvernement se fonda en excuses et se mit à tempêter contre les autorités de Brazzaville. Je tendis la main pour reprendre mon " laissez-passer ", et M. GALIBALI me le rendit respectueusement. J'avais ainsi réussi à tourner la situation à notre avantage et sans attendre plus longtemps, nous sommes sortis et avons continué notre chemin.

Revenu à notre campement de halte, je m'apprêtais à mettre la colonne en mouvement pour Sembe et Souanké quand on m'annonça l'arrivée d'un hélicoptère en provenance de Brazzaville avec à son bord Maurice OGNAMI, membre du bureau politique du MNR, parti au pouvoir, représentant le chef de l'Etat, accompagné de AGRAMONTE, ambassadeur de la République de Cuba au Congo. J'étais encore en train de penser à un système de défense quand les deux personnalités sont venues vers nous et ont demandé à rencontrer le commandant KISSAMBA. OGNAMI ne s'embarrassa pas de formules pour me dire aussi sèchement que possible que le président MASSAMBA DEBAT me demandait de rebrousser immédiatement chemin avec mes hommes. C'était dans notre intérêt affirmait-il. Il continua en disant que AHIDJO était déjà informé de notre progression, par des responsables qui cherchaient à déstabiliser le président DEBAT pour prendre le pouvoir (cela, je le savais). L'armée camerounaise progressait sur deux axes pour prendre mes forces en tenailles, par Yokadouma et par Mintom avec près d'un millier d'hommes. Pour éviter des mésententes entre le Congo et le Cameroun, les forces congolaises avaient reçu l'ordre de refouler ma colonne sur Brazzaville.

Depuis le début de son discours, j'étais resté concentré, pour ne donner aucun signe de préoccupation. Quand il termina, je

pris calmement la parole et lui dit: " nous rentrons chez nous et nous allons le faire en affrontant les forces de AHIDJO ou non. D'ailleurs, nous savions que l'affrontement était inévitable. Quant aux militaires congolais, nous souhaitons ne rien avoir à faire avec eux, mais s'ils voulaient essayer de nous arrêter, eh bien excellences, dites aux forces congolaises de tirer les premières, nous ferons le reste. Au revoir excellences ". Après cette sortie, J'ai surpris le sourire énigmatique de l'ambassadeur AGRAMONTE ; quant à Maurice OGNAMI, il était visiblement découragé, résigné. Je mis aussitôt la colonne en mouvement.

" *Pour le Cameroun* " cria un responsable, " *vaincre ou mourir* " répondit la colonne en chœur. C'était le rite, dans la colonne de Ruben UM NYOBE, pour marquer la détermination ou appeler à l'effort. En ces circonstances là, ce " *Pour le Cameroun, vaincre ou mourir* " avait une résonance épique. La colonne était en mouvement et devait passer par Sembe-Souanké-Alati. c'était de très longues distances. Les deux camions MAN furent délestés de leur chargement, et renvoyés vers l'arrière : la colonne avait deux chauffeurs, Julio (TABI) et Molina (ELA).

Le plan des opérations a été arrêté à Alati, au cours d'une réunion d'Etat-major réunissant tous les responsables de la colonne. Le plan se réalisa intégralement, tel que nous l'avions arrêté.

1°/ L'armée de AHIDJO allait progresser sur une longue piste forestière régulièrement fréquentée par les commerçants. Un seul combattant courageux devait progresser rapidement jusqu'en pleine forêt et vider au moins un ou deux chargeurs de son AK sur la colonne et replier. Augusto (capitaine Samuel ZEZE) s'acquitta de manière satisfaisante de cette mission.

2°/ La colonne des militaires de AHIDJO allait foncer vers nous comme un fauve blessé. Sur une bonne distance, elle ne rencontrerait personne. A la traversée du petit fleuve, la Lélé, une partie des éléments allait être éliminée par un seul de nos combattants, qui devait aussi arroser ceux qui se trouveraient encore

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

dans l'eau (le jeune " Lauro " 17 ans fut chargé de cette mission et la réalisa).

3°/ Après ces " piqures d'abeilles ", les choses sérieuses allaient s'engager, et elles le furent entre la Lélé et le village d'Alati : une série d'embuscades en chapelet. Une devait se déclencher, infliger des pertes et ses éléments devaient replier sur les deux bords de la piste pour se repositionner plus loin ; pendant que les soldats de AHIDJO poursuivraient leur course infernale dans l'axe de la piste et tomberaient sur l'embuscade suivante.

Tout se passa selon ce plan et les affrontements de ce premier jour s'arrêtèrent à la tombée de la nuit. C'était le 4 décembre 1967. Radio Brazzaville annonça, en même temps que les lourdes pertes subies par les forces gouvernementales au sud-est du Cameroun, le décès du président gabonais Léon MBA. Dès l'aube du lendemain, les combats reprirent avec une telle violence que quelques camarades évoquèrent en riant " la guerre mondiale ". Les bruits de la forêt avec les éléphants et tous les autres animaux qui fuyaient de toutes parts se mêlaient aux crépitements des armes. On pouvait facilement distinguer les bruits de nos armes : le guérillero ne vide pas ses chargeurs n'importe comment. Les rafales des AK étaient courtes, visant des éléments en groupes et les " coup par coup " visaient les éléments épars. L'aboiement sinistre de nos fusils mitrailleurs à disques tels des bouledogues d'acier répondaient aux mortiers d'assaut des hommes de SEMENGUE et de BOUBA KAELE.

Les combats se prolongèrent jusque dans l'après-midi ; les restes de la puissante colonne des militaires de AHIDJO, qui avaient dû recevoir des renforts parce qu'un hélicoptère suivait le déroulement des affrontements, s'approchaient du village d'Alati ; il était plus de quinze heures. La dernière embuscade, l'embuscade du crabe, avec le commandant en chef et le capitaine Sylvain attendait l'ennemi. Il n'y avait pas de doute, pour nous, qu'elle mettrait fin à ces premiers combats. " *Avancez ! Avancez ! criaient les chefs à leurs troupes méfiantes* ". Il y a des moments où le soldat semble pressentir l'approche de la mort.

Au moment où les hommes de AHIDJO semblaient hésiter, ils avançaient déjà dans notre dispositif infernal : une mine décorée d'un collier de grenades défensives (à éclats), et de deux pains de TNT. C'est le moment que nous avons choisi pour déclencher de longues rafales de AK et actionner le dispositif : Kpende ! le bruit assourdissant s'accompagna d'une secousse du sol, et toute la nature autour de nous sembla chavirer, puis se figea dans un silence de mort : ni bruit d'oiseau ni d'insecte. Ce silence dura au moins dix bonnes minutes. Nous écoutions toujours attentivement, sans bouger ; l'air sentait la chair brûlée. Puis, il y eut comme de sourds gémissements d'agonie, comme des pleurs d'enfants étouffés. Mon Dieu, que c'est dur la guerre !

Comme nous devions pénétrer au Cameroun après ces combats, nous nous sommes débarrassés du superflu. Ce qui fit crier victoire à AHIDJO qui annonça à la radio que nous avions fui au Congo en abandonnant armes et bagages. Quand je me suis rendu compte que l'ennemi ne bougeait plus, j'ai ordonné comme prévu que la colonne traverse la frontière ; elle a donc continué à avancer à la boussole, sans emprunter aucune piste. Deux semaines après nous étions dans les forêts de Mintom et Bindom.

Il ne pouvait pas être question dans ces combats de trente élèves gendarmes. Et les renforts ? Et l'appui d'au moins un hélicoptère ?

D'ailleurs, tout militaire confirmé sait qu'on ne peut pas anéantir d'un coup et jusqu'au dernier un groupe de trente soldats dans une confrontation sur une piste unique en pleine forêt vierge sans que plusieurs éléments s'éparpillent et échappent à toute poursuite⁴⁰. Le lieutenant français VIU fut donc incontestablement la victime innocente d'un rapport crapuleux de

40 - A mon retour d'exil en décembre 1990, FOCHIVE nous donna deux gardes du corps du CENER dont le responsable était un gendarme qui avait survécu aux combats de la Lélé, un Bamoum du nom de HAMADOU, aujourd'hui à la retraite. La version des 30 gendarmes anéantis jusqu'au dernier n'est donc pas crédible.

camouflage d'une cuisante défaite militaire dont le régime a voulu se souvenir par une stèle au camp YAYAP à Yaoundé et une stèle à Djoum.

Abe ene Ndjom, (c'est mauvais à Djoum, en langue boulou). C'est le mot que les soldats se lançaient dans tout le sud et à Yaoundé. Ferdinand KOUNGOU EDIMA était alors préfet du Dja-et-Lobo.

Question 46 : *Qu'étaient devenues vos relations avec le Comité Révolutionnaire pendant que vous combattiez le régime AHIDJO à l'Est les armes à la main ? OSSENDE AFANA y a été tué alors que WOUNGLY MASSAGA a survécu dans le même champ de combat. Comment expliquez-vous votre survie dans le maquis ? N'est-ce pas cette survie qui explique l'accusation d'"agent des renseignements généraux français" qui ressort de temps à autre contre vous ?*

Quand j'étais au Cabinda, la situation des autres membres du Comité Révolutionnaire était la suivante : le président OUANDIE était sous maquis à l'ouest ; Michel NDOH avait été arrêté et emprisonné avec le camarade TCHAPTCHET à l'occasion du coup d'Etat des militaires ghanéens qui renversèrent le président KWAME NKRUMAH, en février 1966 ; enfin NDONGO DIYE et Nicanor NJIAWUE se trouvaient en Algérie.

Pour comprendre l'évolution de mes relations avec ces deux camarades installés à Alger, il faut revenir sur ce qu'on a appelé les querelles sino-soviétiques dans l'UPC.

Dans les événements qui ont marqué la vie de l'UPC à l'étranger après l'assassinat de Félix MOUMIE, on peut constater le rôle central joué comme acteur d'arrière plan, mais tireur de ficelles, du camarade OSENDE AFANA. Ce rôle du camarade OSENDE traduisait la tentative des diplomates d'un pays socialiste, la Chine en l'occurrence, de s'assurer le contrôle de l'UPC.

Je m'étais opposé à ce phénomène dès mon arrivée en Afrique en 1961. Au cours de mon premier voyage à Conakry après avoir atterri au Ghana, je m'étais insurgé contre le vote par des orga-

nismes de l'UPC et pour publication, de résolutions d'appui à la Chine contre l'URSS dans leur conflit idéologique, résolutions proposées par le camarade OSENDE AFANA. A mon avis, nous n'avions rien à faire, nous, militants d'un mouvement de libération, dans cette querelle des éléphants communistes où nous risquions d'être piétinés. De là partit peut-être la campagne erronée selon laquelle le Comité Révolutionnaire était " pro-soviétique et contre la lutte armée ".

Certes, dans le Comité Révolutionnaire de l'UPC il y avait un dirigeant, Nicanor NJIAWUE en l'occurrence, qui pratiquait une politique semblable à celle de OSENDE, mais en s'appuyant sur l'autre grande puissance : l'URSS. Ce n'était pas la ligne du Comité Révolutionnaire de l'UPC : ni WOUNGLY-MASSAGA, ni Michel NDOH, ni NDONGO DIYE ne l'approuvaient.

Il est par conséquent très important de noter que lorsqu'on parle de conflit sino-soviétique en ce qui concerne l'UPC, il s'agissait de l'activité de deux cadres – que l'on pouvait objectivement considérer comme des agents – qui tentèrent de s'assurer le contrôle de la Direction de l'UPC. Et l'on ne saurait perdre de vue que même si l'activité de ces deux camarades a coûté chère à l'UPC, elle n'était jamais parvenue à écarter notre Parti de sa ligne politique originelle. D'ailleurs, la lutte idéologique de ces camarades politiquement engagés du côté de la Chine et de l'URSS allait donner lieu à des expulsions des upécistes d'Alger.

Ce fut une surprise désagréable de constater que NJIAWUE s'en prenait directement au représentant du Parti à Alger, CHEPDA DZAKAM, un camarade exemplaire, d'un grand dévouement au Parti et un cadre précieux de surcroît (ingénieur chimiste). En tant que membre de la Direction, NJIAWUE parvint évidemment à coup de calomnies contre le camarade CHEPDA et de mensonges quant à la position des autres dirigeants (qu'il ne consultait pas) à faire expulser d'Algérie ce camarade, père d'une famille nombreuse.

A peine avait-il réussi à faire expulser CHEPDA que NJIAWUE s'en prit à son autre camarade, au Dr. NDONGO DIYE.

Cette fois, le morceau était gros. Comme il n'y avait pas de préséance dans le Comité Révolutionnaire en dehors du président et du vice-président, NDONGO avait autant de prérogatives que NJIAWUE. Ce dernier demanda donc le concours de WOUNGLY-MASSAGA, qui s'était replié au Cabinda, pour atteindre son objectif.

NJIAWUE était-il devenu fou ? me suis-je demandé. Où se trouvait à présent son principal front de lutte ? Contre le régime néo-colonial ou contre ses propres camarades ? C'est donc naturellement que je lui ai catégoriquement refusé mon appui et que j'ai condamné sa ligne de conduite. Malgré cette prise de position ferme, NJIAWUE parvint à ses fins. Il avait probablement fait comprendre à NDONGO et aux Algériens, en mentant, que je cautionnais son opération. Le Dr. NDONGO DIYE, membre du Comité Révolutionnaire de l'UPC, fut donc expulsé d'Algérie à cause de son camarade. Pour quels cieux ?

Maître en Algérie après ces expulsions successives, NJIAWUE voulut se faire reconnaître comme le dirigeant qui contrôlait l'UPC dans son ensemble. Il conçut avec son collaborateur, Jean-Claude NJEM (dit Bonna Claude), ancien stagiaire du KGB, un plan en vue d'organiser une visite d'inspection des maquis au Cabinda, en comptant sur la bienveillance de Pascal LISSOUBA, premier ministre du Congo qui avait été son camarade de faculté. Décidément, il y avait de quoi douter de la cohérence mentale du camarade NJIAWUE. Le Congo était certes notre voie de passage pour le Cabinda, mais il devait savoir que le gouvernement congolais ignorait tout de nos installations et de nos activités faites secrètement sous le camouflage du MPLA.

Quand NJIAWUE envoya NJEM à Brazzaville pour préparer son " voyage d'inspection ", notre représentant à Brazzaville m'en informa par un message. Je me rendis aussitôt dans la capitale congolaise pour rencontrer secrètement l'émissaire de mon collègue : il s'agissait d'une obligation de principe parce que Michel NDOH se trouvait en prison au Ghana et j'étais bien obligé de prendre acte de l'indisponibilité du camarade NDONGO

dont je n'avais plus les coordonnées.

Après avoir pris connaissance du courrier de Nicanor NJIAWUE, je fis comprendre à NJEM que j'en avais plus qu'assez de leur désordre, et qu'il méritait d'être mobilisé de force et emmené au Cabinda ; j'allais néanmoins le laisser repartir à Alger lui ai-je dit pour qu'il porte le message suivant à Nicanor NJIAWUE : Primo : que le tourisme politique n'était pas autorisé dans nos installations.

Secundo : que s'il lui arrivait de mettre pied à Brazzaville, il serait amené au Cabinda pour y subir la formation militaire et rentrer au maquis avec les combattants. Il ne devait pas oublier qu'à leur prise de fonction, les membres du Comité Révolutionnaire avait fait le serment de rentrer au maquis.

NJEM quitta Brazzaville affolé. A son retour en Algérie, il propagea que je " faisais le far-west dans les bars de Brazzaville, armé jusqu'aux dents ". Il avait certainement été impressionné par le fait qu'en venant à Brazzaville (où les infiltrations des forces de MOBUTU n'étaient pas rares), j'étais effectivement armé et mon escorte militaire aussi. En vérité, je n'ai jamais mis mes pieds dans un bar de Brazzaville que ce soit pour " faire le Far-west " ou pour autre chose.

Ainsi, bloqué au sujet de sa " tournée d'inspection ", NJIAWUE eut honte et se mit en tête d'en appeler à l'arbitrage du président du Comité Révolutionnaire en se proposant de le faire sortir du pays. Pourquoi ne pas avoir adressé un rapport circonstancié au camarade OUANDIE comme nous l'avions fait en 1962 lorsque NTUMAZAH et consorts complotaient contre le Parti ? Mystère. NJIAWUE se mit à travailler à ce projet démentiel, avec son spécialiste de la sécurité qui monta le contact avec Monseigneur NDONGMO et fabriqua les faux mandats de Ernest OUANDIE présentés par le prélat aux frères algériens⁴¹.

Je n'ai pu reprendre contact avec le camarade Michel NDOH

41 - Après l'avoir laissé expulser ses propres camarades et son collègue, les algériens expulsèrent NJIAWUE lui-même, après l'arrestation et

qu'après sa sortie de prison en 1971, après une longue campagne d'opinion qui mobilisa nos camarades à l'étranger. J'étais alors en clandestinité, après un séjour à Cuba.

Pour ce qui est de ma survie au maquis alors que OSENDE AFANA mourut prétendument " dans le même champ de combat ", survie qui ferait du Commandant KISSAMBA " un agent des renseignements généraux français ", je crois avoir déjà livré suffisamment d'informations précises permettant de comprendre que le II^e Front de l'ALNK n'avait absolument rien de commun avec l'expérience tragique du camarade OSENDE et ne s'est pas déroulé sur le même " champ de combat ".

Quant à l'accusation selon laquelle je serais un agent des Français, permettez moi, professeur Daniel ABWA de ne pas y répondre : je laisse aux soi-disant hommes politiques et autres pseudo historiens qui gèrent de telles ignominies et d'autres encore, le loisir de salir leur propre personnalité et leur propre mémoire.

Question 47 : Généralement, dans la lutte qu'il menait contre ses adversaires politiques, AHIDJO avait l'habitude de les retourner pour les ramener dans son camp, en utilisant toutes sortes de moyens : promesses de postes politiques, dons financiers importants, pressions diverses, chantage..... Avez-vous été l'objet d'une telle sollicitation par les gens de AHIDJO ?

Oui, j'ai été l'objet d'une sollicitation de ce genre en 1964 à Accra (Ghana). Elle m'avait été présentée par une délégation comprenant le colonel (il est devenu général par la suite) SEMENGUE, FOCHIVE MAMA, MINLO MEDJO et un jeune capitaine Bassa'a. Cette délégation demanda à me rencontrer à l'hôtel AMBASSADOR d'Accra. Je me suis rendu à cette invitation, non pas seul, mais en compagnie de mon compagnon

l'assassinat du président Ernest OUANDIE. Il se réfugia au Soudan, pendant près de deux décennies. Il serait aujourd'hui en Centrafrique.

Michel NDOH. Bien que la présence de Michel NDOH ait paru gêner mes interlocuteurs, ils n'ont pas hésité à présenter leur offre : ils me demandaient de rentrer au Cameroun, m'assuraient que le président AHIDJO me garantissait un poste important. Ils se désolèrent qu'un cadre ayant les compétences qui étaient les miennes les gâchent, selon eux, en les mettant au service d'autres Etats alors que son pays en avait besoin, et au service de la rébellion⁴².

Ma réponse fut calme, exposée sur un ton fraternel : je ne demandais pas mieux que de rentrer dans mon pays, de mettre mes modestes compétences au service de celui-ci. Mais, affirmais-je, mon problème n'était en réalité pas un problème personnel, mais un problème politique concernant des centaines, voire des milliers de compatriotes en exil et au pays même. Le président AHIDJO avait toute la latitude d'initier une amnistie générale et de prévoir un plan de réinsertion des exilés et des combattants du maquis. Si cette politique était engagée, j'assurais la délégation que j'étais parfaitement en mesure de la faire accepter par le président Ernest OUANDIE et à travers lui par tous les maquis. Les choses en restèrent là.

Question 48 : *En 1969, vous êtes expulsé du Congo qui était jusque-là votre base arrière. Qu'est-ce qui explique cet acte ? Où vous réfugiez-vous ensuite ? Une certaine littérature affirme que vous avez abandonné plutôt vos hommes sur le terrain au moment où il s'apprêtait à vous juger pour trahison. Qu'en est-il ?*

Malgré les apparences, la République du Congo Brazzaville n'a jamais été une base arrière de l'opposition armée camerounaise, ni sous le régime du président MASSAMBA DEBAT, ni sous celui du capitaine NGOUABI. En 1966, le Congo n'hésita pas à débarquer de force OSENDE AFANA et ses cinq compa-

42 - Qu'a-t-il été fait de ces " compétences " depuis mon retour au Cameroun ?

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

gnons sur la rive camerounaise de la Ngoko, sans armes, alors que les prochinois du groupe du premier ministre Ambroise NOU-MAZALAYE auraient pu lui fournir quelques armes. On peut penser que lorsque je me suis retrouvé à Ouessou en venant du Cabinda avec près d'une centaine de combattants, que le Gouvernement congolais avait soutenu notre progression ; or ce ne fut pas le cas. L'aide que j'ai pu obtenir du Gouvernement congolais a été le résultat d'une négociation dramatique.

Les Congolais savaient, après l'interception d'un agent camerounais qui voulait alerter le consulat de France à Dolisie sur la présence de faux angolais francophones aux frontières du Congo et du Cabinda et qui allaient menacer le régime AHIDJO, que l'UPC avait des installations militaires au Cabinda. Quand la colonne fut pratiquement prête et qu'il fallut étudier comment elle pourrait arriver au Cameroun, j'ai étudié les possibilités de faire mouvement soit par mer, pour débarquer entre Campo et Kribi, soit par terre en louant deux grands camions. Nous n'avions pas les moyens de louer un bateau, et les opérations d'embarquement et de débarquement de la colonne me paraissaient à la fois très coûteuses et extrêmement délicates. Ce qui demandait moins de moyens, c'était le mouvement par voie terrestre avec deux grands camions, mais il fallait, à tout prix obtenir des autorités congolaises, et plus précisément du président MASSAMBA-DEBAT, l'autorisation de traverser le pays du sud au nord. Des amis qui connaissaient l'existence de notre colonne nous assurèrent à plusieurs reprises que jamais les Congolais ne nous laisseraient passer, parce qu'ils voulaient éviter de sérieuses frictions avec le régime camerounais. Ils assuraient que MASSAMBA-DEBAT était un réactionnaire, un instituteur croyant, qui ne voulait pas de " la révolution ". Je n'aimais pas ce genre d'étiquettes en politique : bien de pseudo révolutionnaires congolais nous paraissaient moins dignes de confiance que le " vieux ". C'est eux qui avaient livré leur ami prochinois OSENDE.

Je me suis entêté et j'ai fait une inspection à Brazzaville pour voir où je pouvais cantonner ma colonne. Au cours de mon ins-

pection, j'ai repéré un camp que venait de quitter un détachement de l'assistance militaire cubaine au Congo. Le camp de Madibou à l'entrée de la ville de Brazzaville était encore vide. Toutes sortes de forces portaient la tenue vert olive des Cubains : les militaires congolais, la défense civile congolaise (milice du parti au pouvoir), des détachements du MPLA... et nous aussi. J'ai par conséquent décidé de venir rapidement occuper ce camp de Madibou et d'engager aussitôt les négociations avec le gouvernement congolais. En une journée, le camp de Madibou était occupé et j'ai entrepris les travaux d'une conférence de mise au point et de préparation combative de la colonne. Parallèlement, j'ai entamé des contacts nocturnes avec deux conseillers influents du président MASSAMBA-DEBAT en matière de sécurité : son ministre de l'intérieur, André HOMBESSA et son conseiller et confident Antoine MABOUNGOU MBIMBA. Nos " révolutionnaires " prochinois étaient des bavards dont je me méfiais, surtout depuis leur comportement cynique vis-à-vis de notre camarade OSEN-DE AFANA.

Pour ces négociations décisives, je m'étais fait accompagner de deux camarades, Costa (EMOCK ELANG) et Vema (MONDJENGUE BENGONO). La colonne à Madibou était restée sous le contrôle de LAU David, de Sylvain et de Francisco (commissaire politique).

La première séance de travail avec les amis et frères Congolais avait été dramatique. Je les avais informés de ce que j'avais occupé, sans autorisation, le camp de Madibou et que je m'en excusais. Je venais solliciter la neutralité des autorités congolaises pour me laisser passer jusqu'aux frontières.

" Le président DEBAT n'acceptera jamais ça ! Et nous ne pouvons pas prendre la responsabilité de l'encourager à accepter de vous laisser utiliser le territoire du Congo pour attaquer un pays frère voisin...La charte de l'OUA...etc " Les deux conseillers prenaient la parole l'un après l'autre pour dire la même chose. *" Excellences, leur dis-je, nous avons une situation concrète à résoudre. Il ne servirait à rien que nous discussions des heures en*

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

recourant à la langue de bois. Je vous prie de bien vouloir d'abord soumettre le problème au chef de l'Etat ". On se donna rendez-vous pour le lendemain soir. La nuit suivante, les deux conseillers nous reçurent de nouveau, dans une atmosphère tendue : " Le président a dit jamais ! Démobilisez vos forces. Négociez le retour chez vous avec votre ambassade ".

Après un long silence, j'ai demandé à mes amis Congolais de bien vouloir porter le message suivant au président MASSAMBA DEBAT, et de me ramener une réponse claire, le jour suivant : "*je vais remettre à chacun de mes combattants son arme et ses munitions. Chacun fera mouvement seul, par toutes les voies et tous les moyens qu'il pourra trouver, en se fondant dans la population. Rendez-vous sera donné à chacun et à tous à un point nommé de la frontière que eux seuls connaîtront. Toute tentative d'encercler le camp de Madibou sera suivie de combats. Il ne s'agit pas d'une menace, nous ne pouvons pas menacer un Etat avec une colonne d'une centaine d'hommes. Il s'agit d'un choix de combattants fraternels que vous refusez de comprendre. C'est donc le Gouvernement congolais qui portera l'entière responsabilité de tous les désordres et de toutes les bavures. Nous croyions qu'il était plus simple de nous laisser passer discrètement "*. Rendez-vous fut donc pris pour la nuit suivante.

Cette troisième nuit, l'atmosphère était plus détendue. Nous étions à peine assis que les deux conseillers nous communiquaient la bonne nouvelle : le président avait donné des ordres pour que l'on ignore notre passage, que l'on s'abstienne de tout contrôle et de toute intervention. Il comptait sur nous pour que nous progressions discrètement et rapidement. Il y avait dans cette solution une importante leçon pour les chefs d'Etat qui gèrent mal leurs pays et créent des foyers d'exilés en comptant sur la protection des Etats voisins au nom de la solidarité diplomatique garantie par les accords panafricains des dictatures néo-coloniales. S'il y avait à choisir entre leur sécurité et celle de leurs voisins, leur choix était simple : ils préféreraient se protéger.

Lorsque le Congo m'avait " expulsé " en 1969, c'était sous la

pression du régime AHIDJO qui menaçait de s'attaquer au Congo si le combattant KISSAMBA continuait de résider dans ce pays. Des négociations avaient été engagées entre le président NGOUABI, l'ambassadeur cubain et moi. Les conclusions de ces négociations étaient les suivantes : mon épouse Annie, née BOUTERIGE et mes quatre enfants se trouvant déjà à La Havane, je pouvais leur rendre visite avec deux de mes collaborateurs, EMOCK ELANG alias Costa, Henri BABEM-BABEM, alias Moïse ; pour ce qui était de la tension entre les deux Etats voisins, la situation allait être étudiée après mon départ.

A peine avais-je embarqué dans l'avion devant m'emmener à La Havane que le capitaine NGOUABI se présenta dans les studios de la radio pour annoncer qu'il venait de se débarrasser d'aventuriers camerounais. Cette volte-face de NGOUABI marqua aussi le début de sa déstabilisation car, dans ma réaction, j'ai immédiatement conçu le projet d'une plaquette intitulée, " La Révolution au Congo ".

Parti du Congo, j'ai donc passé une année à Cuba avec mon épouse et mes enfants. Puis, je me suis rendu en Libye où, sans l'avoir clairement énoncé, on n'admettait en fait que les opposants musulmans. J'ai ensuite quitté la Libye pour rejoindre Conakry (Guinée) où, KWAME NKRUMAH, renversé au Ghana, avait été accueilli par SEKOU TOURE comme " coprésident ".

Je ne crois pas avoir commis de crime au maquis ; ce qui n'est peut-être pas le cas de ceux qui intoxiquent les auteurs " d'une certaine littérature ".

Question 49 : *Puisque vous parlez de SEKOU TOURE, que pensez-vous de lui ? Pouvez-vous évaluer son soutien à la cause upéciste ? Dans quelle mesure son revirement de 1979 vous a-t-il affecté ou déstabilisé ?*

" L'homme du 28 septembre 1958 ", le syndicaliste de l'union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGETAN), devenu président du parti démocratique de Guinée (PDG), section guinéenne du rassemblement démocratique africain (RDA), est une des

grandes figures du mouvement de libération africaine des années 1960. Il est entré dans l'Histoire en amenant le peuple guinéen à dire " NON " au référendum gaulliste sur la communauté franco-africaine de 1958.

Par delà cet acte qui a valu à SEKOU TOURE un prestige mérité, il me semble important que les jeunes générations africaines aient une bonne vision historique du personnage. Je ne prétends pas que ma perception du président SEKOU TOURE –que je n'ai eu à rencontrer que trois fois, mais que j'ai bien connu à travers ses écrits – soit la plus correcte, mais je crois que " Ma part de vérité " peut être utile à cet égard aussi.

Sincèrement, je crois que SEKOU TOURE était un leader politique modéré, sans convictions ni formation véritablement progressistes comme la plupart de ses pairs de l'OUA. Il a été ponctuellement radicalisé par HOUPHOÛET BOIGNY qui s'acharnait à le marginaliser vis à vis des dirigeants français qui auraient bien voulu en faire un allié, et par le général De GAULLE qui ne tolérait pas " l'orgueil " de SEKOU. En fait, le leader guinéen, en grand opportuniste, avait vite compris tout l'intérêt qu'il pouvait trouver à l'intérieur et à l'extérieur de la Guinée à se poser, face à Charles De GAULLE, en défenseur de l'indépendance et des valeurs africaines. Les observateurs attentifs ont également vite remarqué que c'est ce genre d'attitude que Thomas SANKARA a adopté plus tard face au président français François MITTERAND.

Au lendemain du " NON " à De GAULLE, le leader guinéen avait été pris par le commun vertige des présidents sans vision et sans autre projet politique véritable que le pouvoir pour le pouvoir, ce qui aboutit inévitablement à la mégalomanie et à la dictature.

Dès les années 1960, les dirigeants upécistes avaient pris conscience que SEKOU TOURE jouait beaucoup plus au révolutionnaire qu'il ne l'était réellement. Ils en avaient eu la conviction quand ils ont voulu créer un Gouvernement en exil. En effet, leur projet de mise en place d'un Gouvernement révolutionnaire en

exil avait été torpillé en Guinée et c'est la recherche d'une situation alternative qui avait conduit Félix MOUMIE au Congo. La présence de l'UPC en Guinée était en fait une carte valorisante pour le régime guinéen ; elle témoignait de l'engagement anti-impérialiste de SEKOU TOURE. Parallèlement, avec l'aval du même SEKOU TOURE, le clan peul à la tête duquel se trouvait SEFOULAYE DIALLO, président de l'Assemblée Nationale guinéenne, pouvait donner toutes les assurances à AHIDJO, comme par fidélité au tribalisme transcontinental. Et, pendant ce temps, les déperditions de certaines aides des pays socialistes (comme l'imprimerie de l'Assemblée Nationale guinéenne, à l'origine propriété upéciste) n'avaient pas de réelle contrepartie en assistance aux réfugiés upécistes. Ce n'est d'ailleurs pas une situation particulière à la Guinée ou au régime de SEKOU : dans le monde entier, les réfugiés sont toujours plus exploités que soutenus. Il n'y a que dans des cas où les intérêts nationaux du pays hôte sont directement concernés que le soutien devient une question de principe et résiste suffisamment aux pressions diplomatiques.

La dernière grande bataille de solidarité de SEKOU TOURE avec l'UPC a été celle de la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU sur le problème camerounais de février 1959. Et elle n'apporta pas grand chose. Nous avons déjà signalé dans ce témoignage que c'était une erreur de la part des dirigeants de l'UPC de ne pas prévoir que l'indépendance du Cameroun, sous la férule des hommes du néocolonialisme, allait fragiliser toutes les positions de l'UPC à l'étranger ; que c'était une erreur de ne pas décider de porter l'offensive, sur le plan politique, à l'intérieur du pays, plutôt que de spéculer sur l'aide des pays progressistes africains et des pays socialistes.

Le " revirement de 1979 " de la Guinée ne pouvait plus affecter l'UPC dans la mesure où SEKOU TOURE s'était déjà désengagé à l'égard de l'UPC plus de dix ans auparavant. Ce " revirement " était une réalité pour les upécistes dès les années 1970. Sans suggérer qu'il y avait une complicité active de la Guinée avec les assassins de AMILCAR CABRAL, notre conviction est

que l'offensive des colonialistes portugais à Conakry le 20 janvier 1970 avait été servie par l'ambiguïté croissante du soutien du régime guinéen au leader du PAIGC. D'ailleurs, l'attaque portugaise est en effet intervenue deux ans après l'expulsion (tentative d'extradition) dont j'ai été l'objet. Pourtant les combattants upécistes avaient efficacement participé aux combats pour repousser les portugais. SEKOU TOURE leur avait rendu un hommage mérité et avait regretté d'avoir " autorisé " l'expulsion du commandant KISSAMBA, suggérant même qu'il pouvait revenir en Guinée ! Cette attitude était vraiment fort ambiguë et complexe !

Dans les années 1970, pour les responsables progressistes africains lucides, la Guinée de SEKOU TOURE était devenue dangereuse et improductive. Quant au terrorisme d'Etat qui a caractérisé le régime de SEKOU TOURE et qui était comparable à celui de AHIDJO, les patriotes guinéens peuvent mieux en parler.

Question 50 : *A la mort de OUANDIE, vous aviez déjà mené près de dix ans (1962-1971) de lutte armée très active dans le maquis. Qu'est ce que vous considérez comme vos principaux succès ? Comment expliquez-vous votre échec puisque vous n'avez pas atteint votre principal objectif ?*

Je n'ai pas mené une lutte armée très active pendant tout ce temps. De 1962 à 1965, je menais diverses activités liées à la lutte armée au Ghana et au Congo tout en travaillant à la présidence de la République au Ghana. De 1965 à 1967, je préparais le II^{ème} Front de l'ALNK au Cabinda angolais, exposé aux attaques aériennes et aux incursions anti guérilla des Portugais. En 1968, il y eut l'interposition militaire entre les forces de NGOUABI et celles de MASSAMBA DEBAT, interposition qui permit d'éviter un bain de sang ethnique à Brazzaville. En 1969, je préparais mon parachutage avec du matériel dans le Dja-et-Lobo et j'ai dû y renoncer après avoir reçu des informations du capitaine Sylvain, responsable des opérations dans le Dja-et-Lobo.

C'est effectivement en 1971 que j'ai renoncé à relancer l'action armée car, j'ai pensé qu'il y avait des risques de commettre

de graves erreurs lorsque l'on reprend rapidement des initiatives de lutte armée après un événement comme l'assassinat du président OUANDIE. Il fallait un temps de réflexion – que j'ai effectivement pris – et, ma décision, après étude de tous les paramètres de la question, fut de ne pas relancer à terme la lutte armée. Pourtant, quelques jeunes cadres, pour qui je symbolisais avant tout le maquis, étaient disposés à me suivre si je relançais la lutte armée.

Je peux vous assurer, professeur Daniel ABWA, qu'en décidant de foncer aux frontières avec mes hommes, j'étais déjà convaincu que notre expérience de la guérilla ne mènerait pas à la chute du régime AHIDJO ; et même que la liaison avec le président OUANDIE – qui était mon objectif premier – pouvait difficilement se réaliser. Ma conviction se fondait sur le fait que le choc avec les forces du régime, dès le franchissement de la frontière Cameroun-Congo, ne correspondait pas à mon plan de départ, un plan élaboré avec mes collègues du Comité Révolutionnaire.

Mon plan, à l'origine, c'était une infiltration clandestine, silencieuse, un travail clandestin de formation de cadres, d'entraînement des combattants - chaque combattant de la colonne devait être formé pour former à son tour des recrues – et un travail d'extension des réseaux clandestins de liaison vers Yaoundé, Douala, Nkongsamba, Bafoussam, pour un contact avec OUANDIE qui allait se faire dans un premier temps par une livraison de notre matériel.

A partir du moment où j'ai été forcé, par les circonstances, de livrer des combats dès la frontière, ce plan ne pouvait plus réussir. Cependant, je me disais qu'il valait mieux un échec après un combat qu'un abandon sans combat après deux années d'efforts soutenus. Je n'excluais pas l'hypothèse que je puisse tomber au cours d'un affrontement, mais, Dieu merci, cela n'a pas été le cas. J'ai toujours été sincère dans mes convictions pour pouvoir jeter sur notre lutte un regard lucide, en la considérant dans son ensemble. Pour un militant ayant, tant soit peu, étudié les luttes

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

des peuples pour le progrès, toute révolution triomphante est toujours l'aboutissement de plusieurs assauts infructueux et chacun de ceux-ci fait partie de la marche vers la victoire.

Mes principaux succès ? En toute modestie, je peux citer les suivants :

- Avoir formé, sans être l'instrument d'aucune puissance étrangère et sans ressources importantes, une centaine de jeunes combattants qui trouvaient principalement leur nourriture dans les champs qu'ils cultivaient eux-mêmes, et leur protéine animale dans les pièges qu'ils tendaient ;
- Avoir traversé le Congo de l'extrême sud à l'extrême nord, jusque dans le Dja-et-Lobo, en forçant un peu la main aux frères Congolais ;
- Avoir livré aux forces néocoloniales de AHIDJO des combats où elles ne bénéficiaient plus d'un grand déséquilibre en armement et d'avoir pris le dessus sur elles à la Lélé et à Alati, sans enregistrer parmi mes combattants ni mort, ni blessé même léger ;
- Avoir intervenu au Congo par une interposition de mes combattants pour éviter un bain de sang à caractère tribal lors du coup d'Etat de NGOUABI, après avoir protégé avec mes hommes le Gouvernement MASSAMBA DEBAT au complet (à l'exception du président DEBAT replié à Boko). Quand on pense aux quinze mille morts des affrontements SASSOU-LISSOUBA, trente ans plus tard, on peut mesurer l'importance de notre engagement qui a donné lieu à une négociation fraternelle entre NGOUABI et MASSAMBA DEBAT.

Question 51 : *Dans quel maquis vous trouviez-vous lorsque Ernest OUANDIE avait été arrêté, jugé et condamné ? A cette occasion, on retrouve le journaliste que vous étiez par vos critiques dans La Voix Du Kameroun . Où était passé le journaliste pendant tout ce temps ? Qu'est-ce qui vous a obligé à quitter votre Kalach pour la plume ?*

Je ne me trouvais pas sous maquis au moment de l'arrestation

du président OUANDIE. Je me trouvais à Conakry et j'ai dû, à partir de la capitale guinéenne, intervenir dans divers médias en initiant une campagne internationale pour la libération de Ernest OUANDIE. Cette campagne embarrassa le président AHIDJO qui envoya Charles ASSALE à Conakry afin d'obtenir mon extradition à Yaoundé. J'ai été effectivement arrêté, malgré la sympathie que me manifestait le " coprésident " NKRUMAH, et embarqué dans un avion en partance pour Dakar, escorté par deux gendarmes armés, en novembre 1970. C'est de Dakar que je devais être expédié au Cameroun.

A l'aéroport de Dakar, j'ai réussi à fausser compagnie aux gendarmes guinéens et sénégalais pour entrer dans une nouvelle clandestinité qui a duré quinze ans.

Pour un chef d'une guérilla, s'il ne se décharge pas des tâches militaires, il lui est pratiquement impossible de faire du journalisme sous maquis. On ne peut tenir à la fois l'A.K. et la plume. Bien sûr, être chef d'une guérilla n'empêche pas que de temps en temps, on puisse prendre un moment de réflexion dans un coin sécurisé pour traiter un problème précis. Au camp de Madibou, à Brazzaville, j'avais par exemple rédigé, fait discuter et adopter une petite Charte du II^{ème} Front.

Question 52 : *Que Pensez-vous de l'arrestation de OUANDIE ? Ne Pensez-vous pas qu'il avait été trahi par Monseigneur NDONGMO qui l'avait " donné " pour sauver sa propre peau, tant il était mouillé jusqu'au coup dans cette guerre de maquis ?*

L'exécution de OUANDIE peut-elle être considérée comme la victoire du Bien sur le Mal puisqu'il menait une guerre considérée comme anachronique et qui, à la longue, ressemblait plus au terrorisme qu'à une lutte de libération nationale ?

Les difficultés que je connais depuis mon retour au pays et qui sont voulues par le pouvoir, m'ont empêché d'entreprendre une enquête approfondie sur les conditions d'arrestation du président OUANDIE. Cependant, les éléments d'appréciation non négli-

geables en ma possession me permettent, sous réserve d'éléments nouveaux, d'affirmer que dans ce drame, il n'y a pas eu de trahison, ni de la part de Nicanor NJIAWUE et son collaborateur Jean-Claude NJEM (dit Bona Claude), ni de la part de Monseigneur NDONGMO. Par contre, au niveau de ces trois protagonistes de la tragédie, comme au niveau du président OUANDIE lui-même, il y a eu un tel degré d'amateurisme et un si grand nombre de fautes violant les règles de l'action révolutionnaire clandestine et de la guérilla, qu'une catastrophe était inévitable.

Il existe un problème sérieux en Afrique, et particulièrement au Cameroun dans la gestion et l'explication des événements ; de nombreux échecs, de nombreuses tragédies que l'on attribue aux " trahisons ", démoralisant et désorganisant les patriotes au lieu de les éduquer, sont quelquefois le résultat des improvisations, des actions mal préparées et d'un amateurisme lamentable. Prenons les cas des trois personnages qui nous intéressent dans cette affaire OUANDIE.

Nicanor NJIAWUE a été le premier à concevoir le projet aberrant de la sortie de Ernest OUANDIE pour régler les problèmes politiques et diplomatiques à l'extérieur du pays. Il ignorait tout des problèmes qu'il a fallu résoudre et la somme des difficultés qu'il a fallu vaincre pour l'entrée sous maquis de Ernest OUANDIE ; il s'imaginait qu'il serait facile pour le président du Comité Révolutionnaire de faire tranquillement des va-et-vient entre le maquis et les capitales africaines.

Non seulement les motivations de ce projet étaient subjectives, - parce que NJIAWUE voulait se valoriser auprès des soviétiques comme " grand dirigeant ", notamment après le " Niet " à sa proposition d'inspecter nos forces au Cabinda, - mais, même avec la collaboration du stagiaire du KGB, Jean-Claude NJEM, Nicanor NJIAWUE n'était pas à mesure de réaliser une opération de cette envergure. La confection de faux mandats de Ernest OUANDIE pour le prélat, à présenter aux autorités algériennes, n'était qu'un bricolage qui ne pouvait pas tromper la vigilance du FLN.

Déjà, en s'illustrant avec des expulsions de ses propres cama-

rades parmi lesquels son collègue NDONGO DIYE, Nicanor NJIAWUE s'était considérablement déconsidéré auprès des Algériens et des upécistes. Toutefois, nous ne le croyons pas capable d'avoir monté un traquenard pour nuire au président OUANDIE.

Pour ce qui est de Monseigneur Albert NDONGMO, l'autre protagoniste de l'affaire qui nous intéresse, nous pouvons dire que l'auréole d'un prélat catholique confère à toute cause qu'il soutient une certaine crédibilité. Etre évêque catholique suppose déjà un niveau intellectuel qui permet d'accéder à une bonne compréhension des problèmes sociaux et politiques du pays. Cependant, en dehors de la complicité et du soutien qu'un prélat peut apporter à une lutte populaire, ou à un processus politique de manière ponctuelle (comme une médiation ou la modération d'une conférence nationale...), il est dangereux de vouloir en faire de manière improvisée un révolutionnaire professionnel ou un chef d'Etat. Mgr MAKARIOS a été précisément une illustre exception.

Adopter pour les problèmes de la lutte des approches sentimentales ou laxistes, témoigne d'un amateurisme dangereux. Or, aussi bien NJIAWUE, dont la médiocrité comme dirigeant fut criarde à Alger, que le président OUANDIE, tous deux ont voulu faire de NDONGMO un révolutionnaire professionnel qu'il n'était pas.

Selon notre analyse des faits, nous pensons que si Mgr NDONGMO avait eu une mission de trahison ou des intentions de trahison à l'endroit du président OUANDIE, des dizaines d'occasions de l'accomplir se seraient offertes à lui avant 1970. Il n'aurait certainement pas attendu aussi longtemps pour perpétrer son crime. Il appartenait aux responsables politiques d'orienter et de contrôler méthodiquement le travail du prélat. Or, ils semblaient s'en remettre naïvement à ses initiatives et à son ambition ainsi encouragée de jouer un rôle politique de premier plan.

A mon avis, Mgr NDONGMO était sans aucun doute un patriote engagé. C'était tout à son honneur de s'être impliqué à

fond dans la cause révolutionnaire nationale que représentait, pour lui et pour de nombreux Camerounais révoltés par la dictature néo-coloniale, la guerre des maquis. Les erreurs ou les fautes qu'il a commises par manque de formation adéquate et d'expérience lui confèrent toujours plus de mérite qu'à ceux qui se sont complus dans la soumission ou dans une neutralité hypocrite.

Qu'en est-il de Ernest OUANDIE lui-même, le président du Comité Révolutionnaire ? Sa première faute grave fut d'avoir accepté le projet de sa sortie du maquis proposé par Nicanor NJIAWUE. Il savait, bien avant sa rentrée sous maquis, que dans le collectif des membres du Comité Révolutionnaire, un seul pouvait émettre un avis autorisé sur ce type d'opérations. Il ne connaissait pas vraiment NJIAWUE qu'il n'avait rencontré qu'épisodiquement et dont il ignorait la relative inconsistance que cachait sa verbosité.

Une décision aussi grave que la sortie du président OUANDIE du maquis devait absolument faire l'objet d'une étude approfondie et devait être prise collégialement. Or, Ernest OUANDIE, président du Comité Révolutionnaire, se contenta d'avaliser le projet de sortie présenté par NJIAWUE avec des arguments fallacieux pour écarter les avis de NDONGO DIYE et de WOUNGLY-MASSAGA.

Il est apparu que l'organisation générale de la logistique des contacts entre Mgr NDONGMO et le président OUANDIE avait été faite en totale violation des normes d'une guerre de guérilla et avait été caractérisée par le laxisme et le manque de vigilance. Il faut en effet dire qu'il n'appartenait pas du tout au président OUANDIE de se déplacer en ville pour rencontrer Mgr NDONGMO. C'était à l'évêque de partir de son évêché pour aller discrètement à la rencontre du président en brousse, dans des conditions précises et selon des modalités à modifier après chaque rencontre.

C'était à OUANDIE, le chef révolutionnaire, de prendre en charge les impératifs de vigilance dans tout déplacement, de fixer les rendez-vous à sa convenance. Mgr NDONGMO n'était pas un " révolutionnaire professionnel ". Il ne connaissait les problèmes

de la lutte armée qu'en amateur. Je refuse de lui faire porter le chapeau d'une catastrophe qui s'inscrivait comme inévitable dans la manière de travailler des dirigeants de l'UPC.

N'ayant pas encore enquêté sur quelques documents qui insinuent la thèse d'un ralliement suicidaire du président du Comité Révolutionnaire de l'UPC, je m'en tiens à ce qui me paraît comme historiquement objectif et irréfragable : une accumulation de fautes politiques, OUI ! une trahison, NON !

Victoire du Bien sur le Mal ? Mais, dans quel monde le tandem AHIDJO-FOCHIVE, symboles du terrorisme d'Etat, pouvait-il représenter le Bien ? La thèse d'une guerre anachronique de caractère terroriste relève de la langue de bois des Camerounais instrumentalisés par le néocolonialisme.

Question 53 : *La condamnation à mort de OUANDIE et son exécution par fusillade en janvier 1971 sont généralement considérées comme marquant la fin de la lutte armée de libération de l'UPC au Cameroun. Que devient alors le Commandant KISSAMBA ? On a que très peu parlé de vous après cet événement, sinon pour signaler votre passage dans tel ou tel pays d'obédience communiste. Où étiez-vous donc passé ? Que faisiez-vous ? Le combattant était-il mort en vous ?*

Le 15 janvier 1971, jour où OUANDIE a été exécuté, j'étais déjà en clandestinité. Je me suis mis au travail, cette fois " avec la plume " pour sortir la plaquette " *l'UPC PARLE* ". Ce n'était pas un écrit anonyme : le titre que j'avais choisi excluait une signature individuelle. Elle sortit aux éditions MASPERO à Paris. Ensuite, j'ai pris le temps de la réflexion, pour revoir la situation de la lutte et la problématique de la relance des maquis.

J'étais l'objet de sollicitations de jeunes cadres qui souhaitaient une nouvelle pénétration sous maquis et qui ignoraient tout des problèmes posés par un tel projet. Je ne voulais pas commettre l'erreur, déjà trop courante dans notre Parti, de réagir subjectivement et à chaud dans des circonstances graves.

Je me suis particulièrement penché sur la situation internatio-

nale, l'environnement géopolitique de notre pays dans le continent africain, et l'inquiétante évolution des pays socialistes. J'ai finalement opté pour un certain nombre de tâches : formation des cadres, recherche d'une stratégie de réorganisation du Parti.

Il est prématuré d'exposer tout au sujet de mon dispositif de clandestinité de l'époque. Je n'ai jamais séjourné dans les pays socialistes en dehors des vacances forcées en Allemagne Démocratique qui nous avaient été offertes en 1965 par l'OUA, dont les ténors HOUPHOUËT, YAMEOGO et AHIDJO faisaient pression sur NKRUMAH afin que nous soyons chassés du Ghana avant le sommet de décembre 1965.

Le combattant n'était pas mort, il ne doit jamais mourir tant que dure la lutte ; il doit cependant s'adapter à toutes les évolutions et fluctuations de celle-ci.

Question 54 : *Nous n'avons que très peu parlé de votre vie privée. Mais vous savez bien qu'un homme public, tel que vous l'êtes devenu, n'a pas de vie privée. Permettez donc que je vous pose quelques questions sur votre famille pendant que vous étiez contraint à l'exil et pendant votre vie de combattant. Nous savons que votre épouse, bien que enceinte et pratiquement à terme, avait été expulsée de France en même temps que vous. Comment allez-vous vivre ces moments difficiles ensemble ? Que deviennent vos enfants ? Votre épouse, qui a partagé votre vie militante, vous suit-elle dans votre aventure combattante ? Pourquoi vous accuse-t-on d'avoir passé une grande partie de votre temps, alors que vous étiez au maquis, à " gérer les femmes de vos compagnons de lutte ?" Peut-on dire que le commandant KISSAMBA était un bon chef pour ses hommes ? Lesquels l'ont positivement marqué pendant les années de combat ? Lesquels l'ont marqué négativement ?*

Je ne souscris que partiellement à la négation de la vie privée des hommes publics. Je respecte volontiers celle des autres, même lorsque l'on s'attaque à la mienne. Ceci dit, non seulement je ne considère pas comme une agression d'être interpellé

sainement sur ma vie privée qui ne cache rien de secret ou de dépréciatif, mais je pense en plus que lorsqu'il faut mettre les points sur les i, je ne dois pas refuser de parler de ma sexualité.

Ma première épouse Annie, française d'Auvergne, avait été déportée au Mali, en même temps que Jean Martin TCHAPTCHET et son épouse Florence. Elle était enceinte de huit mois. C'était sans doute pour que je comprenne qu'il n'y avait pas de choix pour moi que de quitter la France. Annie n'avait pas cherché à se prévaloir de sa citoyenneté dès lors qu'on me condamnait à quitter la France. Dès mon arrivée à Accra, je suis allé aussitôt la retrouver à Bamako où il faisait une chaleur terrible. La petite Anne était née et le bébé était constamment menacé de déshydratation. Je suis vite revenu à Accra avec ma petite famille, car c'est le Ghana qui avait accordé l'asile politique aux étudiants camerounais qui s'étaient réfugiés dans son ambassade à Paris. Le camarade OUANDIE avait voulu nous installer dans une villa de Tesano (quartier huppé d'Accra). Annie et moi, après une brève concertation, avons préféré partager les conditions de vie de tous les camarades responsables qui étaient logés à la permanence de l'UPC à Kokomlemle. Une chambre nous y a été réservée à côté de celle du vice-président OUANDIE. Nous nous sommes adaptés sans problèmes.

Il se posa rapidement et sournoisement un problème sérieux que je n'avais pas prévu. Je ne voulais pas me mêler à la promiscuité sexuelle de la colonie des militants et des militantes. Instinctivement, je sentais que ce serait la catastrophe, si je ne respectais pas mon foyer. Je ne voulais avoir aucune liaison extra conjugale. Les camarades femmes en déduisirent que je ne voulais pas " goûter aux noires ", et elles organisèrent plus ou moins consciemment une sourde hostilité autour de ma femme qui en fut très affectée, tandis que j'en ressentais beaucoup de peine sans toutefois le manifester. Avec les crises de paludisme, la tension nerveuse résultant d'un environnement féminin hostile, ma femme frôla la mort. Heureusement que mon recrutement à la présidence fin 1961- début 1962, me permit d'avoir un loge-

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970)

ment de fonction : une grande villa coloniale, avec un grand parc planté d'arbres, et des dépendances pour employés. J'y ai vécu avec ma femme qui s'y est trouvée fort à l'aise. Elle y a bien supporté les quelques mois de ma détention avec la colonie camerounaise où j'étais interné au commissariat de police de Legon, face à l'université d'Accra, et à la prison de Hucher Fort.

De 1963 à la mi 1965, nous avons vécu en toute sérénité et notre petite famille s'était agrandi d'une fille, Sytna et d'un garçon, Emmanuel BINGHAM.

L'année 1965 a été marquée par une séparation dont nous ne mesurons pas bien qu'elle serait une véritable vivisection pour notre petite famille.

Lorsque je l'ai retrouvée en mai 1969, notre bonheur était ponctué de tempêtes : pour Annie, la naissance de ma troisième fille, Hélène, sous maquis, avait naturellement été un drame. Une franche explication nous a cependant permis de nous comprendre. Annie voulait même accueillir Hélène pour qu'elle vive avec ses frères et sœurs. Ce que n'accepta pas sa mère Valentina.

Frédéric MAMIA, né à Montpellier est aujourd'hui un homme mûr, ingénieur hydraulicien et journaliste traducteur. Anne NYOUNGOU, née à Bamako, est professeur de mathématiques. Sytna est ingénieur chimiste, et Emmanuel BINGHAM est avocat, nés tous les deux à Accra au Ghana.

Pour ce qui est de " gérer les femmes de mes compagnons de lutte ", genre de formules croustillantes qu'aiment bien les Camerounais, je crois que tout le Cameroun le saurait déjà si j'étais un spécialiste du désordre sexuel et de la lubricité.

Il y a des gens qui font profession depuis trente ans de m'effacer de la scène politique camerounaise, et ils ne reculent pas devant ce type d'agression qui témoigne d'une perfidie de bas étage. Mais quand on se livre à ce genre d'agression, il faut soi-même faire preuve d'un minimum de moralité au lieu de vivre publiquement dans l'inceste. Qu'à cela ne tienne, qu'en est-il donc d'une telle accusation de gérer les femmes des compagnons de lutte.

Une fille comme Valentina ne pouvait pas manquer de nombreux soupirants. Elle n'avait pas de mari, ni de près ni de loin, même si un soupirant inconsolable⁴³ lui avait fabriqué un acte de mariage où le père de Valentina, ABOLO ABRAHAM, ancien doyen des prisonniers politiques de Mantoum, était présenté comme vivant au moment de l'établissement de l'acte alors qu'il était déjà décédé : un faux manifeste, que j'ai demandé à Valentina d'ignorer.

C'est à leurs risques et périls intellectuels que des historiens peu scrupuleux se mêlent à des psychopathes sexuels qui gèrent les fantasmes de leur impuissance.

Au maquis, quelques éléments malsains ont tenté vainement une double cabale auprès des paysans qui les ont d'ailleurs dénoncés. Ce n'est pas normal, disaient-ils, qu'un *mone belobolobo*⁴⁴ dirige le maquis en pays boulou. Un autre amoureux transi et éconduit – l'auteur même du faux acte de mariage – interpellait les paysans et les combattants boulou sur le fait que leur belle fille ne devait pas revenir à un " étranger ".

A une très haute personnalité du Dja-et-Lobo qui lui posait la question de savoir pourquoi elle avait succombé aux charmes d'un " étranger ", Valentina lui avait simplement répondu, " *parce que c'est un homme* ". Elle aurait dû s'en arrêter là, mais elle a ajouté, avec le pouce levé au dessus du poing et une moue de satisfaction : " *un vrai* " ! Voilà à quoi tiennent les spéculations d'une certaine littérature et de certains écrivains.

Dans l'ensemble, je garde un bon souvenir de mes compagnons de lutte, à une forfaiture criminelle près. Il ne m'appartient pas de dire ce qu'ils pensent de moi. Je ne voudrais pas non plus classer les bons et les mauvais, pour que tous puissent dire avec une légitime fierté : j'étais au II^{ème} Front de l'ALNK avec

43 - Nous n'avons pas pu obtenir du commandant KISSAMBA le nom de ce " soupirant inconsolable " de Valentina, " la femme du chef ".

44 - Un étranger, terme péjoratif en boulou pour qualifier un non Boulou

le commandant KISSAMBA.

Question 55 : *Après l'exécution de OUANDIE, la lutte armée de l'UPC est quasiment terminée sur le terrain. Comment le Commandant KISSAMBA réussit-il la transition entre le combattant qu'il était hier et l'animal politique qu'il allait devenir ?*

La lutte upéciste a formé et doit sans doute former encore des dirigeants polyvalents, capables d'assumer leurs fonctions politiques et de diriger des activités militaires. Déjà, avant même de m'impliquer dans la lutte armée au II^{ème} Front, j'avais déjà négocié avec le gouvernement du Ghana des problèmes d'aide au Mouvement populaire de Libération de l'Angola (MPLA) et de soutien au nouveau régime du Congo Brazzaville après la chute de l'abbé Fulbert YOULOU. J'ai aussi eu à intervenir auprès du président NKRUMAH, l'appui aux combattants du Congo Léopoldville et à m'associer, à sa demande, à la mise en place d'un Conseil National de Libération (CNL).

Ce faisant, l'abandon forcé par les circonstances des activités militaires m'a ramené au travail politique orienté vers la réorganisation patiente de la lutte, la formation des cadres politiques, l'éducation des masses, et la participation aux débats sur les problèmes politiques nationaux. Je n'ai pas eu besoin d'une transition particulière ; le passage du combattant au politique s'est fait naturellement, insensiblement, puisque c'était la poursuite d'un même combat.

Question 56 : *Dernière question au combattant : A quoi attribuez-vous finalement et personnellement l'échec du II^{ème} Front ? Avec le recul du temps, maintenez-vous les raisons avancées dans votre opuscule, l'Afrique bloquée : le cas du Kamerun ?*

Que ce soit dans la plaquette *L'Afrique bloquée : l'exemple du Kamerun* que j'ai publiée en Suisse (Edition du CIML) et qui avait également été éditée en Italie, ou dans le présent témoignage, je n'ai donné qu'une seule et même explication de l'échec du

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

II^{ème} Front de l'ALNK : nous avons, malgré nous, engagé cette guérilla comme nous n'avions pas prévu de le faire et ne souhaitions pas le faire, c'est-à-dire par des affrontements armés avec les forces néo-coloniales. Mais, nous n'avons pas eu le choix de faire autrement : il nous fallait soit renoncer à toute action, soit affronter un régime alerté d'avance. Nous avons choisi la deuxième alternative et c'est la seule que nous devions choisir.

C

Woungly-Massaga, l'homme politique : de 1970 à nos jours

Question 57 : Vos talents d'homme politique ont été remarqués longtemps avant que vous ne consacriez votre vie exclusivement à la politique. Vous avez été associé à la vie politique des pays africains dans lesquels vous avez eu à vous installer en votre qualité de militant ou de combattant de l'UPC. Pouvez-vous nous dire comment cela s'est passé ? pourquoi cela s'est passé et quelles étaient les fonctions à vous confiées ? Est-ce à partir de ces cooptations que vous avez compris que vous avez des capacités certaines d'homme politique et que vous deviez désormais faire de la politique et non le simple militantisme ?

Je ne vois en réalité pas une grande différence entre faire de la politique et militer. Mes activités politiques de collaboration avec des hommes d'Etat étrangers et des dirigeants d'autres mouvements de libération ont toujours visé à promouvoir les intérêts de l'UPC. Il s'agissait donc pour moi d'un travail militant. J'étais généralement sollicité à participer à une réflexion sur tel ou tel problème, ou à concevoir une solution à tel autre. Je me prêtais volontiers à ces travaux comme militant panafricain. Les relations qui se créaient dans ces conditions me permettaient de poser des problèmes de solidarité avec l'UPC et j'obtenais satisfaction en règle générale.

Sauf dans le cas du Ghana où j'ai été intégré au " Research Group " des conseillers de NKRUMAH, je n'ai pas accepté de fonctions officielles qui risquaient de me couper de la lutte. Ainsi, quand j'ai été nommé par NKRUMAH et que le ministre résident de Guinée au Ghana (celui-là même qui m'avait aidé pour l'opération du retour sous maquis de Ernest OUANDIE) m'a présenté l'offre de la Guinée d'aller travailler à l'OUA naissante comme adjoint au directeur de cabinet de DIALLO TELLI, mais avec la suggestion de prendre quelques distances vis-à-vis de l'UPC, j'ai

décliné cette offre. Non seulement cette proposition ne collait pas à ma vision des choses, mais je savais déjà que la collaboration avec le président SEKOU TOURE était un pari risqué car, j'avais déjà été averti par le président MOUMIE, lors de son voyage pour le Congo Léopoldville, du rôle joué par le chef de l'Etat guinéen au sujet du torpillage du projet de Gouvernement révolutionnaire Kamerunais en exil.

La perception que l'on a des compétences, et l'usage que l'on en fait ont beaucoup évolué depuis les indépendances. Aujourd'hui, la plupart des pays africains sont sous la coupe des bourgeoisies néo-coloniales qui n'ont pas de grandes ambitions pour leurs pays ; leur vision s'arrête cyniquement aux deux objectifs que sont : s'enrichir et s'accrocher au pouvoir. Dans ce contexte, les compétences sont ignorées voire considérées comme dangereuses. C'est pourquoi j'aborde les tâches militantes telles qu'elles se présentent sans spéculer sur l'intérêt que les hommes d'Etat des régimes néo-coloniaux peuvent trouver à mes positions ou propositions. Au Cameroun, même dans l'opposition, les compétences et l'expérience suscitent l'hostilité, l'équation tribale ayant la priorité en tout et partout.

Question 58 : *C'est surtout avec les pays africains dits de gauche que vous avez établi les contacts les plus objectifs et les plus durables. Peut-on dire de vous que vous avez été communiste ? que vous êtes communiste ? Est-il vrai de penser que l'UPC originelle était un parti communiste comme on l'en a accusé ?*

Je n'ai pas préféré les pays africains dits de gauche par simple discrimination idéologique. La diplomatie du régime AHIDJO avait pour objectif premier voire unique de traquer les militants et dirigeants de l'UPC où qu'ils se trouvent. Il n'y avait donc que les pays africains progressistes pour nous accorder l'asile politique.

Même dans ces pays africains progressistes, il fallait souvent un sérieux travail de préparation pour que des opposants aux régimes néo-coloniaux soient acceptés comme réfugiés. Au

Ghana, par exemple, qui était l'un des pays progressistes africains les plus avancés au temps de NKRUMAH, j'ai dû sauver un jeune opposant gabonais, François ONDO NDONG, qui était arrivé à Accra à l'improviste. Il m'a fallu l'arracher des mains des services de sécurité ghanéens, lui prendre un billet d'avion pour Alger avec mon propre salaire, et négocier son admission en Algérie. En 1992, j'ai appris qu'il était devenu avocat et bâtonnier de l'ordre au Gabon.

Pour ce qui est du communisme, je ne suis pas communiste et je n'ai jamais été communiste. Que suis-je ? Un chrétien mystique, comme mon père. Je n'ai jamais fait partie d'aucune secte philosophique, religieuse ou autre. Et si vous ajoutez que je ne suis pas homosexuel, vous comprendrez la vive hostilité de la classe politique du pouvoir néo-colonial contre le commandant KISSAMBA.

Il est vrai que mes écrits et mes analyses mettent en évidence une méthodologie marxiste et des convictions progressistes. Le marxisme m'apparaît comme un instrument d'analyse irremplaçable, et un chrétien qui se débarrasserait de la préoccupation du partage et du souci de justice sociale cesserait de l'être. Mais c'est très sincèrement que je considère le matérialisme brut, athée, comme une amputation de la pensée, dans la mesure où il renonce à rendre compte de la réalité au-delà de la matière, c'est-à-dire de la complexité du monde et de la vie. Je poursuis à ce sujet des recherches qui vont me permettre, le moment venu, " si Dieu me prête vie ", - comme disait DE GAULLE - de parler, non seulement de la tangibilité de l'au-delà, mais de la grande supériorité de certaines expériences africaines en matière de mysticisme.

Ruben UM NYOBE s'est suffisamment exprimé sur l'accusation de communisme faite à l'endroit de l'UPC. Je n'ajoute rien à ce démenti : l'UPC n'est pas et n'a jamais été communiste. La maîtrise du marxisme et d'autres doctrines faisait partie de la formation des cadres et des dirigeants de l'UPC ; notre parti s'est affirmé depuis longtemps dans notre pays comme le parti de l'excellence.

Question 59 : Après l'exécution de Ernest OUANDIE, vous prévalant de votre qualité de membre du Comité Révolutionnaire, vous lancez le courant du MANIDEM . Pourquoi avez-vous ressenti le besoin de lancer un tel courant ? Est-ce à dire que pensiez déjà que l'UPC originelle avait atteint ses limites ? Pourquoi n'avez-vous pas crée tout simplement un autre parti politique au lieu de faire du MANIDEM un courant de l'UPC ?

Après l'assassinat de Ernest OUANDIE, il nous fallait concevoir une stratégie de réorganisation et de relance du mouvement. Au lendemain de ce revers terrible, la simple évocation à l'intérieur du pays du seul nom de l'UPC effrayait jusqu'aux anciens upécistes eux-mêmes, et surtout les jeunes. C'est pour cela que nous avons conçu un mouvement de masse, le courant du Manifeste National pour l'Instauration de la Démocratie (MANIDEM), en trois modules :

- 1/ une campagne d'opinion
- 2/ un ensemble de comités indépendants
- 3/ et un ensemble de comités liés aux organismes de l'UPC et dits comités rouges du MANIDEM.

Le MANIDEM nous a permis de relancer le travail de masse, la mobilisation des jeunes et d'amorcer la formation des cadres – comme pour le II^{ème} Front, avec des moyens dérisoires. Une école des cadres de l'UPC et du MANIDEM a ainsi été créée, en deux niveaux : une école de base et une école centrale.

S'il s'agissait de considérer que l'UPC originelle avait atteint ses limites, nous l'aurions dit. Tout au contraire, nous soulignons qu'il s'agissait bien d'une stratégie de relance de l'UPC. Mais en politique, plus encore que dans tout autre domaine, il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut rien entendre. Je ne vois pas pourquoi nous aurions crée un autre parti plutôt que de faire du MANIDEM un courant de l'UPC.

Ce dernier choix était le nôtre ; nous n'avions pas à appliquer des stratégies à la convenance des analyses d'autres personnes, surtout dès lors que notre choix démontrait son efficacité sur le

terrain. D'ailleurs, nous n'avons empêché personne de créer un autre parti politique et de faire preuve de plus d'efficacité que nous.

Question 60 : *La naissance du MANIDEM ne semble pas avoir été positivement appréciée par toute la classe des intellectuels de gauche camerounais de la diaspora. Certains ont considéré le MANIDEM comme votre initiative personnelle devant favoriser votre positionnement car disent-ils, c'était la machine qui devait faire de vous le nouveau leader de l'UPC, nouvelle tendance. D'autres affirment que l'idée du MANIDEM n'est pas de vous car, c'est Abel EYINGA qui, le premier avait énoncé le principe du rassemblement du front de la révolution que vous avez utilisé pour créer le MANIDEM.*

N'exagérons rien professeur Daniel ABWA, " toute la classe des intellectuels de gauche camerounais de la diaspora " ne comprenait à l'époque que MONGO BETI et Abel EYINGA. Le premier a été activiste du MANIDEM avec carte, et était même chargé de la rédaction du Manifeste. Après quelque temps, il s'est détaché de nous pour faire avec le Dr EYINGA la promotion de NTUMAZAH qui leur avait fait croire qu'il était un des pères fondateurs de l'UPC.

Dans une lutte comme celle de notre peuple, la position de leader n'est pas affaire de propagande personnelle, mais d'action, de sacrifices et de compétence. Un leadership peut être usurpé ou imposé " démocratiquement " par des clans ethniques ou régionaux bien soudés par le tribalisme et le régionalisme : il est alors inévitable de voir la lutte cheminer vers des impasses tragiques.

Je ne suis donc pas un obsédé du positionnement : ma conviction est qu'une lutte comme celle de notre peuple a besoin de nombreuses compétences, de toutes ses compétences. L'idéologie petite bourgeoisie mesquine qui veut qu'on ne puisse briller qu'en détruisant toutes les compétences autour de soi, qu'en éliminant tout ce qui peut faire de l'ombre, est fondée sur des complexes que pour ma part j'ignore. J'estime, en toute modestie, que je suis

d'un niveau intellectuel qui peut se passer du plagiat, et je crois l'avoir prouvé non seulement au Cameroun, mais aussi sous d'autres cieux.

Mais si quelques Camerounais s'honorent de s'attribuer la paternité de mes réflexions et de mes travaux, comment puis-je les empêcher d'exploiter l'extrême crédulité de nos compatriotes ? Chacun a sa conception de l'éthique politique.

Vous m'apprenez, professeur, que l'idée du MANIDEM n'est pas de WOUNGLY-MASSAGA, mais de celui qui, " le premier avait énoncé le principe du rassemblement du Front de la révolution " (sic), et, sans doute avant MAO TSE TOUNG le principe du Front-Uni, et mieux la théorie de la relativité d'Albert EINSTEIN. Soit, vous conviendrez quand même, professeur, que je ne pouvais empêcher personne de développer ses travaux et de créer quoi que ce soit dans la lutte du peuple camerounais.

Question 61 : *On vous accuse même d'avoir utilisé La Voix Du Kamerun comme un instrument de propagande personnelle pour diaboliser vos autres compagnons de lutte afin de faire de vous le seul interlocuteur valable de la nouvelle opposition camerounaise en exil. A ce sujet, on trouve dans le N° 4 des DOSSIERS CAMEROUNAIS d'Abel EYINGA une série de correspondances que vous avez échangées, vous accusant mutuellement de positionnement politique pour le leadership de l'opposition camerounaise et par ce fait même de faire le jeu de AHIDJO. Où se trouve la vérité ? votre vérité ?*

" *La Voix du Kamerun* " est l'organe central de l'UPC. Une caricature abjecte de ce glorieux organe est publiée aujourd'hui par des usurpateurs au service du " Renouveau ". C'est aux militants de l'UPC de définir sa ligne éditoriale et d'écrire son contenu. Je n'ai à aucun moment monopolisé les contributions au journal pour pouvoir en faire une publication consacrée à la propagande personnelle de qui que ce soit. Je ne savais pas que ma personne obnubile à ce point des compatriotes que je croyais au-dessus de tels complexes, et des haines mesquines.

Qui aurait pu ambitionner d'être " le seul interlocuteur valable de l'opposition camerounaise en exil " alors que celle-ci ne connaissait même pas un début de regroupement ?

Nous avons tenté en vain d'appeler à une concertation de l'opposition en mai 1990, pour éviter que l'opposition n'aborde l'ouverture démocratique annoncée par les autorités de Yaoundé dans le désordre, et que l'on n'assiste pas à la naissance des partis d'opposition par dizaines (ils avoisinent les deux cent aujourd'hui). Qui se soucie de réfléchir aux conséquences du sabotage de cet appel ?

Je doute que les luttes d'influence aveugles et mesquines puissent jamais contribuer à la réussite de l'opposition camerounaise.

Question 62 : Dans la série des correspondances citées ci-dessus, vous utilisez à l'endroit de certains de vos compatriotes des dénominations dont le sens m'échappe encore. Pouvez-vous nous en livrer la clé ? A l'endroit d'Abel EYINGA, vous l'appellez tantôt Dr Fantomas, Bawa Bambara ; il y a encore un certain MONDJENGUE BENGONO que vous surnommez Tartarin, ou encore un certain capitaine EWOUNGOUO dit Francisco. Pourquoi dites-vous d'Abel EYINGA qu'il est l'"homme du CEDETIM " ?

Professeur Daniel ABWA, l'opposition camerounaise a besoin aujourd'hui plus que jamais de se regrouper. Comme chacun peut le constater, cette opposition a du mal à avoir une certaine cohérence et un réel dynamisme tant que l'UPC, le plus vieux parti politique camerounais, reste divisée et plus ou moins domestiquée par le pouvoir néo-colonial. Nous pensions qu'un doyen comme le Dr Abel EYINGA et son parti politique pouvaient s'unir à l'UPC et contribuer ainsi à la redynamisation du Parti de Ruben UM NYOBE et de l'ensemble de l'opposition.

Je ne voudrais donc pas relancer des polémiques anciennes qui n'ont aucun intérêt réel aujourd'hui. Cependant, étant donné que je vous ai promis de répondre à toutes vos questions, je me limiterai à l'essentiel pour celle-ci. Bawa Bambara était un pseudo-

nyme utilisé par le Dr EYINGA lui-même dans quelques publications. Le Dr Fantomas se référait à sa tendance à des exagérations où il s'attribuait le beau rôle, par exemple le fait de dire que le MANIDEM est tiré de son invention du " principe du rassemblement du Front de la révolution " etc...

Daniel EWOUNGOUO (capitaine Francisco Makaya) était mon collaborateur le plus proche sous maquis. Il n'est pas tombé victime des balles de l'ennemi, mais traîtreusement assassiné par un compagnon psychopathe qui lui avait tiré dans le dos, et qui semble-t-il m'avait également promis la mort en fantasmant sur Valentina. C'est à lui que l'on doit les fantaisies reprises par un historien peu scrupuleux et complaisant par tribalisme.

Question 63 : *Le MANIDEM crée dans la diaspora a des ramifications sur le terrain au Cameroun. Comment procède-t-il pour recruter ses militants ? En 1976, le MANIDEM lance au Cameroun une campagne de tracts en vue de déstabiliser le régime de Yaoundé. Dans cette campagne, seuls les jeunes cadres camerounais avaient été choisis pour agir. Pourquoi ce choix ? N'aviez-vous pas l'impression que vous les envoyiez au " casse-pipe " compte tenu de la réputation non usurpée du régime AHIDJO en ce qui concerne les services de renseignements et la férocité de la répression à l'endroit des " opposants " ? Pensiez-vous vraiment que vous réussiriez à doubler le célèbre FOCHIVE, fin limier de la police camerounaise et traqueur invétéré de l'opposition camerounaise ?*

Le recrutement des militants se faisait selon ses trois niveaux. La campagne d'opinion permettait de détecter les sympathisants. Ceux-ci étaient invités à se regrouper dans des comités qu'ils contrôlaient eux-mêmes (comités ordinaires). Les comités ordinaires, une fois passée la peur de défier le régime, se transformaient en comités rouges encadrés par des militants confirmés de l'UPC.

Naturellement, ce sont les jeunes cadres, les jeunes étudiants et les jeunes des quartiers qui s'engageaient dans le courant du

MANIDEM. Nous n'avions pas à les pousser " au casse-pipe ". Nous nous efforçons d'ailleurs, tant bien que mal, de les appeler, dans des directives fermes, à éviter des méthodes d'action aventurières. Mais il y eut un phénomène spontané et inévitable d'émulation et de concurrence : ceux qui avaient réussi des actions audacieuses étaient enviés, les chefs les plus courageux étaient admirés et d'autres voulaient les égaler. Les directives de prudence qui émanaient de nous étaient considérées comme timorées.

Toute forme de résistance contre un régime dictatorial est un " casse-pipe " ou pourrait être considérée comme telle. C'est avec cette idéologie de la passivité absolue que l'on a vu les fonctionnaires camerounais se faire dépouiller des trois quarts de leurs salaires sans la moindre protestation. Il n'y a pas d'action libératrice, d'action révolutionnaire sans courage et sans audace. Le courage, c'est l'acceptation *a priori* du sacrifice. Si tout le monde refuse d'aller au " casse-pipe " les dictateurs peuvent dormir pour des décennies sur leurs deux oreilles.

Je ne peux évidemment pas avoir tout à fait la même appréciation que vous de M. FOCHIVE. Autant je reconnais qu'il a été efficace en certaines circonstances, autant je sais qu'en bien d'autres, il avait été servi par de nombreuses faiblesses de nos troupes. FOCHIVE lui-même, devant témoins, a souvent avoué que nous lui avions donné du fil à retordre et ne pouvait pas douter autant que vous de nos capacités à secouer la dictature. Au demeurant, la lutte continue et l'on ne renonce pas à affronter un ennemi parce qu'il est redoutable.

Question 64 : Comme il fallait s'y attendre, FOCHIVE finit par mettre la main sur les " poseurs de tracts " et certains d'entre eux subissent des pires sévices dans les B.M.M. et surtout celle de Yaoundé où règne en maître le non moins célèbre commissaire MOUYAKAN de triste mémoire. D'autres sont écroués dans les prisons politiques de Yoko, Tcholliré, Mantoum et ailleurs. Que fait donc le MANIDEM pour assister ses militants dans la détresse ? Pensez-vous qu'il était logique

que les concepteurs des tracts ne soient pas ceux qui en subissent les effets ? Que sont devenus, pour le MANIDEM, ces martyrs de l'opposition camerounaise ? Pensez-vous qu'ils peuvent considérer aujourd'hui leur sacrifice d'antan comme ayant été utile ?

Il est vrai qu'en 1976, le régime AHIDJO avait déjà une solide réputation de régime pratiquant la terreur d'Etat et ne faisant que peu de cas des droits de l'Homme. Ce ne sont évidemment pas les activistes du MANIDEM qui ont inauguré les bagnes de Yoko, Tcholliré et Mantoum. C'est dire que leurs sacrifices venaient à la suite de sacrifices consentis pour la même cause par d'autres générations de combattants.

Il s'agit, professeur Daniel ABWA d'une importante question de société. Cela a été une surprise pour le monde entier de constater naguère que le régime camerounais avait réduit les salaires des deux tiers ou des trois quarts, sans que les fonctionnaires bronchent, alors qu'au même moment, dans d'autres pays, il suffisait d'une hausse de cent francs du prix du kilogramme de riz pour provoquer des émeutes. Il semble que notre peuple vit aujourd'hui dans l'abondance qui a résulté de cette passivité. Mais l'expérience montre qu'un peuple n'améliore réellement ses conditions de vie que par la résistance et la lutte. Dans l'UPC nous ne pouvons pas être des apôtres de la soumission et de la passivité parce que le régime en place a choisi de gouverner par la violence d'Etat.

Pour ce qui est de l'assistance aux prisonniers, il ne s'agit pas d'une question théorique à résoudre dans l'abstrait : il y a des systèmes dictatoriaux où l'organisation même de l'assistance aux prisonniers expose les auteurs de cette assistance à la répression. Le régime AHIDJO fut de ceux là. Cependant, chaque fois que cela était possible, le Parti étudiait ce qui pouvait être fait discrètement à travers les familles.

Peu de nos camarades et anciens camarades peuvent être perméables à une propagande qui les présenterait comme ayant été abandonnés à leur sort par des responsables confortablement

planqués. Ils savent que le propre même de l'UPC véritable et du MANIDEM était d'être gérés par des responsables qui payaient de leurs propres personnes.

S'agissant des tracts, il se trouve, professeur ABWA, que ce sont les activistes de l'intérieur du pays eux-mêmes qui furent les rédacteurs, les tireurs et les distributeurs de leurs propres tracts. Cette activité était totalement décentralisée. Ce sont les militants qui avaient eux-mêmes choisi le moment de leur campagne de tracts, les thèmes de ceux-ci, et même les endroits où ils devaient être distribués.

La théorie d'un groupe qui, de l'étranger et sous les ordres d'un gourou, envoyait cyniquement les jeunes au " casse-pipe ", est une image d'Epinal de la propagande du régime néo-colonial, une théorie fausse, mensongère. Plusieurs camarades victimes de la répression de 1976 sont restés dans l'opposition. Qu'ils y soient tous des révolutionnaires conséquents ou n'aient pas été retournés habilement pour certains, est un autre problème.

Quand une cause est juste, les sacrifices consentis pour la défendre ne sont jamais inutiles. Je ne vois pas, professeur, pourquoi je penserais que les combattants peuvent considérer leur sacrifice comme inutile : ce serait me situer dans la logique du pouvoir néo-colonial ou du défaitisme à son service. A mon sens, il faut se garder de confondre victoire et justesse d'une cause, d'une part, et d'autre part défaite d'un groupe et erreur dans ses motivations. Ce n'est pas parce qu'une dictature a momentanément pris le dessus qu'elle peut se parer de toutes les vertus et du bon droit. Et ce n'est pas parce que les combattants sont momentanément défaits qu'il faut considérer leurs sacrifices comme inutiles et leur cause comme erronée.

Question 65 : *Nombreux sont vos compagnons de lutte qui, après avoir mesuré les rapports de force et constaté que ceux-ci étaient en faveur de AHIDJO et de son parti politique unifié, l'UNC, ont déserté l'UPC pour l'UNC. Pourquoi n'avoir pas tenté la même aventure après l'évidence de l'échec de la lutte armée ? Entre AHIDJO et vous, était-ce une question de per-*

sonne ou d'idéologie ?

J'avoue ignorer quelles pourraient être les motivations d'un militant de l'UPC pour quitter ce parti et rejoindre l'UNC ou le RDPC. L'évaluation du rapport des forces ne saurait être une explication satisfaisante : non seulement un rapport des forces est constamment changeant, mais la lutte contre un régime en place part nécessairement d'un rapport des forces très défavorable. C'est au cours de la lutte, marquée par des hauts et des bas, que s'amorce, dans la phase finale, une modification réelle du rapport des forces en faveur du changement. L'échec de la lutte armée n'est pas nécessairement l'échec de la lutte de manière définitive. Je veux dire qu'un échec évident de la lutte armée peut être suivi d'une nouvelle relance de la même lutte. Dans chaque situation, toutes sortes de données doivent être prises en compte.

Professeur Daniel ABWA, vous avez très bien montré dans votre livre " *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun* " que la politique qui se faisait au Cameroun était dictée de Paris. Malgré les rodomontades des " hommes de AHIDJO " il est assez largement connu aujourd'hui que la pseudo négociation entre AHIDJO et la France, n'était qu'une négociation franco française, un théâtre de marionnettes où les colons français jouaient à la fois le rôle de la France et celui du Cameroun en soufflant à AHIDJO ce qu'il devait dire, en bougeant les marionnettes du côté camerounais.

Il n'y avait donc pas de problème de personne ou même d'idéologie entre AHIDJO et moi : en fait, le Président AHIDJO ne pouvait avoir vis-à-vis de moi que la ligne de conduite suggérée par la France. Il en est de même de M. BIYA. Il ne me surprend pas que je sois interdit de séjour depuis quarante et un an en France, et qu'en douze ans le président Paul BIYA n'ait jamais accepté de me recevoir.

Lorsque l'on suit les violentes diatribes du doyen SADOU DAOUDOU contre l'UPC, qui vont jusqu'à nier la popularité d'un parti dont les colons eux-mêmes n'osèrent pas contester l'emprise sur le pays, on a une idée de l'état d'esprit de nos com-

patriotes instrumentalisés par le colonialisme. Mais si la France amorçait aujourd'hui une autre politique au Cameroun, notamment vis-à-vis de l'UPC, nul doute que les "hommes de AHIDJO" tiendraient un autre langage et adopteraient un tout autre comportement vis-à-vis des upécistes.

Question 66 : Vous décidez de rentrer au Cameroun, avec la bénédiction de Paul BIYA, le successeur de AHIDJO. Pourquoi avoir choisi seulement ce moment pour prendre langue avec les autorités de Yaoundé ? Pensez-vous que politiquement, BIYA soit différent de AHIDJO ?

Début 1990, notamment aux mois de mars et d'avril, plusieurs signaux dans les médias, qu'il s'agisse de déclarations ou de réflexions dans divers articles annonçaient l'imminence d'une ouverture démocratique. Ces indices étaient suffisamment forts pour m'inciter à proposer une concertation de l'opposition camerounaise. Nous avons donc fait en avril et en mai 1990, la proposition de tenir des Etats Généraux de l'opposition à la suite de laquelle nous pourrions proposer au régime de Yaoundé une Table Ronde ou Conférence Nationale. J'ignore si avant cette date d'avril 1990, il y avait déjà eu une référence au concept de Conférence Nationale. Toujours est-il que pendant que mes collaborateurs me reprochaient d'avoir fait cette proposition, d'autres oppositions africaines étudiaient la possibilité d'organiser des conférences nationales.

L'écrivain MONGO BETI (Alexandre BIYIDI AWALA) a été la seule personnalité de la diaspora à soutenir ma proposition de concertation. Comme il fallait s'y attendre, Abel EYINGA et NTUMAZAH, l'avaient rejetée. Par contre, bien plus étonnante a été l'attitude de mes propres collaborateurs qui, pleins d'illusions sur une alliance avec les proches de AHIDJO (BELLO BOUBA et le fils AHIDJO), censés avoir " beaucoup d'argent ", concurent de marginaliser le commandant KISSAMBA.

Nous n'avions manifestement pas la même perception de l'évolution de la situation en Afrique : alors que j'estimais urgent

de provoquer une concertation de tous les opposants organisés, mes collaborateurs entendaient privilégier les contacts avec le " groupe AHIDJO ". Je n'étais pas opposé aux négociations avec ce groupe, négociations qui allaient donner une " Alliance démocratique camerounaise " mort-née, mais la multi-latéralité des contacts et un regroupement de l'opposition avant l'ouverture démocratique me paraissaient préférables.

On peut cependant se demander s'il s'agissait seulement d'une divergence de vue. Depuis l'installation du camarade KISSAM-BA à Luanda après les obsèques de notre représentant en Angola en fin 1986, Thomas EMOCK ELANG dit Costa, tout avait été mis en œuvre pour maintenir le contact entre les membres de la Direction de l'UPC et coordonner son activité. Trois membres du bureau politique avaient ainsi été reçus à Luanda, notamment Daniel NGON (Diaz), ABBO a BEYECK (Kamgain), et MOU-KOKO PRISO (Elenga Mbuyinga)⁴⁵.

Une précision s'impose tout de même : même si, depuis des années, les upécistes et les activistes du MANIDEM savaient à peu près tout du II^{ème} Front de l'ALNK et de ses préparatifs au Cabinda, ils étaient loin d'imaginer que leur camarade KISSAM-BA - qui utilisait très rarement les références à ses activités militaires - pouvait être reçu en République populaire d'Angola comme " hôte d'honneur de la RPA " et logé dans un des palais de la présidence. Cette situation entraînait parfois des spéculations qui n'étaient pas toujours très saines.

Rien d'anormal n'était apparu dans les séances de travail avec le camarade Mbuyinga pendant son séjour à Luanda. La baisse de régime des activités qui s'est manifestée après la modification du dispositif clandestin du Parti était normale, bien que quelques responsables, dont Mbuyinga lui-même, l'aient enregistrée avec une

45 - Pour marquer auprès de mes camarades angolais que ce dernier était un visiteur spécial, un de mes proches collaborateurs, j'avais demandé avec insistance auprès du MPLA qu'il fût logé dans une suite de l'hôtel " Presidente Méridien ".

passivité certaine, comme pour mettre en évidence le déficit de compétence du secrétaire général-adjoint, Siméon KUISSU (Afo).

Le camarade Daniel NGON (Diaz) tenta, au cours de son voyage, d'établir des contacts parallèles au niveau du MPLA et des ambassades. Il ne savait certainement pas que KISSAMBA, que l'on connaissait à Luanda comme commandant GAMA, n'était pas un simple réfugié en Angola pour être inquiété par de telles initiatives. Pourtant, Diaz connaissait bien l'importance du commandant GAMA à Luanda, puisqu'il savait que ce dernier avait déjà fait venir une nièce du pays - elle était en attente à Brazzaville - pour remplacer la combattante Valentina à ses côtés. Par ailleurs, comme représentant du Parti à Brazzaville (officieusement), il n'avait eu aucune peine à s'assurer la complicité de l'oncle de KISSAMBA, Marcel MASSAGA, alias Dario, ancien du II^{ème} Front. Savoir tout ceci et prendre des initiatives comme celles prises par NGON, c'était évidemment se méprendre sur la personnalité et les mœurs du commandant KISSAMBA.

C'est le voyage du " Grand " (c'est ainsi que nous appelions plus familièrement ABBO, du fait de sa grande taille) qui fut le plus instructif quant à la réalité d'un malaise au sein de la Direction de l'UPC : il n'était porteur d'aucun rapport ni d'aucune lettre du secrétaire général-adjoint. Par contre, il m'informa que mon initiative appelant à une concertation de l'opposition était à leurs yeux la preuve que j'étais devenu un " dirigeant léger ". Au moment où se concrétisait une sérieuse ouverture politique au niveau du Burkina Faso et où se confirmait une grande alliance avec les collaborateurs d'antan de feu AHIDJO, mes propositions témoignaient d'un " manque de vision ".

Je me suis appliqué à répondre avec beaucoup de sérénité à ces réelles provocations du " Grand ", évitant d'élever le ton, surtout dans ce palais, et excluant tout échange de propos vifs. S'agissant de la légèreté dont on m'accusait, je me suis contenté d'attirer l'attention du " Grand ", et de ceux de mes collaborateurs qui partageaient désormais cette opinion, sur le fait que notre lutte est

longue, et que mon souhait était que tous puissent être plus endurants et plus consistants que le commandant KISSAMBA qui tirerait d'ailleurs une légitime fierté d'un tel résultat.

J'ai également eu à rappeler que l'ouverture diplomatique en direction du Burkina était, comme ils le savaient tous, le résultat de mon travail. Au lendemain de la mort de Thomas SANKARA en effet, j'avais, de Luanda, apporté quelques clarifications politiques qui relevaient d'un devoir de justice et d'objectivité. J'avais effectivement attiré l'attention des progressistes africains sur le fait que la " *sankara mania* ", de son vivant comme après sa mort, avait été promue par des milieux que l'on pouvait difficilement qualifier de " révolutionnaires " comme *Jeune Afrique*... Et peu de gens savaient que le coup d'Etat, dont le bon communicateur SANKARA s'était progressivement attribué la paternité, avait été en réalité conçu et réalisé par Blaise COMPAORE. Par ailleurs, des syndicalistes du Faso avaient plus d'une fois signalé la dérive " sekou-touréenne " de SANKARA dont le néo bonapartisme autoritaire était camouflé par une démagogie populiste utilisée par toutes sortes de manipulateurs et démobilisateurs de la jeunesse.

L'UPC elle-même avait déjà été avertie de diverses interventions faites contre elle par le capitaine SANKARA, sur le plan diplomatique. C'est un complexe commun aux militaires " révolutionnaires " africains : une fois parvenus au pouvoir par quelque coup d'Etat, ils cherchent à démontrer que les militants et organisations progressistes en lutte depuis des années ne comprennent rien à la révolution et que seules leurs improvisations et théorisations plus ou moins consistantes apporteront le salut aux peuples africains. Il ne nous surprend donc jamais que l'UPC soit prise pour cible par des néo bonapartistes en treillis.

Pour ce qui est de " l'alliance démocratique camerounaise ", j'ai réitéré que je n'étais pas opposé à une collaboration avec les anciens hommes de AHIDJO, mais que je souhaitais que cette coopération concernât toute l'opposition pour l'élaboration d'une politique cohérente face au régime, dans la perspective d'une

ouverture démocratique. Je n'ai même pas insisté sur le dialogue de sourds qui allait s'instaurer à ce sujet.

J'ai été surpris par une insolite invitation du premier secrétaire de l'ambassade du Congo et du camarade Kamgain à dîner dans une des rares " boîtes " de Luanda, située en grande banlieue, à une vingtaine de kilomètres, sinon plus, de la capitale angolaise. Il m'était impossible de signaler aux autorités angolaises que je devais m'éloigner de la capitale et, l'ambassadeur Anatole KONDO, un de mes anciens étudiants à l'Institut idéologique KWAME NKRUMAH de Winneba (Accra), n'était pas à Luanda. Par ailleurs, je savais que DIMI, le premier secrétaire, était surtout un responsable des services spéciaux et cousin du président SASSOU. Ma compagne et moi ne fréquentions pas les " boîtes ", mais j'avais accepté l'invitation avec décontraction pour ne pas donner l'impression que je flairais un mauvais coup. C'est ainsi que le soir venu, nous nous sommes dirigés, avec deux véhicules de l'ambassade, vers Viana : la " boîte " en question appartenait à une métisse d'origine camerounaise, épouse d'un ancien footballeur angolais de renom.

A notre arrivée à Viana, les deux véhicules sont plutôt sortis de l'agglomération et ont emprunté, sur environ un kilomètre, une petite route non bitumée : " *Doyen, nous allons vous faire une petite surprise avant le restaurant* ", annonça DIMI, alors que depuis notre entrée dans l'agglomération de Viana, tout le monde était resté silencieux. " *AHA !* " répondis-je très simplement. Nous sommes ainsi arrivés devant un grand bâtiment qui ressemblait à une usine désaffectée : les murs étaient hauts et il n'y avait aucune fenêtre. Notre véhicule s'immobilisa devant l'entrée du bâtiment. " *Ne descendez pas Doyen ! nous allons descendre à l'intérieur* " me dit DIMI. Il n'y avait pas de boue, mais j'avais le pressentiment que je courais un danger. Je me suis concentré.

Le chauffeur était sorti du véhicule, laissant tourner le moteur. " *Qu'est-ce qu'il y a ?* " cria DIMI au chauffeur ; pendant ce temps, le chauffeur fouillait ses poches, l'une après l'autre. " *J'ai oublié la clé !* " déclara-t-il. " *Ce n'est pas possible* " s'écria de

nouveau DIMI, le premier secrétaire. Le chauffeur vint enfin fouiller la boîte à gants sans rien y trouver. " *La surprise, ce sera pour une autre fois, M. DIMI. Allons au restaurant* " dis-je.

Nous étions pratiquement passés devant la " boîte " en allant vers notre " surprise ". La soirée se passa dans la morosité ; nos frères Congolais s'étaient certainement rendu compte que ma femme et moi avions deviné que la " surprise " devait plutôt être mauvaise. Dès le lendemain, j'ai pris contact avec les responsables angolais des services de sécurité sans révéler que j'avais été la personne concernée par l'expédition de Viana, ni citer l'ambassade du Congo. " *N'acceptez jamais une invitation douteuse par orgueil ou pour ne pas donner l'impression d'avoir peur ! Votre ami l'a échappé belle* ", me confia-t-on.

Il me fallait avoir une discussion sérieuse, à Paris, avec le gros des membres du Bureau Politique du Comité Central. C'était la nouvelle dénomination de la Direction de l'UPC après l'abandon de la structure du Comité Révolutionnaire en 1982. Pour atteindre la capitale française, mon voyage connut de nombreuses péripéties.

Jusque-là, j'avais réussi à obtenir quelques billets d'avion pour la camarade Valentina auprès d'amis Angolais liés à la compagnie aérienne angolaise. Cela lui a ainsi permis de faire quelques déplacements à Brazzaville, et même une fois à Miami auprès d'un Gabonais qui désirait établir des contacts d'affaires à Luanda. On peut aisément imaginer les spéculations que pouvaient provoquer ces déplacements pourtant liés à nos activités militantes. En ce qui me concerne et compte tenu de mon statut à Luanda qui était assimilé à celui des plus hauts dirigeants du parti et de l'Etat angolais, je pouvais obtenir un billet d'avion pour un déplacement long et complexe de mes camarades du MPLA, sur leur recommandation. Cela se faisait, généralement, sans grandes difficultés.

J'ai donc pu obtenir un billet d'avion aller-retour, Luanda-Paris-Dakar, en première classe. A mon arrivée à Dakar, je devais transformer mon billet en Dakar-Ouagadougou-Paris. Comme je

me faisais recevoir à l'aéroport de Dakar par le grand marabout de Kaolack, je savais que je ne devais pas y avoir de problème de visa. C'est à Ouagadougou que je devais obtenir un visa pour Paris et je comptais sur l'aide de mes camarades du Faso.

Tout se passa comme prévu à l'aéroport de Dakar. Le protocole du marabout ABDOULAYE NIASSE qui avait succédé à son père, le grand IBRAHIM NIASSE, célèbre dans tout le monde musulman, m'avait très vite reconnu et il procéda à toutes les formalités⁴⁶. Le marabout ABDOULAYE NIASSE m'attendait à sa résidence et il me reçut très affectueusement.⁴⁷ Il me demanda longuement les nouvelles de ma santé, de ma famille. Il m'informa qu'il avait remplacé son père après le décès de celui-ci ; puis, sans m'y avoir préparé, il me dit simplement : *" je sais que je vais te faire de la peine à propos de ton ami HABIB. Non, il n'est pas mort, mais tu ne pourras pas le voir ; il a perdu la raison après le coup d'Etat du Ghana. Le choc était trop fort pour les collaborateurs de NKRUMAH comme vous. HABIB n'a pas résisté. Tout ce que nous avons pu faire, mon défunt père et moi, c'était de le calmer. Il vit dans une chambre sombre, parce que la lumière le trouble. Je sais que c'est très douloureux pour toi, mais tu es la dernière personne à présenter à HABIB : tous les souvenirs de la vie d'Accra et de votre travail avec NKRUMAH se réveilleraient en lui et, ce serait sans doute une catastrophe "*.

J'ai passé deux jours à Dakar et, ensuite, nous sommes des-

46 - Presque rien n'avait changé dans cet aéroport depuis que j'avais réussi à m'échapper aux gendarmes et à entrer dans la clandestinité quelques vingt ans plus tôt.

47 - Même du vivant de son père IBRAHIM NIASSE, ça a toujours été un mystère pour moi de constater qu'un non musulman était accueilli aussi intimement par un grand chef religieux musulman. Il arrivait souvent que le jeune MASSAGA prît le repas en tête à tête avec ce grand chef religieux et il arrivait quelquefois qu'il lui dise : *" je vais prier pour toi "* ; il entamait alors une longue prière en arabe, dont malheureusement je ne comprenais rien; les intonations me suggéraient cependant que ce devait être une bonne prière.

cendus à Kaolack ; c'était comme une petite fête. Depuis l'époque de la présidence de NKRUMAH, on connaît " le jeune MASSAGA " dans la famille. Le marabout n'a pas eu de peine à me rappeler les deux missions que j'avais effectuées ici pour remettre à son père le courrier que lui adressait NKRUMAH. Le moment le plus important du séjour à Kaolack a sans doute été la visite du tombeau de IBRAHIM NIASSE, mon ami et père CHEIKH, comme nous l'appelions HABIB et moi.⁴⁸ A la fin de mon recueillement, je fus surpris de constater que des larmes avaient coulé de mes yeux et je les ai discrètement essuyées. Par la suite, nous nous sommes rendus dans la maison de campagne de ABDOULAYE NIASSE.⁴⁹ Puis ce fut le retour à Dakar d'où je suis parti pour Ouagadougou.

Je n'ai pas connu de difficulté particulière pour débarquer à Ouagadougou en provenance de Dakar, après avoir fait prendre quelques dispositions à partir de la capitale sénégalaise. A peine installé à l'hôtel, je me suis rendu à la présidence du Faso où j'ai

48 - Le mausolée fait partie de la mosquée, une belle et grande mosquée construite par le Maroc (le royaume marocain avait des relations très spéciales avec IBRAHIM NIASSE). J'ai été fortement impressionné par l'absolue nudité et la simplicité du mausolée. Je me suis recueilli pendant de longues minutes en me remémorant les moments du passé : les arrivées de CHEIKH IBRAHIM NIASSE à Accra, les foules compactes massées devant sa résidence ou tournoyant comme dans une ivresse mystique avec des chants aux harmonies mâles ; les quelques repas que nous avons pris ensemble, tant à Accra qu'ici à Kaolack. J'avais remarqué qu'à trois reprises, il découpait ou désossait toujours la viande avec ses doigts avant de me la tendre ; et il était manifestement content que j'ai vite compris que pour lui, il s'agissait plus d'un rite, d'un acte religieux que d'un geste simple d'alimentation.

49 - Il s'agissait d'une sorte de résidence de retraite dans laquelle n'arrivaient que des visiteurs très spéciaux ; tout dans cette résidence de campagne n'était que silence et portait à la méditation : même les paysans qui venaient saluer le marabout semblaient chuchoter ou murmurer avec des gestes lents et obséquieux.

été rapidement reçu par le directeur du cabinet du chef de l'Etat. Après un premier entretien exhaustif, rendez-vous fut pris pour le lendemain : il allait voir le président et je devais, quant à moi, prendre contact avec mes collègues en France pour un éventuel complément à discussions.

De retour à l'hôtel, j'ai réussi à prendre contact avec Afo. Ce fut une douche froide : le camarade, sans aucune marque de sympathie après une si longue séparation, me demanda furieusement pourquoi j'avais quitté l'Angola sans les avertir ; pourquoi j'étais allé au Burkina Faso. Sans me départir de mon calme, je lui ai patiemment expliqué que je n'étais pas en mesure de lui donner les réponses de cette nature au téléphone, étant entendu que j'allais bientôt être à Paris et que nous allions nous y rencontrer. Le camarade me fit comprendre qu'il fallait que je me débrouille tout seul. Pendant que je m'employais à réfléchir sur les raisons de cette hostilité manifeste d'Afo, un fonctionnaire de la présidence me fit appeler à la réception. Il venait m'informer que le rendez-vous pris pour le lendemain était annulé ; que le Faso refusait de se mêler des affaires intérieures de l'UPC : à la demande de mes propres camarades, ils étaient désolés, comme révolutionnaires burkinabé, de devoir couper tout contact avec moi. Il prit congé après m'avoir demandé si j'avais quelque chose à ajouter. Je lui répondis par la négative. Lutter, c'est faire face à l'adversité, c'est vaincre les difficultés et non se complaire dans une quelconque lamentation.

Il me fallait trouver le moyen de sortir du Burkina Faso et de m'infiltrer en France. C'était un défi qui m'était ainsi lancé. La première chose à faire, était de savoir où je devais m'installer en France à l'insu d'Afo, de ses complices directs (Kamgain, Mélina et Diaz) et indirects pour qui, " c'est bien fait pour KISSAMBA, lui qui a préféré Afo ". Ensuite, il fallait mettre au point un plan pour avoir rapidement un visa d'entrée en France. Je me suis accordé une bonne heure de concentration dans ma chambre d'hôtel puis j'ai cherché un peu de décontraction en me promenant en ville. Il me fallait trouver un horaire des vols pour Paris, localiser

l'ambassade de France ainsi que l'agence Air France. Pendant que je déambulais à travers la ville, vers les quartiers populaires, j'essayais d'échafauder un plan d'action. Au cours des deux jours qui suivirent, rien n'était toujours prêt dans ma tête. Le soir du troisième jour, j'ai rencontré GUERANDI MBARA avec qui j'ai pris rendez-vous. Il souhaitait qu'on se rencontre de nuit ; je n'en voyais pas la nécessité mais je ne fis aucune objection.

Notre entretien porta surtout sur la critique technique et politique que j'avais faite de la tentative du putsch du 06 avril 1984, critique dans laquelle j'avais traité les putschistes de " piêtres militaires ". Je me suis excusé de la brutalité de l'épithète, mais j'ai fermement insisté sur les nombreuses erreurs commises par les capitaines. GUERANDI a d'ailleurs reconnu nombre de ces erreurs et il m'est apparu comme un officier franc et intelligent. Il m'a même expliqué comment il avait réussi à s'échapper, d'abord en soutenant le siège d'une unité qui l'avait bloqué sur les collines du mont Fébé à Yaoundé ; ensuite, en s'échappant de nuit entre les lignes de l'ennemi pour s'évader finalement et rejoindre l'étranger. Je l'ai sincèrement félicité en lui faisant comprendre qu'on pouvait être un brillant militaire et se laisser parfois entraîner dans des plans ou projets peu cohérents. Nous nous sommes séparés en bons termes sans que j'ai eu à lui dire un mot du drame que je vivais moi-même.

Le quatrième jour, j'ai réglé ma note d'hôtel - une fois de plus, la petite réserve stratégique " prévoir les imprévus " allait servir -. J'avais payé une nuit de plus comme si j'allais la passer à l'hôtel. Au marché de Ouagadougou, dont l'architecture avait attiré mon attention, j'avais discrètement pris le nécessaire pour changer d'apparence : une belle gandoura avec chéchia assortie, de grosses lunettes noires qui, devant la glace, me donnaient un air " rococo " de commerçant. Vers la tombée de la nuit, je suis sorti discrètement de l'hôtel en m'intégrant dans un groupe de Burkinabé bruyants qui allaient vers le quartier populaire.

Toute la journée du lendemain, je suis resté planqué ; j'ignorais quels amis les Afo et ABBO avaient à Ouagadougou et com-

ment ils pouvaient éventuellement me desservir. Le jour suivant, en prenant un moto-taxi, j'étais parmi les premiers clients du service consulaire de l'ambassade de France. Mon scénario au consulat de France réussit sans le moindre accrochage et j'en ressortis avec mon visa. Le voyage sur Paris était prévu pour le jour suivant et, pour ce faire, j'ai choisi de me planquer de nouveau.

L'embarquement à Ouagadougou ne connut aucune difficulté et, à mon arrivée à Paris, il y avait OBAM qui m'attendait, le seul que j'avais mis dans la confiance de mon voyage et à qui j'avais demandé de prendre toutes les dispositions de vigilance. Après une embrassade fraternelle, j'ai pris place dans la petite voiture d'OBAM et nous sommes entrés dans Paris. C'est avec émotion que j'admirais les nouveaux immeubles qui avaient envahi les banlieues parisiennes, effaçant très souvent du paysage les coquets pavillons d'antan. C'est avec soulagement que je me suis installé dans ma nouvelle et confortable planque.

L'essentiel de mon programme à Paris était de réunir les responsables et cadres du secteur pour une première prise de contact et de tenir ensuite une ou plusieurs séances de travail avec les membres du bureau politique. Si le temps me le permettait, je pensais ensuite rencontrer quelques camarades relativement sûrs. Il me fallait également faire vérifier, très discrètement, après les multiples interventions pour l'annulation de l'arrêté d'expulsion du 12 février 1961, la situation de mon dossier au service du contentieux et de la réglementation du ministère français de l'intérieur et de la décentralisation.

C'est OBAM qui fut chargé d'informer les responsables et cadres upécistes de ma présence à Paris et de fixer avec eux la réunion de prise de contact. La réponse ne tarda guère car mon arrivée était attendue et quelques réunions préparatoires avaient même déjà eu lieu à cet effet. Par ailleurs, pour des raisons diverses et avec différentes motivations, tous les camarades avaient hâte de me rencontrer.

La réunion commença avec une remarquable ponctualité ; manifestement, personne ne voulait en rater le début. Avant toute

chose, j'ai demandé que l'on se lève pour observer une minute de silence à la mémoire des héros et martyrs de lutte de notre pays. Après ce rituel, c'était le début effectif de la réunion. L'atmosphère était tendue, sévère. D'emblée, mon propos fut axé sur l'essentiel : tout semble indiquer, leur dis-je, dans notre pays comme dans l'ensemble du continent africain, que la tendance politique actuelle s'oriente vers une ouverture démocratique. J'ai eu à appeler à une concertation de l'opposition camerounaise dont l'UPC était encore la seule force organisée. Il me semblait que mes collègues allaient examiner cette proposition et faire éventuellement des remarques. Des divergences ou des malentendus sont apparus depuis cet appel et je souhaitais les aplanir pendant ce voyage. J'ai continué mon propos en disant qu'il ne me paraissait pas judicieux d'opposer la démarche de la concertation de l'opposition à celle de l'alliance avec un groupe fort et ayant de puissants moyens. Le tête-à-tête UPC/groupe AHIDJO pouvait brouiller l'image du parti dans le pays. J'ai ainsi achevé mon laïus sans leur avoir révélé la tentative de Viana, dans la banlieue de Luanda, ni le sabotage dont je venais d'être l'objet à Ouagadougou.

Ce fut aux autres de réagir après moi et le premier qui prit la parole était KUISSU. Il versa dans un langage dont nous n'avions pas l'habitude dans les discussions au sein de l'UPC : les insultes et les invectives staliniennes. C'est avec amusement que j'observais l'insolence de ce camarade qui me traitait " d'anti-parti " et m'accusait de m'être rendu au Burkina Faso pour cueillir le fruit de leurs efforts.

Je ne voulais pas me laisser enfermer dans une polémique sans intérêt avec KUISSU, estimant qu'il avait encore du chemin à parcourir pour mériter cet honneur et que je me devais d'ignorer sa trivialité. Les autres responsables et cadres prirent ensuite la parole, mais, aucun ne semblait avoir pris conscience de l'importance de l'évolution du pays et du continent vers la démocratisation : " l'alliance avec un groupe fort ", le groupe BELLO et MOHAMADOU AHIDJO, fils de l'ancien président, était la prin-

cipale préoccupation de la plupart des intervenants.

Le silence et l'attitude abstentionniste des camarades MACK-KIT et MOUKOKO étaient tout à fait explicites pour moi : " voilà donc ton KUISSU, ton secrétaire général adjoint " devaient-ils penser. Ces camarades et leurs proches ne m'ont jamais pardonné d'avoir favorisé en 1982, au troisième congrès de l'UPC, la promotion de KUISSU comme secrétaire général adjoint alors que ce dernier était arrivé dans le parti après eux et qu'il a même été recruté par eux.

Sur le plan des principes, et qui est le seul valable pour moi, je ne me suis jamais reproché ce choix. Les trois camarades, Mbuyinga, Afo et Manga étaient d'un égal dévouement militant et c'est d'autres raisons qui présidèrent mon choix. D'abord, il me semblait indispensable, sur le plan stratégique, de limiter le traumatisme subi par l'UPC à l'ouest à travers le meurtre public de son chef historique et de faire comprendre à ses ennemis que " l'UPC plie mais ne rompt pas ". Par ailleurs, Afo avait des qualités militantes plus productives en matière de contacts humains et de communication. Bien encadré au départ, il pouvait être un bon dirigeant. Ensuite, bien que très grand travailleur comme doit l'être tout dirigeant upéciste, Mbuyinga était encore – provisoirement pensais-je – handicapé par une hypersensibilité qui le poussait à l'enfermement, à l'égoïsme jusque dans ses relations les plus proches. Rodé et débarrassé des influences gauchistes qu'il traînait déjà avec lui, il pouvait être un grand dirigeant.

Pour revenir à notre réunion de Paris, quelques camarades s'étaient inquiétés de la manière fort mystérieuse par laquelle j'avais débarqué parmi eux, à l'insu des principaux dirigeants du secteur. Le camarade OBAM qui m'accompagnait était regardé avec curiosité et méfiance. Je fus ainsi amené à leur donner brièvement des explications sur mon parcours.

Je ne pouvais pas prendre un visa pour la France avec une identité d'emprunt à Luanda. Il fallait donc le faire à partir d'un pays africain où je n'étais pas connu dans les chancelleries et où l'UPC pouvait compter sur des sympathies officielles. C'est pour-

quoi j'avais choisi d'abord d'atterrir au Sénégal avant de me rendre ensuite au Burkina Faso. Même à ce niveau, je me suis gardé de dénoncer la sale démarche de KUISSU pour me bloquer à Ouagadougou, le coup de ABBO à BEYECK et des Congolais à Viana dans la banlieue de Luanda.

Au cours de la réunion, j'ai eu à remarquer qu'il y avait plusieurs bandes à côté du magnétophone qui enregistrait nos débats. A la question de savoir de quoi il était question dans ces bandes, il m'a été répondu qu'il s'agissait des enregistrements des réunions préparatoires en prévision de mon arrivée. OBAM fut chargé de les prendre afin que je puisse les écouter tranquillement plus tard. La réunion s'acheva dans la même atmosphère tendue du début ; c'est moi qui me montrais froid cette fois-ci, ne voulant pas assister à des manifestations de sympathie qui pouvaient être hypocrites.

Le soir venu, dans ma planque, j'ai écouté ces enregistrements. Ce que j'y ai découvert était tout simplement effarant : KUISSU se livrait contre moi à un véritable réquisitoire, sans arguments sérieux mais dans une violence qui visait à impressionner nos camarades et à influencer les plus fragiles. Il se demandait comment l'UPC pouvait affronter la fameuse ouverture démocratique dont parlait KISSAMBA avec un dirigeant issu d'une population minoritaire et minuscule comme la sienne. Il dénonçait ma prétendue dictature à laquelle il fallait mettre un terme en montrant le moment venu que j'étais minoritaire au bureau politique. Il reconnaissait mes capacités de travail et mon intelligence (merci !), mais il affirmait qu'il était absurde et inadmissible que je reste la pièce maîtresse de l'UPC alors qu'il y avait des forces puissantes dans le pays qui ne demandaient qu'à soutenir l'UPC. J'ai écouté entièrement deux bandes et après avoir vérifié que les autres étaient de la même veine, je m'en suis tenu à ça.

La deuxième réunion fut plutôt brève. Je me suis contenté d'y annoncer seulement qu'une réunion du bureau politique du parti allait avoir lieu dans trois mois pour examiner et mettre fin aux

divergences d'approche en ce qui concerne la situation politique nationale.

Le camarade ZE MBARGA s'offrit pour garantir mon retour en France en s'engageant à me fournir un certificat d'hébergement. Il m'invita à dîner chez lui et j'acceptai très volontiers. Un autre camarade, Jean Pierre TAGHIN prit contact avec OBAM afin que nous dînions ensemble. Il annonça qu'il serait avec le camarade David KOM. Je connaissais très bien TAGHIN et NGAYA à Accra, mais je ne me souvenais pas y avoir entretenu des relations d'amitié avec David KOM et je doute fort qu'un seul upéciste ayant été au Ghana puisse en témoigner.

Au moment où je quittais Paris, j'étais convaincu que mon retour dans ce pays ne poserait aucun problème, compte tenu de la facilité et de la compréhension avec lesquelles j'avais obtenu le billet pour cette première sortie d'Angola.

Cependant, lorsque quelques semaines après mon retour à Luanda, le Gouvernement angolais annonça une sévère réforme monétaire et l'interdiction de sortie faite aux hauts responsables du MPLA et de l'Etat dont j'étais – mon statut étant assimilé au leur- je fis une analyse de l'ensemble de la situation de l'UPC. C'est cette analyse qui m'amena à démissionner de toutes mes responsabilités dans l'UPC et à programmer mon retour au Cameroun. Ai-je eu tort ou raison ? je veux bien en discuter. Toujours est-il qu'il m'était impossible de faire des confidences à Paris à des camarades ou à des amis, comme on l'a fait croire, sur une décision qui n'avait même pas encore effleuré mon esprit.

Il m'a paru absolument nécessaire de faire cette longue évocation de ma sortie en Afrique de l'ouest et de ce voyage clandestin en France afin d'édifier avec précision et clarté toutes les personnes de bonne foi sur ma démission de toutes mes responsabilités dans l'UPC le 3 octobre 1990 et ma demande de retour au pays, que l'on entoure souvent de toutes sortes d'interprétations plus ou moins malsaines.

Alors, pourquoi cette démission et à ce moment précis ?

- Parce que, dès les premiers mois de 1990, j'avais acquis la

conviction que l'ouverture démocratique était désormais inéluctable, quelles que soient les manœuvres dilatoires du régime pour en retarder l'échéance ; que cette ouverture serait un tournant stratégique important qui interdisait de commettre à nouveau l'erreur de décembre 1959 (en restant à l'étranger) ;

- Parce que l'heure n'était plus aux luttes d'influence mesquines qui allaient inévitablement exploser après le report du rendez-vous promis par KISSAMBA en octobre, luttes d'influence qui apparaissaient de plus en plus comme porteuses de comportements criminogènes ;

- Parce que, dans la perspective de l'ouverture démocratique, si KISSAMBA ne prenait pas l'initiative du retour d'exil, il y avait des fortes chances que ses camarades, profitant plus tard de cette ouverture, n'hésitent pas à le bloquer à l'étranger (cas de GUE-RANDI MBARA) ; par contre, le retour d'exil du commandant KISSAMBA allait faciliter celui de tous les exilés.

Le problème pour nous n'était pas d'établir une différence politique entre AHIDJO et BIYA. AHIDJO a-t-il jamais fait une ouverture démocratique que nous avons boycottée ?

Question 67: *Votre retour au Cameroun a certainement été négocié. Comment cela s'est-il passé ? Qui étaient les principaux protagonistes de cette négociation ? Qu'avez-vous donné comme gage pour que votre retour soit accepté par le pouvoir de Yaoundé ? Que vous promet Yaoundé ?*

En décidant le 3 octobre 1990 de mon retour au pays, j'ai adressé une lettre au président BIYA afin qu'il autorise ce retour. La camarade Valentina (Mireille ADA ABOLO) a été dépêchée à Paris, à la fois pour remettre ce courrier à l'ambassadeur NKO'O ETOUNGOU, et pour en faire parvenir des exemplaires aux responsables de l'UPC à l'extérieur avec l'assistance du camarade OBAM.

Au bout d'un mois, Yaoundé n'avait toujours pas répondu. Pour une situation dont l'urgence était signalée, c'était le signe de méthodes de travail indolentes. J'ai alors fait une seconde corres-

pondance au chef de l'Etat en lui demandant de prendre ses responsabilités tout en l'assurant que je n'avais que l'embarras du choix des voies et de méthodes pour rentrer au Cameroun sans autorisation gouvernementale.

La réponse vint enfin. L'ambassadeur du Cameroun à Paris avait été autorisé à me délivrer un passeport qui fut réceptionné par ma deuxième épouse au cours d'une cérémonie patriotique arrosée au champagne à l'ambassade.

Il me fallait cependant la confirmation de l'accord du Gouvernement par un voyage de la camarade à Yaoundé. Elle fit le déplacement et fut reçue par le général ASSO'O, - très influent à l'époque - et par le ministre de la défense, Edouard AKAME MFOUMOU. Ce dernier eut une conversation téléphonique avec moi au palais du Beco de Belão à Luanda pour m'assurer que " l'ouverture démocratique n'était pas un vain mot ", que j'étais attendu et que je serais reçu les bras ouverts.

De Luanda, et dès ces premiers contacts, j'ai commencé à découvrir le côté mesquin des hauts dirigeants du régime. Je venais de faire un long voyage Luanda-Paris-Dakar et retour en première classe aux frais du Gouvernement angolais ; mes frères Camerounais ergotaient pour deux billets aller simple Luanda – Yaoundé en première classe. Le secrétaire général de la présidence, SADOU HAYATOU, assurait qu'on avait déjà suffisamment dépensé pour l'ameublement de ma résidence (imaginaire) et que la présidence me demandait d'accepter deux billets classe économique. La vraie raison était ailleurs parce qu'à cette époque de l'année, les avions étaient bondés en classe économique : il s'agissait de faire échouer mon arrivée annoncée pour le 16 décembre et qui, du fait de ces multiples manœuvres (ma femme fut retenue pendant quatre jours à l'aéroport de Paris aux frais de la princesse) n'eut lieu que le 23 décembre, une semaine plus tard.

Pour mon retour, je n'ai eu aucun gage à donner et il ne m'en a été demandé aucun par le régime. J'ai laissé faire les mesquineries parce que l'essentiel pour moi était que je rentre d'abord au pays. Le reste, je me disais qu'on le verrait sur place s'il y avait

une véritable négociation. Yaoundé ne m'a rien promis et je ne me suis engagé à rien. Telle est la vérité historique.

Question 68 : Dès votre retour en 1990, le premier acte politique que vous posez c'est de démissionner de toutes vos fonctions dans l'UPC et de créer votre propre parti politique, le PSP/UPC. Pourquoi cette rupture avec l'UPC ? Est-ce parce que ce parti est désormais entre les mains de ceux qui, de tout temps, ont combattu le Comité Révolutionnaire dont vous vous réclamez toujours à l'instar de NDEH NTUMAZAH ou entre les mains des gens comme DIKA AKWA nya BONAMBELLA ou encore Augustin Frédéric KODOCK BAYIHA que vous considérez comme des Upécistes de dernière heure ? Et pourquoi la rupture avec le MANIDEM qui est pourtant votre création ? Enfin, pourquoi n'avoir pas tout simplement intégré le nouveau parti politique que Paul BIYA avait créé cinq années plus tôt, le RDPC ?

Ceux qui croyaient que les remous prévisibles de l'ouverture démocratique seraient pour eux l'occasion de prendre le contrôle de l'UPC n'avaient pas prévu que je pouvais leur en laisser totalement la gestion. Leur désarroi fut total.

D'aucuns prétendent que si KISSAMBA s'était maintenu à la tête de l'UPC jusqu'à l'ouverture démocratique en 1991, ce parti ne serait pas passé sous le contrôle des pires aventuriers de la scène politique camerounaise depuis l'indépendance ; et l'évolution de toute l'opposition eut été différente. Cette opinion est en fait une critique de ma démission. Examinons-la en situant d'abord les responsabilités.

Il faut d'emblée dire que KISSAMBA est un militant upéciste et ne se considère nullement pas comme indispensable dans un parti qui a perdu de nombreux héros et martyrs. Toutefois, s'il pouvait être aussi utile que le prétendent ces critiques, pourquoi avoir pris la responsabilité d'une entreprise de déstabilisation de la Direction de l'UPC pour en assurer le contrôle par un groupe ethnique qui n'avait aucune raison de se considérer comme lésé ?

Il nous paraît excessif d'affirmer que " l'UPC est désormais entre les mains de ceux qui, de tout temps, ont combattu le Comité Révolutionnaire de l'UPC ". Après l'aventure sans lendemain de Siméon KUISSU, quel combat patriotique et upéciste mènent ceux qui, toute honte bue, s'accrochent aux basques d'un KODOCK ? Voilà à quoi mènent les stratégies fondées sur le tribalisme.

Par ailleurs, s'agissant du MANIDEM, MOUKOKO qui pratique depuis fort longtemps une politique du pire et a silencieusement encouragé la dérive d'Afo pour le mettre ensuite en déroute, il ne sert pas les intérêts de l'UPC en cherchant à en faire un groupe gauchiste. C'est une mutation impossible.

Il m'a aussi été reproché de n'avoir pas tenu compte, lors de la crise de 1990, de l'opinion et du poids des militants de l'intérieur. Au cours de mon voyage clandestin de l'été 1990 à Paris, j'étais avec le camarade OBAM pour le rendez-vous téléphonique pris avec le camarade KONDI, leur principal responsable à l'époque. Lorsque nous sommes arrivés au lieu de rendez-vous, nous avons trouvé la porte close et, à l'intérieur de l'appartement, nous avons entendu le téléphone sonné. Le camarade KONDI avait tout simplement oublié le rendez-vous.

Je ne me faisais cependant pas d'illusions sur la capacité de nos camarades à dépasser les liens subjectifs par rapport aux principes politiques. Au demeurant, ces camarades de l'intérieur ont fait la preuve qu'ils ne jouissaient pas d'une autonomie de jugement pour être capable d'un quelconque arbitrage ni même d'une enquête objective après mon arrivée.

Je n'aurais certainement pas refusé de rencontrer un KONDI et/ou un Mbuyinga à mon arrivée. Ils ont préféré m'envoyer un couple connu depuis l'extérieur comme les agents de BELINGA et de la présidence de la République.

Depuis des années, je n'ai jamais cessé d'œuvrer à l'unité des upécistes et ce n'est pas maintenant que je vais arrêter de le faire. Quant à l'adhésion au RDPC, c'est une hypothèse que je n'ai jamais envisagée.

Ngouo Woungly-Massaga : « Cameroun, ma part de vérité »

Le RDPC est-il et a-t-il jamais été " un nouveau parti politique que Paul BIYA a créé " par rapport à l'UNC ? C'est une question à laquelle les historiens ne pourront sans doute pas répondre parce que les militants du RDPC eux-mêmes ne peuvent y répondre clairement. Face à la réponse de normand que les militants du parti au pouvoir donnent à cette question (peut-être ben que oui, peut-être ben que non), nous préférons penser qu'il n'est pas prudent de se livrer à des hommes qui n'ont aucune parole.

Où en est, par exemple, la mise en œuvre de " l'appel sincère et patriotique " du président BIYA " aux combattants de la liberté " dans *Pour le libéralisme communautaire* ?⁵⁰

Question 69 : *Votre retour coïncide avec une période d'effervescence politique au Cameroun au cours de laquelle le Social Democratic Front (SDF) de NI John FRU NDI joue le rôle de premier parti politique de l'opposition camerounaise. Peut-on dire que vous arrivez trop tard ou à point nommé pour jouer un rôle politique d'importance dans le Cameroun de la deuxième République ?*

Les upécistes ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils ont perdu le rôle de premier parti politique camerounais et même abandonné celui de première force de l'opposition.

Quelques petits malins ont cherché à se réfugier derrière une parade facile : " WOUNGLY-MASSAGA ayant démissionné... " tous les malheurs s'expliquaient. Ils savent que nos compatriotes ne s'embarrassent jamais de questions et avalent volontiers les explications courtes et les mensonges grossiers comme du *foufou* au *nkui* ou au *ngombo*.

Qu'est-ce qui s'est donc passé pour que WOUNGLY-MAS-SAGA démissionne ? Des intrigues sans fin et des désordres de plus en plus dangereux. Et que firent les anciens exilés à leur retour au pays avec les camarades de l'intérieur ? Des efforts de confrontation et de conciliation ? Non ; une bonne campagne de

50 - Paul BIYA, *Pour le libéralisme communautaire*, Paris, Paul-Marcel Favre ABC, 1987, p.151

diffamation, de calomnie dont ils oubliaient naïvement que si elle touchait KISSAMBA, elle atteignait aussi toute l'UPC.

En vérité, depuis 1990, le SDF avait son chairman et pouvait partir en campagne ; par contre, dans l'UPC, on perdait du temps et des énergies à concevoir des stratégies et des intrigues pour se débarrasser du petit Ngoumba, bon pour défier AHIDJO et son régime, mais désormais encombrant dans la perspective de l'ouverture démocratique. Il est craint par les éventuels alliés de l'UPC, et haï par ceux de ses propres collaborateurs qui se voyaient un destin national et à qui " K " faisait de l'ombre avec une dimension incontestable d'ancien chef maquisard et d'héritier par le combat – et non par tribalisme – des héros et martyrs de notre lutte.

Suis-je arrivé trop tard ou à point nommé ? Je crois, professeur Daniel ABWA que je suis arrivé trop tard, à point nommé et surtout trop tôt. Je m'explique. L'opposition camerounaise a refusé la concertation et la préparation qui s'imposaient avant l'ouverture démocratique pour l'affronter de manière disciplinée et efficace. Cette préparation aurait certainement permis de dégager collectivement, dix ans plus tôt, les cinq évidences actuelles du changement, à savoir :

- qu'aucun parti ne peut vaincre seul le RDPC ;
- que pour battre le RDPC, il faut une force d'organisation qui couvre tout le pays ;
- qu'une telle force d'organisation ne saurait être bâtie en deux ans (n'ayant pu l'être en dix ans !) ;
- qu'il faut une grande coalition et un quadrillage méthodique du pays avec répartition des zones d'influence optimale ;
- qu'une candidature unique de l'opposition est absolument nécessaire pour l'élection présidentielle.

Comme on peut le constater dans mon livre, *Combat pour la Démocratie*⁵¹, nous avons déjà élaboré et proposé à tous les partis d'opposition une stratégie globale de combat collectif de toute

51 - NGOUO WOUNGLY-MASSAGA, op. cit., pp. 32-35 et 41-42.

l'opposition aux municipales et aux législatives et de candidature unique à la présidentielle. L'opposition camerounaise ignore toutes mes propositions et choisit de se perdre dans toutes sortes d'improvisations. Ce faisant, elle opta pour la pire des méthodes, c'est-à-dire, apprendre à partir de ses propres échecs.

Je suis donc arrivé trop tard pour influencer l'opposition camerounaise et contribuer à la positionner pour vaincre le régime en place ; mais à point nommé pour entamer un travail d'explication devant les erreurs, les illusions et les incompréhensions.

Trop tôt enfin pour que les partis de l'opposition camerounaise puissent comprendre les critiques et les propositions qui heurtent leurs vues souvent aussi primaires que suffisantes. Ce n'est pas quand les populations cesseront de les suivre par tribalisme, régionalisme et obéissance féodale que de nouvelles perspectives s'ouvriront pour notre lutte.

S'il s'agissait pour moi de chercher à tout prix à " jouer un rôle politique d'importance " en m'intégrant à la politique du régime et en me ralliant au RDPC, " même sans carte " comme on me l'avait proposé à mon arrivée, j'aurais pu le faire sans difficulté et m'enrichir énormément. Je ne l'ai pas fait et, même au milieu des pires difficultés, je ne regrette pas et je n'ai jamais regretté d'être resté fidèle à mon combat, même si pour d'autres, la vraie fidélité est ailleurs.

Question 70 : *Comment expliquez-vous que l'UPC, le plus vieux parti politique que le Cameroun ait jamais connu, se soit laissé distancer par un parti politique à peine né, comme le SDF ? Peut-on dire à cette époque-là que les Camerounais ont cessé de croire en l'UPC ? Peut-on dire que les nouveaux leaders de l'UPC avaient trahi l'idéal de l'UPC originelle ?*

Rien n'est définitivement acquis en politique, ni l'influence, ni la cohésion d'un parti, ni encore moins sa crédibilité.

L'UPC aurait dû être en pleine veillée d'armes en 1990. L'alerte avait été donnée par un chef somme toute lucide et vigilant, mais, des responsables troublés par des ambitions malsaines

crurent plutôt que c'était le moment de la récréation, le moment de se disputer le gouvernail. Nul n'a été épargné par les conséquences de cette dérive, sauf les aventuriers qui ont bien profité des désordres.

Depuis le séisme de la fin de l'année 1990, les upécistes ont en réalité eu plus d'une occasion pour opérer un regroupement de leurs forces, et même plus d'une occasion de prendre le dessus sur les agents du néocolonialisme. Chaque fois, malheureusement, les comportements subjectifs ont pris le dessus.

Le fait que l'UPC, le plus vieux parti politique camerounais se soit laissé distancer par un parti politique à peine né est à la fois une mauvaise et une bonne chose. Une mauvaise chose, parce que c'est un recul ; et une bonne chose parce que les upécistes peuvent en tirer des leçons positives. Si l'UPC s'est si facilement laissée distancer, elle peut aussi reprendre le dessus, peut-être plus aisément qu'un parti à peine né.

Le recul de l'UPC ne peut pas s'expliquer par le fait que les Camerounais ont cessé de croire en elle, mais plutôt par les divisions du parti et par la prise d'assaut de sa Direction par les hommes de main notoires du régime RDPC. Par ailleurs, il ne suffit pas d'avoir momentanément distancé l'UPC pour croire avoir gagné ; tous les partis qui l'ont fait ou prétendent l'avoir fait depuis 1992, n'affichent pas un bilan de progression en dix ans, mais de très inquiétant recul des forces de changement, avec un enrichissement des leaders indignes de vrais patriotes et que l'on n'a jamais connu avec l'UPC véritable. Le peuple voit.

Question 71 : *Puis ce furent les élections législatives boycottées par le SDF. Votre parti n'a pas présenté de candidats au cours de ces élections. Comment l'expliquez-vous ? Pensez-vous que le SDF a eu raison de les boycotter ? Avez-vous tenté quelque action pour l'en dissuader ?*

Les premiers mois de l'ouverture démocratique au Cameroun ont été marqués par quelques événements politiques importants. D'abord, il y a eu " les villes mortes " (sorte de grève insurrec-

tionnelle) menées dès le début de l'année 1991 par une " coordination des partis d'opposition " née à Paris à la fin de l'année 1990, lors de la crise de l'UPC consécutive à la démission de son secrétaire général ; il y a eu également la conférence tripartite dénommée " réunion tripartite des partis politiques - pouvoirs publics et personnalités civiles sur le code électoral et l'accès des partis politiques aux médias du service public "⁵² ; cette rencontre mit fin aux " villes mortes " et elle eut lieu du 31 octobre aux 15 novembre 1991. L'opposition s'était rendue à ces assises sans aucune concertation préalable, ni aucun plan, ses partis s'accusant les uns les autres de trahison. A la suite de la tripartite, il y eut les législatives du 1er mars 1992 et les élections présidentielles du 11 octobre 1992.

La proposition de stratégie globale de tous les partis politiques camerounais face au RDPC, que je fis le 13 décembre 1991, me paraît toujours d'actualité et mérite d'être intégralement rappelée ici :

**LETTRE AUX LEADERS DES PARTIS POLITIQUES D'OPPOSITION, AUX DEPUTES PROGRESSISTES
ET AUX PERSONNALITES PATRIOTES,**

Excellences et chers Compatriotes,

La division de l'opposition est le principal atout du RDPC dans la situation actuelle du pays. S'il n'y a pas de solution rapide pour remonter ce handicap, c'est le processus de démocratisation qui sera torpillé à terme.

La preuve en est que malgré diverses mises en garde du Président du PSP, le pouvoir a fini par imposer, en le faisant pas-

52 - A propos de la tripartite, Pierre Flambeau NGAYAP, en acteur de cette rencontre, donne une vue de l'intérieur de nombreuses rencontres qui ont eu lieu tant officiellement que dans les coulisses. Il donne, comme de bien entendu la part belle à la " coordination de l'opposition " et c'est de bonne guerre. Ce témoignage mérite d'être connu. Lire, P.F. NGAYAP, *L'opposition au Cameroun. Les années de braise*, Paris, l'Harmattan, 1999.

ser frauduleusement pour le résultat d'un consensus, un code électoral qui n'a tenu aucun compte des positions des partis de l'opposition, à l'exception dérisoire de l'abaissement d'un an de l'âge électoral.

Ce code prévoit un scrutin de liste à un seul tour, qui attribue soit la totalité des sièges au parti ayant obtenu 50% des voix (majorité absolue), soit cinquante pour cent des sièges au parti arrivé en tête avec moins de 50% des voix (majorité relative), les autres sièges étant partagés entre le reste des partis, proportionnellement aux voix obtenues par chacun. Et, pour éviter toute surprise, le Code interdit les candidatures indépendantes, et les regroupements de partis ; tout ceci relevant des diktats du RDPC et non d'un quelconque " consensus ".

Dans de telles conditions, l'ex - parti unique est d'avance assuré de la victoire, malgré une incontestable impopularité ! Avec moins de 20% ou même 10% des voix, pourvu qu'il arrive presque partout en tête, le RDPC pourra toujours avoir plus de 50% des sièges de l'Assemblée Nationale !

Que faire contre cette véritable forfaiture ?

Nous prétendons que la solution du boycott est une solution de facilité, une solution défaitiste qui n'apporterait rien à la prise de conscience et à la mobilisation de notre peuple. Quant à la fuite en avant dans la stratégie des " villes mortes ", le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne mène à rien.

Nous suggérons à tous les partis d'opposition d'accepter le combat, mais en évitant d'y aller en ordre dispersé et chacun pour soi. Nous leur proposons fraternellement et sans aucune visée dominatrice, une stratégie conséquente pour faire échec aux manœuvres frauduleuses du RDPC et un plan de bataille garantissant la défaite de l'ex - parti unique.

De quoi s'agit-il ?

1°) Il s'agit d'abord de mettre en place un Front, une " Alliance Patriotique pour l'Alternance Démocratique " qui ne présenterait certes pas de candidats aux élections mais qui orienterait le combat de tous les partis membres et coordonnerait leur action.

2°) Dans le cadre de cette Alliance, seraient déterminées les " zones d'influence optimale " des différents partis d'opposition. Et dans les zones où il n'y aurait pas de partis susceptibles à priori de battre le RDPC, l'Alliance choisirait celui qui, tous facteurs pris en compte, peut le mieux affronter le RDPC dans le Département, avec le soutien de toute l'Alliance.

3°) Une fois le quadrillage fait, sur toute l'étendue du territoire national, seuls les partis retenus par l'Alliance pour affronter le RDPC dans les différents Départements déposeraient des listes. Mais tous les partis de l'Alliance s'engageraient dans la bataille sur toute l'étendue du territoire pour appuyer les candidats des listes retenues, et combattre le RDPC.

Il importe de comprendre que lorsque plusieurs partis d'opposition présentent des listes, ils travaillent moins contre le RDPC que contre eux-mêmes. Le RDPC pourra toujours compter sur un noyau stabilisé, un noyau dur de son ancien électorat, alors que les nouveaux partis devront se répartir les défections, en neutralisant les conséquences politiques de ces défections s'ils sont nombreux.

Prenons un exemple, celui d'un Département où le RDPC subit une défection de 75% de son électorat, en ne restant en réalité qu'avec 25% ! C'est une situation excellente pour un vrai changement démocratique, quelles que soient les possibilités de fraude.

Il est clair que si les 75% des défections se portent sur un seul parti d'opposition, le RDPC sera ECRASE !

Par contre, si les 75% de l'électorat désormais hostiles au RDPC se repartissent entre deux ou trois partis d'opposition, le RDPC peut être battu, mais, déjà, de justesse.

Enfin si une dizaine ou une vingtaine de partis d'opposition se disputent ces 75%, le RDPC gagne à coup sûr ! C'est pour cela que le gouvernement a favorisé la création de dizaines de partis politiques, et va exploiter à son profit la vanité bien connue des Camerounais.

4°) Et les partis qui ne présenteraient pas de listes ou qui s'esti-

Woungly-Massaga, l'homme politique : de 1970 à nos jours

meraient pénalisés par ce plan de bataille, y aurait-il un moyen de tenir compte de leurs intérêts ? Oui. Ces partis pourraient trouver une compensation légitime au niveau de la formation du Gouvernement. Le Premier Ministre devant sortir du groupe majoritaire à l'Assemblée Nationale, serait un des dirigeants de l'Alliance, si l'opposition bat le RDPC. Le nouveau Premier Ministre assurerait donc la prise en compte des contributions des uns et des autres à la victoire commune.

Il faut noter que la stratégie ci-dessus, qui ne demande qu'un minimum de patriotisme et de dépassement des égoïsmes primaires, permettrait aussi de placer le RDPC dans une défensive désespérée par rapport à l'élection présidentielle de 1993 : la modification de la constitution et l'élaboration d'un Code électoral démocratique et complet (législatives, municipales et présidentielles), incomberaient comme tâches prioritaires à l'opposition devenue majoritaire à l'Assemblée Nationale. Il n'y aurait même plus besoin de chercher des raccourcis pour l'accession de l'opposition au pouvoir, parce qu'il suffirait de l'organiser (cette accession) dans les conditions les meilleures...et dans la paix.

Excellences et Chers Compatriotes,

Compte tenu des délais, nous aimerions avoir une réponse rapide de votre part.

Veuillez agréer Excellences et Chers Compatriotes, l'expression de notre haute et fraternelle considération.

Yaoundé le 13 décembre 1991

Pour le Bureau Politique National du PSP

NGOUO WOUNGLY-MASSAGA

(commandant KISSAMBA)

Président National du PSP

Dans le cadre de mes modestes efforts pour tenter de sensibiliser l'opposition sur l'absolue nécessité de mettre en œuvre cette stratégie, je me suis rendu à Santa (Bamenda) chez le Chairman du SDF, NI John FRU NDI, pour lui demander de tout faire pour que " la coordination " ne s'engage pas dans la voie

erronée du boycott des premières élections législatives de l'ouverture démocratique. Il m'invita à assister à l'assemblée générale de la " coordination " qui devait débattre de la question. J'y ai intervenu pour exhorter les participants à ne pas décider du boycott : peine perdue ; je fus même accusé d'être venu " défendre mon frère BIYA ".

Le PSP/UPC avait présenté des candidats à ces élections législatives. Pour sa liste de Yokadouma où je m'étais rendu, les bulletins de vote ne parvinrent pas dans la Boumba et Ngoko pour des raisons que le préfet n'a pas réussi à m'expliquer. Pour la liste du Dja-et-Lobo, de très hautes personnalités firent une descente à Djoum pour obliger notre tête de liste à démissionner ; non seulement il était menacé de mort, mais sa démission fut enregistrée alors que la liste avait déjà été déposée, en violation de la loi. Dans l'Océan, mon département d'origine, j'étais candidat. Le timonier du RDPC dans ce département, Joseph OWONA, m'avoua que le PSP/UPC, malgré les fraudes de premier niveau, avait réussi à arracher le partage des deux sièges, mais que la hiérarchie du parti au pouvoir avait estimé que KISSAMBA, à lui tout seul, pouvait poser des problèmes délicats à l'Assemblée Nationale ; il leur fallut donc pousser plus loin les tripatouillages.

Je n'ai jamais considéré comme vraiment nécessaires ou utiles les pseudo recours à la soi-disant Cour Suprême : perte de temps et d'argent accréditant une mise en scène mafieuse. Ce type d'organe, dans le cadre d'un régime de fraude organisée, ne peut être utile que quand l'opposition a mis en œuvre une stratégie globale qui lui permette d'intervenir pour éviter un basculement du pays dans la guerre civile.

Question 72 : *Votre retour au Cameroun coïncide aussi avec la période de grande effervescence électorale multipartiste qui donne ainsi à l'opposition camerounaise la possibilité de prendre démocratiquement le pouvoir qu'elle recherche depuis les années 50. Il y a d'abord eu les élections présidentielles de 1992 au cours de laquelle l'opposition camerounaise a été incapable de s'entendre pour une candidature unique contre le pré-*

sident BIYA. Avez-vous également joint votre voix contre la candidature unique de l'opposition ?

Pour ce qui est des élections présidentielles, je vais aussi rappeler mes propositions et mon action exposées dans la plaquette *Combat pour la Démocratie*⁵³. En 1992, je faisais en effet les propositions suivantes :

- a) Une stratégie de candidature unique de l'opposition était absolument nécessaire ;
- b) Le choix du candidat commun ne pouvait se faire valablement que dans le cadre des Etats- Généraux de toute l'opposition ;
- c) Compte tenu des ambitions plus ou moins légitimes de tous les partis politiques, nous avons avancé l'idée suivante : " *Etant donné qu'il ne pouvait y avoir cent Présidents de la République au Cameroun, mais un seul, il restait, après le choix du candidat unique, la possibilité d'aménager d'avance la structure gouvernementale pour prévoir une répartition judicieuse des postes ministériels et des Directions des sociétés para- étatiques de manière à garantir la mobilisation optimale de tous les partis d'opposition dans la bataille* "
- d) Pour ce qui est de la campagne électorale de toute l'opposition, j'ai proposé une organisation centralisée qui devait s'inspirer du plan stratégique proposé pour les législatives du 1er mars 1992.

Comme vous pouvez le constater, professeur Daniel ABWA, je peux vous assurer que non seulement je n'étais pas contre la candidature unique de l'opposition en 1992, mais encore, que j'ai toujours été et je reste partisan de la candidature unique de l'opposition à l'élection présidentielle. Je peux même ajouter, en toute modestie, qu'à ma connaissance, je suis le théoricien le plus constant et le plus explicite de cette stratégie depuis l'ouverture démocratique au Cameroun.

Question 73 : Les villes mortes lancées par l'opposition camerounaise pour protester contre ce qu'elle a appelé " la vic-

53 - NGOVO WOUNGLY-MASSAGA, op. cit., pp. 44-45.

toire volée " était-elle justifiée alors que c'est elle qui a fait le lit de cette " victoire " en refusant de se donner un candidat unique aux présidentielles, en boycottant les législatives et en donnant une majorité au RDPC à l'Assemblée alors que l'opposition était majoritaire si elle faisait un front commun ? Les villes mortes étaient-elles une stratégie susceptible de permettre à l'opposition de prendre le pouvoir par la violence alors que vous y avez échoué les armes à la main des années durant ?

Dans notre avant dernier livre, *Combat pour la Démocratie*, publié en 1994, nous avons fait une critique exhaustive, politique et militaire de la stratégie des " villes mortes " telle qu'elle avait été appliquée au Cameroun, au début de l'année 1991 et que ses partisans ont essayé de relancer après l'élection présidentielle d'octobre 1992.

Ce n'est pas parce que l'UPC a échoué dans ses tentatives de prise de pouvoir les armes à la main des années durant, qu'aucune autre stratégie de prise de pouvoir par les armes ne peut réussir au Cameroun. Dans les pays où la lutte armée a triomphé, elle n'avait souvent réussi qu'après plusieurs assauts. A Cuba, où la lutte armée, sous la conduite de Fidel CASTRO, triompha en un temps record (cinq ans à peine), on considère que la victoire avait été préparée par les assauts infructueux de José MARTI et de Antonio MACEO ;

Il faut donc expliquer l'échec des " villes mortes " par les faiblesses et les fautes tant d'orientation qu'opérationnelles de leurs auteurs, et non poser qu'elles étaient vouées à l'échec dès lors que l'UPC n'avait pas réussi, des années durant, à prendre le pouvoir par la violence.

Il est vrai qu'en refusant une stratégie de candidature unique de toute l'opposition, cette dernière s'exposait elle-même à la défaite ou à une victoire sur le fil qui allait être retournée par le RDPC ; mais il faut se garder de globaliser les responsabilités.

Le principal parti camerounais de l'opposition, au lendemain de l'ouverture démocratique, n'a jamais voulu pratiquer une politique d'ouverture aux autres partis d'opposition, de Front uni et

de candidature unique. Ce parti et son leader, âme de cette politique aveugle, portent la responsabilité du bilan de faillite de notre peuple pour le changement. Mais ils ne sont pas les seuls, car, on ne saurait accuser NI John FRU NDI et le SDF d'avoir " donné une majorité au RDPC à l'Assemblée alors que l'opposition était majoritaire ", ni d'avoir offert au RDPC l'élection présidentielle à un seul tour. Ceux de nos compatriotes qui, comme KODOCK BAYIHA et DAKOLE DAÏSSALA, ont aussi posé des actes majeurs pour ce triste bilan devront également en répondre devant l'Histoire.

Question 74 : *Revenons une fois de plus à l'UPC qui est le parti de vos premières amours même si vous y avez renoncé à toutes vos fonctions et que vous avez créé votre propre parti politique. Quel était le sentiment du militant de l'UPC qui sommeille en vous face à la dérive de la division que vit ce parti entre ses différents leaders ? On parle aujourd'hui de l'UPC K, UPC N, UPC H, sans oublier le MANIDEM toujours en activité malgré votre départ. Avez-vous tenté quelque action pour mettre fin à cette dérive ? Si vous l'avez fait, comment est-ce que les nouveaux leaders de l'UPC ont-ils apprécié votre démarche ? Manifestement, vous n'avez pas été écouté puisque les divisions indiquées ci-dessus perdurent. Comment expliquez-vous cet entêtement dans la division qui est suicidaire pour tout parti politique ?*

Le PSP/UPC que j'avais créé en démissionnant de toutes mes responsabilités dans l'UPC, dans le contexte que j'ai longuement expliqué ci-dessus, fut officiellement intégré dans l'UPC en 1994. Le plus important à mes yeux n'était pas que l'UPC légalement reconnue fût contrôlée à l'époque par KODOCK BAYIHA, mais qu'elle devienne la matrice la mieux indiquée – avec son groupe parlementaire de dix-sept députés – pour tenter un regroupement de toutes les tendances du parti.

Dans un premier temps, je me suis efforcé de convaincre KODOCK de la nécessité et de la possibilité de refaire l'unité du

parti. Il se braqua totalement, craignant la tenue d'un congrès où il risquait de perdre toute position dirigeante (et il y avait de fortes chances que cela arrive). L'unité de l'UPC – affirmait-il dans une logique démentielle – était déjà faite dans son groupe et tous ceux qui ne s'y trouvaient pas ne pouvaient être considérés comme upécistes. Il ajoutait au demeurant qu'il était " inamovible ", qu'il était " secrétaire général à vie ". Cette attitude aberrante de KODOCK m'obligea à le dénoncer et à interpellier le groupe parlementaire de notre parti après la cuisante défaite électorale de l'UPC aux municipales de 1996.

Le congrès unitaire de l'UPC finit par avoir lieu les 13, 14, et 15 septembre 1996. Ce congrès élit NTUMAZAH comme président de l'UPC et Michel NDOH comme secrétaire général, sur proposition des camarades qui se voulaient des radicaux d'extrême gauche mais qui n'hésitèrent pas à exploiter le tribalisme à cette occasion : président de l'ouest, secrétaire général Basa'a, tel était le thème de leur campagne.

Hélas, pendant que le congrès unitaire se tenait à Yaoundé et réunissait près de 13000 délégués au Palais des Congrès, KODOCK rassemblait quelques amis à Makak et tenait lui aussi, le même jour, un pseudo congrès. A partir du 13 septembre 1996, on se mit donc à parler de l'UPC (K) et de l'UPC (N).

Elu à la présidence de l'UPC, NTUMAZAH se retourna contre ceux-là même qui l'avaient " fait roi " et qui tentèrent de s'allier à lui pour isoler WOUNGLY-MASSAGA, élu secrétaire national aux affaires politiques au cours du même congrès unitaire.

En 1998, HOGBE NLEND, profitant de ces désordres et de la politique de boycott du Comité Directeur pratiquée par les camarades de l'ex-UPC/MANIDEM (qui avaient recommencé à travailler en groupe distinct sans en informer personne), attira les ressortissants de son groupe ethnique (les Babimbi, sous groupe Bassa'a Mpoo), pour créer le troisième groupe de l'UPC ; il y avait désormais l'UPC (K), l'UPC (N), l'UPC (H).

Etait-ce la fin de la confusion ? Non. Contre toute attente, sous l'influence d'un manipulateur repéré depuis la période de l'exil

comme un agent du régime, directement lié à BELINGA EBOU-TOU et à la présidence, NTUMAZAH se rallia à KODOCK.

Et, en avril 2002, une ultime tentative de regrouper toutes les tendances de l'UPC était sur le point d'aboutir : elle avait réussi à mobiliser tous les proches collaborateurs de KODOCK à l'exception de SENDE et ZONING, ainsi que tout le groupe de HOGBE NLEND et le gros des collaborateurs de l'UPC (N). Seuls les éléments de l'ex-UPC/MANIDEM étaient absents. Cette tentative a été torpillée par les multiples manœuvres de HOGBE qui a cherché à la détourner à son profit en tribalisant à l'extrême le Parti.

A première vue, cette évolution semble avoir abouti à une totale désorganisation et à la paralysie de l'UPC. En réalité, une analyse plus fine permet de constater que l'UPC vient de connaître, au cours de la décennie qui va de l'ouverture démocratique à nos jours, l'échec des tentatives de gestion ethnique ou bi-ethnique de ce parti pour le mettre au service du néocolonialisme. Et, cet échec s'est finalement traduit par une crise directoriale qui laisse la base de l'organisation et l'ensemble des cadres et responsables de l'UPC dans une sorte de jachère politique qui ne saurait perdurer.

Dès lors qu'on peut écarter d'emblée la récupération de ces troupes par d'autres partis comme le SDF et l'UNDP – qui connaissent eux-mêmes des crises des plus profondes – peut-on envisager la relance de l'UPC sous la houlette de HOGBE NLEND ou de KODOCK ? A notre avis, cette hypothèse est à exclure définitivement ; la réappropriation extra ethnique et sans gauchisme de l'UPC par l'ensemble de ses cadres et responsables apparaît comme la seule solution pour la survie et la redynamisation à terme du parti de Ruben UM NYOBE.

KODOCK était déjà isolé et en faillite en avril 2002. Ce sont les grossières fautes politiques de HOGBE qui lui ont donné la possibilité de remonter la pente avec les trois députés de la liste UPC du Nyong-et-Kellé. Et même au lendemain de cette remontée, KODOCK, comme ivre de ses nouveaux moyens de ministre

d'Etat, ne peut même pas penser à l'unité de son parti ; il se déchaîne au contraire contre tous les cadres et responsables de l'UPC dans la presse, en démontrant, malgré lui, qu'il est en réalité isolé et n'est entouré que par une poignée de griots spécialisés comme lui-même dans l'insulte et l'affabulation.

Quant à Henri HOGBE NLEND, il n'apparaît pas seulement comme responsable de l'échec d'un congrès unitaire qui avait tout pour réussir, et qu'il a malhonnêtement transformé en " congrès de la renaissance " (c'est-à-dire de son groupe) en favorisant ainsi la tribalisation du parti ; il apparaît aussi comme le responsable des nuisances actuelles d'un KODOCK qu'il a remis en selle à cause de ses méthodes de travail et à ses combines catastrophiques (résultat qui fut du reste prévu par KISSAMBA).

Notons que la récupération de l'UPC par un groupe gauchiste qui sombre dans des thèses de plus en plus inconsistantes (voir la pseudo " plate-forme de lutte en trois points " erronés de l'ex-UPC/MANIDEM comité directeur) n'est qu'un thème de propagande futile pour arnaquer des jeunes non avertis. Cette hypothèse n'est qu'une politique-fiction.

Nous avons jugé indispensable, professeur Daniel ABWA, de présenter la véritable situation actuelle de l'UPC pour mettre en évidence les raisons de notre optimisme, de notre confiance en l'avenir, non pas du tout pour des besoins de positionnement personnel, mais pour l'avenir même de l'UPC.

Oui, professeur, j'ai, depuis 1994, replongé dans la saga upéciste sans m'en être réellement écarté, après la nécessaire parenthèse du PSP/UPC comme réplique stratégique.

Oui, j'ai pris sans relâche des initiatives pour l'unité de l'UPC, sans me préoccuper de ceux que vous appelez " les nouveaux leaders de l'UPC " dont aucun ne pouvait se prévaloir d'une légitimité comparable à la mienne qui est une légitimité de combat dans tous les domaines.

Oui, l'entêtement des opportunistes dans les divisions ne doit pas décourager les militants de l'UPC. La lutte pour l'unité est un combat difficile, parfois de longue haleine, parce que les élé-

ments manipulés par les ennemis du peuple sont souvent coriaces et maîtrisent toujours à fond la méthode du voleur qui crie au voleur ; ils essayent toujours de semer la confusion en accusant des patriotes d'être des agents de l'impérialisme. Mais qui jouit des prébendes ? doit-on toujours se demander.

Les upécistes en ont vu d'autres ! les instruments du néocolonialisme qui se couvrent du manteau de " nationalistes " sont déjà largement démasqués : *où ont-ils jamais prouvé leur nationalisme ?*

Question 75 : *Depuis votre retour au Cameroun et à ce jour, l'espace politique gagné par l'opposition se rétrécit de plus en plus au point qu'aujourd'hui, elle n'occupe qu'une portion congrue sur l'échiquier national. On le remarque tant sur le plan local avec les élections municipales qu'au niveau national avec les législatives. L'explication la plus répandue à cet effet c'est la " fraude massive organisée par le parti au pouvoir ". Ne trouvez-vous pas que l'opposition se dédouane à très peu de frais ? Croyez-vous qu'en se voilant la vérité sur les raisons profondes de son échec, l'opposition a quelque chance de s'en sortir ?*

Quand je suis revenu d'exil en décembre 1990, l'opposition était effectivement majoritaire dans le pays. Au début de 1991, les nouveaux leaders des partis égalisés étaient tous issus du parti au pouvoir, à l'exception naturellement de l'UPC.

En observant la vie politique de notre pays au cours de la dernière décennie du 20ème siècle, j'ai acquis la conviction que malgré la fraude, l'opposition reste encore majoritaire dans le pays, bien que de plus en plus dominée et presque marginalisée dans les institutions.

Je suis donc tout à fait d'accord avec vous, professeur Daniel ABWA, pour considérer comme un peu courte et même dangereuse l'explication des défaites de plus en plus grandes de l'opposition par la " fraude massive organisée par le parti au pouvoir ". Et je pense aussi que l'opposition ne peut s'en sortir que si elle

s'attaque réellement et sérieusement aux " raisons profondes de son échec ". Depuis 1991, je n'ai cessé d'appeler l'opposition camerounaise à relativiser le phénomène de la fraude pour se pencher résolument sur l'élaboration des stratégies de lutte qui tiennent compte de la réalité de ce phénomène.

Voici ce que nous proposons dans notre plaquette, *Combat pour la Démocratie* : que l'opposition abandonne la politique de boycott systématique des élections et qu'elle axe son combat contre la fraude sur deux logiques complémentaires. Une logique formelle qui veut que l'opposition puisse lutter contre la fraude en créant des conditions optimales d'une victoire nette sur le RDPC ; une logique que nous avons appelée de " science politique " qui voudrait que le respect de la volonté populaire soit garanti par une mobilisation adéquate des forces politiques et une réelle sensibilisation des masses.⁵⁴ Tous les scrutins qui se sont déroulés pendant la décennie 1992-2002 ont confirmé la justesse de nos analyses.

Il nous semble que les raisons profondes de l'échec de l'opposition sont assez claires ; il y en a deux principalement :

- L'opposition camerounaise s'obstine à lutter sans stratégie d'ensemble, se condamnant ainsi à être battue toujours plus sévèrement ;
- L'opposition camerounaise n'a plus de parti d'avant-garde depuis l'ouverture démocratique : son parti le plus important, non seulement ne peut pas jouer ce rôle et ne pense même pas à cette responsabilité, mais il s'embrouille lui-même à tout bout de champ dans des choix politiques incertains qu'il révisé brutalement quand il ne s'accroche pas à des fautes stratégiques de manière obstinée (refus du Front uni, refus du dialogue avec le RDPC).

J'ai donc toujours pensé, professeur Daniel ABWA, et ce, depuis 1992, que malgré la réalité effective de la fraude massive

54 - NGOUO WOUNGLY-MASSAGA, op. cit. , pp.54-59.

organisée par le pouvoir, cette dernière n'est pas une explication suffisante ou satisfaisante de la défaite de l'opposition. Les élections indiquent que partout où l'opposition a pu imposer au RDPC et à l'administration une mobilisation et une combativité réelles pour empêcher les phénomènes d'intimidation, de corruption de masse, d'implication violente des sous préfets et des forces de l'ordre dans la fraude électorale, les résultats ont pu s'inverser.

L'opposition camerounaise n'a jamais voulu de stratégie globale impliquant un quadrillage du territoire national et écartant une concurrence mortelle entre ses partis face au RDPC. Cette situation s'explique sans doute par l'avidité des leaders quant à l'utilisation des fonds électoraux et par leur volonté de les gérer dans l'opacité tout en préservant des structures organisationnelles quasi féodales ; cela s'explique aussi par l'existence dans les partis d'opposition des équilibres internes fondés sur les allégeances et les fiefs tribaux.

Ce faisant, vous comprenez donc, professeur Daniel ABWA, qu'il ne suffisait pas qu'un parti politique à peine né surclasse l'UPC pour qu'il puisse jouer le rôle d'avant-garde que l'UPC a su jouer depuis sa naissance. On lance souvent le mot d'ordre : "*Politics is number* " (la politique, c'est le nombre). C'est vrai mais, il faudrait ajouter à ce slogan un autre : "*number without intelligence is useless* " (le nombre ne sert à rien sans intelligence).

Le drame que vit notre pays aujourd'hui avec une opposition sans stratégie et sans intelligence, est étroitement lié à celui que vit l'UPC avec une crise directoriale consécutive aux tentatives de gestion ethnique ou bi-ethnique de ce parti par ses militants Bassa'a et Bamiléké selon le principe "*politics is number* " en foulant aux pieds, par le tribalisme le plus grossier, les considérations de compétence, d'orientation idéologique et de véritable patriotisme.

Question 76 : Si on vous demandait d'évaluer le Cameroun du parti unique tel que vécu sous AHIDJO et sous BIYA au

début de son règne et le Cameroun du multipartisme tel que nous le vivons aujourd'hui, lequel pensez-vous être le plus porteur d'espoirs pour les Camerounais sur les plans politique, économique et social ?

Professeur Daniel ABWA, dans le livre qu'il a écrit avec vous, *SADOU DAOUDOU parle*, l'ancien ministre des forces armées, vice-président du RDPC jusqu'à sa mort récente, nous livre une réflexion pertinente : " Nous gouvernons ce pays depuis plus de quarante ans, et quand je dis nous, il s'agit du président AHIDJO et de ses hommes. En effet, après avoir gouverné le Cameroun pendant vingt-cinq ans, le président AHIDJO a passé le relais au président BIYA qui fut son premier ministre et son successeur constitutionnel. Et le président BIYA est au pouvoir depuis bientôt dix-neuf ans. Qu'on le veuille ou non, le Cameroun est aujourd'hui gouverné par les hommes de AHIDJO. Le président BIYA est un homme de AHIDJO et il est entouré par plusieurs hommes de AHIDJO "55

Force est donc de reconnaître que le président BIYA est d'ores et déjà assuré dans l'Histoire, non pas " comme celui qui a apporté la démocratie au Cameroun ", - comme il le réclame - mais plutôt comme celui qui a prolongé au double la durée de la dictature néo-coloniale au Cameroun. C'est un fait et il me semble que ça a été un choix conscient et délibéré qu'aucune déclaration médiatique ne saurait démentir.

Que l'on se comprenne bien ; nous ne faisons pas comme certains, le plus souvent les thuriféraires de AHIDJO, qui vont jusqu'à affirmer que le régime de ce dernier était meilleur, une identification entre le régime de BIYA et celui de AHIDJO. Nous reconnaissons, non seulement une continuité incontestable – parce qu'il n'y a jamais eu de rupture – mais aussi le fait que, pour prolonger précisément la durée du régime, le président BIYA a dû répondre aux impulsions d'ouverture et de démocratisation

55 - Daniel ABWA, *SADOU DAOUDOU parle*, Yaoundé, P. UCAC, 2001, p. 129

émanant du centre néo-colonial. C'est le même phénomène que l'on a décelé dans les modulations de la politique coloniale de la France avec ses différents hauts commissaires au Cameroun.

Ceci dit, s'il s'agit de marquer une préférence par rapport à telle ou telle période du régime néo-colonial dans notre pays, je préfère, bien évidemment celle du multipartisme, même si ce multipartisme reste piégé et géré par un parti administratif avec toutes sortes de dispositifs malsains de fraude institutionnalisée.

De toutes les façons, l'époque du parti unique pur et dur est révolu malgré les dangereuses dérives provocatrices face auxquelles les Camerounais continuent de rester un peu trop passifs.

Quant à la question de savoir si à telle ou à telle autre époque, sous AHIDJO ou sous BIYA, le régime était plus porteur d'espoirs pour les Camerounais, elle reçoit une réponse logique sur laquelle nos compatriotes peuvent s'accorder parce qu'ils peuvent la constater dans leur vie quotidienne. En effet, dès lors qu'il n'y a pas eu rupture mais continuité, les espoirs (et les malheurs) dont le régime était porteur sous AHIDJO sont les mêmes dont il a été et est porteur sous BIYA. Ainsi, les défauts les plus saillants qui l'ont caractérisé à l'époque de AHIDJO n'ont fait que s'amplifier sous BIYA, comme l'hyper corruption, la dégradation des mœurs, le phénomène des sectes, etc...

L'erreur que commet SADOU DAUDOU dans ses critiques tout à fait justes du régime BIYA, c'est de suggérer que les défauts du régime n'existaient pas du temps de AHIDJO et que ce dernier avait été un paragon de la bonne gouvernance et quasiment un nationaliste opposé au colonialisme français. Ce qui, pour le moins, ne correspond pas à la vérité historique.

Enfin, professeur Daniel ABWA, je voudrais une fois de plus attirer l'attention sur une remarque que j'ai déjà faite dans ce témoignage pour l'Histoire. Cette remarque, c'est que, contrairement à ce qu'affirme SADOU DAOUDOU, la longévité du régime néo-colonial dans notre pays n'est pas et n'a jamais été, en vérité, ni le fait de sa solidité, ni celui de l'adhésion des populations camerounaises. Elle a été et reste le résultat de nombreuses

erreurs des nationalistes depuis l'époque de Ruben UM NYOBE et surtout sous la direction du président MOUMIE. J'affirme ceci tout en ayant la plus grande admiration pour ces héros nationaux et sans prétendre que j'aurais pu nécessairement faire mieux qu'eux si j'avais été à leur place.

Aujourd'hui encore, il me semble que si le régime BIYA, pourtant d'une réelle fragilité à tous les égards, a pu fêter, à la grande honte de l'opposition, ses vingt ans à la tête de l'Etat camerounais, c'est tout simplement parce qu'il s'est trouvé confronté à une opposition d'une incroyable incohérence et capable des pires turpitudes.

Tenez ! l'UPC par exemple, a placé à sa tête, au cours d'un congrès de plus de treize mille délégués, un vieillard aveugle et malade, connu comme incorrigible réactionnaire, et ce, sur proposition de soi-disant radicaux exploitant le tribalisme, pour assouvir des ambitions malsaines.⁵⁶

C'est toujours la même UPC qui s'embrouille derrière deux secrétaires généraux n'ayant aucun passé militant sérieux, pour ne pas dire, simples agents du régime néo-colonial qu'elle est censée combattre ; ces deux secrétaires généraux ont tôt fait d'imposer une gestion ethnique ou bi-ethnique dans ce parti, malgré les mises en garde de ses fondateurs contre le tribalisme.

Il en est de même du reste de notre opposition qui est incapable de pratiquer une politique de Front uni et qui reçoit à ce sujet des leçons du parti socialiste français, comme si ce dernier avait, en la matière, plus d'expérience que les nationalistes camerounais..

Nous voulons donc appeler notre peuple, la jeunesse du Cameroun et surtout tous les upécistes, à prendre conscience du fait qu'à la lumière des leçons de quarante ans de lutte contre le

56 - Le président de l'ouest, le secrétaire général Bassa'a était leur slogan. Une autre formulation de MOUKOKO PRISO était : " Nous (UPC/MANIDEM) renonçons au poste de président au profit de NTU-MAZAH et réclamons le secrétariat général pour Michel NDOH ".

néocolonialisme dans notre pays, une mobilisation immédiate et ferme est indispensable contre les erreurs et les turpitudes des mêmes de l'opposition. Si cela est fait résolument et sans retard, tout peut basculer dans ce pays en une véritable explosion révolutionnaire de décompression et de ras-le-bol du peuple camerounais.

Question 77 : Si on vous demandait aujourd'hui d'évaluer vos choix politiques. Les qualifierez-vous de succès ? D'échec ? Si vous aviez à reprendre votre vie aujourd'hui, feriez-vous les mêmes choix ?

Professeur Daniel ABWA, je referai les mêmes choix si je me retrouvais dans les mêmes conditions et face aux mêmes alternatives ; cela ne fait aucun doute. Il faut dire que dans ma vie, j'ai toujours cherché à être cohérent avec moi-même, avec mes convictions profondes. Je ne me suis jamais engagé dans une cause parce qu'elle pouvait me rapporter quoi que ce soit, mais parce que, en mon âme et conscience, elle me paraissait juste. Je ne suis pas un violent et je n'aime pas la violence ; mais je me révolte avec force contre toute violence qui oppresse le droit. Voilà pourquoi j'ai supporté des souffrances et des privations peu communes.

Bien des choses s'expliquent par mes origines : je suis fils de cette terre, et je ne me suis jamais imaginé larbin de l'étranger, même couvert d'or et puissant grâce à lui. La fierté d'avoir vaincu, par l'héroïsme du quotidien, des décennies de dures épreuves me préserve de la prostitution politique que je repousse aujourd'hui autant que dans ma fougueuse jeunesse.

Enfin, professeur Daniel ABWA, je n'ai aucun complexe d'infériorité par rapport aux hommes du néocolonialisme et à leur argent, parce que je sais et ils savent aussi eux-mêmes, qu'ils ont courbé l'échine là où j'ai relevé le défi.

Quant à mes choix politiques, aux choix politiques des nationalistes camerounais, ils peuvent être qualifiés à la fois de succès et d'échecs.

Succès, parce que nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés à l'origine de notre action. Ces objectifs étaient l'unification, l'indépendance du pays et le développement, c'est-à-dire, " l'évolution plus rapide et l'élévation du standard de vie des populations " (art. 1er de l'UPC).

Notre succès c'est que la quête de l'indépendance, douloureuse et marquée par de lourds sacrifices, a abouti. Parce que l'indépendance fut bien conquise et non octroyée. C'est aussi que l'unification s'est réalisée en dépit du rattachement de la partie nord de la zone anglophone du pays au Nigeria. Ce furent là, en effet, des succès incontestables de notre lutte.

Notre échec, c'est que du fait des manœuvres des puissances coloniales, le Cameroun passablement indépendant, est géré depuis quarante ans par ceux de nos compatriotes qui avaient farouchement combattu l'indépendance et la réunification ou qui s'étaient abstenus de lutter pour elles. Echec incontestable en effet, parce que le Cameroun néo-colonial n'est pas celui pour lequel nous avons combattu.

Nous ne voulions pas d'un Cameroun champion du monde de la corruption ; nous ne voulions pas d'un Cameroun, " pays pauvre très endetté " où le peuple ploie sous la misère malgré les grandes potentialités du pays dans tous les domaines.

Nous ne voulions pas d'un Cameroun où l'occupation des pans entiers du territoire national peut se poursuivre malgré le verdict favorable de la Cour Internationale de Justice. Le régime accuse la politique de AHIDJO au sujet de Bakassi, alors qu'il applique exactement la même politique de lâcheté d'Etat lourde de conséquences néfastes pour l'avenir. C'est vrai que nous aurions nous aussi négocié avec le Nigeria, mais ceci se serait fait après une petite expulsion de cent mille Nigériens sur les trois millions qu'ils sont au Cameroun.

Nous ne voulions pas d'un Cameroun où l'on déploie dans la terrible guerre contre le Sida qui fauche de plus en plus notre jeunesse, le folklore malsain des " premières dames " en annonçant depuis cinq ans le même taux de prévalence de 12%. Les patriotes

de notre pays du nord au sud, de l'est à l'ouest, ne veulent pas de ce Cameroun là.

Notre échec n'est donc que provisoire, parce que, plus que jamais, le changement est vital et inévitable. La lutte continue et elle vaincra.

Question 78 : *Pour conclure notre dialogue, pouvez-vous me dire le terme qui qualifie le mieux votre parcours politique dans l'opposition camerounaise ? Peut-on dire que politiquement vous êtes un nostalgique (puisque la politique pour vous est synonyme de combat, de stratégie, comme si vous étiez toujours dans le maquis) ? un opportuniste (puisque vous utilisez toutes les occasions qui se présentent à vous pour faire valoir votre point de vue) ? un rêveur utopiste (puisque, depuis toujours, vous restez optimiste, malgré les multiples échecs de l'UPC, sur les possibilités de succès de l'UPC et vous refusez résolument de regarder ailleurs alors que d'autres possibilités s'offrent à vous) ? un politiquement naïf ? un incompris ? autre ?*

Le qualificatif que chacun peut attribuer à mon parcours politique dans l'opposition camerounaise dépend de ses propres opinions politiques. Ces qualificatifs varient selon qu'il s'agit de réactionnaires ou conservateurs, de progressistes ou d'opportunistes sans opinion bien définie.

Pour les conservateurs ou réactionnaires, le régime, en dépit de ses injustices et de sa corruption, doit être considéré comme inviolable. S'opposer à ce régime est alors considéré comme une impertinence, une folie, voire une utopie ou même une naïveté.

Pour les progressistes, mon combat est considéré comme légitime ; et même s'ils peuvent en critiquer telle ou telle option, telle ou telle erreur, ils déplorent qu'il n'ait pas abouti et souhaitent qu'il aboutisse un jour. Pour les partisans du progrès, du changement, les multiples échecs de l'UPC ne consacrent pas l'éternité du régime au pouvoir mais appellent un continuel redoublement d'efforts, la persévérance dans la lutte et la

constance dans les options de progrès.

Les opportunistes sont ceux qui, malgré la misère dans laquelle croupit notre peuple et la corruption généralisée, pensent qu'il faut encore et toujours s'en remettre aux barons du régime et se contenter de tirer son épingle du jeu, de " manger sa part ".

C'est à la lumière de ces précisions que je vais répondre à vos ultimes interrogations.

Ce n'est pas seulement pour moi que la politique est synonyme de combat et de stratégie. Tout homme politique sérieux, de quelque bord qu'il se trouve, sait que son action n'est pas une affaire de dilettante, mais plutôt une action qui rentre dans une confrontation des forces sociales, appelle une réflexion permanente et doit coller à une ligne de conduite cohérente qui vise des objectifs généraux précis. Cela n'a rien à voir avec une quelconque nostalgie et ne saurait concerner que le maquis. Il faut dire que, lorsque le RDPC s'efforce, à chaque élection, de " ratisser large ", de diviser l'opposition, cela relève de la stratégie. Si, jusqu'à présent, l'opposition camerounaise va de défaite en déroute, c'est parce que ses leaders ne comprennent rien aux plus élémentaires impératifs stratégiques de sa lutte : ils vont toujours à la bataille en ordre dispersé, chacun des leaders voulant devenir le " président de la République " ; et, avec leurs multiples candidatures, ils assurent régulièrement la victoire du candidat au pouvoir.

Ce n'est pas par " opportunisme " que je cherche, chaque fois que j'en ai l'occasion, de faire valoir mon point de vue, à moins de considérer l'opportunisme au sens sportif voire " footballistique " du terme. En politique, l'opportunisme consiste à profiter des circonstances opportunes en transigeant avec ses convictions et ses principes ; on ne peut à la fois me reprocher de " refuser résolument de regarder ailleurs alors que d'autres possibilités s'offrent à moi ", et m'accuser d'opportunisme. Je suis tout le contraire de l'opportuniste. J'estime tout simplement que j'ai une responsabilité de vétéran : l'Histoire ne devra pas m'ac-

cuser de n'avoir pas témoigné. Vous m'avez par exemple interrogé sur ma position à propos de la candidature unique face au RDPC : je vous ai aussitôt sorti mon appel à tous les partis d'opposition à ce sujet, appel qui date du 13 décembre 1991, un an à peine après mon retour d'exil. On ne saurait donc me reprocher toutes les incohérences politiques de l'opposition camerounaise à l'occasion de toutes les élections (municipales, législatives, présidentielles) depuis une décennie.

Serais-je alors un utopiste ? Non, professeur ABWA. Le changement est une loi immuable de la vie : les Camerounais qui tremblaient sous la férule de AHIDJO devaient l'avoir déjà compris. Les plus grands utopistes sont ceux de nos compatriotes qui, même après son départ, croient que le " Renouveau " est éternel. J'ai eu à observer l'effondrement de plus d'un régime africain ; j'ai connu la fatuité de nos bourgeois corrompus, rendus bêtes par leur enrichissement malsain et se prenant pour des dieux ; j'ai assisté à leur désarroi dans la tourmente des changements politiques. Je peux rassurer nos compatriotes que la nécessaire mutation qui s'impose après presque un demi siècle de dictature et de corruption est parfaitement réalisable dans notre pays ; il faut seulement lutter.

Serais-je politiquement naïf ? je ne pense pas. On associe généralement à la naïveté politique deux facteurs : le manque d'expérience et une intelligence médiocre. Avec quarante-sept ans de lutte contre le colonialisme et le néocolonialisme, je peux me prévaloir d'une certaine expérience politique. En plusieurs occasions, depuis mon retour d'exil, j'ai du reste pu démontrer, que l'UPC et l'opposition camerounaise dans son ensemble auraient gagné à accorder plus d'attention à mes modestes avis et propositions. Pour ce qui est de l'intelligence, je n'ai pas la réputation de faire partie des moins lotis des hommes politiques de notre pays en cette matière, loin s'en faut.

Serais-je alors incompris ? Non plus. Il faut faire la différence entre être incompris et être craint. Selon de nombreux témoignages dignes de foi, je suis à la fois redouté par les cercles du

pouvoir comme par l'opposition, semble-t-il pour crimes de compétence et d'intelligence. Il en résulte une marginalisation qui trouve sa seule base dans le fait que je suis originaire d'un groupe ethnique fortement minoritaire dans le pays. Je n'en reste pas moins serein en observant cette marginalisation au triple niveau où elle se manifeste, c'est-à-dire au niveau de l'UPC, de l'opposition et du pouvoir.

Où peut aller l'UPC si elle ne se rajeunit pas (avec une intense formation de cadres), ne se détribalise pas et n'établit pas, à chaque niveau, l'élection des responsables selon leurs compétences ? C'est à tort que certaines personnes croient que KISSAMBA veut seulement s'imposer à la tête de l'UPC lorsqu'il refuse de cautionner des chefs de clans tribaux et des bourgeois inconsistants qui ne peuvent conduire qu'à l'échec de la cause commune ; c'est à tort que l'on peut penser que KISSAMBA cherche seulement à s'imposer comme leader de l'UPC lorsqu'il ne veut pas se soumettre à des gauchistes qui ont prouvé leur inconsistance depuis plus de dix ans. Si nos camarades ne peuvent pas surmonter le tribalisme et les haines mesquines, qu'ils n'attendent pas de KISSAMBA qu'il transige au détriment de la lutte. S'il n'y a pas un sursaut salutaire, nous baverons tous jusqu'à ce que les épreuves et les échecs ouvrent les yeux à tous sur les plus élémentaires intérêts vitaux de l'UPC et du peuple camerounais. Qui peut croire que l'opposition gagnera dans ce pays sans une stratégie de lutte cohérente et avec des leaders inaptes ?

Même vis-à-vis du pouvoir, nous pensons que le RDPC n'a pas besoin de l'UPC pour gagner des élections à sa manière, mais il en aura plus que jamais besoin pour assurer un minimum de crédibilité au processus démocratique camerounais.

Alors, faudrait-il m'accoler un autre qualificatif sur le plan politique ? Oui professeur Daniel ABWA : le militant, le combattant et l'homme politique que vous avez si justement ciblés au départ se retrouvent en entier dans une seule dénomination : celle de PATRIOTE. Oui, je revendique avant tout et surtout le

Woungly-Massaga, l'homme politique : de 1970 à nos jours

qualificatif de PATRIOTE sur le plan politique camerounais.

MERCI COMMANDANT KISSAMBA.

Conclusion

Au-delà des faits qui se rattachent à la personne du commandant KISSAMBA et de sa contribution à la vie politique camerounaise dont nous avons actuellement une connaissance assez claire, nous pouvons retenir de ce témoignage nombre de faits qui transcendent la personne de NGOUO WOUNGLY-MASSAGA. C'est le cas de la vie de l'UPC en exil, d'une certaine opinion sur les cas de trahison qui circulent dans l'histoire de l'UPC, du dialogue qui s'est instauré entre l'opposition et le pouvoir à travers ce témoignage etc.

Postface

Les grands acteurs de l'histoire du Cameroun

Simon Bolivar NJAMI-NWANDI, upéciste non aligné

L'histoire du Cameroun contemporain qu'on racontait à nos enfants les éloignait de notre vraie histoire. Car elle se limitait à un homme déifié, Ahmadou Ahidjo, premier président de la République du Cameroun, grand camarade d'un parti-Etat et Père de la Nation camerounaise ! Ce dieu sur terre nous a imposé l'une de ses créatures en qualité de successeur constitutionnel, Paul Biya bi Mvondo, deuxième président de la République du Cameroun, chef absolu de l'Etat, Père du Renouveau national. Tout dans notre pays était récupéré et attribué à ces deux hommes singuliers sortis tous les deux du néant et que rien ne destinait par conséquent à une action primordiale susceptible de les élever à la haute marche du podium national. Avec l'ascension vertigineuse de ces deux illustres compatriotes, j'ai achevé de croire, Bible à l'appui, que tout pouvoir appartient à Dieu, qu'il vient de Dieu, et que Dieu le confie à qui il veut, comme il veut et quand il veut.

Ça c'est de la théologie dont je suis un maître. Mais la science historique, elle, se sert d'autres paramètres pour rendre compte de la vie des êtres, des choses et des faits dans leur évolution sociale et culturelle. C'est pourquoi le jeune professeur d'Université Daniel Abwa, dans sa quête passionnée et raisonnée de la vérité traque ces derniers temps les acteurs nationaux de l'histoire qu'il fait méthodiquement afin d'obtenir d'eux des éléments et des faits susceptibles de restituer à notre pays sa vraie histoire. Un jeune journaliste talentueux, Charles Ateba Eyene, historien de l'instant, le rejoint dans cette quête de la vérité en nous brossant le portrait du Général Semengué sorti aux Editions CLE de Yaoundé en 2002.

De 2001 où le professeur Abwa a publié son *Sadou Daoudou parle* aux Presses de l'Université Catholique de l'Afrique Centrale, en passant par *Le Général Pierre Semengué* d'Ateba Eyene aux Editions CLE en 2002 jusqu'à aujourd'hui en 2003 où le Professeur Abwa nous livre *Ngouo Woungly-Massaga alias Commandant Kissamba : «Cameroun, ma part de vérité»*,

nous sommes éblouis par les révélations historiques de trois grands Camerounais dont les deux premiers ont évolué spectaculairement sous l'ombre du président Ahidjo, tandis que le troisième est resté son ennemi implacable. Tous les trois couvrent pratiquement la même période historique concernant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. L'aîné du célèbre trio, Sadou Daoudou s'apparente à Ahmadou Ahidjo par l'âge, l'origine ethnique, le niveau intellectuel, la carrière administrative et politique, tandis que Semengué et Woungly-Massaga sont de la génération de Paul Biya avec qui ils partagent une même aire géographique, un même cursus universitaire et une même vocation des premiers hauts cadres de la Nation. Les faits historiques qu'ils évoquent se ressemblent et se recoupent en donnant ainsi aux futures historiennes d'en faire des synthèses proches de la réalité.

Arrêtons-nous plus particulièrement sur les deux vedettes Sadou Daoudou et Woungly-Massaga, respectivement disciples d'Ahmadou Ahidjo et de Ruben Um Nyobe, le vrai père de la nation camerounaise qu'il a principalement contribué à libérer du joug colonial, et le profiteuse de l'indépendance qu'il a eu l'honneur de proclamer et dont il ne voulait pas. Le parallélisme paradoxal des deux maîtres et de leurs deux disciples est digne d'une thèse d'Etat. Ahidjo et Um ont eu la même formation de même niveau de leur temps. Ils ont embrassé des carrières administratives coloniales comparables. L'un, Ahmadou Ahidjo, a été poussé en politique comme un pion qui s'est vite stabilisé en un génie politique généreusement favorisé par le destin, fort bien servi par les circonstances et puissamment protégé par des maîtres qui se sont servi de lui pour continuer à exploiter notre peuple. Il fut un chef charismatique au pouvoir absolu, avec une nature réservée et un caractère fin et rusé qui l'ont aidé à parvenir au plus haut sommet d'un Etat dont il a su user et abuser. L'autre, Um Nyobe, est entré en politique par le syndicalisme. Il en est devenu un leader national d'inspiration divine à telle enseigne qu'on l'a baptisé : Mpodol, c'est-à-dire le porte-parole. Intellectuellement de haute facture, son œuvre prodigieuse continue d'inspirer des générations de penseurs. Il fit de la politique son métier, du Cameroun sa raison d'être dont il voulait envers et contre tous, l'unité, la souveraineté et le bonheur. Il a tout produit et n'a rien récolté. Mais ses principaux objectifs pour son pays ont été atteints, à savoir l'indépendance et la réunification du Cameroun. Ahidjo et Um sont deux bêtes politiques dont le destin national a été la plus grande passion. La mort les a davantage rap-

prochés comme héros nationaux officiellement reconnus et paradoxalement oubliés.

Quant à leurs disciples approchés par le professeur Abwa, ils se ressemblent sans du tout être pareils. Sadou Daoudou et Woungly-Massaga sont deux élèves surdoués dont les brillants résultats scolaires sont confirmés chacun dans son contexte précis. Au niveau terminal de la spécialisation, l'un et l'autre décident d'arrêter leurs études pour s'engager dans la vie active. Sadou rejoint Ahidjo pour le bonheur et la gloire auxquels il n'a pas rêvé. De subalterne indigène méprisé et rudoyé, il est propulsé au poste envié et prestigieux de chef de Cabinet du Premier ministre, sans rien connaître de la politique qu'il répugne et dont il se méfie ! Écoutons l'acteur parler lui-même : "En mai 1957, je fus affecté comme adjoint au chef de subdivision de Kaélé. A ce poste de travail, je tombai entre les mains de M. Varillon qui y était le chef de subdivision, jeune administrateur français, fougueux, arrogant et négrophobe. Il me confia le tribunal coutumier, le recensement des populations et la visite des chantiers. Il ne fit rien pour ma formation. Chaque jour, il me rabâchait les oreilles avec ses propos choquants et humiliants : *"Quelle folie vous a pris de demander votre indépendance ? Vous n'avez ni monnaie, ni armée, ni industrie. Vous ne pouvez même pas fabriquer une allumette. Avec vos deux cents tribus, vous allez vous entre-tuer. Je vous donne un an, vous allez nous supplier à genoux de revenir vous commander.*"⁵⁷ "

Sorti de cette galère d'intoxication et de chantage, l'on comprend notre héros soupirer en ces termes : *"Et c'est avec beaucoup de soulagement que je reçus en novembre 1958, le message m'annonçant ma nomination comme chef de cabinet du Premier ministre, chef du gouvernement camerounais à Yaoundé... Pendant onze années que j'ai passées dans l'Extrême-Nord, je ne faisais pas de politique... Avec ma nomination, les choses allaient désormais changer pour moi"*⁵⁸.

Voilà d'où viennent les hommes qui vont nous gouverner, des incultes et des complexés, sans moindre initiation politique, sans ambition et sans idéal : "des indigènes recrutés à titre essentiellement précaire et révocable", selon

57 - Daniel ABWA, *SADOU DAOUDOU PARLE...*, Presses de l'UCAC, Yaoundé, 2001, pages 20-21.

58 - Daniel ABWA, *ibidem*, p. 21.

la formulation esclavagiste de l'époque. Car même au niveau de responsabilité où il parvient, Sadou Daoudou avoue que son nouveau patron n'est encore sûr de rien concernant sa carrière politique : *"Pour le gouvernement français, Ahidjo n'était qu'un Premier ministre transitoire. Il devait être remplacé au plus vite.. Il s'est avéré un fin politicien, indéracinable et il régna pendant vingt-cinq ans. Il y a là de quoi confondre les sceptiques, comme les upécistes, qui ne veulent pas admettre que le pouvoir est un don de Dieu et que Dieu seul en fixe la durée. Lutter contre quelqu'un qui est pouvoir, c'est lutter contre Dieu"*⁵⁹.

Voilà clairement établi un pouvoir absolu de droit divin, tel qu'Ahidjo et ses disciples l'ont compris. C'est à partir de cette intime conviction bornée et fataliste qu'il faut juger le témoignage du doyen Sadou Daoudou. Un musulman pieux et fataliste, replié dans son grand Nord arriéré de l'époque d'où il n'était sorti que pour ses études à Bongor, au Tchad, dans un milieu encore plus obscurantiste où le régime colonial dressait à sa cause des gens moins qu'il ne les instruisait rationnellement. De cet environnement bouché, Sadou Daoudou qui ne savait encore rien du Sud de son pays et du combat acharné qu'y menait héroïquement le mouvement nationaliste d'Um Nyobe pour la libération de notre Patrie du joug colonial est sincère de déclarer cyniquement et haineusement : *"La vérité est que l'UPC n'a jamais été populaire au Cameroun"*⁶⁰. D'où la réplique appropriée de Woungly-Massaga disant : *"Lorsque l'on sait les violentes diatribes du doyen Sadou Daoudou contre l'UPC, qui vont jusqu'à nier la popularité du parti dont les colons eux-mêmes n'osèrent pas contester l'emprise sur le pays, on a une idée de l'état d'esprit de nos compatriotes instrumentalisés par le colonialisme. Mais si la France amorçait aujourd'hui une autre politique au Cameroun notamment vis-à-vis de l'UPC, nul doute que les "hommes d'Ahidjo" tiendraient un autre langage et adopteraient un tout autre comportement vis-à-vis des upécistes."*⁶¹

Reprenons et poursuivons notre comparaison. Au contraire de Sadou Daoudou sorti du néant et auréolé des titres de chef de cabinet du Premier

59 - Daniel ABWA, ibiden, p. 23

60 - Daniel ABWA, ibiden, p. 34.

61 - Daniel ABWA, in Ngouo Woungly-Massaga...

ministre en 1958, de Secrétaire d'Etat à l'Information (mai 1960-juin 1961) pour devenir enfin l'inamovible ministre d'Etat en charge des Forces Armées (juin 1961-juillet 1980), Woungly-Massaga que tout appelle à la gloire au niveau de doctorant en mathématiques, arrête ses recherches savantes pour se consacrer corps et âme à l'UPC. Il choisit donc une descente aux enfers dont il reste l'invariable héros jusqu'à ce jour. Une telle abnégation est digne du seul Um Nyobe dont Woungly seul mérite honnêtement d'être aujourd'hui l'héritier moral et politique, à la différence d'un imposteur comme Augustin Frédéric Kodock qui s'en prévaut. Car pour le bien de notre pays, le Commandant Kissamba a accepté toutes les humiliations et toutes les exclusions. Il a tout perdu pour l'UPC, y compris sa chère famille sacrifiée. Dans ces conditions, c'est un miracle de la providence que sa progéniture ait réussi, tous ses enfants selon son propre témoignage ayant brillamment mené leurs études jusqu'à devenir des cadres de conception.

Sadou Daoudou s'est défini lui-même comme un musulman pratiquant et fataliste. Or tout fatalisme confine à la résignation et à l'irrationnel. Cependant, à travers tout son témoignage, notre ministre d'Etat a fait preuve d'honnêteté et de probité liées à son caractère réservé qui rappelle ses origines modestes d'un milieu croyant et conservateur. Tout ce qu'il dit d'erroné de l'UPC n'est pas forcément le produit de la méchanceté, mais de l'ignorance due à un jugement fatalement borné. C'est tout le contraire de Woungly-Massaga, bête réflexive et scientifique de haut niveau, chrétien protestant austère et rigoureux de la trempe d'un Emmanuel Kant. Initié à l'analyse rationnelle marxiste-léniniste, il récuse dans sa pensée toute superstition, toute affabulation et toute croyance à la magie ou à la sorcellerie. Aussi défend-il objectivement ses pires adversaires d'accusations non justifiées de trahison ou d'actes criminels mystiques, bien qu'il se prétende lui-même un mystique à l'instar de son père qu'il admire et dont il est fier.

Ces dernières années, on est intoxiqué par une abondante littérature erronée sur l'UPC, œuvre d'amateurs ou d'adversaires politiques voulant ternir l'image de marque du parti historique et nationaliste. Il était temps d'entendre la voix autorisée d'un spécialiste, d'un praticien et d'un maître de la qualité de Woungly-Massaga dont l'érudition en matière de l'UPC est incontestable. Élément relativement honnête et intègre, le Commandant Kissamba est certainement compétent et loyal dans son approche militante et patriotique. A mon avis de militant upéciste sans parti pris, Woungly-

Massaga seul jouit au Cameroun d'une virginité politique qui lui confère dans l'UPC la légitimité d'en être un leader tout indiqué et digne de prétendre à la plus haute autorité de l'Etat. Car il reste le seul qui ne se soit pas encore prostitué contre l'Ame immortelle de notre peuple.

Sa faiblesse majeure, c'est le fait d'être parti du pays très jeune et d'être resté très longtemps à l'étranger. On ressent ce handicap dans sa critique de l'évolution des affaires du pays où l'on retrouve une certaine naïveté de l'étudiant enthousiaste des années soixante qu'il est resté. Ajoutée à cela sa culture politique marxiste, il condamne tout en bloc chez l'adversaire qu'il diabolise en sous-estimant ses capacités réelles qu'il ignore faute d'une maîtrise du terrain. Par contre, il a tendance à surestimer ses propres mérites au point de se considérer comme supérieur à tous les autres. Grâce à lui, nous savons maintenant que la plupart des cadres upécistes de la diaspora étaient des scientifiques de haut niveau et de grands intellectuels. Or le portrait qu'il fait d'eux est des plus déshonorants. Les Hogbe Nlénd, les Ossendé Afana, les Njiawué et autres sont très sévèrement jugés et souvent discrédités. En revanche, Ndeh Ntumazah, l'intrigant et le traître est resté le même jusqu'à ce jour contre l'UPC, et Woungly en parle comme nous le connaissons maintenant dans la réalité de personnage fourbe et ombrageux.

Par ailleurs, le Commandant Kissamba n'arrête pas de fustiger le tribalisme dont il serait personnellement victime dans la gestion du parti des martyrs. Ma vision là-dessus est différente de la sienne : il relève lui-même des frictions entre les pères fondateurs Ouandié et Kingué tous deux Bamiléké, comme tout le monde connaît la guerre entre les frères ennemis Kodock et Hogbe Nlénd pourtant Bassaa et cadres de haut niveau. L'impopularité notoire de Kodock est évidente jusque dans sa propre famille du Nyong-et-Kellé qui, par exemple, s'était farouchement opposée à son investiture aux dernières législatives de juin 2002. Seul Hogbe Nlénd reconnu comme unique secrétaire général élu au Congrès des 13 et 14 avril 2002, l'a sauvé in extremis en en faisant de surcroît une tête de liste pour lui assurer la victoire à tout prix. Or Kodock et Ntumazah, les pires ennemis de l'UPC, avaient boycotté ce Congrès pour servir comme toujours la cause du RDPC, où ils retrouvent leurs vrais camarades des hommes de Ahidjo. Et une fois élu grâce aux autres, l'on sait la haine qu'il leur voue, allant jusqu'à refuser à son suppléant le professeur Soundjock sa validation légitime comme député à sa place, dès lors qu'il est lui, rentré au gouvernement.

Il faut donc relativiser le tribalisme et parler d'égoïsme, d'incivisme et du positionnement personnel des tenants du pouvoir pour le pouvoir par manque de patriotisme et de réalisme politique. Le président vénéré de l'UPC fut le Dr. Roland-Felix Moumié pourtant humble ressortissant Bamoun, tribu plus que minoritaire dans l'UPC. Woungly-Massaga n'est donc pas marginalisé à cause du tribalisme, mais en raison de sa valeur intrinsèque de timonier compétent et redoutable. N'ayant jamais pu, comme les autres amasser beaucoup d'argent volé au peuple pour s'installer sur le même peuple, en le narguant, le Commandant Kissamba est surtout victime de son dénuement matériel total. Car pour réussir en politique, il faut beaucoup d'argent et beaucoup de patience, comme le disait feu le président Félix Houphouët-Boigny. Lors du Congrès d'avril 2002 que j'ai eu l'honneur de présider, contrairement à ce que dit Woungly-Massaga, même Hogbe Nlend soutenait qu'il soit membre du Bureau directeur à une bonne place. Faute d'être élu secrétaire général ou président, nous l'avons prié d'accepter le poste de premier vice-président qu'il a catégoriquement refusé.

Si l'UPC était un parti riche, Woungly n'aurait pas de mal à en être le leader. Mais dans la précarité matérielle actuelle de l'un et de l'autre, c'est difficile qu'il puisse le devenir. Son appartenance à une ethnie minoritaire serait même un atout. Car il aurait plus de liberté de manœuvre et plus d'autorité pour conduire les affaires du pays sans l'encombrement de nombreux parents et protégés. Il a parfaitement raison de dire qu'actuellement, "aucun leader de l'UPC ne peut se prévaloir d'une légitimité comparable à la sienne qui est une légitimité de combat dans tous les domaines". Aristocrate de naissance, scientifique de formation, politicien par vocation, protestant de croyance et patriote à toute épreuve, j'estime en conclusion, que Woungly-Massaga est en réserve de la République. En tant que Patriote sur le plan politique camerounais, son rôle majeur dans l'UPC est indéniable. Puisse son riche témoignage livré honnêtement au professeur Daniel Abwa être bien compris pour lui rendre la confiance d'un peuple pour lequel il s'est tant sacrifié ! Qu'il se rassure surtout avec Plutarque disant que : "L'ingratitude envers les grands hommes est la marque des peuples forts" !.

Annexe I

Statuts remaniés par le II^{ème} congrès de l'UPC tenu à Eséka du 28 au 30 septembre 1952.

BUTS ET SIEGES

Article premier. – Il est créé au Kamerun un MOUVEMENT dénommé " Union des Populations du Cameroun " (pour abréviation : UPC) qui a pour but de grouper et d'unir les habitants de ce Territoire en vue de permettre l'évolution plus rapide des populations et l'élévation de leur standard de vie.

Art. 2.- Le siège du Mouvement est fixé à Douala. Il peut être modifié sur décision du Comité-Directeur.

CONDITIONS D'ADMISSION

Art. 3. – Peuvent être membres de L'Union des Populations du Cameroun les personnes qui, en acceptant les statuts, s'engagent à y militer activement et à acquitter régulièrement leurs cotisations.

L'admission des membres est prononcée par le Bureau à chaque échelon de l'organisation.

Art. 4. – L'admission :

- a) d'une organisation du parti,
- B) d'un groupe entier d'une organisation,
- c) de dirigeants d'autres partis est soumise à la ratification du Comité-Directeur

Art.5. – Chaque adhérent verse une cotisation annuelle dont le montant est fixé par le Congrès.

Il reçoit en échange la carte du Mouvement, signée du Secrétaire Général et du Trésorier de l'organisation locale responsable.

STRUCTURE ET ORGANISATION

Art. 6. – L'organisation du Mouvement de base est le Comité. Le Comité se constitue sur la base de l'entreprise, du village, du quartier ou fraction du village ou du quartier. Il a pour but de populariser les mots d'ordre de

l'Union des Populations du Kamerun, de dénoncer tout ce qui est contraire à l'intérêt des Populations du Kamerun, d'aider les masses à s'organiser pour la réalisation des objectifs poursuivis par " l'Union des Populations du Cameroun "

Art.7. – Si les nécessités l'exigent, les Comités de base d'une subdivision ou d'une localité peuvent former un Comité Central chargé de la coordination de leur action.

Art. 8. – L'ensemble des organisations de base et des Comités Centraux existant dans une région forme la section de ladite région. Les sections sont rattachées à la Direction du Mouvement.

La Démocratie est assurée au sein du Mouvement par l'élection de tous les organes dirigeants, à tous les échelons selon les modalités assurant démocratiquement l'expression de la libre volonté de tous les adhérents : suffrage universel et indirect selon le système des délégués élus, en nombre proportionnel à celui des adhérents aux assemblées régionales, aux congrès.

Art. 9. – Les décisions de tous les organismes du Mouvement sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Elles ne sont cependant valables que si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés.

Art. 10. – Le Comité de base est dirigé par un bureau de 10 membres ou plus élus en assemblée générale de tous les adhérents pour une durée qui ne peut pas être supérieure à un an. L'assemblée du Comité en même temps élit parmi les membres du bureau, un secrétariat de quatre membres chargés d'assurer à tous les moments la continuité de l'action du Comité.

Art. 11. – Le Bureau du Comité Central est élu en assemblée générale des délégués des Comités de base. Il se compose de deux délégués par Comité de base et d'un secrétariat de quatre à cinq membres élus parmi les membres du Bureau.

Art. 12. – La section régionale peut être, selon le degré d'organisation du Mouvement, soit un simple regroupement de caractère géographique, soit un un organe de transmission immédiate entre les Comités de base, les Comités centraux et le Comité-Directeur, lorsque la bonne marche l'exige. Les organes de direction de la région (bureau et secrétariat) seront alors élus en assemblée régionale selon le principe exprimé à l'art. 9.

Art. 13. – Chaque Comité de base, chaque Comité Central et, éventuellement, chaque région, ont la responsabilité du travail d'organisation dans la portion du Territoire dont ils ont respectivement la charge. Cette portion est assignée en cas de besoin par l'organisme immédiatement supérieur.

Art. 14. – Chaque organe dirigeant prévu aux articles 10, 11 et 12 ci-dessus est responsable :

- a) devant l'organisme qui l'a élu ;
- b) devant l'organisation immédiatement supérieur

Art. 15. – Tout membre de L'Union des Populations du Cameroun doit suivre la discipline existant au sein du Mouvement et appliquer les décisions prises par les organes de Direction.

Art. 16. – Les élus de L'Union des Populations du Cameroun aux assemblées métropolitaines⁶² et locales sont responsables devant les organes directeurs de L'Union. Ils doivent se conformer à la ligne définie par le Congrès et à la discipline commune à tous les membres du Mouvement. Ils doivent périodiquement rendre compte de leur mandat à leurs électeurs.

Art. 17. – Tout acte d'indiscipline entraîne les sanctions suivantes :

- a) à l'égard de l'organe dirigeant : destitution et remplacement par une direction provisoire désignée par l'échelon supérieur jusqu'à la décision de l'assemblée de l'échelon correspondant ;
- b) à l'égard d'un membre : blâme public, suspension temporaire, destitution de fonction. Ces deux dernières devant être ratifiées par l'assemblée de l'échelon correspondant pour être valables.

Art. 18. – En cas de destitution de fonction, d'exclusion, l'intéressé pourra toujours faire appel de la décision devant le Congrès sans que ce recours soit suspensif de l'application de la sanction.

Art. 19. – La plus haute instance de L'Union des Populations du Cameroun est le Congrès. Il se réunit en principe, une fois par an. Il est convoqué par

62 - Le Kamerun étant devenu indépendant, une clause comme celle-ci n'a plus sa raison d'être dans les statuts de notre Parti. Toutefois, en l'absence d'un Congrès souverain pour décider de toute modification à apporter aux statuts, nous ne pouvons qu'attirer l'attention de nos militants et responsables sur le caractère caduc de cette clause.

le Comité Directeur. Sa convocation et son ordre du jour sont rendus publics au moins un mois à l'avance.

Art. 20. – Le Congrès fixe la ligne de conduite de l'Union des Populations du Cameroun et les objectifs à atteindre dans la période qui suit la réunion. Il décide également de toute question d'organisation et de toute modification aux statuts.

Art. 21. – A la majorité des membres présents, le Congrès élit :

a) le bureau et le secrétariat général de l'UPC et ratifie la composition du Comité Directeur ;

b) la commission de contrôle financier et le Commissaire qui la dirige.

Art. 22. – Entre les deux Congrès, le Comité Directeur est chargé de diriger et d'organiser selon les décisions du Congrès, le travail d'organisation de l'UPC. Il dirige et contrôle l'activité des représentants et la presse du Mouvement.

Le Comité Directeur se compose du Bureau et des délégués régionaux, présentés par l'assemblée et ratifiés par le Congrès.

Il se réunit en principe une fois par trimestre.

Art. 23. – Le Bureau se compose de onze membres au plus élus par le Congrès pour une durée qui ne peut être supérieure à un an.

Le Congrès élit, en même temps que le bureau, un secrétariat de quatre membres, soit :

a) un secrétariat général ;

b) un secrétariat à l'organisation ;

c) un secrétariat à la propagande ;

d) un trésorier général

La dénomination à donner aux membres du secrétariat peut être changée suivant les circonstances par décision du Congrès sans que cela entraîne la modification des statuts.

Le secrétariat a pour tâche essentielle d'assurer à tous les moments la continuité de l'action de l'UPC sur tout le territoire. Les autres membres du bureau se répartissent les tâches au mieux des intérêts de l'action poursuivie par le Mouvement.

GESTIONS DES FONDS :

Art. 24. – Les ressources de L'Union des Populations du Cameroun pro-

viennent :

- a) des cotisations dont le montants est fixé par le Congrès ;
- b) des souscriptions ;
- c) des dons divers ;
- d) du produit des fêtes.

Art. 25. – Les fonds du Mouvement ainsi constitués sont répartis entre les divers organismes selon les modalités fixées par les règlements intérieurs. Ils sont gérés à chaque échelon sous la responsabilité collective du Bureau correspondant.

Art. 26. – Le Congrès ou à défaut le Comité Directeur désigne, chaque année, une commission de contrôle financier et un Commissaire aux comptes qui en assume la direction pour contrôler la gestion financière. Cette commission peut, à tout moment, vérifier la comptabilité et les caisses du Mouvement à tous les échelons.

Art. 27. – Les Trésoriers sont responsables personnellement, devant leurs Bureaux respectifs des fonds qui leur sont confiés. Le Mouvement se réserve le droit de provoquer les poursuites judiciaires et de se porter partie civile contre tout Trésorier, Collecteur, etc..., coupable de détournement ou de malversation.

Art. 28. – Tout versement ou retrait de fonds sera effectué par la ou les personnes habilitées à cet effet par le Bureau, en général, le Trésorier à chaque échelon de l'organisation.

Art. 29. – La qualité de membre se perd :

- a) par exclusion prononcée par l'assemblée du Comité Directeur sur son initiative ou celle de tout organe de direction supérieur ou inférieur ;
- b) par démission volontaire.

Art. 30. – Les présents statuts sont susceptibles de modifications par le Congrès. Les clauses qu'ils renferment sont acceptés dans leur intégrité par tout adhérent du fait même de son adhésion au Mouvement.

Art. 31. – l'UPC n'est pas un mouvement qui va à l'encontre de la Nation française, ni des intérêts de L'Union française, ni de la Constitution actuelle.

Art. 32. – Un règlement intérieur élaboré par le Bureau est soumis à la ratification du Congrès. Il fixe les détails sur le fonctionnement de l'UPC.

Art. 33. – La dissolution du Mouvement ne pourra être prononcée que par le Congrès et par la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 34. – En cas de dissolution du Mouvement, le Congrès décidera de l'emploi des fonds disponibles.

Fait à ESEKA, le 30 septembre 1952.

Pour le Bureau,
Signé :

Le Secrétaire Général,

Ruben UM NYOBE.

Les vice-présidents,

Abel KINGUE

Ernest OUANDIE.

Annexe II

Réflexion sur l'essor organisationnel de l'UPC (Leçons d'hier pour aujourd'hui et demain)

1- SCHEMA THEORIQUE DE L'ORGANISATION DE L'UPC.

Il est très important que chaque cadre du mouvement, en ville comme à la campagne, maîtrise bien le schéma théorique de l'organisation de l'UPC.

BASES :

L'organisation de l'UPC résulte de quelques textes fondamentaux :

- Les statuts en date du 10 avril 1948, modifiés et complétés par le 2eme Congrès de l'UPC tenu à ESEKA les 28, 29 et 30 septembre 1952.
- La Résolution du Comité Directeur sur l'organisation et le fonctionnement du mouvement, datée du 17 mai 1953.
- Et le règlement intérieur adopté par le Comité Directeur réuni en session extraordinaire à Douala le 5 octobre 1954.

HIERARCHIE DE L'UPC : elle comprend :

- 1- Le Comité de Base
- 2- Le Comité Central
- 3- La section régionale
- 4- Le Comité Directeur
- 5- Le Congrès

Il importe de bien connaître le rôle de chacun de ces organes.

a) Le Comité de Base est la " fondation de l'Edifice de l'UPC ". Du bon fonctionnement des Comités de base et de leur grand nombre dépendent la solidité de l'UPC dans chaque secteur et dans son ensemble. Le Comité de Base groupe les adhérents d'un village ou d'un quartier. Il est dirigé par :

- 1 bureau de 10 membres
- 1 secrétariat de 4 membres.

b) Le Comité Central : groupe les Comités de base d'un secteur donné. Il comprend :

- un bureau composé de deux délégués par comité de base ;
- un secrétariat de 15 membres
- un groupe de propagande
- un groupe de travail.

c) La Section Régionale : regroupe à l'échelon du département (jadis appelé région) l'ensemble de ses Comités Centraux. Elle est rattachée à la Direction du mouvement (Comité Directeur), à laquelle elle envoie deux Délégués. La section régionale étant elle-même composée de deux délégués par Comité Central. Comme le Comité Central, la Section régionale est formée par :

- un bureau (2 délégués par Comité Central)
- un secrétariat de la section (5 membres)
- un groupe de propagande
- un groupe de travail (s'occupant des tâches de mobilisation et de formation des cadres)

Notons qu'une section régionale doit normalement :

- grouper 3000 militants bien enregistrés
- posséder un local de permanence
- et avoir un permanent qu'elle entretient.

d) Le Comité Directeur : est la Direction de l'UPC entre deux Congrès. Il se compose d'un Bureau du Comité Directeur et de deux délégués par section régionale. Le Comité Directeur dirige et organise l'activité politique et le travail d'organisation du mouvement.

Il comprend, en plus de tous les représentants des sections régionales, à raison de deux délégués par section :

- un Bureau du Comité Directeur de 11 membres au plus, élus par le Congrès parmi lesquels
- un secrétariat de 4 membres également élus par le Congrès : le Secrétaire Général, le Secrétaire à l'organisation, le secrétaire à la propagande et le Trésorier Général.

C'est le Comité Directeur qui convoque le Congrès.

e) Le Congrès : est la plus haute instance de l'UPC. Il fixe la ligne politique et les objectifs à atteindre. Il se réunit en principe une fois par an pour élire :

- le Bureau du Comité Directeur,
- le Secrétariat du Bureau du Comité Directeur
- la Commission du Contrôle financier.

On notera que les thèses selon lesquelles le Secrétariat Général serait " inamovible " et celle qui consiste à attribuer au Secrétariat du Bureau du Comité Directeur les prérogatives du Comité Directeur en tant que

Direction du Parti entre deux congrès relèvent de déviations anti-statutaires.

2 – Les ORGANIGRAMMES :

- Du Comité de Base : chaque Comité de base doit tenir à jour la liste de ses militants et la liste des membres de son Bureau. Il communique copie de cette liste à son Comité Central. Toute modification qui intervient dans l'organigramme (adhésions de nouveaux militants, décès, démissions, changement de domiciles...) doit être signalée au Comité Central qui modifie en conséquence son organigramme.
- Du Comité Central : le Comité Central tient à son tour à jour la liste de ses Comités de base avec pour chacun d'eux la liste de tous les militants et des responsables. L'organigramme du Comité Central porte en premier lieu, le nom de ce Comité Central, le nombre de ses Comités de base, la composition du Bureau Comité Central, le tableau des comités de bases de son ressort avec leurs bureaux et les listes des militants de ces comités de base, à tenir à jour.
- De la Section : l'organigramme de la section indique le nom de la section (département), le nombre de Comités Centraux et le nombre total des Comités de base. Il précise ensuite la liste des membres du Bureau de la section, puis précise les noms des Comités centraux avec leur implantation géographique, la liste des responsables des comités centraux, les noms de leurs comités de base, les bureaux de ces comités de base et les listes de leurs militants, régulièrement tenues à jour.

3 – ACTIVITES PRATIQUES DES ORGANISMES DE BASE DE L'UPC

a) Le Comité de base : sa mission statutaire est (art. 6) :

- de populariser les mots d'ordre de l'UPC
- de dénoncer tout ce qui est contraire à l'intérêt des populations du Cameroun
- d'aider les masses à s'organiser pour la réalisation des objectifs poursuivis par l'UPC.

Il est recommandé que le comité de base se réunisse au moins tous les quinze jours. Il doit s'assurer du paiement des cotisations, du placement des cartes, des souscriptions nationales ("moralement nécessaires pour tout membre de l'UPC"), de la vente des journaux et de la diffusion des tracts. Le comité de base doit aussi veiller à l'information des militants sur l'actualité nationale et à leur éducation politique.

b) Le Comité central doit se réunir normalement une fois par mois pour suivre le fonctionnement de ses comités de base, mettre à jour leurs programmes (et par conséquent le sien propre), leur transmettre les documents et les directives centrales. Il organise l'activité de propagande et de recrutement dans son secteur géographique, installe les nouveaux comités de base, veille au respect, pour chaque comité de base, de ses limites géographiques. Le comité central s'assure de la bonne marche du placement et du renouvellement des cartes et du versement des cotisations. Le comité central doit s'assurer de l'inscription de tous les militants et sympathisants de l'UPC de son secteur sur les listes électorales, chaque année et dans les délais fixés par la loi. Il formera aussi les délégués aux opérations électorales : scrutateurs des bureaux de vote, membres des commissions communales et départementales de supervision.

c) La section départementale(régionale) : devrait normalement se réunir tous les trois mois (pendant les réunions du comité directeur). Elle suit le fonctionnement de ses comités centraux ; programme le développement de l'implantation du mouvement dans tout le département. Il exécute les directives du secrétariat à l'organisation pour l'extension de l'implantation du parti dans les départements voisins et signale toute possibilité à cet égard. Elle suit la formation des cadres de ses comités centraux et organise tout le travail électoral dans le département (préparation des listes, des campagnes électorales, etc).

4- STRATEGIE ORGANISATIONNELLE DU " MARQUAGE ".

A l'étape actuelle de notre lutte, - en cette période de démocratisation des années 1996 – nous devons pratiquer la stratégie organisationnelle du " marquage ", comme dans un match de football ; à chaque organisme de base du parti gouvernemental doit correspondre un comité de base de l'UPC, à chaque sous section, au moins un comité central ; même chose au niveau départemental, l'objectif étant à chaque niveau de dépasser le parti gouvernemental en activité et en audience auprès de la population.

5- NOTE DE REFERENCE (CITATION D'UNE ETUDE OFFICIELLE)

“Si l'on se place à la veille des événements sanglants de mai 1955, l'UPC devrait avoir 35000 adhérents. A l'échelle camerounaise, c'était incontestablement un grand mouvement de masse. Toutes les couches sociales camerounaises y étaient représentées : hommes politiques,

hommes d'affaires, fonctionnaires et employés, paysans et travailleurs manuels, " intellectuels " de tous niveaux. On a même vu des chefs traditionnels. Mais si l'on analyse les zones de recrutement et d'implantation de l'UPC, trois régions se détachent d'une manière bien nette et bien visible : région de la Sanaga Maritime, région du Wouri, et la région Bamiléké. Des raisons d'ordre sociologique, économique et politique expliquent le succès de l'UPC dans ces régions (solidarités ethniques, révolution sociale Bamiléké, concentration des activités économiques à Douala, refus de la situation coloniale, ambitions politiques). Cela ne signifie nullement que l'UPC n'avait pas d'adeptes dans les autres régions du Sud-Cameroun. La section régionale de Yaoundé contrôlait 2500 militants environ, celle de l'agglomération de Saa, un peu plus de 3000. La région du Dja-et-Lobo comprenait trois sections groupant en tout plusieurs milliers d'adhérents (5000). A Ebolowa et à Kribi, il existait quelques petits comités totalisant un millier de membres. In, " La naissance du mouvement nationaliste camerounais- 1940-1955"

Des possibilités réelles existent encore aujourd'hui pour atteindre et dépasser cet essor organisationnel de l'UPC

Annexe 3

Témoignage de WOUNGLY- MASSAGA sur OSENDE AFANA

I- BIOGRAPHIE D'OSENDE AFANA

Castor OSENDE AFANA est né le 23 décembre 1932 à Ngoksa, près de Saa. Il entra d'abord au petit séminaire en vue de la prêtrise, mais il choisit d'abandonner cette vocation en 1949 pour terminer ses études secondaires au lycée LECLERC, à Yaoundé.

Après son baccalauréat, OSENDE se rendit en France pour y poursuivre ses études en 1951 et il s'inscrivit à la Faculté de Droit de Toulouse. Il y obtint une Licence en Droit en 1955 et un Diplôme d'Etudes Supérieures en Sciences Economiques en 1956.

Acquis au nationalisme upéciste depuis le lycée LECLERC, OSENDE continua de militer en France. Il anime l'UPC et la section académique de la FEANF (fédération des étudiants d'Afrique noire en France) avec Michel NDOH à Toulouse et il devient le directeur gérant du journal L'Etudiant d'Afrique Noire en 1956.

En 1957, OSENDE AFANA fait partie du groupe des pétitionnaires qui se rendent à New-York pour plaider la cause du Cameroun devant la commission de tutelle de l'ONU. En 1958, il n'hésita pas à aller rejoindre la Direction de l'UPC en exil au lieu d'offrir ses services au régime colonial. Il fit ce choix avec d'autres jeunes intellectuels upécistes en fin d'études, notamment, le Dr. NDONGO DIYE qui fut affecté en Tunisie, et Nicanor NJIAWUE, biologiste qui fut affecté au Maroc tandis que OSENDE AFANA était affecté au secrétariat afro-asiatique au Caire.

En 1959-1960, les nombreux déplacements de MOUMIE, KINGUE et OUANDIE en Guinée et au Ghana firent pratiquement de OSENDE le principal responsable du bureau de l'UPC au Caire. En 1960, il s'occupa de la rédaction du canevas de la brochure L'Unique Voie du Succès. Ses relations avec les dirigeants ne furent pas excellentes à cause de la tendance du camarade OSENDE à faire de la publicité sur toutes les tâches dont il s'occupait, y compris quand il avait rédigé le discours ou une intervention d'un des

dirigeants. Sa tendance à faire " un jeu personnel " auprès des amis chinois suscita aussi un certain malaise dans les milieux upécistes en exil : il n'hésitait pas à proposer le vote de résolutions et motions en faveur de la Chine et contre le " révisionnisme soviétique " dans les comités de base de l'UPC.

Lorsque le camarade MOUMIE fut assassiné, toute l'activité du camarade OSENDE AFANA fut nettement marquée par la volonté d'accéder au secrétariat général de l'UPC. Ambition somme toute légitime, mais il y a des procédés qui ne peuvent que desservir un tel projet. Le camarade OSENDE AFANA ne s'employa pas à tempérer la fronde des cadres Béti et Basa'a contre les vice-présidents KINGUE et OUANDIE à Accra et à Conakry en 1961. Il fit tout le contraire !

En 1962, il échappa à la rafle déclenchée contre les réfugiés camerounais au Ghana en reprenant rapidement l'avion pour Conakry. En 1963, après la libération des emprisonnés, il revint à Accra pour mener une campagne contre le Comité Révolutionnaire de l'UPC. Lorsqu'il fut élu membre de cet organisme, le camarade OSENDE le combattit parce qu'il frustrait son projet de se faire élire secrétaire général de l'UPC. En effet, dans son ouvrage *L'économie de l'ouest africain* qui était encore sous presse, il avait déjà fait mention du titre de secrétaire général de l'UPC avant même que ne soient organisées des assises pour une telle élection (cet ouvrage a été publié aux éditions Maspéro et dans la collection économie et socialisme).

Le camarade OSENDE forma donc un groupe opposé au Comité Révolutionnaire, avec notamment les camarades NDEH NTUMAZAH, Marthe MOUMIE (qui était devenue son amie après avoir vainement revendiqué de succéder à son défunt mari à la tête de l'UPC), François FOSSO et bien d'autres. Ce groupe se réclamait de la légitimité du camarade KINGUE, " premier vice-président de l'UPC ", qui avait été facilement manipulé pour l'amener à s'opposer au camarade OUANDIE.

En 1964, ce fut la catastrophe pour le groupe OSENDE qui fondait toute son activisme sur la légitimité du camarade KINGUE ; ce dernier meurt de maladie au Caire, le 16 juin. Plaçant néanmoins ses espoirs sur l'appui des camarades chinois compte tenu des perspectives qui se dessinaient au Congo, le camarade OSENDE et son groupe firent la sourde oreille à toutes les tentatives de dialogue et de recherche de l'unité activement encouragée par les responsables de l'UDEFEC, Marthe OUANDIE et Cécile TECK et

les camarades Prisca BOUMNYEMB, Téclaire ESSANI, Jacqueline KEMAJOU.

Avec l'arrivée à ses côtés de HOGBE NLEND, le camarade OSENDE perd le contrôle de son groupe. N'étant ni un meneur d'hommes, ni un homme de caractère, il devient un simple jouet sous l'emprise du nouveau venu qui s'improvise " secrétaire général de la commission militaire révolutionnaire du peuple camerounais " et se met à pondre des brochures sur les " campagnes d'encerclement et d'anéantissement de l'ennemi et les contre-campagnes des forces révolutionnaires " en plagiant les écrits militaires de MAO.

En 1965, informé du passage de WOUNGLY-MASSAGA au Congo et de la présence dans ce pays des premiers éléments infiltrés par ce dernier, le groupe OSENDE s'est rué en force au Congo, sans aucune discrétion. Dès mars-avril 1965, HOGBE NLEND pousse à l'offensive et n'hésite pas à rudoyer le camarade OSENDE devant les combattants (ils sont une dizaine de réfugiés venus de Conakry et d'Accra). Après avoir appris que des Camerounais faisaient des préparatifs au Cabinda en collaboration avec le MPLA, le groupe perd la tête et précipite " ses préparatifs militaires ". Le camarade OSENDE se replie avec une dizaine de combattants, aux environs de Gamboma à 100 kms au nord de Brazzaville, puis monte s'installer aux frontières à Ouessou, préfecture du département frontalier de la Sangha. Mais, dès l'étape de Gamboma, le " secrétaire général de la commission militaire révolutionnaire du peuple camerounais " replie sur Brazzaville en prétextant un violent mal de jambe...

Le camarade OSENDE arrive à Ouessou en juillet 1965 ; il est hébergé par un compatriote, fonctionnaire de l'administration congolaise depuis l'époque coloniale, Antoine MVONDO, père d'une nombreuse famille. Le groupe est sans argent, même pour se nourrir.

Le projet du camarade OSENDE était de faire de la " propagande révolutionnaire " à partir de Ouessou et d'étudier ensuite comment rentrer au Cameroun. Cependant, dans cette zone très sensible, la présence très peu discrète du groupe OSENDE finit par devenir gênante pour les autorités congolaises. Au début du mois de septembre, l'hébergement du groupe au domicile de MVONDO devint aussi délicat : ce père de famille nombreuse était financièrement à bout de souffle ; il était même exaspéré, ne se contentant que par patriotisme, car il s'était rendu compte que, non seulement il

offrait généreusement son gîte et son couvert, mais en plus on s'assurait avec vergogne l'hospitalité spéciale de son épouse. Le scandale était même devenu public car, n'en pouvant plus, MVONDO s'en était pris à son épouse qu'il avait copieusement rossé, la laissant même en tenue d'Eve sur la place publique.

A la mi-septembre, après une série de messages sur la situation et le comportement politique et social du groupe OSENDE, le commissaire du Gouvernement de Ouesso, Oscar SAMPA reçut de Brazzaville les instructions suivantes : inviter fermement le groupe à passer en territoire camerounais s'il tenait à faire de la révolution. Tout le groupe OSENDE fut ainsi embarqué dans une pirogue à moteur hors-bord et débarqué manu militari sur la rive camerounaise de la Sangha.

Une fois installé sur la rive camerounaise, le groupe OSENDE entreprit de se rendre dans les villages environnants, d'y faire de la propagande révolutionnaire tout en procédant à la formation politique des populations. Pour ce faire, il créa, dans des locaux de fortune, deux écoles et deux dispensaires.

Le 27 septembre 1965 eut lieu un premier contact avec les gendarmes de Moloundou. Les deux groupes se firent peur, les gendarmes fuyant d'un côté, les " maquisards " de l'autre. Le même manège se répéta en octobre. En décembre 1965 et en janvier 1966, les choses devinrent plus sérieuses après la capture d'un agent de liaison du groupe par les gendarmes camerounais. Il s'agissait d'un élément du groupe qui avait fait de " la propagande révolutionnaire " sur le " bateau Marie Louise " le 30 septembre 1965. Informée, la gendarmerie camerounaise organisa des patrouilles sur le fleuve Ngoko. Le 28 octobre 1965, le premier agent de liaison qui tentait la liaison entre le groupe OSENDE et l'équipe HOGBE restée à Brazzaville fut intercepté et tué. Il s'agissait de BOLLO, alias Bomono.

Le 15 mars 1966, à la troisième rencontre avec les " maquisards " dans la région de Nguilili 1, près de Moloundou, les gendarmes ne prirent plus peur et donnèrent la chasse aux maquisards ; ceux-ci n'étaient pas armés ! Le camarade OSENDE ne courait pas vite ; il n'avait pas suivi de vraie formation militaire. Il fut vite abandonné par ses compagnons et, comble de malheur, il avait perdu ses lunettes ; il ne pouvait même plus s'orienter. Les gendarmes n'eurent aucune peine à le rejoindre et à le capturer sans qu'il ait

pu offrir la moindre résistance.

Le sergent NGOUBALIKO (nommé quelque temps après lieutenant), commandant la patrouille de la 14ème compagnie, avait-il agi sur le champ ou avait-il conduit le camarade OSENDE à Moloundou pour demander des instructions à sa hiérarchie ? Ce point reste obscur. Toujours est-il qu'il trancha la tête du camarade OSENDE et amena celle-ci à Yokadouma, Batouri et Yaoundé.

Malgré sa forte tendance à la lutte d'influence, les convictions patriotiques du camarade Castor OSENDE AFANA étaient réelles et profondes. Sa compétence comme intellectuel était incontestable. Sa mort a donc été une perte pour l'UPC et pour le peuple camerounais.

II- RECHERCHES MENEES SUR LA MORT DE OSENDE AFANA

1- Notre analyse en octobre 1975

" Des soupçons de trahison de trahison apparurent au sein des partisans d' OSENDE à propos de la mort de ce dernier. Ces soupçons mettaient clairement en cause HOGBE NLEND. Mais on en profitait pour laisser planer un doute sur le Comité Révolutionnaire de l'UPC.

Gérard CHALLAND, avec une de ces formules qui provoquent des " frémissements de narines " et lancent l'esprit dans toutes sortes de suppositions inexprimables, se fit l'écho de ces rumeurs dans son livre " La lutte armée en Afrique " (François Maspéro- Cahiers Libres n° 101) sorti en 1967.

" On apprenait que OSENDE AFANA avait été tué par les troupes d'AHIDJO le 15 Mars 1966. Divers renseignements semblent indiquer qu'il y aurait eu délation (sic). Ainsi, le climat politique était devenu tel que l'ennemi principal tendait non plus à être le régime néo-colonial d'AHIDJO, mais les fractions de l'UPC entre elles. Le conflit sino-soviétique avait-il approfondi les clivages ou n'avait-il que fourni aux divers groupe des motifs de se combattre à l'abri d'arguments idéologiques ? "

Que cachaient donc les saboteurs en provoquant de telles spéculations odieuses ? Ces spécialistes de la " Vérité " sur le Comité Révolutionnaire de l'UPC cachaient encore un fait important relatif aux circonstances de la mort d' OSENDE AFANA ? Ils ne voulaient pas révéler que HOGBE, démis de ses fonctions à la Représentation de l'UPC à Alger et chassé du Parti par le Comité Révolutionnaire, alla tout simplement prendre la tête du "

groupe OSENDE " réduisant ce dernier camarade, l'expression est dure, mais c'est la stricte vérité, à un rôle de fantoche terrorisé : l'insignifiant petit HOGBE n'hésitait pas à maltraiter OSENDE AFANA devant les " combattants ". Que HOGBE NLEND ait donc contribué à désorganiser et à démoraliser un " groupe " qu'on pouvait déjà difficilement appeler tel, qu'il ait même été le véritable responsable de la décision de s'aventurer aux frontières avant de tirer son épingle du jeu en prétextant un mal de jambe, ne nous paraît pas contestable. Qu'il ait joué ce rôle comme agent de l'ennemi est beaucoup moins sûr : nous n'avons pour notre part aucune preuve certaine. Mais quant à poser que HOGBE NLEND qui témoigne de toute sa hargne contre la Direction du Parti après sa destitution, fût un agent du C.R., c'est tout simplement du délire.

Tous les effectifs du II ème Front, tels qu'ils étaient à l'époque se trouvaient à plus d'un millier de kilomètres du lieu de la mort d'OSENDE. On imagine facilement ce qu'il en aurait été à supposer que nous nous fussions trouvés à quelques centaines de kilomètres seulement " (" Le courant du MANIDEM " T.2, P. 109).

2- Recherches de 1992 à 1996

Bien que, pour notre part, la situation est claire en ce qui concerne la fausseté de l'accusation formulée contre HOGBE NLEND – que nous défendions par simple probité intellectuelle et révolutionnaire- il nous a paru nécessaire de pousser plus loin les recherches sur la mort de OSENDE AFANA afin qu'il n'y ait plus l'ombre d'un doute sur cette réalité. Trois documents nous ont paru d'un intérêt historique incontestable : un rapport de synthèse du commandant de la compagnie de gendarmerie de Bertoua en 1965, un document de la sous-préfecture de Moloundou d'octobre 1965 et une note du Bureau des Renseignements des Forces Armées Camerounaises (BURFAC), ampliation à Bertoua, de novembre 1965.

a) Rapport de synthèse : Le rapport de synthèse n°190/4 du lieutenant de gendarmerie, ZENGUE, commandant la compagnie de gendarmerie de Bertoua en date du 13 octobre 1965, commençait en ces termes :

Le calme qui était le caractère politique dominant de la région administrative de l'Est vient d'être rompu par un événement grave à savoir l'implantation d'une importante bande de rebelles dans l'arrondissement de Moloundou.

Le 27 septembre 1965, à 16h, le commandant de la Cie de gendarmerie de Bertoua avait reçu le message suivant du commandant de brigade de Moloundou :

" DES RENSEIGNEMENTS PARVENUS CE JOUR STOP NOMBREUX REBELLES ARRONDISSEMENT DE MOLONDOU STOP ATTAQUE VILLE PROBABLE FETE REUNIFICATION STOP SOUS-PREFET DEMANDE RENFORTS YOKADOUMA STOP EFFECTIF BRIGADE TRES FAIBLE STOP DEMANDE INSTRUCTIONS STOP ET FIN "

" Immédiatement, il a alerté l'Inspecteur Fédéral de la Région Administrative de l'Est et le commandant de Légion de gendarmerie... "

Ce rapport se termine ainsi :

" En conclusion, deux faits sont établis incontestablement, à savoir, l'existence d'une importante bande de rebelles dans le Département de la Boumba et Ngoko, et le soutien actif apporté par les autorités de Brazzaville à ces hors-la-loi.

" Le fait pour ces rebelles de mettre un pistolet mitrailleur pour la défense de deux de leurs camarades seulement suppose qu'ils sont puissamment armés ; d'ailleurs, certains renseignements disent qu'ils disposeraient de mortiers 60 et de fusils mitrailleurs.

" Le fait ensuite que leur placement et leur nombre exact restent encore indéterminés (.....)

" Le fait enfin pour ces rebelles d'avoir bruyamment révélé leur présence dans l'arrondissement de Moloundou peut supposer de leur part une manœuvre de diversion ; en effet, le Département de la Boumba- Ngoko sera bientôt coupé du reste du pays à cause des inondations de la Kadey ; les rebelles pourront par exemple en profiter pour lancer une attaque d'envergure sur Yokadouma ; or l'impraticabilité de la route Moloundou-Yokadouma et l'inexistence d'un terrain d'aviation rendront toute intervention difficile, par conséquent, il serait prudent de maintenir un élément des forces de l'ordre à Yokadouma.

" Quant à l'état d'esprit des po[^]pulations, une intense action psychomogique est nécessaire. Sur la route Yokadouma-Moloundou, le moral des populations est encore bon. Mais, de Moloundou à Ouesso, en aval de la Ngoko, certains habitants ont déjà déserté leurs villages pour rejoindre la rive congolaise. Ces po[^]pulations apeurées ont besoin d'être rechargées psychologiquement comme des batteries d'accumulateurs, ce rôle revient

aux autorités administratives "

Signé : ZENGUE

En annexe du rapport de synthèse du lieutenant ZENGUE, il y avait le procès verbal du maréchal des logis, Janvier NDOUMA, commandant de la brigade de Moloundou. Dans ce procès verbal figurait l'audition de plusieurs témoins, parmi lesquels celui de François YONGA, présenté ainsi qu'il suit :

***Le déclarant YONGA François :** né le 28/4/1941 à Sagbayeme, arrondissement d'EDEA, fils de YONGA Simon et de Ngo BILONG Elisabeth, boussolier prospecteur à la Kienke à Mongo Kellé, célibataire, sans enfant, lettré, jamais condamné, de nationalité camerounaise.*

" Ayant obtenu une permission d'absence pour me rendre à Edéa me marier, je me suis rendu à Ouesso le 28 septembre 1965 pour payer un billet de voyage et me réserver une place dans le bateau qui devait se rendre à Moloundou.

" En cours de route, un jeune homme de grande taille, teint clair et habillé d'une chemisette verte a tenu plusieurs discours. Ce garçon qui se disait Camerounais a déclaré qu'il était Douala, et avait travaillé au port de cette ville jusqu'en 1960. Il disait en outre qu'il était bachelier. Après avoir groupé les passagers, il leur a déclaré qu'il était un rebelle et que lui et ses collègues étaient nombreux ; que leur but était de renverser le régime actuel du gouvernement camerounais et de mettre le leur en place ; qu'ils sont installés à 40 kilomètres. Il a fait comprendre à l'assistance qu'ils détiennent plusieurs armes automatiques et très puissantes. Il nous a ensuite déclaré que s'ils n'ont pas encore attaqué Moloundou et Yokadouma, c'est parce que ces deux villes sont très pauvres. Cet individu a ajouté qu'ils ont construit deux écoles pour enseigner les enfants et deux dispensaires pour soigner les malades.

" Au village Sakassa, le bateau s'est arrêté au milieu du courant. L'individu en question a enlevé sa pirogue de la barge et l'a descendue sur l'eau. Il y a plusieurs cartons qu'il a déchargés, plusieurs bouteilles de pétrole et une caisse. L'un des trois jeunes hommes qui l'accompagnaient a conduit ladite pirogue au large, côté camerounais ; simultanément, une autre pirogue assez grande et contenant des rejetons de bananiers est venue de la rive côté camerounais, et est venu transporter le rebelle et les autres

jeunes gens qui étaient restés avec lui dans le bateau.

" Toujours au même moment, trois individus sont sortis de brousse ayant des pantalons mouillés pour venir les recevoir et le même bateau démarra. Cet individu nous a recommandé d'aller dire à Moloundou que eux, les maquisards, sont à Sakassa afin que leur AHIDJO envoie sa gendarmerie et son Armée les attaquer car ils sont très capables d'anéantir toutes ses troupes.

" Cet homme a tenu des propos malveillants à l'encontre du Président de la République que je n'ai pu retenir. Je n'ai pas remarqué si le rebelle se serait entretenu en tête à tête avec le personnel de l'équipage. Je sais seulement que cet homme là causait très souvent avec les gendarmes et instituteurs congolais qui étaient dans le bateau. C'est tout ce que j'ai à déclarer. Lecture faite, persiste et signe. "

On croirait à une provocation, hélas.. !

b) Document de la sous-préfecture de Moloundou

Il s'agit d'un cours d'instruction militaire préparé par l'instructeur du groupe à l'intention des villageois. Il devait s'agir de François FOSSO, ancien tirailleur de la 2ème guerre mondiale, promu " Haut-Commandant du Haut-Commandement Militaire de l'Armée de Libération du Kamerun " dirigée par le " Secrétaire Général de la Commission Militaire révolutionnaire du Peuple Kamerunais ", HOGBE NLEND.

Le cours fut oublié dans un village des environs de Moloundou le octobre 1965 et récupéré par une patrouille de gendarmerie le 9 octobre 1965.

" Lundi ce 4.10.65.

" Les exigences des conditions actuelles demandent que l'UPC puisse faire très rapidement l'entraînement militaire des masses dans chaque coin où elle se trouve. C'est sur cette base que nous allons commencer cet important travail dans ce village aujourd'hui en présence de papa BIAKAN François. Le programme à suivre est le suivant :

15h. 1/ L'enregistrement des noms des frères qui veulent suivre l'entraînement militaire.

2/ L'alignement en colonne par deux, par un, par trois. Marche à pas gymnastique selon le principe indiqué.

3/ Exercices militaires. Mouvements de mains, du tronc, de la tête et

d'autres mouvements pouvant développer les muscles de toutes les parties du corps ; courir, sauter, ramper.

4/ Différentes sortes de formation : a/ en file, en file indienne (texto)

5/ Différentes parties de l'arme : canon, la culasse, porte-culasse, le chargeur, le ressort à boudin dans lequel se trouve une tige, le guidon, le viseur, le percuteur, la gâchette, le levier. Démontage et remontage ; comment la charge. Comment un combattant doit tenir son arme toujours propre. Comment la protéger contre la rouille, la saleté et l'eau. Comment la nettoyer et avec quel produit.

6/ Différentes positions de tir : couché, à genoux, debout, courbé ; ces positions sont possibles avec toutes les armes.

7/ La sentinelle, la vigilance dans le village, le jour et la nuit, mais renforcer les gens de la nuit car c'est le moment où les ennemis du peuple ont l'habitude de venir attaquer les villages

Pour copie conforme à Moloundou le 9 octobre 1965

Le Sous-Préfet. Signé Illisible

c) Note du BURFAC : Note du capitaine Gilbert ETOBE, chef du BURFAC du 1er novembre 1965, trouvée à Bertoua. Elle indique notamment que :

" Une patrouille effectuée par le commandant de Brigade de Gendarmerie de Moloundou dans la journée du 28 octobre 1965 sur le fleuve Ngoko vers la Kienké a donné les résultats suivants :

- 1 rebelle abattu, s'identifiant à FODE Victor, alias Bomono, venant de Brazzaville via Ouesso,*
- 1 autre fait prisonnier.*
- 1 pistolet automatique P.38,9mm*
- 5 grenades défensives PK US*
- 45 cartouches 9mm*
- 2 chargeurs de pistolet-mitrailleur (vides)*
- 1 mèche lente, 1 cordeau détonnant,*
- 1 machine à écrire,*
- 1 moteur hors-bord,*
- 1 valise contenant divers documents et divers livres "*

La conclusion de la note de renseignements était claire :

" D'une manière générale, et compte tenu des premiers renseignements

fragmentaires sur la situation de la région de Moloundou, il apparaît clairement que :

1/ Les rebelles, malgré leurs dissensions, sont déterminés à mener la lutte armée jusqu'à la " victoire finale "

2/ Le rôle joué par le Gouvernement congolais et l'aide qu'il apporte aux rebelles camerounais ne font plus de doute et méritent une attention particulière, et

3/ Qu'une vigilance particulière serait souhaitable sur la frontière sud du territoire national, notamment entre Campo (Kribi) et Oveng (Dja-et-Lobo)

Yaoundé le 1er novembre 1965

Le Capitaine Gilbert ETOBE, Chef du BURFAC. "

Après ce véritable gâchis, la mort de OSENDE n'était plus qu'une question de semaines, repéré qu'il était et sans armes, alors que son groupe alimentait lui-même les rapports de gendarmerie des plus folles rumeurs sur son importance numérique et son armement. Voilà pourquoi, du point de vue de la lutte, nous considérons cette expérience comme malheureuse. Elle nous créa les pires difficultés pour la mise en œuvre du 2ème Front dont les préparatifs étaient engagés bien avant l'arrivée du camarade OSENDE à Brazzaville, et qui s'était ouvert un an et demi environ après sa mort, tous les efforts pour l'unité s'étant avérés vains.

Notons que ces recherches nous ont permis d'établir la vérité suivante : si par la suite le comportement de HOGBE NLEND n'était pas et n'a jamais été des plus louables, et s'il sabota par son activisme l'action du groupe OSENDE et de l'ensemble de l'opposition, il n'a pas trahi OSENDE dans le sens qu'il a été responsable de sa mort par une quelconque manœuvre déloyale.

Nous pouvons en effet affirmer que le peu d'armement envoyé à OSENDE AFANA et intercepté par la gendarmerie sur la Ngoko le 28 octobre 1965 avait été effectivement envoyé par HOGBE NLEND qui se l'était procuré auprès de différents amis pro-chinois avec l'aide de MPOLLO (alias Bomono, alias Victor FODE). En effet, dans une note datée du 26 octobre et qui a été retrouvée sous forme de photocopie dans certaines archives dignes de foi, HOGBE avait écrit ce qui suit : " Il (FODE) vous donnera ce que j'ai pu avoir (avec sa précieuse collaboration) pour vous permettre de donner le " coup d'envoi " ". Tels sont les faits.

Annexe IV

Informations sur l'arrestation et l'assassinat du Président OUANDIE

Par Woungly-Massaga

I.- Le plan NJIAWUE

Après des années d'hésitation et de laxisme face aux activités de la subversion ghanéenne, le président KWAME NKRUMAH fut renversé le 28 février 1966 par un coup d'Etat militaire. A l'occasion de ce putsch, deux responsables de l'UPC, les camarades Michel NDOH, membre du Comité Révolutionnaire de l'UPC et Jean Martin TCHAPTCHET, chef du secrétariat administratif du Comité Révolutionnaire, étaient arrêtés et emprisonnés.

Cette situation laissait le secteur extérieur de l'UPC sous le contrôle de Nicanor NJIAWUE et NDONGO DIYE, tous deux membres du Comité Révolutionnaire de l'UPC en résidence à Alger. Mieux introduit dans certaines ambassades et assuré du soutien inconditionnel de Jean-Claude NJEM, alias BONA Claude ou Pierre PONDI, ancien président de la section estudiantine de l'UPC en Union Soviétique, NJIAWUE se mit à jouer au petit dictateur.

Dans un premier temps, prétextant l'indiscipline de ce dernier, il intervint auprès des frères algériens pour faire expulser d'Algérie, rien moins que le représentant du Bureau de l'UPC à Alger, le camarade CHEPDA DZAKAM, ingénieur chimiste. C'était un scandale, le camarade CHEPDA étant très estimé dans le parti compte tenu de son incontestable dévouement à la cause de la lutte et de son naturel simple et très sociable.

Toutefois, à peine NJIAWUE a-t-il réussi à faire expulser CHEPDA qu'il entraînait en conflit avec le camarade NDONGO DIYE. Comme il s'agissait d'un membre qui, comme lui était membre du Comité Révolutionnaire, NJIAWUE chercha à s'assurer le soutien préalable de certains membres de ce Comité. Il dépêcha à Brazzaville son collaborateur NJEM qu'il avait installé d'autorité dans les fonctions qu'occupait auparavant CHEPDA. Le camarade Thomas EMOG ELANG, notre représentant à Brazzaville, me fit appeler du Cabinda, selon les dispositions d'urgence que nous avions mises au point pour parer à toute éventualité. Je vins par conséquent à Brazzaville

pour prendre connaissance du courrier du camarade NJIAWUE. Celui-ci comprenait deux demandes.

Primo, il me demandait de m'associer à sa démarche visant à faire expulser d'Algérie le camarade NDONGO DIYE après m'avoir instruit de ses contradictions avec ce camarade ; ses récriminations ne réussirent pas à établir de griefs précis et graves contre NDONGO DIYE. Secundo, il m'informait qu'il envisageait faire un tour à Brazzaville pour un entretien avec le premier ministre Pascal LISSOUBA qui avait été son camarade d'université et pour visiter les installations secrètes du Parti au Cabinda.

Scandalisé et outré, je lui fis entendre froidement et fermement par son émissaire que je me refusais de m'associer à l'action qu'il entreprenait contre le camarade NDONGO DIYE et que je le mettais en garde contre de tels désordres diplomatiques qui ne pouvaient être que préjudiciables à la lutte. Pour ce qui était de son intention d'inspecter mes installations du Cabinda, je lui fis dire que les maquis n'étaient pas faits pour le tourisme et que, s'il osait mettre pied à Brazzaville, créant par ce fait même un risque de dévoiler notre présence au Cabinda (présence encore inconnue du Gouvernement) et nos activités de transit à travers le territoire congolais, je n'hésiterais pas à le faire prisonnier et à l'emmener de force avec nous au Cabinda pour faire sa formation militaire au maquis (après tout, les membres du Comité Révolutionnaire n'avaient-ils pas tous prêté solennellement serment de rentrer sous maquis ?).

C'est à partir de ce moment que Nicanor NJIAWUE conçut le plan rocambolesque de faire sortir le président OUANDIE du maquis afin qu'il règle les divergences entre les membres du Comité Révolutionnaire à l'étranger. Nicanor NJIAWUE et Jean-Claude NJEM prirent alors contact avec Monseigneur NDONGMO par l'entremise d'amis Français ; le prélat accepta volontiers d'assurer la liaison avec le président du Comité Révolutionnaire de l'UPC sous maquis.

En dehors de mon refus de m'associer à son autoritarisme, je n'avais, jusque-là eu aucun problème avec NJIAWUE. A ce jour, je ne sais toujours pas ce que NJIAWUE reprochait exactement au Dr. NDONGO DIYE au point de vouloir le faire expulser d'Algérie ; ce qu'il avait tout de même réussi malgré mon refus de l'assister.

II- Sortie du maquis et arrestation du président Ernest OUANDIE

A la fin du mois d'avril 1970, le président du Comité Révolutionnaire de l'UPC sous maquis dépêcha une mission de trois combattants auprès de Monseigneur NDONGMO évêque de Nkongsamba; il s'agissait des combattants dénommés NJOYA, Supporter et NFONGOU. C'était une mission de routine dans le cadre des contacts réguliers que le président OUANDIE entretenait depuis quelque temps avec le prélat.

Vers la fin du mois de mai, cette délégation revint porteuse d'un message de Mgr NDONGMO invitant le président OUANDIE à venir le rencontrer d'urgence⁶³. Monseigneur NDONGMO précisait qu'il avait été chargé par les membres du Comité Révolutionnaire de l'extérieur de l'aider à voyager à l'étranger⁶⁴.

Le 7 juin 1970, le camarade OUANDIE quitta donc son P.C. (poste de

63 - Il apparaît que le président OUANDIE avait pris l'habitude d'aller à la rencontre du prélat en son évêché. Or, il savait que des contacts similaires entre Mgr MONGO et Ruben UM NYOBE avaient toujours eu lieu sous maquis. L'excessive confiance dont il fit montre à l'invitation de Mgr NDONGMO était contraire aux règles de vigilance et de sécurité dans une guerre de guérilla.

64 -Sortir du maquis pour voyager à l'étranger n'était une mince affaire ! Pouvait-on engager une telle opération uniquement pour mettre fin à des divergences entre les membres du Comité Révolutionnaire à l'étranger ? Certes NJIAWUE pouvait monté toutes sortes d'affabulation pour dramatiser ces " divergences " : il ne recula pas devant la fabrication d'un faux mandat de OUANDIE pour tenter de faire recevoir Mgr NDONGMO par les autorités algériennes afin d'extorquer de l'aide. Mais, en quoi de telles divergences pouvaient-elles avoir plus d'importance que la lutte des maquis ? En quoi de telles divergences pouvaient-elles mériter que l'on mît en jeu la sécurité et la vie du président du Comité Révolutionnaire de l'UPC ?

Le fait, pour le président OUANDIE d'avoir eu entre les mains le faux mandat fabriqué par Nicanor NJIAWUE et Jean-Claude NJEM (alias PONDI), n'était-il pas suffisant pour l'alerter sur la moralité douteuse de ces camarades et sur le caractère suspect du voyage qui lui était proposé ? Il apparaît d'ailleurs que ni le président OUANDIE – malgré sa longue expérience de la lutte – ni bien évidemment notre brave NJIAWUE ne semblaient maîtriser l'ensemble des problèmes politiques et logistiques posés par l'opération envisagée.

Un tel voyage – à supposer que l'on le jugeât politiquement opportun – ne pouvait être sérieusement préparé que pendant des semaines et des mois, dans la plus grande discrétion : le temps de préparer minutieusement les documents de voyage,

commandement) dans le Ndé, avec 18 combattants de la section spéciale ; le PC restant sous le commandement de " Bru-Bru ". Lorsque le groupe arriva à Bafang (Haut-Nkam), six hommes restèrent sur place, sur ordre du président OUANDIE, et le groupe poursuivit sa route à douze jusqu'à Kekem ; il y arriva dans la nuit du 3 juillet 1970.

Le lendemain, 4 juillet, l'agent de liaison Laurent TANKEU fut dépêché pour annoncer à Mgr NDONGMO l'arrivée du président OUANDIE qui lui donnait rendez-vous pour le 10 juillet⁶⁵. Entre temps, le ravitaillement du groupe était assuré par le camarade Laurent TENKEU.

Le prélat arriva effectivement le 10 juillet à 22 heures. Il s'entretint longuement avec le président OUANDIE à qui il remit le courrier de Nicanor NJIAWUE, en lui faisant état de sérieuses divergences entre les membres du Comité Révolutionnaire de l'UPC à l'étranger, selon NJIAWUE et NJEM évidemment. Il insista sur la nécessité impérieuse d'un voyage de Ernest OUANDIE à l'extérieur pour régler ces divergences en tant que président du Comité Révolutionnaire de l'UPC⁶⁶.

Après l'entretien du 10 juillet, Mgr NDONGMO et le président OUANDIE se séparèrent en prenant rendez-vous pour une prochaine rencontre le 30 juillet 1970⁶⁷. Le 13 juillet, Mgr NDONGMO envoya une somme de

d'étudier les voies de sortie, les différentes étapes, en forêt, en voiture, les passages de frontières, les billets d'avion, les visas...

65 - Lorsque le président OUANDIE arriva à Kekem dans la nuit du 3 au 4 juillet, il prit rendez-vous avec le prélat pour le 10 juillet. Dans son esprit, il ne s'agissait donc pas d'une mission brève où il fallait prendre rapidement contact et repartir.

66 - A supposer que Nicanor NJIAWUE ait convaincu Mgr NDONGMO et que, par l'entremise de celui-ci le président OUANDIE de la gravité des divergences entre les membres du Comité Révolutionnaire, nous pensons que le président OUANDIE avait une autorité politique et morale pour intervenir de manière décisive à partir d'un rapport circonstancié, en émettant des directives fermes.

Le précédent de 1962 était là ! En 1962, il y eut de sérieuses divergences entre les responsables du Parti à l'extérieur. Nul ne pensa à faire sortir Ernest OUANDIE pour les régler : un rapport avait été fait, et des solutions proposées. Que ces dernières aient été sabotées par la suite par quelques uns n'engageait que la responsabilité des saboteurs. Aussi, le projet effarent de NJIAWUE et l'aide qu'il reçut pour le mettre en exécution ne peuvent-ils que nous étonner, et ce, jusqu'à nos jours.

67 - Le rendez-vous du 30 juillet (fixé le 10 juillet pour vingt jours plus tard) était

80.000 FCFA au président OUANDIE, un poste transistor neuf et une montre bracelet. A ce moment-là, le président OUANDIE avait déjà ordonné à la section spéciale de regagner le PC.⁶⁸ Il restait avec BEN BELLA, son secrétaire administratif et l'agent de liaison, Laurent TENKEU.

Le 30 juillet, Mgr NDONGMO arriva au rendez-vous et prit le président OUANDIE, le camarade BEN BELLA et Laurent TENKEU à bord de son véhicule Mercedes pour l'évêché. Ils y passèrent la nuit après un dîner servi par le prélat, et un bref entretien entre OUANDIE et celui-ci. Au cours de cet entretien, il aurait été question de l'hypothèse d'un ralliement que Mgr NDONGMO aurait proposé à OUANDIE en 1966.

Le 31 juillet, Mgr NDONGMO prit le groupe à bord d'un autre véhicule pour le confier au directeur du Petit Séminaire de Mélong. Le président OUANDIE y passa quatre jours. Le 3 août 1970, l'insécurité au Petit Séminaire devint inquiétante, d'autant plus qu'il y avait encore des pensionnaires à l'internat. Le directeur demanda alors au prélat de trouver un autre refuge pour le groupe. Mgr NDONGMO essaya de convaincre un catéchiste de Maleke de les héberger, mais ce dernier refusa. Il déposa finalement le président OUANDIE et sa suite à la mission catholique de Mbanga-ville, après minuit.⁶⁹ Mgr NDONGMO fixa alors un autre rendez-vous au président OUANDIE pour le 8 août 1970. Au matin du 4 août, le camarade Laurent TENKEU, après s'être muni d'un peu de ravitaillement, conduisit le président OUANDIE et le camarade BEN BELLA dans sa plantation.

Le 8 août 1970, Mgr NDONGMO n'était pas au rendez-vous, le 9 août

superflu. Tout au plus le président OUANDIE pouvait-il se trouver dans les parages jusqu'au 13 juillet pour attendre le ravitaillement qu'il reçut le jour-là et repartir aussitôt, sans perdre une seule heure.

68 - Le renvoi de la section spéciale jusqu'au PC était une erreur. Elle devait au contraire continuer de camper non loin du lieu où se trouvait le commandant en chef, prête à repartir avec lui à la moindre alerte. Au demeurant, le président OUANDIE ne devait pas se déplacer tant que toutes les dispositions logistiques lui permettant de rejoindre cette unité n'étaient pas prises. Sinon, c'est le prélat qui devait venir le rejoindre dans cette unité.

69 - A partir du 13 juillet 1970, le séjour du président OUANDIE dans cette zone d'insécurité et ses déplacements avec le prélat étaient des violations flagrantes des plus élémentaires règles de la guérilla.

non plus. Le 10 août, au matin, le camarade TENKEU vint annoncer au président OUANDIE qu'il fallait attendre jusqu'au 20 août 1970, date à laquelle le prélat allait envoyer un appareil photo pour faire les photos nécessaires aux papiers de voyage.⁷⁰

L'après - midi du 10 août, le président OUANDIE fut surpris par un chasseur dans la plantation de Laurent TENKEU. Il décida de changer de cachette et il progressa vers Loum en compagnie du camarade NJASSEP dit BEN BELLA. Le 13 août, les deux camarades étaient de nouveau surpris par deux villageois. Ils progressaient sans guide et ils décidèrent de se séparer, sans doute pour être moins repérables. Handicapé par deux sacs de voyage, BEN BELLA fut vite capturé. Le président OUANDIE passa encore dix jours en brousse, à travers les champs sans trouver un chemin lui permettant d'atteindre la forêt. Le 19 août 1970, il fut rejoint par une battue organisée par l'armée et la gendarmerie avec la collaboration de la population.

III- Conclusion stratégique

Au regard du déroulement des événements et des manquements constatés à l'endroit des règles sécuritaires de la guérilla et de la clandestinité politique, une vérité s'impose : l'absence d'une activité avérée de trahison. C'est un constat technique.

On peut mettre en cause l'irresponsabilité du tandem NJIAWUE-NJEM. Mais on ne saurait retenir contre eux une accusation de trahison dans la

70 - Au demeurant, une fois manqué le rendez-vous du 8 août, le président Ernest OUANDIE ne sut pas réagir en chef Guérillo. Depuis le 13 juillet, il avait un minimum de moyens lui garantissant une certaine autonomie d'action. Son manque de réaction face à l'insécurité du séjour au Petit Séminaire de Mélong et aux tâtonnements de l'évêque jusqu'à son hébergement à la mission catholique de Mbanga-ville témoignent d'un incroyable relâchement de vigilance chez ce grand combattant qui avait tenu le maquis pendant neuf ans.

Ce qui se passa ensuite ne mérite pas qu'on s'y arrête outre mesure. La mise en scène grotesque, cynique et criminelle de la police gouvernementale pour se présenter avantageusement comme efficace, et le procès inique par lequel le régime crut pouvoir se consolider définitivement grâce à la mort du grand symbole de la résistance populaire, relevaient de l'artifice

mesure où le président OUANDIE avait toute la latitude d'apprécier le peu de sérieux de leurs propositions et d'évaluer les risques qu'impliquait l'aventure d'une sortie improvisée à l'étranger (qui reprocherait au commandant KISSAMBA d'avoir repoussé sans ménagement les propositions irresponsables de NJIAWUE visant à faire du tourisme politique et diplomatique au Cabinda ?).

On peut aussi s'étonner de la désinvolture avec laquelle Mgr NDONGMO reçut le président OUANDIE, mais on ne peut y déceler le moindre traquenard. D'ailleurs, le révolutionnaire professionnel, en l'occurrence, n'était pas le prélat, fut-il responsable de la sécurité de son hôte selon la tradition africaine. Le révolutionnaire professionnel qui se devait, à chaque instant, d'évaluer les risques, de refuser toute désinvolture à l'égard des normes de sécurité et de vigilance, c'était le président OUANDIE. Voilà qui amène à faire le quatrième constat tragique de l'amateurisme dans le mouvement révolutionnaire camerounais.

Le 13 septembre 1958 : le secrétaire général de l'UPC et fondateur de notre parti, Ruben UM NYOBE, tombe sans arme, sans garde et sans combat sous les balles d'une patrouille de l'armée coloniale.

Le 3 novembre 1960 : Le président de l'UPC Félix-Roland MOUMIE est empoisonné à Genève : inattention et absence de vigilance élémentaire tant de sa part, que de la part du camarade qui l'accompagne. Une sécurité minimale sinon avec un garde de corps, du moins avec une épouse initiée, avait fait défaut.

Le 15 mars 1966 : OSENDE AFANA, cadre éminent de l'UPC meurt dans une aventure insensée qui n'a qu'un lointain rapport avec la guerre de guérilla.

Le 15 janvier 1971, le président OUANDIE est assassiné après avoir été fait prisonnier dans des conditions inadmissibles dans une guerre de guérilla.

Et, dans tous ces cas, l'ennemi et la superstition aidant – parce qu'on ne meurt dans nos villages, le plus souvent, que par la faute de quelqu'un -, on avait vite fait de trouver des traîtres : MAYI MATIP, TCHAPTCHET, HOGBE NLEND, NDONGMO... alors que dans chacun de ces cas, il n'y a eu qu'amateurisme, à notre avis.

La lutte du peuple camerounais ne triomphera pas tant que prévaudra cette mentalité où la lutte politique, violente ou pacifique, n'est pas prise au

sérieux comme une activité capitale, délicate, scientifique. Nous sommes aujourd'hui en pleine explosion de cet amateurisme lorsque les Camerounais peuvent s'imaginer que n'importe quel parti peut conduire à la victoire sur le régime néo-colonial avec des slogans démagogiques. Nous sommes en plein amateurisme lorsque les upécistes peuvent permettre que n'importe quel aventurier se hisse à la tête de l'UPC avec l'appui d'un groupe ethnique (et même du parti néo-colonial) en promettant de conduire l'UPC à la victoire !

Heureusement que tôt ou tard, la lutte elle-même, avec les coups de boutoir de l'ennemi, imposera cette révolution des mentalités.

Annexe V

Un mot sur Thomas EMOCK ELANG dit Capitaine COSTA, mon compagnon de lutte

Lorsque je fis la connaissance de Thomas EMOCK ELANG à Accra (Ghana), il faisait partie d'un groupe de combattants de l'ALNK qui revenaient de formation militaire en Chine ; c'était en 1962. En ma qualité de secrétaire administratif de l'UPC en charge des problèmes de l'ALNK, j'ai aussitôt sympathisé avec ce combattant physiquement solide, mince, élan-cé, et dont le franc-parler et la fermeté manifestaient un engagement patriotique sans calculs.

Thomas EMOCK ELANG avait été élu responsable des combattants qui attendaient les agents de liaison pour leur acheminement au pays. A ce titre, il devint mon proche collaborateur et le resta jusqu'à sa mort le 12 octobre 1986 à Luanda (Angola)

Dès nos premiers contacts, j'ai appris beaucoup de lui sur la vie interne du parti au pays, l'engagement patriotique des Camerounais dans les villes et les campagnes, les luttes d'influence dans le parti, le tribalisme qui le rongait insidieusement et les comportements liés à des traits sociologiques des ressortissants des différents groupes dont il ne manquait pas de me signaler les totems.

Thomas EMOCK ELANG avait travaillé dans la police coloniale ; il devint rapidement un informateur du parti avant de s'engager dans l'action militante ouverte. Arrêté pour reconstitution de ligue dissoute avec des centaines d'autres camarades, il fut enfermé à la prison de New-Bell. Certains de ses compagnons de prison se retrouvèrent avec lui en exil, comme Robert EKWALLA et même au II^{ème} Front de l'ALNK comme Henri BABEM BABEM.

EMOCK joua un rôle majeur dans la lutte contre la désorganisation de l'UPC à Accra de 1962 à 1964. Après l'emprisonnement de la colonie camerounaise à Accra en effet, la police ghanéenne se mit à intimider les détenus et à les monter contre " MASSAGA et les intellectuels " ; elle faisait pression sur nos compatriotes afin qu'ils reconnaissent NTUMAZAH comme leur dirigeant. EMOCK découvrit assez vite ce jeu malsain de la

police ghanéenne. Il organisa de ce fait la résistance et parvint à maintenir la cohésion des combattants et du gros des militants détenus en dénonçant la collusion manifeste de certains de nos compatriotes avec la police ghanéenne.

A sa sortie de prison, EMOCK ELANG fut choisi comme le chef du premier contingent qui fut infiltré au Congo Brazzaville pour préparer la lutte du II^{ème} Front de l'ALNK. Il se montra d'une discipline rigoureuse et maintint sous son contrôle les camarades dont il avait la charge.. EMOCK ELANG n'était pas un grand intellectuel, mais ses rapports étaient toujours très détaillés et précis, sans doute à cause de sa formation de base et de son expérience policière. Ses indications permettaient presque toujours de réagir de manière opportune aux situations qui survenaient.

C'est tout à fait naturellement que COSTA s'initia, à Brazzaville, à l'activité diplomatique et aux négociations délicates auxquelles je l'associais à chacune de mes descentes à Brazzaville. Il était le relais nécessaire entre la direction politique du MPLA et moi parce que, au Cabinda et à la frontière du Congo avec cette enclave, je n'avais de contacts qu'avec les responsables militaires mais aussi avec les missions diplomatiques. A ces dernières, il expliquait la situation politique au Cameroun et l'évolution de nos activités.

Après le coup d'Etat qui renversa NKRUMAH au Ghana, EMOCK ELANG, à travers qui les organismes du parti, maintenait le contact avec moi, devint la plaque tournante des activités de l'UPC à l'extérieur. Il faut également signaler que lorsque le régime du capitaine NGOUABI décida de m'expulser du Congo sous la pression de Yaoundé, et ceci malgré le rôle important que j'avais eu à jouer pour éviter un bain de sang à Brazzaville en favorisant la négociation NGOUABI-MASSAMBA DEBAT, ce fut avec EMOCK ELANG et BABEM BABEM ; il nous expédia sur Cuba.

Lorsque Thomas EMOCK ELANG décéda à Luanda des suites d'un infarctus, il y occupait les fonctions officieuses de représentant de l'UPC. Le MPLA qui savait que COSTA était un haut responsable de notre parti ordonna qu'il ne soit pas enterré avant mon arrivée à Luanda.

Thomas EMOCK ELANG avait pris une seconde épouse en Angola, Suzanne EMOCK avec qui il eut deux garçons : OUANDIE EMOCK et HENDA EMOCK. Il avait par ailleurs reconnu un garçon que l'angolaise avait eu avant leur mariage et il lui avait donné le nom de MASSAGA

EMOCK. La situation dans laquelle j'ai été maintenu par le régime du Renouveau après mon retour d'exil ne m'a pas encore permis de manifester à la famille de COSTA au Cameroun et en Angola, ne serait-ce qu'une petite part de l'affection qui nous liait.

Les populations du Grand Mbam peuvent être fières d'avoir donné à la lutte du peuple camerounais une de ses Grandes Figures : Thomas EMOCK ELANG (capitaine COSTA) était un grand patriote, un vrai révolutionnaire.

Table des matières

A

Woungly-Massaga, le militant de l'UPC (1950-1962).....	25
--	----

B

Woungly-Massaga : le combattant (1962-1970).....	129
--	-----

C

Woungly-Massaga, l'homme politique : de 1970 à nos jours.....	213
Conclusion.....	273

Postface

Les grands acteurs de l'histoire du Cameroun.....	275
---	-----

Annexes

I - Statuts remaniés par le IIème congrès de l'UPC tenu à Eséka du 28 au 30 septembre 1952.....	283
II - Réflexion sur l'essor organisationnel de l'UPC (Leçons d'hier pour aujourd'hui et demain).....	289
III - Témoignage de Woungly-Massaga sur Osendé Afana.....	295
IV - Informations sur l'arrestation et l'assassinat du Président Ouandié.....	307
V - Un mot sur Thomas Emock Elang dit Capitaine Costa, mon compagnon de lutte.....	315

Imprimé sur les presses
de **Cloître** en mai 2005
Dépôt légal 2^{ème} trimestre 2005

Ngouo Woungly-Massaga alias Commandant Kissamba : « Cameroun, ma part de vérité »

C'est autour des trois axes de l'activité du commandant KISSAMBA (le militant, le combattant, le politique) que nous avons conçu le questionnaire qui lui a été présenté et qui constitue les trois parties de cet ouvrage-entretien.

Le militant, pour nous, correspond à la période pendant laquelle WOUNGLY-MASSAGA s'inscrit dans l'UPC sans en être un fondateur. Son militantisme lui a permis d'y jouer un rôle politique notable dans le strict respect des fondamentaux de ce parti élaborés par les pères fondateurs.

Le combattant correspond à la période au cours de laquelle il a pris les armes pour combattre le régime au pouvoir à Yaoundé, ce qui lui a valu les surnoms de " commandant KISSAMBA " ou encore de " commandant GAMA ".

Le politique, enfin, c'est cet homme qu'est devenu WOUNGLY-MASSAGA lorsqu'il a atteint les instances dirigeantes du parti UPC et qu'il a voulu, par ses idées, infléchir la trajectoire de ce mouvement politique : il a ainsi été tour à tour, membre du Comité Révolutionnaire, penseur et acteur politique, créateur de tendance et de parti politique dans la République du Cameroun. C'est la période au cours de laquelle il est entré en conflit avec d'autres hommes politiques avec qui il s'est disputé le leadership politique au Cameroun.

Ces trois aspects de la personnalité de WOUNGLY-MASSAGA correspondent également à une certaine chronologie de son activité politique, même si çà et là, le militant, le politique et le combattant peuvent se confondre : le militant (1950-1962), le combattant (1962-1970) et le politique de 1970 à nos jours.

Daniel Abwa est professeur d'Histoire des Universités, doyen de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I et chef de département d'Histoire de ladite faculté. Il a fait le constat des obstacles qui empêchent l'écriture de l'Histoire du Cameroun contemporain du fait notamment de la rareté sinon de l'absence des témoignages laissés par les acteurs et les témoins de cette Histoire de même que de la mauvaise conservation des archives. Pour y remédier, il s'emploie par une méthodologie nouvelle, à mettre à la disposition des historiens camerounais les matériaux nécessaires à leur travail, en faisant parler, de leur vivant, ceux qui ont quelque chose à dire d'utile. Après M. Sadou Daoudou, l'ancien ministre de Ahmadou Ahidjo, il fait parler aujourd'hui Ngouo Woungly-Massaga, le "maquisard" qui s'est opposé au régime Ahidjo.

ISBN : 2-911150-08-2

Photos : DR

